

هذه من الاموال

DANSE ET MUSIQUE

« Le monde des Livres » : L'été en poche

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14746 - 6 F

VENDREDI 26 JUIN 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Le « spleen » des marchands d'armes

À l'Ouest, autant qu'à l'Est, après l'effondrement du monde communiste, l'industrie de l'armement va devoir payer, plus vite que prévu, ce qu'on a appelé « les dividendes de la paix ». La réduction des budgets militaires et une nouvelle définition du rôle des armées devant les missions de maintien de la sécurité internationale ou d'aide humanitaire - conduisant les marchands d'armes à des révisions décriées de leur politique industrielle. Aux États-Unis, dans l'ex-Union soviétique, mais aussi en Europe, et notamment en France, on s'attend à devoir tailler dans le vit ou le fer d'un secteur qui, avec la fin de la « guerre froide », constate qu'il est en surcapacité de production et, donc, en suréquipement.

De part et d'autre de l'Atlantique, et bien au-delà de l'Océan, ce sont plusieurs millions d'emplois directs et indirects qui sont menacés. Des équipes d'ingénieurs et de techniciens de haut niveau seront dispersées, comme seront mis en chômage des ouvriers longtemps entretenus par leurs propres dirigeants dans l'idée qu'ils étaient - par leur savoir-faire - la « bras armé » ou le « far de lance » assurant la sécurité de leur pays et le respect de ses souverainetés.

EN France même, la commission a déjà été avancée ici ou là : on n'hésite pas à assombrir le sort de l'industrie de défense à cet égard, de la sidérurgie aux des chantiers navals. Confrontés à des marchés nationaux où s'éternisent qui se réduisent comme peau de chagrin, les industriels cherchent à s'organiser pour faciliter leur reconversion, qu'elle soit totale ou partielle. Les uns sont en quête de synergie entre leurs affaires militaires et d'autres activités : c'est le cas de l'aéronautique, par exemple, qui se trouve des similitudes avec des métiers de l'aéronautique.

D'autres encore veulent se diversifier, arguant du fait, comme dans la mécanique, qu'ils sont des « spécialistes » autour desquels il s'agit de se rassembler. D'autres, enfin, proposent de faire face à la récession dans leur secteur en coopérant mieux et davantage, et ce sont alors - au risque de donner l'impression d'une vaste improvisation générale qui provoque la tourmente - les grandes manœuvres de restructuration industrielle sous auspices eux-mêmes qu'on assiste aujourd'hui à travers les frontières.

FAUT-IL compatir, pour autant, à ce « spleen » des « marchands de mort », comme on les appelle jadis ? Ou doit-on, évitant la contagion, refuser d'avancer le diagnostic pessimiste de beaucoup d'entre eux qui croient au loup pour qu'on s'apitoie ?

La situation mondiale de ce commerce est, en réalité, plus contrastée et plus nuancée. Les marchés en Asie-Pacifique et au Proche ou Moyen-Orient demeurent à la hausse, selon des taux qui peuvent atteindre les 10 % par an, comme l'illustrent la compétition sauvage des pays exportateurs entre eux et le fait que les États-Unis tirent souvent leur épingle du jeu, au point d'être - de très loin - le « numéro un » de la catégorie.

Il existe même des vendeurs d'armes lucides, sinon heureux, qui prévoient que leurs transactions reprendront après 1995, pour une raison simple : de nombreuses panoplies, acquises en pleine crise Est-Ouest, arrivent à obsolescence. Il faudra les remplacer. Peut-être pas dans les mêmes quantités qu'aujourd'hui, mais sûrement en qualité, c'est-à-dire à un prix plus fort...

M0147 - 0926 0 - 6,00 F



Un entretien avec le premier ministre britannique à la veille du sommet de Lisbonne

M. Major : « Maastricht, je l'ai négocié, j'y crois, je suis sûr que c'est le bon traité pour l'Europe »

A la veille du conseil qui devait réunir à Lisbonne, les vendredi 26 et samedi 27 juin, les douze chefs d'État et de gouvernement européens, M. John Major, le premier ministre britannique, dans l'entretien qu'il nous a accordé,

« L'élargissement de la Communauté devait être la priorité de la présidence britannique. Est-ce toujours le cas malgré la crise née du « non » danois ?

« Oui, je pense que c'est toujours une très grande priorité, et cela pour plusieurs raisons : je n'ai jamais considéré que la Communauté était un club de riches nations occidentales devenant de plus en plus prospères, entourées d'autres pays n'ayant

aucune perspective de pouvoir les rejoindre. C'est pour cela que la Communauté doit s'élargir. D'abord au nord avec certains pays de l'AELE (1), puis à l'est, aux trois pays du « groupe de Visegrad » (2).

« Deux fois en cours de ce siècle, des guerres ont commencé en Europe occidentale. Il est aujourd'hui inconcevable que l'Europe puisse connaître de tels conflits. Ces nations européennes sont tel-

lément liées entre elles sur le plan économique que leur propre intérêt les conduit à exclure toute probabilité de conflit militaire. C'est là peut-être le plus grand cadeau que la Communauté européenne ait fait. Nous devons en faire profiter les pays de l'Europe centrale. Si nous faisons cela, peut-être pourrions-nous laisser à nos petits-enfants une Europe bien plus sûre que celle que nous avons connue.

(1) L'Association européenne de libre-échange (AELE) regroupe sept pays : Autriche, Suisse, Liechtenstein, Suède, Finlande, Norvège et Islande.

(2) Le groupe de Visegrad est un forum de concertation entre la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie.

Le conseil de Lisbonne, qui ne devrait trancher ni sur le problème de l'élargissement ni sur celui du financement de la Communauté, s'attachera à redonner aux opinions publiques confiance en la construction communautaire.

Relève incertaine à Kaboul

M. Modjaddadi a annoncé, mercredi 24 juin, à Kaboul, qu'il quitterait lundi ses fonctions de président par intérim. Il n'a pas précisé s'il entendait remettre ses pouvoirs au Conseil de direction de dix membres prévu par les accords conclus fin avril entre moudjahidins.

page 5

Israël : la paix « priorité » de M. Rabin

Après sa victoire électorale, le chef du parti travailliste, M. Itzhak Rabin, a souligné, mercredi 24 juin, que la paix était sa « priorité ». Dans le monde arabe, les premières réactions sont prudentes, mais positives, tandis que les gouvernements occidentaux espèrent vivement une relance des négociations au Proche-Orient.

page 3

L'Algérie silencieuse

Le nouveau pouvoir a beaucoup de mal

à mobiliser une population lasse des promesses non tenues

ALGER

de notre envoyé spécial

Des morts inutiles ? D'embuscades en fusillades, une centaine de membres des forces de l'ordre ont déjà payé de leur vie la grande trêve engagée, au début du mois de février, contre les « fous de Dieu ». « Ça n'a servi à rien du tout. Le pouvoir n'a pas bougé d'un pouce. Au contraire, ce que l'on vient de gagner, c'est, entre autres, le doublement des prix de l'huile et du lait », constate froidement un Algérois. Vite dit peut-être, mais, à la veille

de l'ouverture du procès des « gros bonnets » du Front islamique du salut (FIS), parmi lesquels MM. Abassi Madani et Ali Benhadj, beaucoup de ceux qui composent la majorité silencieuse paraissent déçus par l'incapacité ou la mauvaise volonté de leurs dirigeants à changer en profondeur, par-delà les mots, le cours des choses.

Certes, le plus grand nombre semble s'accommoder, sans dommages majeurs, de la présence parfois un peu voyante des forces de l'ordre et prendre même son parti des violences très ciblées

commises par les islamistes. Sauf à croire la rumeur quand elle se veut inquiétante, chacun vit avec ses occupations habituelles comme si de rien n'était. « Il faut apprendre à vivre, quelque temps encore, avec le terrorisme, comme ça se passe en Espagne et en Grande-Bretagne », assure-t-on dans les allées du pouvoir.

La population se résignerait à prendre ce mal en patience si elle avait, du moins, le sentiment que le jeu en vaut la chandelle.

JACQUES DE BARRIN

Lire la suite page 4

Le rapport de la Cour des comptes



Dans son rapport annuel, la Cour des comptes dénonce de nombreuses anomalies dans la gestion des entreprises publiques et des administrations.

page 18

Préparer le référendum

M. Mitterrand devrait soumettre le traité de l'Union européenne aux Français en septembre

par Alain Rollat

Les chefs d'État ont beau avoir le cuir tanné par l'expérience des intempéries, leur épiderme reste sensible aux blessures d'amour-propre. Il ne faut pas dire à M. François Mitterrand qu'il a payé de quelques renoncements, si l'on se réfère à ses propos antérieurs, le compromis intervenu dans la nuit du mardi 16 au mercredi 17 juin au Sénat sur la révision de la Constitution.

Le président de la République admet volontiers qu'il n'y a pas lieu de pavoiser. Il aurait préféré que la majorité sénatoriale de la République française ne transforme pas en simple faculté le droit de vote et d'éligibilité des ressortissants de la future Union européenne aux élections municipales alors que ce droit est positivement inscrit dans l'article 8 B du traité de Maastricht.

Il partage naturellement le sentiment du ministre des affaires étrangères au sujet du nouvel article 88-3 de la Constitution selon lequel, désormais, « le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales peut être accordé aux seuls citoyens de l'Union résidant en France ».

Comme M. Roland Dumas l'avait dit d'emblée au Sénat, il y a là deux mots - « peut » et « seuls » - qui introduisent dans la Loi fondamentale quelque chose de « discriminatoire » et de « déshonorant » à l'égard des autres étrangers qui résident en France.

M. Mitterrand aurait aussi préféré que le Sénat ne profite pas des circonstances pour d'octroyer une sorte de droit de veto en exigeant que la loi organique appelée à fixer les modalités de ce droit de vote soit, le moment venu, adoptée en termes identiques par les deux Assemblées du Parlement.

Il pense, comme le ministre de la justice, M. Michel Vauzelle, que la majorité sénatoriale a ainsi modifié « l'équilibre des institutions voulues par les constituants de 1958 et par le général de Gaulle » et qu'il eût été plus convenable, en la matière, de ne pas agir « en catimini ». Il admet même avoir, à chaud, laissé libre cours à son courroux, quand il a constaté que, sur ce point, le gouvernement avait été contraint de céder malgré ses directives.

Mais tout cela, à ses yeux, c'est de l'histoire ancienne.

Lire la suite page 9

Les combats en Bosnie-Herzégovine

Washington accentue sa pression sur la Serbie.

page 4

La fin du SNI

Au sein de la FEN, la tendance majoritaire et les instituteurs créent le Syndicat des enseignants.

page 11

Le Parti socialiste contre Superphénix

Alore que le décalon du gouvernement se fait attendre, le PS se prononce contre le redémarrage du surgénérateur

page 24

LE MONDE DES LIVRES

■ Hemingway et ses masques ■ D. H. Lawrence en mouvement ■ La feuilleton de Michel Brudeau : « Les anges de Marguerite » ■ Ferrar, penseur, inclassable ■ Les ordinateurs de la pensée ■ Lisez aussi les livres de vos enfants ■ L'été en poche

pages 25 à 32

« Sur le vit » et le sommaire complet se trouvent page 24

Henrik Stangerup Frère Jacob

Ce Frère Jacob, multiforme et exaltant, est sans doute le roman le plus réconfortant sur la découverte du Nouveau Monde.

J.M.G. Le Clézio, Le Nouvel Observateur

Editions de l'Olivier

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 9 DH ; Tunisie, 780 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 S CAN ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 85 p. ; Italie, 2,20 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2,5 ; USA (autres), 2,40 F.

DÉBATS

Famine

Un entretien avec M. David Bryer

Le directeur de l'OXFAM, principale organisation humanitaire britannique, juge sans précédent la sécheresse qui sévit en Afrique australe

Créé en 1942, par une poignée de citoyens britanniques soucieux de venir en aide aux populations menacées de famine en Europe occupée, l'Oxford Committee for Famine Relief a donné naissance, au début des années 60, à l'une des organisations non gouvernementales (ONG) parmi les plus puissantes et les plus actives dans le tiers-monde, particulièrement en Afrique.

Avec ses mille deux cents employés permanents et ses trente mille volontaires bénévoles, l'OXFAM, qui célèbre cette année son cinquantième anniversaire, cultive une philosophie de l'aide humanitaire assez éloignée de celle qui peut prévaloir chez ses confrères occidentaux. Soucieuse de ne pas séparer les impératifs de l'aide d'urgence de ceux du développement socioéconomique, l'organisation britannique se fuit, non sans succès, le portillon de l'action à long terme, associant de manière privilégiée les groupes et les communautés locales à ses activités.

L'OXFAM, qui a vingt-cinq bureaux installés en Afrique, dispose d'un réseau de contacts particulièrement précieux en cas de crise. C'est le cas, cette année, en Afrique orientale et australe, où la sécheresse menace plusieurs millions de personnes.

« En quoi la sécheresse, qui sévit actuellement en Afrique australe et orientale, se différencie-t-elle des précédentes ?

— La première particularité de cette sécheresse, c'est son ampleur, particulièrement en Afrique australe. De mémoire d'homme, on n'avait rien vu de pire depuis ces cinquante dernières années. Au Malawi, par exemple, les vieux comparent la sécheresse d'aujourd'hui avec celle des années 1947-1948-1949. C'est la première fois, depuis cette époque que les gens sont contraints de quitter leurs villages, pour aller chercher ailleurs, parfois très loin de

chez eux, de la nourriture et de l'eau. » Le deuxième élément frappant, c'est la localisation de cette sécheresse. L'Afrique du Sud et le Zimbabwe, qui sont les principaux exportateurs de céréales de la région, se retrouvent, pour la première fois, très sérieusement touchés. A tel point qu'on leur envoie des céréales aux autres pays africains, comme ils pouvaient le faire jusqu'ici, ils sont obligés d'importer. Le troisième élément découle du second : le plus grand des dangers pour l'Afrique australe ne sont absolument pas accoutumés à ce type de sécheresse — jusque-là « réservée » à l'Afrique de l'Est, à la corne de l'Afrique et au Sahel. Elles sont donc particulièrement vulnérables.

Cette « vulnérabilité » n'est-elle pas liée, aussi, à un contexte économique catastrophique, qui n'a rien, lui, de nouveau ni de naturel ?

— Sans aucun doute. Revenons à l'exemple du Malawi. Il y a encore une dizaine d'années, les gens gagnaient leur vie de deux façons : soit en émigrant en Afrique du Sud et en s'embauchant dans les mines, soit en travaillant dans les plantations d'état, de thé ou de tabac. Or cette époque est révolue. Les Sud-Africains n'ont plus besoin de cette main-d'œuvre émigration. Quant aux plantations, elles d'embauchent plus : la chute du prix des matières agricoles sur le marché international a entraîné le déclin des investissements, et donc des emplois.

» Pour subsister, les Malawites n'avaient plus, dès lors, qu'une seule solution : rester dans leurs villages et essayer de cultiver. Le problème, c'est qu'on a abandonné les cultures traditionnelles (mil et sorgho) au profit du maïs — d'un rapport plus intéressant, mais qui, malheureusement, exige beaucoup plus de pluie. Avec l'arrivée de la sécheresse, le désastre est total. Les États africains sont eux-mêmes

impuissants : mis à part l'Afrique du Sud, tous ces pays sont confrontés à de tels problèmes — notamment, le poids de la dette — qu'ils sont incapables d'intervenir. Les budgets sociaux (éducation, santé, etc.) sont déjà largement sacrifiés, et ils le seront d'autant plus s'il faut faire face à la sécheresse.

» Ce qui me rend optimiste, ce sont les changements politiques en cours en Afrique. En revanche, je suis plutôt pessimiste quant à la volonté des pays du Nord d'apporter un soutien, rendu pourtant nécessaire, précisément du fait de ces changements. C'est le même chose avec le Sommet de Rio : pour résoudre les questions de l'environnement, il faudrait commencer par s'attaquer aux problèmes de la pauvreté des pays du Sud.

Aide

« sélective »

— L'appel à la mobilisation lancé par l'ONU, début juin, a pourtant reçu un premier écho favorable de la part des donateurs occidentaux. Sur les 825 millions de dollars demandés pour financer une aide alimentaire d'urgence, 526 millions ont aussitôt été promis.

— La réponse de la communauté internationale n'est donc beaucoup plus encourageante, comparée à celle qui avait été donnée, l'an dernier, en faveur de la corne de l'Afrique, pour laquelle moins du quart de ce qui avait été demandé a été obtenu. Aux yeux des Occidentaux, l'Afrique australe revêt apparemment plus d'importance. Cette aide « sélective » laisse de côté ceux des pays du Sud qui sont les plus touchés par la sécheresse, car ils n'offrent pas de possibilités d'investissement à long terme.

» A condition que cette première réponse positive se confirme, il y a effectivement aucune raison de redouter une famine en Afrique australe. Si cela arrivait, cela jette-

rait sur la communauté internationale un discrédit d'autant plus énorme que tout est prêt, sur place, pour que ce programme d'aide fonctionne. Les pays de l'Afrique australe, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud, mais aussi, dans une moindre mesure, le Malawi et la Zambie, disposent de plusieurs atouts : un bon réseau de communications et une administration raisonnablement efficace, capable d'organiser l'acheminement des secours. Notre véritable crainte, c'est que cette aide arrive trop lentement : entre le moment où l'on a décidé de débloquer des aides et celui où elles arriveront effectivement dans les ports africains, il va se passer plusieurs mois.

— Cette attitude « sélective » des dirigeants occidentaux se reflète-t-elle, parmi les donateurs occidentaux, les « citoyens ordinaires », qui contribuent à financer les organisations humanitaires comme l'OXFAM ?

— Non, pas du tout. Notre expérience des dix dernières années nous montre, au contraire, que les particuliers continuent de donner sans distinction, pour une partie du monde ou pour une autre. Un appel en faveur de l'Éthiopie recevra le même soutien qu'un autre pays qui recevrait pourtant un plus grand intérêt pour le Grand Bretagne. Chez les gens « ordinaires », subsiste un sentiment profond de solidarité. Une solidarité sans frontières, qui ne s'est pas démentie, même au plus fort de la récession. Dans notre budget 1991-1992, dont le montant total est d'environ 70 millions de livres, les dons des particuliers représentent 30 millions et les recettes de nos « boutiques OXFAM » 17 millions. Les aides du gouvernement, de la CEE, etc., ne dépassent pas 18 millions de livres.

Propos recueillis par CATHERINE SIMON

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

Le passé recomposé

Les pays qui sortent du communisme se tournent vers leur histoire, pour retrouver des valeurs perdues. Mais cette recherche d'une « authenticité » des origines est le propre de toutes les sociétés inquiètes de leur avenir.

EN octobre 1991, un grand journal populaire moscovite publia, en première page, un article consacré à Nikolaï Berdiaev. Il donnait même le numéro de téléphone du grand philosophe spiritueliste... mort en 1948. Quelques jours plus tard, un autre article faisait état de milliers d'appels quotidiens — tant étaient nombreux ceux qui voulaient l'interroger sur l'avenir de la Russie. L'auteur de ces articles, un jeune philosophe sans doute un peu farouche, annonçait aussi la création d'un musée Berdiaev, dans un modeste HLM de la banlieue de Moscou. On pouvait y voir une poignée de terre provenant du cimetière de Sainte-Geneviève-des-Bois où il repose, et des objets anodins (fourchettes, plumiers, encriers, vêtements...), dont aucun ne lui avait appartenu, qui étaient censés évoquer la société russe émigrée du début du siècle.

Jutta Scherrer, qui raconte cette anecdote dans le numéro de *Politix* intitulé « Représentation de l'Union soviétique. Back in USSR », y voit une illustration de la passion qui a saisi les Russes pour leur passé, et plus particulièrement pour tout ce qui rappelle l'émigration des années 20. La glorification des ancêtres qui ont refusé la révolution et l'idéalisation de cette première vague d'émigrés sont une façon de lever la morale à la conscience laissée par le communisme, de renouer avec la vraie tradition russe et ainsi d'oublier les difficultés du présent et les « péchés de l'avenir ». Plus on vit, plus on a d'ancêtres d'hui, écrit Jutta Scherrer : « crise de l'économie, de la vie sociale, mais aussi crise de la politique et de la culture politique... plus les Soviétiques ont tendance à voir dans le passé d'avant 1917, incarné dans l'émigration, l'image d'une société idyllique, pleine d'harmonie ».

La « country music » des honnêtes paysans

Ce ressassement dans le passé, cette recherche fantasmatique d'une authenticité originelle, est le propre des périodes troublées, incertaines de leur avenir et confrontées à des changements brutaux. Le sociologue Richard A. Peterson raconte, dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, comment l'Amérique des années 20 se passionna pour la « country music », qui exaltait les mœurs rurales des premiers fermiers, ces Américains blancs détenteurs de vrais valeurs, menacés par le machinisme et la corruption urbaine. Les médias popularisant les figures du paysan (le hillbilly) et du cow-boy, et une célèbre émission de radio recevait des familles de fermiers, venus de leurs montagnes pour chanter les chants de leurs contrées. Des gens, expliquait Georges Hay, inventeur de l'émission, qui ne buvaient que de l'eau, que les mœurs des villes n'avaient pas encore contaminées, des gens simples, religieux, patriotes, honnêtes et généreux. Tout cela n'était, bien sûr, qu'un montage : les empennages en question étaient, en réalité, de braves New-Yorkais, colporteurs, chemistes, ou fabricants de cigares...

Cette mise en scène destinée à recomposer le passé à des fins éditoriales, c'est évidemment dans les grandes cérémonies patriotiques qu'elle apparaît dans toute sa splendeur. Et celles organisées à l'occasion du Bicentenaire de la Révolution ont été une démonstration éclatante.

La revue *Mots*, qui consacre un numéro aux « Gestes d'une commémoration », montre comment ces « assauts » de cérémonies très diverses ont été l'occasion pour l'artiste en symbolique politique qu'est François Mitterrand de dessiner le paysage historique corres-

pondant à ses desseins. L'interprétation qu'il authentifie peu à peu des événements révolutionnaires devait lui permettre d'affirmer à la fois la légitimité de l'enracinement à gauche et la vocation de cette gauche à rassembler la nation dans la marche vers le progrès. D'autre part, les fêtes et les cérémonies — en particulier la « parade » de Goude — devaient donner une image modernisée et rajeunie de la politique, intégrant l'aspect universel et « métissé » de l'héritage révolutionnaire. Profitant de l'actualité fournie par les événements de Pékin, puis d'Europe de l'Est, le gouvernement a fait du retour sur 1789 une occasion de rappeler la place particulière de la France dans le monde. Et d'acquiescer aux Français, moroses et désemparés, une petite leçon illustrée de évisisme et de fierté nationale.

Un musée des cultures régionales européennes

Les cérémonies sont, par définition, éphémères. Il est en revanche des institutions qui ont pour vocation de raconter le passé de façon permanente : ce sont les musées. Et en particulier ceux qu'on a appelés « d'arts et traditions populaires ». La crise que traversent ces derniers est précisément symptomatique des bouleversements du message qu'ils ont chargés de transmettre. La revue *Le Débat*, qui avait lancé cette discussion dans son numéro 85 avec un article de Jean Cuisenier, ancien conservateur du Musée des ATP, la reprend, dans sa dernière livraison, avec des contributions du même Cuisenier et de son successeur Jean Guibal, ainsi que de Claude Lévi-Strauss et Jean-Claude Duclos, conservateur-adjoint du Musée dauphinois de Grenoble.

Comme le rappelle Jean Cuisenier, les Musées d'arts et traditions populaires, lorsqu'ils ont été créés au dix-neuvième siècle, correspondaient à un mouvement régionaliste d'origine bourgeoise, exaltant la France rurale menacée par la révolution industrielle. L'image du passé qu'ils transmettaient était idéologiquement définie et consistait à isoler dans le mouvement général de la société une dimension locale chargée de valeurs particulières et devant être défendue, voire mythifiée. Telle était par exemple la vocation du Musée Arlénien conçu par Mistral à Arles où des musées alsaciens.

C'est cette réinterprétation sélective du passé, estime Cuisenier, qui est aujourd'hui remise en cause, et, pour Jean Guibal, il faut aller vers les cultures régionales à l'histoire générale des sociétés françaises ou étrangères, pour les intégrer dans la modernité urbaine et industrielle et dans les migrations internationales. « Devons-nous limiter notre travail à la présentation des cultures régionales et locales ? s'interroge-t-il. Nous souhaitons que, sans pour autant engager la constitution de nouvelles collections, il soit possible dans ce musée de consacrer des expositions à des cultures étrangères, et particulièrement à des cultures régionales européennes ».

On le voit, la conservation de la mémoire régionale devient un enjeu politique et idéologique important. D'un côté, les associations locales se multiplient sous la pression néorégionaliste. De l'autre, on sent bien qu'à l'heure de Maastricht, de la mondialisation de l'information et des grands mouvements de population, la lecture de l'histoire régionale et nationale ne peut plus être celle de nos grands-parents. A travers ce débat sur la façon de montrer le passé, ce sont les doutes sur son avenir qui expriment notre société.

» *Politix*, n° 18, 70 F. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

» *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 93, Juin 1992, 55 F. 54, boulevard Raspail, 75006 Paris.

» *Mots*, n° 31, Juin 1992, 80 F. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

» *Le Débat*, n° 70, Mai-août 1992, 88 F. Gallimard.

Tragédies, médiatisation et politique

par Sylvie Brunel

ON ne le répètera jamais assez : la famine est sélective. Elle n'affecte jamais tout un pays, toute une région, mais uniquement les peuples, les individus, que leur statut social rend négligeables, voire indésirables. L'hécatombe qui fauche les ethnies somaliennes nomades du nord-est du Kenya n'aurait jamais dû se produire dans ce pays d'abondance, qui aurait eu mille fois le temps de réagir pour éviter le drame... et l'aurait fait s'il s'était agi d'une autre population. Quant aux Oromos éthiopiens, pris dans les affrontements interethniques apparus, non plus au nord mais au sud du pays depuis la prise du pouvoir par les Tigréens, et qui furent pour trouver la famine dans les camps de réfugiés au Kenya, ou aux déplacements de Mogadiscio qui agonisent faute d'être protégés par l'un des clans en présence, ils présentent les mêmes maux de tête : être politiquement minoritaires, culturellement différents, et ne pas compter dans la géopolitique régionale.

Malgré les rigueurs du climat, les famines ne touchent plus du ciel quand les gouvernements acceptent de donner l'alarme à temps et de laisser les secours parvenir réellement aux victimes, les pénuries alimentaires ne dégénèrent plus jamais en hécatombes. Voilà pourquoi il faut cesser de considérer l'Afrique comme un continent accablé par une inexorable fatalité : toutes les famines aujourd'hui pourraient être évitées.

Si elles se produisent, c'est que le processus a été toléré, voire provoqué. En effet, comment les choses se passent-elles ? Les grandes institutions internationales des Nations unies, qui sont les plus puissantes pour mobiliser l'aide, ont pour règle de n'aller jamais à l'encontre de la souveraineté des États. Elles attendent donc, pour intervenir, que les gouvernements des pays où se none un drame veulent bien décréter l'urgence et faire appel officiellement à elles.

Le système de l'urgence se trouve ainsi biaisé. Les gouvernements les plus prévoyants (ou les plus habiles) créent préventivement

un loup pour drainer l'aide et préserver les initiatives tendues politiques et sociales que toute rareté des disponibilités engendre. C'est ce qui se passe en Afrique australe. Le fait que les gouvernements se soient organisés pour lancer un appel collectif explique la réponse inhabituellement élevée des bailleurs de fonds. La paix, le bon fonctionnement des systèmes de transport et de distribution, l'anticipation des demandes font que la famine y sera probablement évitée, sauf dans le Mozambique en guerre et dans quelques régions, plus isolées que les autres et auxquelles les gouvernements n'attachent politiquement moins d'importance.

Sordides tractations

En revanche, d'autres pays, comme le Soudan ou le Kenya, contestés sur le plan international, se taisent le plus longtemps possible, peu soucieux d'attirer l'attention sur leurs difficultés internes. Il serait indécrot d'évoquer la famine dans un pays comme le Kenya, qui vit des safaris touristiques, ou dans un Soudan qui a enregistré en 1991 une récolte record de sorgho et s'est vu récemment décerner un satisfait du FMI pour une hausse de son PNB de près de 10 % en un an ! Quelle ironie que ce bon point, quand on voit le sort tragique fait aux déplacés noirs du Sud et des bidonvilles de Khartoum !

Dans tous ces pays pour lesquels la faim de certains groupes humains est une préoccupation secondaire, on imagine quelles sordides tractations se nouent en coulisses avant que la vérité, pourtant connue de tous, s'écarte au grand jour. Il est déjà trop tard quand l'alarme est donnée — si elle est donnée ! — les morts ont commencé à s'ajouter aux morts, et la famine prend le visage trompeur d'une inéluctable fatalité.

Gouvernements prévoyants ou gouvernements pris au dépourvu par l'ampleur du drame, au final, le résultat est le même : la sécheresse en Afrique australe, la guerre, la désorganisation économique et les rigueurs du climat dans la corne

de l'Afrique se retrouvent mises sur le même plan, celui d'un cri d'alarme international lancé pour l'ensemble du continent.

Dans la sordide médiatique qui s'ensuit, encouragée par la concurrence de fait dans laquelle se trouvent plongés les gouvernements pour drainer les secours chez eux plutôt que chez le voisin, le nombre des victimes potentielles s'aggrave jusqu'à perdre toute signification : cette année, dix-huit millions de personnes (on parle de « sécheresse la plus grave du siècle ») sont considérées comme menacées par la famine. Se souvient-on qu'elles étaient prétendument trente millions en 1984 ? La totalité de la population des zones concernées se trouve vraisemblablement, ce qui donne à la catastrophe une ampleur susceptible de frapper les esprits... et aboutit malheureusement à donner l'impression que l'hécatombe est partout inéluctable.

Cela ne veut pas dire qu'il faille écarter d'un revers de main la réalité tragique des victimes de la famine, qui se comptent quand même, chaque année, par centaines de milliers. Mais ce qui est grave dans cette inflation incoordonnée des chiffres, c'est qu'on ne sait plus où sont les véritables priorités. Les véritables drames que vivent les peuples les plus démunis, ceux précédemment dont les gouvernements répugnaient à exposer leurs bubons, sont noyés dans la masse.

Les organisations humanitaires ont beaucoup de mal à agir dans ce concert de danois. Soit elles participent à la surenchère, en sonnant le tocsin plus fort que leurs « concurrents », et surtout avant elles, pour tenter de monopoliser la parole... et les crédits ; soit elles courent le risque, en prenant le temps d'évaluer exactement la situation pour se concentrer sur les cas les plus graves, de choisir les zones d'intervention les plus difficiles, les plus dangereuses, en se privant des crédits faciles, alloués aux pays politiquement les plus « aidables ». L'Action internationale contre la faim (AICF) se heurte chaque jour à cet écueil,

que la création de l'ECO (office humanitaire de la CEE) devrait progressivement contribuer à éviter, en ne privilégiant plus que les véritables urgences.

Toutes les responsabilités sur les despotes obscurs qui ont fait prendre trente ans de retard au continent noir ? Ce serait trop simple : l'absence d'enjeu sur la scène internationale, depuis la fin de l'affrontement Est-Ouest, explique que certains pays puissent basculer, en toute indifférence, dans le chaos. Notre coopération internationale répond à des considérations plus géopolitiques qu'humanitaires.

« Corridors humanitaires »

Est-il normal qu'il ait fallu attendre près de deux ans de guerre pour que l'ONU envoie des « corridors humanitaires » en Somalie ? Est-il normal que les gouvernements occidentaux n'aient pas mis le Soudan au ban de la communauté des nations, alors qu'il se livre depuis près de dix ans à une véritable guerre de religion, atrocement meurtrière pour les peuples noirs du Sud, et devient peu à peu le centre d'expansion du fondamentalisme musulman en Afrique subsaharienne ?

L'année dernière, une initiative salutaire avait été créée : celle d'un devoir d'assistance aux victimes, internationalement reconnu, qui serait passé par la mise en place de « corridors humanitaires ». Les organisations caritatives auraient pu enfin travailler, avec le soutien de la communauté internationale, en toute sécurité dans les pays les plus « pourris », là où les tragédies se jouent en silence. Pourquoi le « droit d'ingérence » est-il passé à la trappe ? Souhaitons-nous vraiment que disparaisse la famine en Afrique ?

» Sylvie Brunel est directrice générale de l'AICF, auteur notamment d'*Une tragédie banalisée, la faim dans le monde* (Hachette, « Pluriel »).

La victoire des travaillistes israéliens suscite beaucoup d'optimisme en Occident

La victoire des travaillistes aux élections législatives israéliennes a suscité en Occident l'espoir de voir les négociations de paix israélo-arabes s'accélérer. « J'espère que nous pourrions voir la prochaine session des discussions bilatérales de paix se tenir dès que possible après la formation du gouvernement israélien », a déclaré, mercredi 24 juin, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, principal maître d'œuvre de l'actuel processus de paix. « Quand nous aurons un nouveau gouvernement, nous souhaitons pouvoir travailler avec lui », pour « renforcer et

approfondir » les liens entre les Etats-Unis et Israël et pour « promouvoir une paix qui garantisse la sécurité » de l'Etat juif, a ajouté M. Baker. Election présidentielle américaine oblige : le candidat démocrate, M. Bill Clinton, dans un communiqué, a félicité les Israéliens et critiqué l'administration Bush, « qui a contribué à détériorer les relations entre Israël et les Etats-Unis au cours des quatre dernières années ».

Les premières réactions européennes sont autant d'encouragements au chef du parti travailliste, M. Itzhak Rabin. Ainsi, le ministre français

des affaires étrangères, M. Roland Dumas, s'est déclaré convaincu que M. Itzhak Rabin allait « être en mesure » d'appliquer « les engagements » qu'il a pris d'activer le processus de paix. Le futur gouvernement israélien « aura une chance unique d'approfondir le processus de paix et nous l'encourageons bien sûr à suivre cette voie », a déclaré, de son côté, un porte-parole du Foreign Office, alors qu'à Madrid, le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Javier Solana, s'est borné à exprimer sa « satisfaction », estimant que les résultats du scrutin étaient

« positifs » pour le processus de paix. Dans un message à M. Rabin, le président portugais, M. Mario Soares, s'est déclaré, quant à lui, « certain qu'Israël impulsera une nouvelle dynamique aux négociations de paix en cours ».

La Belgique espère, pour sa part, selon un porte-parole du ministère des affaires étrangères, « sur la base du principe de l'échange des territoires contre la paix, la fin de la politique de colonisation et la conclusion rapide » d'un accord « d'autonomie provisoire pour les Palestiniens ». — (AFP.)

M. Rabin : « Notre priorité c'est la paix »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Notre priorité c'est la paix ». A peine édictés les lambeaux de la loi, l'ancien général, qui a mené tambour battant les travaillistes à la victoire, retrouve ses manières et esquise le programme de son futur gouvernement. La Bourse de Tel-Aviv s'envole et le pays profond retient son souffle. S'adressant d'un ton ferme, mercredi 24 juin, à la presse, M. Itzhak Rabin a dressé l'ordre des nouvelles priorités. Celles-ci sont au nombre de trois.

D'abord « faire avancer le processus de paix », spectaculairement amorcé en octobre dernier à Madrid, puis systématiquement retardé par les manœuvres dilatoires et les ajournements répétés des envoyés de M. Itzhak Shamir. « Nous allons relancer les négociations en vue de l'instauration d'un régime d'autonomie pour les Palestiniens des territoires », a promis M. Rabin, précisant que cela était « conforme à l'esprit des accords de Camp David », signés non par lui, mais par le premier chef de gouvernement du Likoud, Menahem Begin.

« Puis, que les élections municipales », que M. Shamir souhaitait imposer aux Palestiniens des territoires, le chef des travaillistes préférerait « définir clairement » avec les intéressés « ce que pourrait être l'autonomie » et ce sur quoi elle pourrait déboucher. Officiellement, l'« autonomie » envisagée ne concerne que les personnes — soit environ 1,8 million d'âmes — et non les territoires sur lesquels elles vivent, pas plus que les ressources naturelles de ceux-ci. Officiellement encore, les Palestiniens ne sont prêts à accepter cette formule que « pour une période intermédiaire de cinq années maximum », laquelle serait suivie, selon eux, de l'accession à la souveraineté, hypothèse taboue pour Israël.

Colère des colons

Second objectif du premier ministre virtuel : M. Rabin entend « changer le calendrier national des priorités », en cessant notamment de « gaspiller des milliards » dans les territoires. Selon lui, cette mesure pourrait libérer « entre 5 et 7 milliards de shekels » (entre 1,3 et 1,7 milliards de francs) : ces fonds devaient être employés à « un vaste programme de développement socio-économique » de nature à « régler le problème du chômage » (11,6 % selon les dernières statistiques). Réitérant ainsi sa volonté d'empêcher l'extension des colonies juives installées par l'actuel gouvernement dans les territoires occupés, le « tombeau » de M. Shamir a également répété qu'il faisait une distinction entre les colonies dites « politiques » et celles qu'il juge « d'importance stratégique », sur le Golan et dans la vallée du Jourdain.

Selon lui, « plus de vingt mille unités de logement ont été bâties depuis juillet 1990, et aucune d'elles n'est nécessaire à la sécurité du pays ». Cela signifie-t-il, lui, a-t-on demandé, qu'une grande partie des cent vingt mille colons installés en Cisjordanie et à Gaza devront quitter les lieux ? Ici, l'ancien général, qui avait présidé à la conquête des territoires pendant la « guerre des six jours », fait deux sortes de réponse ahéline. L'une, pendant sa conférence de presse : « Je n'ai jamais dit que nous les laisserions sécher sur place » ; et l'autre, le soir, au cours d'un long entretien télévisé : « Nous n'allons pas répéter le drame de Yom-El en déracinant des villages entiers. Yamit était le nom d'une ancienne colo-

nie du Sinaï, laquelle n'avait pu être rendue aux Egyptiens, dans le cadre des accords de Camp David, qu'après plusieurs interventions musclées des forces de l'ordre pour en expulser les habitants juifs.

Littéralement stupéfiés par les résultats, certains mouvements de colons ont décidé de passer d'ores et déjà à l'attaque, et plus d'une demi-douzaine de logements préfabriqués ont été ajoutés, mercredi matin, à un quartier existant de Kfar-Adoumim, non loin de Jéricho, en Cisjordanie occupée. « Coincidence », ont expliqué les intéressés.

En fait, une rapide tournée dans les colonies proches de Jérusalem permet de constater une

Apparemment peu pressé, le leader travailliste a précisé que l'affaire pourrait prendre de trois à cinq semaines après que M. Haïm Herzog, le chef de l'Etat, l'aurait officiellement investi de la mission de constituer un cabinet, c'est-à-dire au début de la semaine prochaine. Réitérant sa volonté de « former un gouvernement stable », M. Rabin a précisé qu'il souhaitait que celui-ci soit soutenu par « une coalition aussi large que possible ». Pas question de dépendre intégralement des « gauchistes » du Meretz, alliés naturels mais exigeants, puisqu'ils ont obtenu douze sièges à la Knesset (et peut-être même un treizième quand tous les résultats



certaine montée de la tension et de l'inquiétude. Beaucoup s'organisent déjà pour pouvoir « résister, le moment venu, à toute tentative d'expulsion ». D'une manière presque générale, les colons sont opposés à l'autonomie des Palestiniens, et le Conseil des implantations en Judée-Samarie, la plus active de leurs organisations, a publié, mercredi, un communiqué en ce sens. Le maire adjoint de Maale-Adoumim, véritable ville juive en Cisjordanie arabe, n'excluait même pas, à la radio, que « des actes de désobéissance civile » puissent se produire parmi ses administrés.

L'expulsion — dont, répétons-le, il n'est pas question pour l'instant — est, en tout cas, un sort qui ne menace en rien les Israéliens qui ont été installés dans les zones arabes de Jérusalem et ses abords. La ville trois fois sabbat « est le cœur du pays », a dit M. Rabin, ajoutant : « La cité poursuivra son développement et restera notre capitale pour l'éternité ».

En position de force

Troisième priorité, qui est liée, d'ailleurs, aux deux premières : il s'agit, pour l'ancien ambassadeur à Washington que fut longtemps M. Rabin, d'améliorer d'urgence les relations avec la Maison Blanche. Le vainqueur des élections ne fait pas mystère de son désir de reprendre le dossier des garanties bancaires là où la politique de son prédécesseur l'avait laissé, c'est-à-dire dans le fossé. Israël a grand besoin des 10 milliards de dollars d'emprunts que la garantie de l'Etat américain lui permettra de lever, et M. Rabin espère bien que sa politique, comprenant notamment le gel, pendant un an, de toutes les colonisations juives, permettra de débloquer le dossier.

Mais en attendant d'être invité aux Etats-Unis, ce qui ne saurait tarder, M. Rabin doit d'abord constituer son gouvernement.

PATRICE CLAUDE

Espoirs prudents dans le monde arabe

NICOSIE

de notre correspondant au Proche-Orient

Une prudence, plus ou moins teintée d'optimisme, caractérise les premières réactions des pays arabes à la victoire des travaillistes aux élections législatives en Israël.

Les Israéliens ont voté « contre la guerre et le terrorisme » et pour amener leur gouvernement à « entrer dans l'ère de la paix », a affirmé M. Yasser Arafat au Caire, où le chef de l'OLP est arrivé mercredi 24 juin, après plus de trois semaines de convalescence à Amman. A l'issue d'un entretien à ce sujet avec le président égyptien Hosni Moubarak, M. Arafat a toutefois ajouté : « Nous attendons de voir si le nouveau gouvernement répondra favorablement aux aspirations de son peuple, ou s'il suivra la politique du gouvernement sortant, qui a refusé l'établissement d'une paix équitable ». Dans leur ensemble, les dirigeants palestiniens font plutôt preuve d'une certaine satisfaction. « C'est un changement fondamental », nous affirmait ainsi l'un d'eux, car au-delà de la personnalité d'Itzhak Rabin, c'est la mentalité politique qui change. Shamir raisonnait encore comme si Israël était le ghetto de Varsovie assiégé. Les travaillistes ont pris conscience des changements dans le monde et savent qu'ils ne peuvent plus se comporter, spécialement avec les Etats-Unis, comme avant. Jusqu'à maintenant, nous avons négocié avec les Américains, cette fois nous aurons peut-être un interlocuteur israélien. A Amman, nombre de Palestiniens ne cachaient pas un certain espoir, bien que la crainte de l'expérience Rabin, qui était ministre de la Défense au début de l'Intifada en décembre 1987, subsiste.

Du côté jordanien, c'est aussi la prudence qui domine, même si à Amman les milieux politiques attendent une vraie relance du pro-

cessus de paix. « Nous jugeons les pays selon la politique qu'ils mènent et, par conséquent, nous ne pouvons pas juger à l'avance la politique que M. Rabin suivra concernant le processus de paix », a affirmé, pour sa part, le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk Charaf, avant d'ajouter : « Personne ne regrettera le départ de M. Shamir, dont la politique a placé le processus de paix dans l'impasse ». Il a toutefois précisé que ce processus, basé sur les résolutions de l'ONU, devait conduire à un retrait total des territoires arabes occupés sur tous les fronts. Une réponse indirecte aux premières déclarations de M. Rabin, qui affirmait : « Jérusalem est notre capitale unifiée dont on ne peut discuter, pas plus que du Golan (syrien) ou de l'avenir des implantations de sécurité dans la vallée du Jourdain ». Nul doute qu'à Damas la réaffirmation par M. Rabin que les colonies de peuplement sur le Golan ne seront pas gelées, et que son objectif prioritaire est un accord avec les Palestiniens, inquiète d'autant plus que cela risque de mettre à mal la fragile coordination arabe souhaitée par la Syrie.

« Le Mandat est tombé »

Le ministre libanais des affaires étrangères, M. Farès Boueiz, a prudemment affirmé que le Liban se déterminerait « en fonction de l'engagement d'Israël à appliquer la résolution 425 du Conseil de Sécurité de l'ONU qui exige un retrait inconditionnel de l'armée isra-

lienne du Liban Sud) et toutes les autres résolutions de l'ONU ». M. Boueiz considère cependant que « le Parti travailliste pourrait être plus réceptif aux données internationales ».

C'est encore en Egypte, le seul pays arabe à avoir signé un traité de paix avec Israël, que les commentaires sont les plus optimistes. « Shamir le Mandat est tombé », titrait, jeudi, Al-Akhar, dont l'éditorialiste écrit : « La victoire d'Itzhak Rabin est le signe d'un changement dans les concepts des Israéliens. Pour le conseiller politique du président Moubarak, M. Ousama el-Baz, « il s'agit de mettre à profit l'occasion unique qui s'offre pour réaliser une réconciliation historique entre Israël et les Arabes et parvenir à un règlement équitable et permanent ». « Nous attendons du nouveau gouvernement qu'il se conforme au principe de la terre contre la paix », a déclaré, pour sa part, le chef de la diplomatie égyptienne, M. Amr Moussa.

Si aucun gouvernement du Golfe n'a encore officiellement réagi, la presse dans son ensemble exprime, avec circonspection, l'espoir que M. Rabin se montrera plus ouvert que M. Shamir. Tout en tenant compte du changement qui vient de s'opérer en Israël et qui influera sans aucun doute sur les relations israélo-arabes, les dirigeants arabes attendent en fait la constitution du gouvernement de M. Rabin pour en savoir plus et juger sur les actes.

FRANÇOISE CHIPAUX

SCIENCE & VIE

RÉSULTAT DE 40 ANS DE SACCAGE DE NOS CAMPAGNES

LA FRANCE ENTRE INONDATAIONS ET SÈCHERESSE

Destruction des haies, assèchement des marais, drainage, remembrements aveugles... l'équilibre naturel mis à mal au nom des rendements agricoles est-il perdu à jamais ?

NOUVEAU : 36 17 5V12 LE TEXTE INTÉGRAL DES 12 DERNIERS NUMÉROS DE SCIENCE & VIE SUR MINITEL

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

L'attentat de Lockerbie

Les Etats-Unis ont rejeté la dernière proposition libyenne

Les Etats-Unis ont rejeté, mercredi 24 juin, la proposition de Tripoli de remettre à un tribunal « juste et équitable » — qui serait désigné par la Ligue arabe ou l'ONU — les deux suspects libyens dans l'attentat de Lockerbie (l'explosion en vol d'un Boeing de la PanAm).

Cette proposition « est loin de satisfaire aux exigences de la résolution 748 du Conseil de sécurité de l'ONU », qui demande à Tripoli d'extrader ses deux ressortissants pour qu'ils soient jugés en Ecosse ou aux Etats-Unis, a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Margaret Tutwiler. De son côté, une porte-parole du Foreign Office a affirmé que « si tout ce que la Libye demande maintenant est un procès devant un tribunal juste et équitable, le tribunal de Lockerbie peut lui procurer ce qu'elle demande ». — (AFP.)

IRAK : Bagdad refuse de négocier le renouvellement de l'aide humanitaire de l'ONU. — Selon le porte-parole de l'ONU, M. François Giuliani, l'Irak a refusé la venue à Bagdad d'un émissaire des Nations Unies chargé de discuter du renouvellement du programme d'assistance humanitaire qui autorise la présence de quatre cents « bérêts bleus » au Kurdistan. Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, avait demandé à l'Irak d'envoyer des négociateurs à New-York afin de reconduire cet accord expirant le 30 juin. Ces difficultés interviennent alors que des représentants de l'ONU et de l'Irak sont quasiment parvenus à un accord, à Vienne, sur une éventuelle reprise des exportations irakiennes de pétrole. — (Reuters, AFP.)

EUROPE

CEI : les conflits dans l'ex-URSS

Les présidents Eltsine et Chevardnadze ont annoncé un accord sur l'Ossétie

Un accord sur le conflit ossète-géorgien a été signé mercredi 24 juin, près de Sochi, sur la mer Noire, par les présidents Eltsine et Chevardnadze. Tous deux partaient ensuite pour Istanbul, où onze présidents - dont six de l'ex-URSS - devaient achever, jeudi et vendredi, le processus de création d'une zone économique de la mer Noire.

Le conflit moldave - celui dont le nombre de morts a dramatiquement dépassé ces derniers jours ceux qui tombaient au même moment dans les deux conflits du Caucase et de l'ex-Yougoslavie -

devait être examiné, jeudi 25 juin en marge du sommet d'Istanbul, par les présidents russe et moldave - directement impliqués - entourés des présidents ukrainien et roumain. Le président ukrainien Kravtchouk s'était déclaré « très satisfait du tournant décisif » intervenu mercredi dans ses relations avec le Russie, placées « d'un niveau d'Etat d'Etat ».

Cette réconciliation avec la Russie s'est aussi faite sur le dossier moldave (le Monde du 24 juin) et le président ukrainien devra s'employer à rassurer son homologue roumain sur l'annonce assez sensationnelle qu'il avait faite la veille en affirmant que « certaines » unités militaires de la Russie, lancées en cas de reconnaissance,

freidement envisagée, de la nouvelle frontière entre Moldavie et « russophones » (Ukrainiens et Russes).

De son côté, le président du Conseil d'Etat géorgien, l'ex-membre du bureau politique du PCUS Edouard Chevardnadze, a depuis qu'il a succédé à M. Zviad Gamsakhourdia, toujours tenté de prouver une solution négociée au conflit ossète. Mais la semaine dernière, ses « lieutenants » - les chefs de la « garde nationale » et des « milices », bandes armées qui refusent de rentrer dans le rang - semblaient s'être entraînés sur des positions plus bellicieuses et exigeaient que leurs troupes « établissent l'ordre » à Tskhinvali. La capitale ossète du Sud a été depuis bombardée plus énergiquement que jamais, y compris dans la nuit de mercredi. Les « extrémistes » ossètes répondant en exigeant l'intervention de la Russie, à un moment où le président Eltsine devait donner des gages à sa population de plus en plus troublée par l'agitation des « nationalistes-patriotes ».

« Première » arménienne à Istanbul

C'est dans ce contexte que, le jour où M. Chevardnadze devait rencontrer à Dagomys le président Eltsine, quelques centaines de partisans du président d'Etat Gamsakhourdia s'emparaient de la tour et des studios de télévision à Tbilissi (le Monde du 25 juin). Le coup de force pouvait ressembler à une opération suicide, malgré l'état catastrophique de la Géorgie, où se multiplient les enlèvements de droit commun et les privations des groupes armés qui soutiennent - théoriquement - M. Chevardnadze. Mais il échoua rapidement, grâce à l'intervention de commandos de la police et de la Garde nationale. Les morts ne seraient pas au nombre de quarante, mais de cinq, annonça-on jeudi au centre de presse du gouvernement géorgien, qui lançait une mise en garde officielle à la République tchèque, où est réfugié M. Gamsakhourdia.

M. Chevardnadze rencontrait alors M. Eltsine sur la mer Noire et tous deux annonçaient un accord « visant à régler le conflit entre les Géorgiens et les Ossètes, prévoyant mutuellement un cesse-le-feu, une coopération mutuelle, etc., ainsi que l'abolition dans le sud du pays d'un vaste traité russe entre la Géorgie et la Russie », selon le président russe.

Le troisième conflit - arméno-azerbaïdjanais - faisait lui l'objet, mercredi, de travaux d'approche entre ministres des affaires étrangères des deux côtés, à Istanbul. Paradoxalement, la première visite jamais effectuée par un président arménien en Turquie, en l'occurrence par M. Ter-Petrosian, qui vient de démissionner, se propose d'« établir dans le sud du pays d'un vaste traité russe entre la Géorgie et la Russie », selon le président russe.

S. Sh.

Les combats en Bosnie-Herzégovine

Les Etats-Unis accroissent leur pression sur la Serbie

Tandis que les combats ont légèrement diminué d'intensité, mercredi 24 juin, à Sarajevo, le président George Bush a approuvé de nouvelles sanctions contre le régime de Belgrade, recommandées par le secrétaire d'Etat James Baker (le Monde du 25 juin), notamment la décision de ne plus accepter de représentation de l'ex-Yougoslavie au niveau d'un ambassadeur.

Le président Bush a suivi les suggestions faites mardi par M. Baker de ne plus recevoir d'ambassadeur envoyé par le régime serbe de M. Slobodan Milosevic, de fermer le dernier consulat, à Chicago, de l'ancienne Yougoslavie, et de faire pression pour l'abandon par la Serbie du siège de la Yougoslavie dans les instances internationales.

En annonçant la décision de M. Bush, le porte-parole de la Maison Blanche a souligné qu'il ne s'agissait pas d'une rupture des relations diplomatiques des Etats-Unis avec la Serbie et le Monténégro, qui se veulent les héritiers de la Yougoslavie. Ces sanctions ont été inspirées à l'administration Bush par ce que M. Baker a qualifié mardi de « comportement » de situation « barbare et inhumaine » pour la population de Sarajevo, assiégée et bombardée par des forces serbes.

Les Etats-Unis avaient déjà réduit le niveau de leur représentation à Belgrade avec le rappel de l'ambassadeur Warren Zimmerman et avaient fermé deux consulats de l'ancienne Yougoslavie, à New-York et à San Francisco. Le département d'Etat a

souvent expliqué que la diplomatie américaine avait à sa disposition une série de mesures pour accroître progressivement la pression sur M. Milosevic. Toutefois, le porte-parole du département d'Etat a réaffirmé mercredi qu'une intervention militaire américaine unilatérale était hors de question.

Si un calme tout relatif a régné mercredi à Sarajevo - avant que de nouveaux bombardements serbes n'interviennent aux premières heures de la matinée de jeudi - des combats ont été signalés sur d'autres fronts, en Bosnie-Herzégovine ainsi qu'en Croatie, dans l'arrière-pays dalmate, où les forces croates semblent avoir repris une partie des zones conquises à l'automne dernier par les Serbes, sur les pentes de la Krajina (région croate peuplée à quelque 90 % de Serbes). Les Croates se seraient notamment approchés à une dizaine de kilomètres de Kulin, chef-lieu de la Krajina. Par ailleurs, le président croate Franjo Tudjman a annoncé mercredi que des élections législatives et présidentielle se dérouleraient en Croatie le 2 août, selon la télévision de Zagreb. Enfin, le ministre serbe des affaires étrangères, M. Vukobratovic, s'est montré réservé quant aux chances de succès de la réunion de la Conférence européenne sur la Yougoslavie prévue jeudi à Strasbourg. (AFP, Reuters)

o RECTIFICATION. - La manifestation pour « sauver Dubrovnik et Sarajevo » annoncée dans nos éditions du 25 juin a lieu place du Panthéon à Paris, et non pas place de l'Odéon, jeudi 25 juin à 19 heures.

L'errance de Mirsada, réfugiée bosniaque et sélectionnée olympique

SARAJEVO

de l'envoyé spécial de l'AFP

Elle est là, avec son regard clair et intense, ses cheveux blonds encadrant un beau visage volontaire : on ne pouvait manquer de la remarquer au milieu d'autres réfugiés bosniens, arrivés à Sarajevo avec leurs récits de villages en flammes, de sang et de captivité. Mirsada Buric attend le verdict : pourra-t-elle courir le 3 000 mètres aux Jeux olympiques ? Avec le judoka Vlad Paradzic, elle attend qu'une escorte de l'ONU lui ouvre la route de Barcelone.

Mirsada, une étudiante en journalisme de vingt-deux ans qui a signé vingt-huit sélections dans l'équipe nationale de l'ex-Yougoslavie, revient de très loin. Depuis l'âge de douze ans, elle a toujours couru. Quatre heures par jour sur les sentiers de son village de Ahatovici, à 8 kilomètres au nord-ouest de Sarajevo. Dans les derniers jours de mai, Mirsada a cessé de courir. Les forces serbes, des collines alentour, ont commencé à noyer Ahatovici et ses 2 000 musulmans sous un déluge de feu. La reddition est venue au bout de quatre jours d'un pillage ininterrompu.

Selon les témoignages de survivants, les Serbes sont alors entrés dans le village et ont achevé quatre combattants

blessés. Ahatovici « purifiée », les hommes ont été séparés des femmes. Mirsada et sa mère ont été emmenées en captivité dans la caserne de Kajlovac, à quelques kilomètres de là. Libérée le 12 juin, Mirsada a quitté un enfer pour en retrouver un autre : Sarajevo bombardée et bientôt affamée. Avec ses parents, elle a trouvé refuge chez sa sœur, qui héberge trois personnes dans une pièce de 30 mètres carrés. Mais c'est surtout à son frère qu'elle pense. Agé de vingt-sept ans, il a participé à la défense des serbes de Ahatovici. Depuis, il est porté disparu. Selon le gouvernement bosniaque, quarante-quatre hommes du village ont été exécutés le 13 juin par des « extrémistes serbes », alors qu'ils devaient être échangés.

Formé à la hâte le 4 juin, le Comité olympique bosniaque a sélectionné onze athlètes qui espèrent aller à Barcelone sous la férule de Miroslav Stipek, ancien recordman mondial de tir. Mais le comité bosniaque n'a pas encore obtenu l'accord formel du Comité olympique international. Pour Mirsada et le judoka Vlado, pris au piège de Sarajevo, le rêve a déjà commencé à s'effriter. L'escorte de l'ONU, longtemps attendue, n'est pas venue.

DAVID BOTBOL

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : après la suspension des négociations constitutionnelles

L'ANC a rejeté l'offre de nouveaux « pourparlers » de M. De Klerk

« Je travaillerai jour et nuit pour remettre les négociations sur la bonne voie », a déclaré le président Frederik De Klerk, mercredi 24 juin, au cours d'une conférence de presse. Rentré plus tôt que prévu d'une visite officielle en Espagne, pour faire face à la crise la plus grave que traverse le pays depuis la libération de M. Nelson Mandela et la reconnaissance des mouvements de libération, il y a deux ans, M. De Klerk a tenté de pousser du pied la porte laissée entrouverte par le Congrès national africain (ANC).

JOHANNESBURG

de notre correspondant

La suspension des négociations sur les réformes constitutionnelles, annoncée mardi par l'ANC, avait fait basculer le pays dans une nouvelle phase d'incertitudes (le

Monde du 24 juin). Souhaitant ne pas laisser la situation politique se dégrader davantage, le président De Klerk a accueilli « favorablement » la volonté de l'ANC de débattre de l'« impasse » dans laquelle se trouvent les négociations depuis l'échec de la deuxième session plénière de la Conférence pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA).

Le président s'est déclaré profondément déçu par la réaction de l'ANC au massacre de Boipatong, le ghetto noir où quarante-deux personnes ont été assassinées mercredi 17 juin. Mais, pensant avoir débatté dans les déclarations de l'organisation une volonté manifeste de dialogue, il lui a proposé « deux jours pleins de pourparlers » destinés à favoriser la reprise des négociations.

Qualifiant cette proposition de « propagande inutile », l'ANC considérait, mercredi soir, qu'au lieu de vouloir parler, le gouvernement faisait mieux d'« agir » concrètement. « Les propositions de

M. De Klerk prouvent que celui-ci n'a rien compris à la gravité de la crise », affirmait l'organisation, en rappelant que le gouvernement devrait « répondre aux exigences de l'ANC » avant toute reprise des négociations.

Pour la première fois depuis son accession au pouvoir en septembre 1989, le président De Klerk a perdu l'initiative politique au profit de l'ANC, qui s'en tient à la fermeté. La situation semble bloquée, mais elle n'est pas désespérée. M. Mandela devrait rencontrer le chef de l'Etat, vendredi à Pretoria, et le ministre des affaires étrangères, M. « Pik » Botha, dimanche à Dakar, sous les auspices de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Les négociations sont au point mort. Mais en dépit des apparences, les deux principaux acteurs de la scène politique sud-africaine se parlent encore.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

L'Algérie silencieuse

Suite de la première page

Maïs, au fil des jours qui l'élégant du « parti constitutionnel » du 11 janvier dernier, elle a la pénible impression que la nouvelle équipe, portée aux affaires du pays avec la bénédiction d'une armée sans cesse présente en arrière de la scène politique, ne tiendra pas ses promesses d'un « changement radical ».

Le discours clair et courageux qu'avait tenu, au départ, M. Mohamed Boudiaf, « l'homme au passé sans tache », lui avait paru de bon augure. La détermination du président du Haut Comité d'Etat (HCE) semblait, en effet, s'être énoncée. La lutte contre la corruption entamée, de manière spectaculaire, avec l'expulsion et l'arrestation du général Mustapha Beloucif, ancien secrétaire général du ministère de la Défense, a laissé les gens d'ici sur leur faim. L'injonction faite au FLN de rendre tous les biens publics « inaliénables » qui s'était appropriée, en, pour le moment, restée lettre morte.

Sur des questions de fond qui engageaient l'avenir du pays, le nouveau pouvoir entretenait le doute. Ainsi s'est-il bien gardé de préciser au nom de quel Islam il entendait combattre le FIS et s'il faisait sienne la loi sur l'arbitration, votée par l'Assemblée nationale populaire (ANP), qui doit, en principe, entrer en vigueur le 5 juillet. Cette absence de perspectives fait que la fragilité de l'Algérie saute, plus que jamais, aux yeux de beaucoup.

Le pouvoir entretient le doute

Il n'y a pas de mystère : ce manque de suivi, cette démarche hésitante, pour ne pas dire cafoilleuse, porte la signature d'un pouvoir qui, malgré certaines apparences, est prisonnier d'une oligarchie politico-militaire.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE GAN

Assemblée Générale Mixte du 19 juin 1992

- Un dividende de 50,30 F par action
- Une division du nominal par quatre

Les actionnaires de la Société Centrale du GAN se sont réunis en Assemblée Générale Mixte le 19 juin 1992, sous la présidence de Monsieur François HEILBRONNER, Président Directeur Général, pour approuver les comptes de l'exercice 1991.

- L'Assemblée Générale a décidé de distribuer un dividende net par action de 50,30 F en hausse de 9,3 %, augmenté d'un avoir fiscal de 25,15 F. Il sera mis en paiement à compter du 2 juillet 1992.
- L'Assemblée a, en outre, renouvelé certaines autorisations à caractère financier et a donné au Conseil la faculté de procéder à une division du nominal de l'action GAN, au moment où il le jugera opportun, en vue de conférer au titre une plus grande liquidité.

Sur autorisation de l'Assemblée Générale, le Conseil de la Société Centrale du GAN, réuni le 22 juin 1992, a décidé de procéder à :

- une augmentation de capital par incorporation de primes, portant ainsi la valeur nominale de l'action de 37 F à 40 F.
- une division par quatre du nominal de l'action qui entrera en vigueur au cours de l'été 1992, postérieurement au paiement du dividende.

groupe gan

Le premier groupe européen de bancassurance

taire général du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), « ce texte sans âme, qui relève d'un populisme à tout-va, comme l'originalité des premiers discours de M. Boudiaf et doit être fondamentalement repensé ».

Un nouveau FLN ?

Le président du HCE a beau dire que le RPN ne sera pas un nouveau parti, encore moins un parti unique, mais un simple « cadre de rencontre », les Algériens en ont trop entendu pour le croire sur parole. Ils le suspectent de vouloir créer un « nouveau FLN », qui épouserait la candidature lors de l'élection présidentielle, vers laquelle, il souhaite « aller le plus vite possible » que le « colosse sera rétabli dans la rue ». Mais, dans les faits, il n'y a rien de tel. Les Algériens ont été trop souvent sollicités et manipulés pour « surcroît » comme M. Boudiaf les y invite. Ils sont sans illusions et sans réserves, fatigués par une longue marche d'endurance dont ils n'ont pas fini la fin. Objet de toutes les sollicitations du pouvoir, cette majorité silencieuse, qui s'est abstenue lors du premier tour des élections législatives du 26 décembre dernier, demeure dans l'expectative. Rien n'indique, d'autre part, que le plus gros de ceux qui, à l'époque, avaient voté, par dépit, pour le FIS, soient revenus à de meilleurs sentiments.

Soit de légitimité

Personne ne paraît très pressé de retourner dans les isolats pour échanger la soit de « légitimité populaire » du président du HCE, peut-être pas insensible aux appels de certains bailleurs de fonds étrangers, notamment français, qui poussent à une reprise en ordre démocratique. Les gens d'ici savent d'expérience ce que, dans le passé, l'on a fait de leurs bulletins de vote pour croire que la solution à tous leurs maux se trouve au fond des urnes. M. Boudiaf a le pouvoir en main, disent-ils en substance. Qu'il l'exerce ! Nous le jugerons à ses actes.

L'Algérie est dans un tel état de décadence morale, politique et économique, que cette tâche de remise à flot paraît dépasser les capacités de l'« honnête homme » qu'est M. Boudiaf, à fortiori s'il reconnaît à d'autres maîtres de la méditerranée, une « formidable inertie mentale », note un observateur étranger. Impossible, par les temps qui courent, pour tous ceux qui se parent de l'habit de démocrate, d'opposer un contre-projet cohérent à celui des islamistes.

Faute de mieux, la vie politique se nourrit d'un débat plutôt surréaliste et sans portée pratique entre « éradicateurs » et « dialogues », les uns persuadés, à tort, que l'expression même, est possible de gouverner l'intégrité du paysage algérien, les autres convaincus, à tort aussi, que les « foux de Dieu » n'ont pas, tous, des visages totalitaires sur le visage. Ce temps perdu est du temps gagné pour les disciples de MM. Madani et Boudiaf qui, sans désemparer, continuent de bâtir des châteaux en Espagne.

JACQUES DE BARRIN

Afghanistan

هڪڙا من لايمل

ASIE

Afghanistan : relève incertaine à Kaboul

Le président intérimaire, M. Modjaddedi, a accepté de s'effacer le 29 juin, dans une ambiance très tendue

Se conformant à l'extrême à l'accord passé le 24 avril au Pakistan entre factions afghanes, M. Sibghatullah Modjaddedi a annoncé qu'il quitterait la présidence intérimaire lundi 29 juin. Il n'a pas précisé s'il laisserait ses pouvoirs au Conseil de direction de dix membres que présidera le chef de l'Armée nationale, M. Burhanuddin Rabbani, conformément aux accords. Où en est le pays après deux mois de régime islamiste ? Bien des questions et quelques réponses.

Où en est la lutte pour le pouvoir à Kaboul ? Fiers d'avoir vaincu l'URSS, les hommes en lutte pour le pouvoir n'en semblent pas moins battus dans la bourrasque provoquée par le renouveau du « grand jeu » en haute Asie. Respecté pour l'aura religieuse attachée à sa famille, M. Modjaddedi n'a guère eu de prise sur les événements durant ses deux mois de présidence. Dépourvu de forces propres, ce pachoua a hésité à s'appuyer sur le commandant mondjabid tadjik. Ahmed Shah Massoud, devenu ministre de la défense.

Le président a donc dû se confier au « patron » de la milice ouzbèke de l'ancien régime communiste, Rashid Dostom. Attitude qui a suscité la colère de maints Afghans et donné prétexte à son ennemi juré, le chef fondamentaliste du Hezb-i-Islami, M. Gulbuddin Hekmatyar, pour contester son pouvoir. La prétention un moment affirmée du chef de l'Etat à prolonger son mandat répondait certes à la suggestion de délégations venues lui manifester leur reconnaissance.

Mais cette attitude était grosse de menaces. Car M. Rabbani n'a jamais renoncé à lui succéder. Quant à M. Hekmatyar, il a lancé le 21 juin un appel à la « guerre sainte » contre M. Modjaddedi, lequel lui avait contesté le droit au pouvoir, dénonçant comme une « trahison » sa « bataille pour Kaboul ». Pour prouver sa détermination, il a de nouveau bombardé la ville à la roquette mercredi, faisant vingt morts.

Mais le fait le plus saillant aura été une perte de crédit de « l'homme fort » du régime : Ahmed Shah Massoud. Bien accueilli par des Kaboulis, impressionnés par sa sollicitude envers les populations et peu pressés de tomber aux mains de M. Hekmatyar, le ministre de la défense a été piégé par une situation difficile à maîtriser. Moins puissant que ses alliés de rencontre Rashid Dostom, et le chef militaire des islamistes, Sayyed Jaffar, il a dû laisser les miliciens ouzbèks monter en ligne contre les *hezbis*.

Il a d'autant moins su empêcher l'anarchie de gagner Kaboul que le Conseil des 31, créé pour assurer la sécurité de la capitale, est dominé par des Pachoune dissidents du Hezb. Dès lors, comme à l'époque de sa lutte contre les Soviétiques, M. Massoud ne dort jamais deux nuits au même endroit, de crainte d'un attentat. Il paraît en voie d'être isolé, processus dont avait été victime, en 1979, un autre leader tadjik entré en vainqueur à Kaboul, Bacha-o-Saqo.

Une aviation pour le Hezb

Que devient M. Najibullah ? L'ex-chef du régime communiste est toujours hébergé dans un local des Nations unies (UNOSGAP) à Kaboul. La rumeur avait couru de son départ en Inde, où sa famille a trouvé refuge. Mais l'intéressé ne tient pas à un tel exil, qui marquerait sa renouciation à tout rôle politique. Il est persuadé d'avoir bien mérité de la patrie en évitant sa dislocation après le départ de l'armée soviétique en 1989.

Ses compatriotes, au moins ses « frères pachoune », couraient, estime-t-il, se rappeler ce rôle si des forces centrifuges devaient un jour prévaloir. Après tout, « Najib » a été inclus dans l'amnistie promise par les vainqueurs islamistes. Y compris par M. Hekmatyar, comme lui pachoua de la même province du Pakia, et avec même province du Pakia, et avec

qui il a eu des contacts dans ses derniers mois au pouvoir.

Où en sont les provinces ? Les informations sur l'Afghanistan sont, comme il est explicable, centrées sur Kaboul, suggérant que le pays vit au rythme d'une capitale où les factions régiment leurs différends au canon. Or il n'en est rien. Même si l'avenir peut réserver des surprises, il faut rappeler qu'à l'issue d'une guerre qui, en quatorze ans, a fait plus d'un million de victimes, un régime communiste a cédé la place à un pouvoir islamiste sans trop de casse (1). Peu d'« exécutions » sommaires ont eu lieu, et des représailles massives n'ont pas été, que l'on sache, exercées.

Dans les provinces, des *shuras* (conseils exécutifs) ont été constitués, réunissant des représentants de toutes les factions islamistes sous l'égide d'un prestigieux commandant mondjabid. Loin d'éliminer les dirigeants de l'ancien régime, ils ont fait place aux plus « présentables » d'entre eux, afin que la machine continue de tourner.

A Mazar-i-Sharif et dans cinq provinces du nord, le grand homme est Rashid Dostom. Trois années durant, il a été l'ultime rempart du régime Najibullah, avant de précipiter sa chute en s'alliant avec son ennemi Massoud. Le triumvirat qu'il forme avec le ministre de la défense et Sayyed Jaffar demeure, jusqu'à preuve contraire, le pivot de Kaboul.

A Jalalabad, la *shura* est présidée par un dissident du Hezb, Abdul Qadir, frère du commandant Abdul Haq, chef de la police à Kaboul, mais peu en syntonie avec le pouvoir en place. Il y a là l'annonce d'un « axe pachoune » susceptible de contester un jour les forces « oordistes » et chérites qui dominent la capitale, et ce d'autant que Jalalabad est la plaque tournante des innombrables trafics avec l'influent voisin pakistanais. Cette ville est aussi le point de passage obligé des réfugiés, presque tous pachoune, dont 150 000 environ sont déjà rentrés au pays.

A Hérat, la grande « cité perso-

phone de l'ouest, la tête visible de la *shura* est le commandant Ismail Khan. Mais son parti, le Jamiat, y est très divisé. Par ailleurs, des Iraniens s'y sont montrés en grand nombre siot la passation des pouvoirs aux islamistes. Autre fait important survenu dans la zone : des pans des provinces du sud-ouest sont passés, à la suite d'accords avec d'ex-dignitaires communistes, aux mains de sympathisants de M. Hekmatyar.

Le chef du Hezb dispose ainsi d'une base territoriale qu'il n'était jamais parvenu à conquérir durant la guerre. Il s'agit, certes, de zones peu peuplées. Mais l'Helmand est la région des champs de pavot qui font désormais de l'Afghanistan le principal producteur mondial d'opium. Quant à la province de Farah, elle abrite la grande base aérienne de Sbindand, naguère construite par l'URSS à portée du Golfe. Ainsi le Hezb dispose aujourd'hui d'une aviation (135 appareils, selon M. Hekmatyar) et de centaines de missiles Scud.

A Kandahar, enfin, la *shura* est dominée par une coalition pachoune sous influence royaliste, situation reflétant la prééminence dans cette zone de la confédération Durani dont est issue l'ancienne famille royale. Des généraux naguère communistes y demeurent à la tête de l'armée. Mais M. Hekmatyar, très marginalisé à Kandahar, n'a pas renoncé à y pousser ses pions, provoquant de sérieuses tensions.

L'affrontement entre pays musulmans

Quel jeu jouent les pays étrangers ? Moscou n'a plus grand-chose à faire en Afghanistan, sauf à tenter d'échanger les quelques dizaines de soldats de l'ex-armée soviétique toujours prisonniers des moudjahidin contre une aide, fort chère vu l'ampleur de ses propres problèmes.

Les États-Unis entendent ce pas

tarder à revenir à Kaboul, où ils devraient être bien accueillis du fait de leur aide géoéconome aux combattants islamiques contre l'URSS. Par-delà l'Afghanistan — un des rares pays dont ils avaient été évincés, et où ils entendent cotoyer la poussée de l'Iran — leurs regards se tournent vers l'Asie centrale, foyer d'inquiétude et d'espoir tout à la fois. M. Peter Tomsen, naguère représentant de Washington auprès des moudjahidin, a visité Kaboul le 15 juin. Il y a promis une aide et annoncé la réouverture de l'ambassade à condition que sa sécurité soit assurée.

Mais, à présent que la guerre froide a cessé, d'autres intervenants remplacent les « super-grands ». Les plus actifs sont des pays musulmans. Le premier ministre pakistanais Nawaz Sharif s'est rendu à Kaboul le lendemain de l'installation de M. Modjaddedi. Ce voyage spectaculaire rappelait qu'Islamabad n'entendait pas se désintéresser de l'Afghanistan — même si cette capitale avait décidé de « sophistiquer » son jeu en cessant d'aider les seuls fondamentalistes pachoune. Dans l'avion de M. Sharif voyageait aussi le prince Turki Al-Faycal, chef des services secrets saoudiens. Ce « jumelage »

○ JAPON : visite du premier ministre indien. — M. Narasimha Rao est arrivé le 23 juin à Tokyo pour une visite officielle. Le chef du gouvernement indien entend intéresser le Japon au développement économique de son pays, qui s'est ouvert sur l'étranger depuis son arrivée au pouvoir en 1991. Une divergence a surgi, rapporte l'agence UPI, sur la question nucléaire. Le premier ministre japonais, M. Miyazawa, a déclaré que la signature par New-Delhi du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) favoriserait les investissements de son pays. M. Rao a, lui, qualifié le pacte de « discriminatoire », rappelant que l'Inde n'entend pas le signer et souhaite sa révision en 1995.

était, d'évidence, un message à Téhéran.

L'Iran n'a pas ménagé son aide à M. Dostom pour établir son pouvoir sur le nord, puis à Kaboul. Ce pays, en outre, soutient les chérites du Hazarajat et de la capitale. Or cette minorité refuse désormais son ancestral statut diminué. Elle revendique 25 % des positions dans les instances dirigeantes, bien plus que son poids dans le pays. Cette insistance a valu à la coalition éhite du Wahdat de se voir confier le ministère de la sécurité. Les combats qui, début juin, ont ravagé Kaboul plus que quatorze ans de guerre opposaient des éhites pro-iraniens et des sunnites pro-arabes.

Les services secrets pakistanais (ISI) sont redevenus plus actifs que jamais avec, selon maints observateurs, une complaisance à peine moins marquée que naguère envers M. Hekmatyar. L'argent vient, comme par le passé, de Ryad. Et, en plus de nombreux jeunes saoudiens, pas tous saoudiens, on trouve aussi à Kaboul beaucoup d'Algériens et des ressortissants de pays du Golfe.

JEAN-PIERRE CLERC

(1) A Kaboul, 250 personnes ont été tuées.

○ TIMOR-ORIENTAL : un dissident condamné à quinze ans de prison. — M. Francisco Miranda Branco, dissident proche du mouvement séparatiste Fretilin, a été condamné, lundi 22 juin, à quinze ans de prison pour subversion par un tribunal indonésien, la peine la plus lourde infligée à un Timorais depuis le massacre de civils à Dili par l'armée indonésienne en novembre dernier. D'autre part, le gouvernement portugais a accusé mardi Djakarta de ne pas respecter ses engagements pris devant la commission des droits de l'homme de l'ONU de punir les responsables du massacre. Cette affaire a également tendu les relations entre Djakarta et Washington. — (UPI, AFP)



Photographie Reuters. Photo de M. Hekmatyar

Comment ?

En roulant avec un nouveau carburant à base de Colza qui dégage moitié moins de fumée et pas de soufre du tout. L'agglomération rouennaise est une des premières en France où les transports en commun contribuent à protéger l'environnement et le patrimoine.

Allez les bus propres ! Aujourd'hui, dans l'agglomération rouennaise, même les autobus défendent l'environnement.



Le Comité de promotion des transports publics, ce sont les élus, les entreprises de transport public, les constructeurs de matériel de transport qui agissent ensemble.

Pour que ça roule, priorité aux transports en commun.

LE SOMMET EUROPÉEN DE LISBONNE

Les Douze veulent redonner confiance aux opinions publiques

La principale caractéristique du conseil européen qui se tiendra les 26 et 27 juin à Lisbonne est de se dérouler quelques semaines avant le référendum français sur le traité de Maastricht. C'est la préoccupation première non seulement de M. François Mitterrand, mais aussi des chefs de gouvernement des pays partenaires, tant il est vrai qu'une victoire du « non » en France bloquerait toute la machine communautaire, sans qu'on puisse dire où et quand s'arrêterait le scénario de destruction. Ainsi, au conseil européen de Lisbonne, le mot d'ordre sera-t-il : redonner confiance aux opinions publiques.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

On n'attend du sommet de Lisbonne ni de grandes décisions ni même d'y voir véritablement traiter les deux principaux dossiers inscrits à l'ordre du jour : la programmation budgétaire de la Communauté pour les années à venir

(ce qu'on appelle le « paquet Delors 2 ») et l'élargissement de la Communauté. On s'efforcera plutôt de donner bonne apparence aux solutions de compromis, encore très incomplètes, à ce jour ébauchées. Car les Douze, non encore remis du séisme danois, inquiets des aléas du référendum français, auront comme principal souci de trouver le ton juste pour convaincre l'opinion qu'ils sont unis sur l'essentiel, que l'Europe continue, que Maastricht représente la bonne cause.

Il est difficile d'imaginer que les chefs d'Etat et de gouvernement n'évoquent pas ce qui pourrait se passer à la fin de l'année, dans l'hypothèse où les onze autres Etats membres auraient ratifié, si le Danemark persistait à ne pas vouloir de Maastricht. Mais voudront-ils pour autant clarifier davantage la situation ? Ce serait probablement prématuré.

Mercredi, au cours d'une conférence de presse, M. Jacques Delors a reconnu qu'il avait en tort (à 7 sur 7), d'émettre des doutes sur la possibilité pour le Danemark de continuer à bénéficier des avantages de la politique agricole commune dans le cas où il ne rejoindrait pas le giron communautaire. Ces propos, ressentis comme une menace, ont été très mal accueillis par les Danois (lire page 7 l'article

de Camille Olsen). Trouver le juste ton à leur égard n'est pas évident, et cela mérite d'autant plus attention que ce qu'on leur dit a forcément des répercussions sur l'opinion dans les autres pays. Les Onze ont certainement le devoir de prendre acte avec considération de la manière dont ont voté les Danois, mais en même temps il serait dangereux qu'ils donnent le sentiment que rejeter Maastricht n'est pas grave, que ça se rattrape, puisqu'après tout l'Europe du traité de Rome et celle du marché unique continuent.

Subsidiarité : mode d'emploi

Soucieux de corriger l'idée d'une Communauté technocratique qui se mêle de tout et empêche de façon abusive les compétences des Etats, les Douze vont s'efforcer d'approfondir le concept de subsidiarité. Celui-ci, qui figure dans le traité de Maastricht, signifie qu'il ne faut intervenir, et surtout légiférer, au niveau communautaire que si l'on peut en attendre une plus grande efficacité par rapport à une action qui serait menée uniquement au plan national.

Les Britanniques, qui voient là un moyen de contenir les supposés débordements de Bruxelles, sont très attachés à cette démarche. La Commission approuve, se déclare

prête à aider les gouvernements à définir le mode d'emploi de la subsidiarité, mais en même temps M. Delors souligne les difficultés et les ambiguïtés de l'exercice. Il fait remarquer que les exco, si exco il y a, sont le résultat de l'action conjuguée de la Commission, mais aussi du conseil des ministres et du Parlement européen.

Il observe encore que bien souvent un minimum de législation était nécessaire pour permettre la libre circulation d'un produit donné dans la Communauté : que n'a-t-on dit lorsque la Commission a proposé un règlement harmonisant les conditions de fabrication des fromages au lait cru ? C'était en fait le passage obligé pour rendre possible la suppression des barrières sanitaires et donc la vente de ces fromages sur l'ensemble du territoire communautaire. Codifier le concept de subsidiarité ne sera pas une mince affaire.

C'est toujours en pensant à la ratification de Maastricht, à la nécessité de rassurer l'opinion dans le sens du poil, mais aussi à celle d'éviter les conflits qui naissent une image négative de l'Europe, que les Douze aborderont le « paquet Delors 2 ». Le compromis qui s'est esquissé la semaine passée à Luxembourg (le Monde du 23 juin) consiste à prévoir une progression moins rapide des dépenses

que ne l'envisageait initialement la Commission en échelonnant la programmation qu'on se propose d'adopter sur sept ans au lieu de cinq ans, avec l'idée que le plafond actuellement fixé pour ces dépenses (1,20 % du PNB) serait inchangé pendant les deux premières années. Ce compromis ne dit rien du niveau des dépenses communautaires en 1993, ni des postes qui seront les frais des économies projetées.

Les Espagnols ont commencé à fortement s'agiter. M. Felipe Gonzalez n'a pas souscrit aux accords de Maastricht que moyennant la promesse d'une revalorisation très substantielle de l'effort consenti par la CEE en faveur des pays les moins prospères. Cela implique non seulement la création du fonds de cohésion, mais également une progression très significative (la Commission proposait un doublement) des crédits affectés aux fonds structurels.

Le dossier de l'élargissement

Il est vraisemblable que de nouvelles assurances seront données, mais sans chiffres, sauf peut-être pour le fonds de cohésion.

Le dossier de l'élargissement sera, lui aussi, traité en douceur. Le travail préparatoire visé de la Commission, mandat du Conseil

sera accéléré de façon que les négociations avec chacun des pays candidats de l'AELE (Association de libre-échange) puissent commencer en 1993. Cependant ce démarrage ne sera possible (personne ne le conteste, même si les Anglais ont en à un moment des velléités d'aller encore plus vite) qu'après la ratification du traité de Maastricht et l'adoption des mesures budgétaires.

Les Douze vont vouloir de croire que cette première vague d'élargissement peut s'accomplir sans changements significatifs des institutions de la Communauté. Les réformes, sans doute inévitables, seront renvoyées à 1996, l'année retenue pour la révision du traité de Maastricht. Pour les autres candidats, la Communauté devra imaginer une formule qui, sans être pour l'instant l'adhésion, permette à ces pays de se sentir accueillis par la famille communautaire.

Les Douze confirmeront probablement vendredi M. Jacques Delors à la tête de la Commission pour les deux prochaines années. Enfin, le conseil devrait adopter trois déclarations sur la Yougoslavie, sur le processus de paix au Proche-Orient et sur le partenariat qu'il souhaitait établir avec les pays du Maghreb.

PHILIPPE LEMAÎTRE

Un entretien avec M. John Major

Suite de la première page.

La seconde raison, c'est la perspective d'entraîner les nations d'Europe de l'Est dans le système libéral de la démocratie libérale.

— Expliquez-vous que les négociations sur l'élargissement puissent commencer avant la fin du processus de ratification ?

— Mon ambition est de préparer le terrain aussi tôt que possible pour des discussions détaillées. Cela prendra du temps à la Commission de définir sa position dans les négociations avec la Finlande, la Suède, la Norvège et l'Autriche. Ce travail doit être engagé aussi rapidement que possible. Dès que nous serons d'accord, peut-être lors du sommet d'Edimbourg, en décembre, nous commencerons à négocier avec les autres pays. En ce qui concerne la ratification du traité de Maastricht, je pense qu'il y a une réelle volonté au sein de la Communauté de trouver le moyen de permettre aux Danois de nous rejoindre. Du côté britannique, mon soutien au traité de Maastricht ne doit faire aucun doute dans l'esprit de quiconque. Je l'ai négocié, j'y crois, je veux le traduire dans les faits. Je suis sûr que c'est le bon traité pour l'Europe !

« Nous devons changer les institutions »

— Attendez-vous de vos partenaires qu'ils s'engagent formellement lors du sommet de Lisbonne en faveur de l'élargissement ?

— Ce sont pour moi des objectifs. J'aimerais d'abord que nous progressions sur la question de l'augmentation du budget communautaire. Il me semble difficile que nous mettions d'accord à ce sujet à Lisbonne, mais nous pouvons et devons commencer à examiner cette question. S'agissant de la ratification, qui est un sujet de première importance, plus tôt le président français organisera un référendum, mieux ce sera pour tout le monde. Mais discuter du budget et de la ratification ne nous empêche pas d'aborder également le problème de l'élargissement. Car il s'écoulera pas mal de temps entre notre décision de principe et le moment où nous serons vraiment prêts à négocier.

— Quand les pays de l'AELE pourraient-ils rejoindre la Communauté ?

— Très bientôt j'espère, en 1994 ou 1995, du moins si nous commençons à négocier dès le début de 1993. En tout cas, certainement avant la conférence institutionnelle prévue en 1996.

— Les pays d'Europe centrale, aux, ne sont pas prêts : quelle forme d'association envisagez-vous pour eux ?

— C'est vrai, ils ne sont pas encore prêts à rejoindre la Communauté. Mais nous avons déjà des accords d'association avec la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, même si nous ne savons pas s'il faut parler de Tchécoslovaquie ou bien des Tchèques et des Slovaques. Nous allons vraiment devoir tenir compte de cela à Lisbonne. Ces pays ont une ambition : être capables de rejoindre un jour la Communauté. Avant que

cela soit possible, ils devront prendre des décisions très dures pour remettre leurs économies en ordre. Nous devons les y encourager en leur disant : lorsque votre économie sera prête, la Communauté vous accueillera.

— La Communauté ne fonctionne pas toujours très bien : douze membres, comment pourrait-elle mieux fonctionner à dix-huit ou vingt membres ?

— Il est certain que nous devons changer les institutions. Mais vous auriez pu dire la même chose lorsque nous comptions que cinq ou six membres, et pourtant maintenant nous sommes douze. Nous ne pouvons pas dresser un rideau de fer économique à travers l'Europe. Ce ne serait pas la Communauté à laquelle je crois ni celle que nous devons développer.

— Mais peut-on éviter une « Europe à deux vitesses », l'une réservée aux plus riches, l'autre aux plus pauvres ?

— Les pays de l'AELE peuvent nous rejoindre assez rapidement. Ce sont des démocraties occidentales, qui probablement seront des contributeurs nets au budget de la Communauté (3). Ensuite, il se posera pas mal de temps avant que les pays d'Europe centrale soient prêts à les imiter. Ce ne sera d'ailleurs pas leur intérêt de nous rejoindre trop tôt : la Communauté va être mieux faite au niveau national le soit au niveau international. Il y a des choses que la Communauté doit faire : par exemple, cela n'aiderait aucun sous de prendre des décisions en France pour stopper les émissions de gaz carboniques si la Grande-Bretagne ne le faisait pas également. D'un autre côté, c'est toujours mieux de laisser chaque Etat prendre des mesures à sa manière.

— Dans chaque domaine, nous devons voir s'il vaut mieux faire confiance aux Etats membres pour mettre en œuvre un principe général, et vérifier ensuite si cette confiance est justifiée ou, au contraire, si chaque Etat doit décider de lui-même des affaires dont la Communauté n'a pas à se mêler. Si nous n'agissons pas ainsi, nous créerons une grande frustration dans chaque Etat, et, au niveau européen, une bureaucratie ingérable. Je crois que Jacques Delors voit les choses de la même manière.

— La Commission semble être prête à abandonner certains de ses pouvoirs. Souhaitez-vous qu'il y ait, à Lisbonne, un engagement ferme sur ce point ?

— Nous ne pourrions pas déterminer la nature de ces pouvoirs à Lisbonne, parce que cela demanderait beaucoup de temps. Mais je pense que nous discuterons de la manière de les restituer.

— Avez-vous toujours l'intention de proposer un « protocole » ou une « déclaration » qui clarifierait la notion de subsidiarité ?

— Je ne sais pas d'où vient cette

histoire... Nous devons attendre un peu pour voir comment le gouvernement danois entend régler ce qui est maintenant son problème. Il a un problème intérieur, et chaque homme politique européen sait bien ce que cela représente : il faut laisser les choses s'apaiser. Suggérer brutalement aux Danois ce qu'ils doivent faire ne les aiderait pas, ce serait contre-productif. J'ai une idée sur ce que je ferais si j'étais Poul Schlüter, le premier ministre danois, mais j'attendrais de voir comment il règlera le problème. Si, au bout du compte, les Danois ne ratifient pas le traité tel qu'il est, celui-ci ne pourra pas être mis en œuvre. Nous les aidons si nous le pouvons.

— La Grande-Bretagne va-t-elle soutenir la prolongation pour deux ans du mandat de la Commission de Bruxelles ?

— A Lisbonne, j'écouterai à ce sujet l'avis de chacun, c'est la meilleure chose à faire.

— Certains disent que, si vous le soutenez, c'est parce qu'il est déjà très efficace.

— Les gens disent toutes sortes de choses sur les Britanniques... Je suis endurci...

Budget : il n'y a pas d'urgence

— Un compromis est-il possible à propos de l'augmentation du budget de la Communauté ?

— La Communauté vit grâce à des compromis. Entre douze pays aux opinions différentes, vous êtes toujours obligé d'aboutir à un compromis. La question est de savoir qui fait des compromis et sur quoi. Je suis certain que nous dépasserons un compromis, mais je suis sûr aussi que ce ne sera pas à Lisbonne. Nous pourrions y arriver à Edimbourg, en décembre.

— Vous ne pensez pas que l'augmentation du budget est une conséquence du traité sur l'union politique ?

— Pour l'instant, la Communauté ne dépense pas toutes ses ressources. Ce n'est pas le cas si l'on y regarde de près. Souvenez-vous qu'elle a eu besoin d'une « allouance » il y a un an. Elle a donc actuellement assez d'argent, pour cette année et l'année prochaine. Il n'y a donc pas de crise financière et des décisions immédiates sur ce point ne s'imposent pas. Avant de prendre celles-ci, nous devons connaître plusieurs choses : à quoi servira cet argent ? A quoi aurai-je pu être mieux employé par chaque Etat ? Combien ? Faut-il accroître le pourcentage de la contribution de chaque Etat ? Les Etats ont des vues différentes sur toutes ces questions, nous devons y réfléchir avant de conclure. De toute façon il n'y a pas d'urgence.

— Accepteriez-vous de renoncer au rabais sur la contribution britannique obtenu par M. Thatcher ?

— Ce n'est pas négociable, à mon avis. La Grande-Bretagne reste le deuxième contributeur net au budget de la Communauté. Les Allemands sont les premiers. Cette année, nous contribuons pour plus de 3 milliards de livres (4), alors même que nous sommes déjà contraints d'emprunter beaucoup. Donc je ne pense pas que j'accepterais une renégociation de ce rabais.

— Acceptez-vous de ne pas réduire l'aide promise aux pays les plus pauvres de la Communauté ?

— C'est toujours en pensant à la ratification de Maastricht, à la nécessité de rassurer l'opinion dans le sens du poil, mais aussi à celle d'éviter les conflits qui naissent une image négative de l'Europe, que les Douze aborderont le « paquet Delors 2 ». Le compromis qui s'est esquissé la semaine passée à Luxembourg (le Monde du 23 juin) consiste à prévoir une progression moins rapide des dépenses



Beaucoup de gens craignent aussi une Europe centralisée, avec un gouvernement central dictant sa loi à tous les gouvernements nationaux. Une telle Europe est impossible. Mais comme beaucoup de gens en ont peur, ils réagissent contre la Communauté. Ce doit être le rôle des hommes politiques de corriger cette vision. Pour ma part, j'espère que les autres dirigeants européens essaieront aussi, même si c'est difficile.

La Grande-Bretagne ne doit pas s'isoler

— Vous semblez beaucoup plus européen que vos compatriotes...

— Souvenez-vous de Churchill dans les années 40 : il parlait déjà de l'union européenne ! Anthony Eden était un grand européen ! Harold Macmillan voulait rejoindre la Communauté, avant que le général de Gaulle lui dise non ! Alec Douglas Home était également très européen et, dans l'histoire de l'Europe, peu de gens ont été aussi pro-européens que Ted Heath ! Regardez : aucune nation ne s'est aussi impliquée dans la Communauté que la France et l'Allemagne. Les Français sont-ils pour autant moins Français qu'il y a cinquante ans ? Certainement pas. Les Allemands sont-ils moins Allemands qu'il y a cinquante ans ? Certainement pas. Et les Britanniques pas moins Britanniques...

— Ce sont des instincts qui restent. Dans chaque pays, que les gouvernements soient conservateurs ou socialistes, il y a un conservatisme avec un petit « e ». Les gens voient l'Europe changer très vite et, instinctivement, ils se cabrent. Est-ce bien ? Est-ce que cela durera ? Est-ce que

cela changera les choses auxquelles nous sommes attachés ? Peut-être pourrions-nous faire une pause ? Ce sentiment existe dans toute l'Europe. Les propositions sur la subsidiarité pourraient l'apaiser. Ce serait très rassurant si la Communauté renonçait à certaines vieilles directives centralistes qu'elle avait prises dans les années 70 et au début des années 80. Et nous pourrions le faire.

— Si nous pouvions donner de la substance au principe de subsidiarité, je pense que cela marcherait. C'est pourquoi il n'y a pas de raisons de désespérer ou de s'inquiéter de l'avenir de la politique européenne. Il faut que les hommes politiques communiquent leur vision beaucoup plus efficacement que dans le passé.

— Je voudrais souligner autre chose : les gens disent toujours que les Britanniques « ont des réserves » envers l'Europe, d'autres le sont plus, d'autres moins. Mais il y a une différence entre la Grande-Bretagne et les autres pays. Le premier ministre britannique doit se rendre devant le Parlement deux fois par semaine. La Chambre des communes compte 650 membres. Certains sont fanatiquement pro-européens, d'autres le sont moins, d'autres enfin sont hostiles à l'Europe. Ce sont ces derniers dont vous entendez le plus parler. Je pense que si le président Mitterrand, ou le chancelier Kohl, ou MM. Lubbers ou Cavaco Silva devaient s'exprimer devant le Parlement deux fois par semaine pour répondre de tout en blanc aux questions qu'on leur pose, leurs adversaires se feraient entendre bien plus efficacement. Alors c'est vrai que le système parlementaire britannique donne parfois une image déformée de l'état de l'opinion publique...

« Un frère et une sœur »

— Le Parti conservateur est divisé. Mais, vous, personnellement, où vous situez-vous ? Vous êtes un pro-européen ou un contrain ?

— Je suis intellectuellement pour l'Europe. Je suis conscient des avantages que seule la Communauté peut apporter aux économies européennes. Elle a amélioré nos niveaux de vie et notre sécurité. Je ne pense pas pour autant que tout soit bien. En même temps, je suis convaincu que la Grande-Bretagne a bien fait de rejoindre la Communauté et qu'elle doit y tenir toute sa place. J'ai résumé cela en disant qu'elle était « au centre de l'Europe ». Je ne voudrais jamais voir le Royaume-Uni en marge de l'Europe, sans autorité ni influence. La Grande-Bretagne ne doit pas s'isoler, elle doit pouvoir avoir des alliés, tout comme l'Allemagne et la France. Après tout, d'un

sujet à l'autre, les alliances changent en Europe...

— Vu de l'étranger on a tout de même l'impression que la Grande-Bretagne n'arrive pas à choisir entre l'Europe et ses relations privilégiées avec les Etats-Unis...

— Non, pas du tout ! Nous n'avons pas à choisir. Entre un frère et une sœur, vous choisissez ? Le Royaume-Uni est un pont entre l'Europe et les Etats-Unis. Géographiquement et économiquement, nous faisons partie de l'Europe. Historiquement, nous avons une relation très étroite avec les Etats-Unis et je pense que c'est utile à la fois pour l'Europe et pour les Etats-Unis. A moins que l'Europe considère les Etats-Unis comme un ennemi, pourquoi devrions-nous choisir ?

— L'Europe est tout ce que se montre l'impulsion en Yougoslavie. N'y a-t-il rien à faire ?

— La mission Carrington continue...

— Les massacres aussi...

— Mais comment voulez-vous arrêter tout cela immédiatement ? On ne peut le faire que par la diplomatie. On se heurte à de vieilles querelles, à des haines anciennes. On ne peut pas les supprimer du jour au lendemain ou simplement par une force extérieure. Je ne crois pas que l'aide humanitaire proposée par les Nations unies puisse parvenir sur l'aéroport de Sarajevo tant qu'il y a des combats. Avec vous, la topographie de cet aéroport ? Cela ressemble furieusement à Dien Bien Phu. Il n'empêche que les Nations unies ont cette responsabilité. En outre, c'est à elles d'imposer des sanctions. Quant à la mission Carrington, elle doit continuer. Tout cela ne fournit pas une solution. C'est très frustrant de voir ces scènes horribles de combats et de massacres, soir après soir, à la télévision, mais je ne connais pas d'autre moyen...

— Et l'intervention militaire ?

— Cela dépend de ce que l'on entend par là. Je ne pense pas qu'une intervention militaire permettrait de séparer les combattants. Il faudrait des centaines de milliers de soldats, et je ne suis même pas sûr que cela suffirait.

Propos recueillis par

JEAN-PIERRE LANGELLIER

et LAURENT ZECCHINI

(3) Les pays « contributeurs nets » sont ceux qui financent davantage le budget de la Communauté qu'ils n'en reçoivent d'aides.

(4) Une livre = environ 10 francs.

EN BREF

o ETATS-UNIS : la Cour suprême confirme l'interdiction des prières dans les écoles publiques. — La Cour suprême a réaffirmé, mercredi 24 juin, l'interdiction d'organiser des offices religieux dans les établissements d'enseignement publics, notamment l'interdiction des prières lors des cérémonies de remise des diplômes. Le président Bush s'est déclaré « très déçu » par cet arrêt. La Cour suprême s'est prononcée par cinq voix contre quatre en faveur du maintien de cette interdiction. — (AP.)

o HAÏTI : les gardes-côtes américains ont recueilli à Port-au-Prince les derniers réfugiés internés à Guantanamo. — Les gardes-côtes américains ont rapatrié, mercredi 24 juin, dans leur pays les derniers réfugiés haïtiens qui se sont vu refuser l'asile politique aux Etats-Unis et qui étaient internés sur la base de Guantanamo. Au total, sur les 36 722 Haïtiens interceptés alors qu'ils fuyaient leur île après le coup d'Etat de septembre 1991, 27 048 ont été recueillis dans leur pays d'origine. — (AP.)

LES PRINTEMPS SE
25 ju
Mon
je. 22 heure
pouet et Ti
the story as
national Mont
Montpellier, ca

مركز الامم المتحدة

OPINIONS publiques

ET LES DÉBATS SUR LE TRAITÉ DE MAASTRICHT

La ratification d'un pays à l'autre

Allemagne : trouver une réponse à l'euro-scepticisme

BONN

de notre correspondant

Après l'émotion suscitée par le vote négatif des Danois sur Maastricht, les responsables politiques se ramènent de leur frayeur et portent la bonne parole à l'opinion publique en essayant de lui faire prendre conscience de tout ce que l'Europe lui a apporté. Mais ils ont ouvert leur cœur à la Constitution allemande n'autorisant pas les référendums.

La qualification inattendue des Danois pour le final de la Coupe de football européenne face à l'Allemagne n'explique pas à elle seule la vague de sympathie dont bénéficient en ce moment ceux qui ont osé défier le « moloch » européen. Le sentiment anti-européen se porte bien depuis quelques mois outre-Rhin, avant tout parce qu'il sert d'exutoire à la mauvaise humeur contre une classe politique, soupçonnée, opposition et majorité confondues, de ne se préoccuper que d'elle-même et d'être incapable de résoudre les problèmes du moment.

Comme au Danemark, comme en Irlande, cette hostilité à l'Europe est portée par une coalition hétéroclite allant des partis nationalistes d'extrême droite à l'extrême gauche, de la presse populaire du groupe Springer, qui ne se passionne que pour le Mark, aux anciens mouvements contestataires de l'Est comme Neues Forum, en passant par tous les écosystèmes, ceux qui savent mieux que tout le monde comment il faudrait faire l'Europe à l'image de l'Allemagne.

Cette hostilité, souligne le porte-parole du groupe parlementaire social-démocrate pour les affaires étrangères, M. Karsten Voigt, relève du sentiment

des gens d'être complètement dépassés par les bouleversements de ces dernières années, par une réunification menée au pas de charge, par les difficultés des pays de l'Est, la répartition des guerres civiles en Europe. En gros, par tout ce qui menace, à l'ouest de l'Allemagne, la prospérité et chèrement conquise après-guerre, à l'est, le rêve qu'on s'en était fait.

Le symbole du mark

Pour les Allemands, la Communauté est une sorte de cocon nébuleux, à la fois rassurant, mais où on n'est pas sûr de ne pas perdre encore un peu de ce bien-être déjà si menacé de toute part. La plupart de ces craintes se focalisent sur le mark, symbole à l'ouest parce qu'il a été le fondement de la renaissance nationale, symbole à l'est parce que c'est à peu près la seule bonne chose que la réunification ait apportée à une société qui a perdu tous ses points de repère.

On s'agitait beaucoup ces derniers jours en Allemagne sur la question de savoir si le conseil européen de Lisbonne déciderait ou non de l'attribution du siège de la future Banque centrale européenne. Pour le responsable du groupe parlementaire chrétien-démocrate pour les questions européennes, M. Peter Kitzmann, l'attribution de ce siège à l'Allemagne serait un « signal » bienvenu pour aider à convaincre l'opinion que la future monnaie européenne sera aussi solide que le mark.

Les spéculations allaient bon train sur le choix de Bonn ou de Francfort. Le porte-parole du gouvernement, M. Dieter Vogel, a entretenu le suspense, jeudi 25 juin, en affirmant que le gouvernement continuait à défendre

Francfort mais qu'il serait obligé de se plier au consensus qui se dégagerait des discussions. Pour les défenseurs de Bonn, qui se préparent au déménagement, vers le tournant du siècle, des fonctions essentielles du gouvernement à Berlin, Bonn aurait l'avantage de ne pas concurrencer les places financières de Paris et de Londres.

Les dirigeants allemands insistent (ils en parlent à Lisbonne) sur la nécessité de préciser, sous une forme encore à déterminer, les droits et les devoirs de l'administration bruxelloise par rapport aux États membres et aux régions. Le chancelier Kohl a affirmé le semaine dernière devant le Bundestag qu'il n'était pas question de laisser prospérer le bureaucratisme. Bonn défend aussi, dans la discussion sur le financement de la Communauté, un accès pour les Länder de l'est aux « fonds structurels » prévus pour les régions défavorisées.

L'accord, en passe d'être entériné, sur la révision de la Constitution induite par le traité de Maastricht, lève la lourde hypothèque que faisait peser sur la ratification de ce traité le mécontentement des Länder (le Monde du 24 juin). L'opposition social-démocrate, pour sa part, rendu public un catalogue de revendications en huit points pour « trouver une réponse à l'euro-scepticisme ». Il reprend notamment l'exigence d'une plus grande démocratisation des institutions européennes et du renforcement du contrôle parlementaire. Mais le SPD y réaffirme aussi sa volonté d'œuvrer pour surmonter cet euro-scepticisme et présente le traité de Maastricht, malgré ses imperfections, comme « un progrès décisif ».

HENRI DE BRESSON

Danemark : la sérénité après le « non »

COPENHAGUE

de notre correspondant

Au Danemark, 1992 restera une année de grand cru, tant elle a été le cadre d'événements exceptionnels : célébration des vingt ans de règne de Margrethe et noces d'argent de cette même souveraine et de son mari français, Henri de Monpezat ; attribution, pour la deuxième fois, de la Palme d'or du Festival de Cannes à un metteur en scène danois ; championnat d'Europe où l'équipe de football, appelée au dernier moment à prendre la place des Yougoslaves, a fait merveille ; et, bien sûr, le référendum du 2 juin sur la ratification du traité de Maastricht. La victoire du « non » a causé un incroyable choc, non pas tellement au Danemark même mais surtout dans les capitales des autres États membres de la CEE ; au point que certaines chancelleries ont parfois réagi de la façon la plus extravagante. Certains ont prétendu y voir un geste « suicidaire » ou un faux pas que leurs auteurs ne songeraient, bien sûr, qu'à réparer immédiatement.

Au Danemark, ces échos ont plutôt étonné, voire froissé bien des gens. Le gouvernement et le Parlement se sont empressés de remettre les choses à leur place en soulignant qu'ils n'avaient guère pu de traiter le choix de leurs électeurs et de rattraper cette « bêtise » qui scandalisait tellement ces « messieurs de Bruxelles ».

Il est d'ailleurs curieux que les politologues étrangers, qui ont pu suivre ces deux dernières décennies l'évolution des relations du Danemark et de la CEE, n'aient pas noté qu'entre 1972 et 1992 les sentiments pro-CEE des Danois n'ont cessé de se

refroidir au fil des ans. Ainsi, les petits exploitants agricoles et les pêcheurs qui, en 1972 et même en 1988, s'étaient illustrés comme les grands défenseurs de la CEE, ont été, en 1992, très nombreux à voter « non » parce qu'ils étaient opposés à une politique qui aujourd'hui ne serait plus conforme à leurs intérêts. En outre, les porte-parole des partis et des mouvements recommandant le « non » au cours de la campagne du référendum n'ont jamais manqué de rappeler régulièrement au public que, le Danemark étant co-signataire du traité de Rome, il fallait la totalité des douze signatures pour permettre que ledit traité subisse une transformation quelconque. En conséquence, affirmait-il, le Danemark est en mesure d'arrêter le mouvement en cours et de faire renégocier les accords de Maastricht.

La balle dans le camp des Onze

Forts de leurs droits, les dirigeants danois veulent utiliser maintenant à fond le temps dont ils peuvent disposer pour étudier l'aspect juridique de cette affaire, et ils ne se priveront pas d'aller jusqu'au bout s'il le faut. Voilà pourquoi, en ce moment, tant d'hommes politiques et de hauts fonctionnaires à Copenhague haussent les épaules quand on leur parle des objections et des menaces de M. Jacques Delors, traité par eux de « simple fonctionnaire ». Ils rappellent qu'il n'a pas le pouvoir de jeter le Danemark hors de la CEE.


Le ministre danois des affaires étrangères, M. Uffe Ellemann-Jensen (libéral), a annoncé, pour sa part, mercredi 24 juin, qu'il ne fera pas part des critiques de plusieurs partis danois au président de la Commission de

Bruxelles, qui avait estimé dimanche que la Danemark risquait de perdre les bénéfices de la politique agricole commune s'il maintenait son « non » au traité de Maastricht. Le chef de la diplomatie danoise a décidé, à l'issue de la réunion de la commission de politique extérieure du Parlement, d'adopter cette attitude à la suite des regrets formulés, mercredi, par M. Delors, assurant qu'il ne se mêlerait plus du débat au Danemark. « Je suis sûr à fait satisfait que Jacques Delors ait adopté cette attitude », a indiqué M. Jensen.

Pour les responsables danois, qui savent se montrer chicaniers et obstinés, la balle est désormais dans le camp des Onze, et ils n'entendent pas reprendre la partie avant l'automne. Ils se sentent en outre confortés par les réactions qu'ils observent dans les autres pays membres, réactions de la presse ou tout simplement du grand public. Les ambassades du Danemark en Europe auraient reçu de très nombreux témoignages d'approbation et de sympathie qui laissent penser que, s'il en était besoin, le Danemark pourrait trouver des appuis solides - à Londres et à Bonn surtout - pour rechercher une solution acceptable aux problèmes qui ont été posés le 2 juin.

Sur le plan intérieur, c'est également l'embellie au Danemark, puisque tous les partis, de l'extrême gauche à l'extrême droite, ont été d'accord pour maintenir le gouvernement centre-droit en place et ne pas essayer de provoquer des élections anticipées.

CAMILLE OLSEN



MONTPELLIER DANSE

25 juin-10 heures, flânerie dans le Montpellier médiéval. Après-midi plage. 22 heures, coup de cœur: les compagnies Bagouet et Trisha Brown créent ensemble "One story as in falling" pour le Festival International Montpellier Danse.

24 JUIN / 10 JUILLET

MONTPELLIER DANSE 92

• 10 jours d'activités de rue

• Le Festival International Montpellier Danse

• Les spectacles de la ville

• Les spectacles du monde entier

• Cette nouvelle édition consacre ce rendez-vous international à la rencontre

• d'artistes et de publics, les émotions

• de la danse contemporaine

• et des formes populaires traditionnelles

• De l'architecture au spectacle

• aux formes les plus variées

• de la danse d'aujourd'hui

• tout concourt cette année encore

• au plaisir de l'intelligence et du spectacle



MONTPELLIER DISTRICT



MONTPELLIER LA SURDOUÉE

MONTPELLIER EUROCITE

"Montpellier, c'est pour la vie." Georges Frêche

GEORGES FRÈCHE
Député-Maire de Montpellier, Président de Montpellier District

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

M. Louis Mermaz annonce une réforme du Fonds des calamités agricoles

Les députés ont entendu, mercredi 24 juin, une déclaration prononcée au nom du gouvernement par M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture, sur la réforme de la politique agricole commune. Le ministre a profité de cette intervention, qui a été suivie d'un débat au cours duquel se sont exprimés, jusqu'à une heure avancée de la nuit, plus de quarante orateurs, pour annoncer notamment la réforme du Fonds des calamités agricoles.

La réforme de la politique agricole commune (PAC) avait donné déjà l'occasion à l'opposition UDF-RPR, ébranlée par le débat sur l'Union européenne, de resserrer brièvement les rangs, et incidemment de mettre en difficulté le gouvernement de M. Pierre Bérégovoy, par le biais d'une motion de censure repoussée d'extrême justesse — trois voix — le 1^{er} juin. Le débat de mercredi, introduit par un plaidoyer méticuleux de M. Mermaz, a permis d'évoquer plus longuement la lancinante crise de structure de l'agriculture française à laquelle la réforme de la PAC est censée répondre.

Au lendemain de l'échec du blocus de Paris tenté par la Coordination paysanne, le ministre de l'Agriculture, parfois agacé par les interpellations incessantes de l'opposition, a tout d'abord justifié la conclusion, jugée par certains précoce, de l'accord qui prévoit le suppressio du système de prix garantis pour certains produits,

compensée en partie par des aides directes apportées aux exploitants agricoles. « Dix-huit mois de discussions, qui se croisaient avec les négociations du GATT, ont permis de dégager un accord en mai. Il nous fallait saisir cette occasion pour que la communauté adopte de nouvelles règles d'organisation de sa politique agricole hors de la zone du GATT, et se présente ainsi plus soudée face aux États-Unis », a-t-il indiqué.

Dans un climat électrique conforté par la présence aux abords de l'Assemblée de quelques dizaines de manifestants agriculteurs, M. Mermaz a défendu ensuite le principe de la réforme en assurant que « l'évolution du revenu » ne dépendait « plus uniquement de l'augmentation du rendement à l'hectare », « des lors, l'intérêt de l'agriculteur sera de cultiver un mieux ses coûts de production pour améliorer sa marge bénéficiaire plutôt que d'accroître sa production qui n'en coûte ». « Le rapprochement entre les prix communautaires et les prix mondiaux va redonner une plus forte compétitivité à notre agriculture, qui devrait se traduire par des gains de parts de marché dans la Communauté d'abord, à l'extérieur ensuite », a-t-il ajouté.

Dévoilant une partie du plan d'accompagnement prévu pour cette réforme, M. Mermaz a déclaré vouloir « poursuivre l'effort d'allègement des charges d'exploitation entreprises ces dernières années ». « L'allègement de la taxe sur le foncier non bâti est à l'ordre du jour depuis plusieurs années, a-t-il dit. En 1989 et 1990, d'abord, la taxe additionnelle sur le foncier non bâti a été supprimée totalement. En 1991, un degré-

vement de 45 % des parts départementales et régionales a été institué. Je peux vous annoncer dès aujourd'hui que le Premier ministre a décidé la reconduction de cette mesure pour 1993 ».

Le ministre a également évoqué la question douloureuse des indemnités pour les calamités agricoles. « L'indemnisation du gel arboricole et viticole du printemps 1991 et de la sécheresse de l'été 1991 est prévue dans le cadre d'une enveloppe de 1 250 millions de francs », a-t-il souligné avant de dévoiler une partie du projet de réforme du Fonds des calamités agricoles. M. Mermaz a indiqué que le fonds serait à l'avenir « alimenté par des ressources plus évolutives grâce à la perception d'une nouvelle taxe sur les chiffres d'affaires des exploitants ». « Avec un taux de 0,1 %, elle pourrait rapporter 350 millions de francs par an », a-t-il souligné. Le gouvernement prévoit aussi la création d'un nouveau produit d'épargne-calamité « afin d'encourager la formation d'une épargne de précaution par les exploitants ».

Une impression de gâchis

Les discours du ministre s'est attiré les plus vives critiques de l'opposition, insensible à la déclaration de M. Pierre Bérégovoy, alors présent, qui a pourtant affirmé qu'il « a valeur d'engagement de la part du gouvernement ».

Définitif, M. Patrick Ollier (Hautes-Alpes), orateur principal du RPR, a regretté « une nouvelle PAC imposée sans concertation, sans débat, sans consultation préalable, brutale, nouvelle PAC qui est plus une révolution qu'une simple réforme ». « Vous avez renoncé à la véritable force de frappe que représente l'agriculture française. En cédant par anticipation aux Américains, vous abandonnez notre pouvoir agricole en échange d'hypothétiques compensations dans le domaine de l'industrie et des services », a-t-il déploré avant d'ajouter : « Vous êtes le ministre de la liquidation de notre agriculture traditionnelle, une sorte de syndicat chargé d'exécuter une politique conçue et programmée par des hommes qui ont fait un choix de société qui, hélas, tourne le dos au monde rural ».

Tout en reconnaissant « la nécessité d'une réforme », M. Jean-Marie Nesme (UDF, Saône-et-Loire) a jugé la réforme soumise par le gouvernement français « frivole, bureaucratique et malhonnête ». Il a indiqué que si « les agriculteurs français ont jamais besoin de l'Europe, ils sont en droit de demander qu'il ne se fasse pas l'importation de produits du monde de la PAC ». « L'excédent agricole n'est nullement une source de revenus de production de l'agriculture européenne en général, et celle de l'agriculture française en particulier, sont supérieurs aux prix du marché. Une véritable réforme serait celle qui rend l'agriculture plus compétitive sur les marchés internationaux et qui repose sur une volonté forte de conserver et de conquérir des parts de marché », a-t-il conclu.

M. Pierre Méhaignerie (Dle-et-Vilaine), qui s'exprimait au nom des centristes, a jugé « insupportable » l'« autosatisfaction » qu'il a prêtée

au ministre. « Il fallait une réforme de la politique agricole, mais celle qui nous est proposée, on ne peut pas l'aimer. Elle est choquante (...), elle est lourde d'incertitudes (...), enfin, elle est difficile à comprendre », a estimé le président du CDS, pourtant moins catégorique que ses collègues de l'opposition. « Cette réforme peut produire le pire ou l'acceptable », a-t-il ajouté, mais vous n'avez su ni préparer les esprits ni trouver le ton juste pour apaiser le formidable désarroi du monde agricole ».

Le gouvernement, également attaqué par le porte-parole communiste, M. Daniel Le Meur (Aisne), qui a dénoncé « cet acte anti-national qui préfigure Maastricht », n'a guère regagné de soutien que du groupe socialiste. Solidaire, M. Michel Dinet (Meurthe-et-Moselle) a cependant demandé des garanties. « Avant que la réforme ne soit mise en œuvre, a-t-il dit, il vous faut préciser et améliorer les modalités de son application en tenant compte de la diversité de nos agricultures régionales » et en obtenant si possible « un plan européen des aménagements ». « Il nous faut aussi tracer les grandes lignes d'un plan d'accompagnement français », a-t-il ajouté.

La nuit aidant, le microclimat de jacquerie perceptible au début de la discussion s'est progressivement dissipé et le débat a estompé à plusieurs reprises ce dialogue obligé. Les députés de la majorité et ceux de l'opposition, confrontés à la même impression de gâchis, ont souvent prononcé le même jugement sur l'ancienne politique communautaire. Mieux encore, ils ont parfois proposé des mesures identiques de soutien à l'agriculture, qu'il s'agisse d'allègements fiscaux ou d'efforts en faveur de l'aménagement du territoire. Les deux camps parvenant à se départir totalement de leur attitude partisane.

GILLES PARIS

Adoption définitive du projet de loi sur les « zones d'attente » dans les ports et aéroports. — L'Assemblée nationale a adopté définitivement, mercredi 24 juin, le projet de loi sur les « zones d'attente » dans les ports et aéroports (Le Monde des 4 et 19 juin) présenté par le ministre de l'Intérieur, M. Paul Quilès. Les députés ont apporté aucune modification à la version du texte adoptée, le 17 juin, par le Sénat. Le PS, l'UDF et le RPR ont voté pour, le PCF a voté contre.

Les députés non inscrits mécontents de leurs conditions de travail. — M. Jean Royer (Indre-et-Loire) et vingt et un des vingt-cinq députés actuellement non inscrits à un groupe politique de l'Assemblée nationale ont déposé une proposition de résolution pour modifier le règlement et permettre la création d'une « réunion administrative » sur le modèle de celle qui existe déjà au Sénat. Les députés non inscrits, aussi divers que M. Michel Noir (ex-RPR), M^{me} Marie-France Stirbois (Front national) ou M. Jean-Marie Cambacérès (ex-PS), souhaitent ainsi obtenir une parité du temps d'intervention dans les débats et les questions au gouvernement, et une amélioration des moyens mis à leur disposition.

Réintroduction dans le projet de code pénal de la sanction du discrédit jeté sur une décision de justice

La majorité sénatoriale UDF-RPR a adopté mercredi 24 juin en deuxième lecture, après l'avoir modifié, le livre IV du projet de code pénal, relatif aux atteintes contre la nation, l'État et la paix publique, présenté par M. Michel Veuzelle, ministre de la justice. Seuls les communistes ont indiqué qu'ils votaient contre.

Au cours de la discussion, M. Paul Masson (RPR, Loiret) a coavancé la majorité sénatoriale de revenir, sur certains points, au texte adopté en première lecture, notamment l'interdiction du territoire, prononcée à titre obligatoire lorsqu'elle s'applique à l'encontre d'un étranger coupable des infractions les plus graves. En dépit des efforts de M. Veuzelle et de M. Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire de Belfort), les sénateurs ont aussi renforcé les sanctions contre la bigamie, passible de trois ans de prison et de 300 000 F d'amende, au lieu d'un an de prison et de 100 000 F d'amende. Ils ont enfin réintroduit la sanction supprimée à l'Assemblée nationale en seconde lecture du « discrédit jeté sur un acte ou une décision juridictionnelle dans des conditions de nature à porter atteinte à l'autorité de la justice ou à son indépendance », qui est punie de six mois d'emprisonnement et de 50 000 F d'amende.

G. P.

À la commission des ministres. — Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 24 juin, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Ses travaux ont été consacrés aux effets de la politique de l'environnement sur l'emploi (Le Monde du 25 juin) et à la qualité de l'habitat et du cadre de vie (lire page 15).

Le Monde

À la demande des socialistes, les représentants régionaux dans les conseils d'administration avaient été désignés au scrutin proportionnel.

MICHEL LÉVÊQUE

Au Sénat

Le projet de maîtrise des dépenses de santé est repoussé

Le Sénat a rejeté, jeudi 25 juin, le projet de loi relatif aux rapports entre les professions de santé et l'assurance-maladie, pour lequel le premier ministre avait été contraint, à l'Assemblée nationale, de recourir à la procédure de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution en engageant, pour la première fois depuis son arrivée à l'hôtel Matignon, la responsabilité de son gouvernement (Le Monde du 24 juin). À l'exception du groupe socialiste, qui a voté contre, et du groupe communiste, qui n'a pas participé au vote, les sénateurs ont adopté, par 226 voix contre 73 et 2 abstentions, la question préalable, disposant qu'il n'y a pas lieu de débattre, qui leur a été présentée par M. Charles Descours (RPR, Isère), rapporteur de la commission des affaires sociales.

Déjà échaudés à deux reprises, lors de l'échec de la commission mixte paritaire (CMP) sur la réforme hospitalière puis lors du retrait par le gouvernement, après accord en CMP, d'un texte sur l'Agence du médicament, les sénateurs ont préféré repousser purement et simplement le projet défendu par M. René Teulade, ministre des affaires sociales et de l'intégration, plutôt que de chercher à l'amender. Il est « inutile de dépenser notre énergie », a expliqué le président de la commission des affaires sociales, M. Jean-Pierre Fourcade (RPR, Ind. et Hauts-de-Seine).

Tout au long de la discussion générale, de nombreux sénateurs se sont cependant fait l'écho de l'opposition des médecins hostiles à ce projet, issu d'un accord, signé le 10 avril, entre la Confédération des syndicats médicaux français et les trois caisses nationales d'assurance-maladie, et qui vise à freiner l'augmentation des dépenses de santé (Le Monde du 2 juin). « En laissant croire que les médecins sont responsables de l'augmentation des dépenses de santé, vous trompez l'opinion », a ainsi affirmé

M. Henri Collard (Rass. dém., Eure). « Prenons l'engagement d'abroger ce texte immédiatement si nous revenons au pouvoir en mars 1993 », a déclaré M. Jean-Jacques Robert (RPR, Essonne).

De son côté, M. Claude Prouvreur (app. RPR, Nord) a jugé « inconstitutionnel » le vote concernant la profession d'infirmier, introduit dans le texte du gouvernement à l'Assemblée nationale, sur proposition du groupe UDC. « Il est impensable d'imposer aux infirmiers un plafond d'activité alors qu'ils ne font qu'exécuter les prescriptions des médecins », a-t-il ajouté. Porte-parole du groupe communiste, M. Robert Pagès (Seine-Maritime) a aussi exprimé cette inquiétude : « Quand les soignants auront atteint leur quota, ne risque-t-on pas de voir apparaître une médecine au noir, avec polement sous la table ? »

Seul orateur à défendre le projet de loi, M. Franck Sérusclat (PS, Rhône) a ironisé sur les intentions prêtées aux socialistes de vouloir « une médecine libérale, comme on prétendait que Jaurès était un partigian qui voulait démembrer la vache du paysan ». « On a parlé de rationnement, de régime disciplinaire. Il ne s'agit là que de carcasses destinées à cacher l'information aux Français », s'est défendu le ministre des affaires sociales. « Notre but est de limiter le gaspillage », a assuré M. René Teulade. Alors que la France se trouve au deuxième rang mondial pour les dépenses de santé, il s'agit de limiter celles qui ne sont pas médicalement justifiées et de privilégier les actes les plus utiles.

Le projet de loi doit maintenant retourner pour une nouvelle lecture à l'Assemblée nationale, où M. Bernard Pons (RPR), président de l'intergroupe de l'opposition, avait brandi, au début du mois de juin, la menace d'une motion de censure.

JEAN-LOUIS SAUX

Tempête autour des contraventions de SOS-Racisme

Brouhaha, hurlements, protestations... Les contraventions imposées de SOS-Racisme ont déclenché, mercredi 24 juin, une jolie tempête à l'Assemblée nationale. L'association aurait bénéficié d'une remise gracieuse, d'une remise par grâce présidentielle, portant sur 80 000 F dus pour les contraventions ; c'est indigné M. Robert Pénard (RPR, Seine-Saint-Denis) en interpellant le baron des ministres. Gourmand, l'ancien ministre délégué à la sécurité du gouvernement de M. Chirac s'est anhémi jusqu'à demander : « A quelle adresse les Français doivent faire parvenir leurs contraventions pour bénéficier eux aussi d'une remise : à la direction des affaires criminelles et des grâces, au cabinet du garde des sceaux ou au cabinet desén ? »

M. Pierre Bérégovoy a eu toutes les difficultés du monde à se faire entendre au milieu des lazzi. « Laissez le premier ministre répondre ! », tonne le président de l'Assemblée, M. Henri

Emmanuel, tandis que les députés du RPR scandaient : « Non, non ! ». Solitaires de M. Bérégovoy, les députés du PS volaient à son secours en s'époumonant « encore plus bruyamment. Suprêmement agacé, M. Bérégovoy put enfin lâcher quelques fragments de phrases audibles : « Il ne m'est pas possible de discuter des conditions dans lesquelles la président de la République a pu décider ou refuser d'exercer le droit de grâce qui lui est reconnu par la Constitution ».

La fièvre a peine retombée, SOS-Racisme réagissait en expliquant que les véhicules en infraction étaient ceux de l'association et non ceux de responsables ou particuliers. « SOS-Racisme n'a fait qu'avoir recours à la loi telle qu'elle a été votée régulièrement par le Parlement », a ajouté l'organisation. Si des parlementaires estiment aujourd'hui que cette loi utilisée par des milliers de particuliers est mauvaise, libre à eux de la modifier.

F. B.

Les suites de l'affaire Boucheron

M. Gabande a été remis en liberté

M. Michel Gabande, ingénieur commercial, qui avait été inculpé d'abus de biens sociaux, faux et usage de faux et écroué, samedi 13 juin à la maison d'arrêt d'Angoulême, a été remis en liberté mardi 23 juin, après avoir interjeté appel de la décision d'incarcération après de la cour d'appel de Bordeaux.

Interpellé sur son lieu de travail, vendredi 12 juin à Mérignac (Gironde), M. Gabande avait été conduit à Angoulême où le juge Pierre-Louis Pagnet lui avait notifié son inculpation dans l'affaire de la station d'épuration de La Couronne.

Cet ingénieur commercial est soupçonné d'être au cœur d'un système de facturation fictive par l'intermédiaire de diverses sociétés, dont une basée dans un paradis fiscal des Antilles, mettant notamment en cause M. Jean-Michel Boucheron, député non-inscrit de la Charente, ancien maire socialiste d'Angoulême (Le Monde des 10, 14-15 et 17 juin).

Dès sa garde à vue, M. Gabande

a mis en cause M. Boucheron, ce qui a conduit le juge d'instruction d'Angoulême à en informer le procureur de la République, M. Joël Guittou, qui a aussitôt déposé une requête en prévision de la chambre criminelle de la Cour de cassation, aux fins de dessaisissement et de désignation d'une nouvelle juridiction, en raison du privilège de juridiction dont bénéficient les élus. La chambre criminelle dispose d'un délai de huit jours pour désigner un nouveau juge.

Le dossier pourrait être confié à un juge d'instruction de Bordeaux, ou une autre information judiciaire vient d'être ouverte sur les activités d'une des sociétés de M. Gabande, la SEPC, ou rejointe le bureau de M. Guy Joly, président de la troisième section de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, qui a déjà inculpé MM. Gabande et Boucheron le 22 février 1991, dans une autre affaire.

P. R.-D.

En Poitou-Charentes

La présence d'élus régionaux du FN dans les conseils d'administration des lycées provoque des remous

POITIERS

de notre correspondant

L'entrée des cinq élus régionaux du Front national de Poitou-Charentes dans les conseils d'administration des lycées publics provoque des réactions hostiles. Le porte-parole des élus d'extrême droite s'en est fait l'écho, mercredi 24 juin, lors de la séance des questions orales. En réponse, M. Raffarin, président du conseil régional, a indiqué : « Chaque député représente l'assemblée régionale et non son propre parti. S'il devait y avoir des dérives, je proposerais de nouvelles élections. Pour l'instant, aucun incident n'a été signalé. Je reste très vigilant ».

La première réaction était venue récemment du lycée agricole de Melle (Deux-Sèvres), où siège M. Jean-Romée Charbonneau (FN). Cent cinquante signataires d'une pétition soulignaient : « Notre établissement public accueille des jeunes

quelle que soit leur origine sociale, familiale ou religieuse. Il a accueilli et accueillera encore des enfants d'immigrés, en particulier des étudiants marocains. Nos conceptions de la formation, nos pratiques sont incompatibles avec les idées véhiculées par le parti auquel adhère M. Charbonneau ». Une réaction identique avait été enregistrée au lycée professionnel des Terres-Rouges à Civray (Vienne), où les personnels administratifs, enseignants et de service se demandent « quelle collaboration ils pourront attendre d'un représentant [M. Noël Pichon] d'une idéologie hostile aux principes de neutralité de l'enseignement public et d'égalité des enfants de toutes races et religions ». M. Pichon avait jugé cette querelle « scandaleuse ».

À la demande des socialistes, les représentants régionaux dans les conseils d'administration avaient été désignés au scrutin proportionnel.

MICHEL LÉVÊQUE

Le centenaire du groupe du Rassemblement démocratique et européen

Le groupe sénatorial du Rassemblement démocratique et européen (RDE) a fêté, mercredi 24 juin, ses cent ans d'existence. Présidé aujourd'hui par un sénateur de Seine-Saint-Denis, M. Ernest Carigny, le RDE est une curiosité du palais du Luxembourg. Fossile de la III^e République radicale, miraculeusement préservé de la bipolarisation de la vie politique française, manifeste depuis 1958, grâce au mode d'élection particulier des sénateurs, il comprend en son sein deux bons tiers de parlementaires appartenant à la droite modérée contre un tiers de radicaux de gauche et de membres de l'actuelle majorité présidentielle. Ce petit monde se divise inévitablement à l'occasion des votes importants sans pour autant casser de cohabiter en bonne intelligence.

Autrefois appelé le Gauche démocratique, ce groupe, fort de plus de cent cinquante membres, a fait le plus et le beau temps au palais du Luxembourg pendant l'entre-deux-guerres, à l'époque bénie où le Sénat pouvait se payer le luxe de faire tomber les ministères Blum en refusant de voter ses projets d'ordre financier.

Plus ancien groupe parlementaire, le RDE peut se vanter d'avoir compté parmi les siens Georges Clemenceau, Gaston Doumergue... et François Mitterrand, qui y fit un bref passage entre 1959 et 1962. Il subit pourtant depuis quelques décennies une sérieuse cure d'amalgamisme et ne compte plus aujourd'hui que vingt-trois membres. Il voit maintenant se profiler la barre des quinze sénateurs qui permet, au Sénat, la constitution d'un groupe. Cette perspective n'affrète pas pour autant M. Carigny, doté de la foi du charbonnier, qui assure que le RDE « préfigure l'avenir, car les choses politiques actuelles arrivent à bout de souffle ».

G. P.

POLITIQUE

Le débat sur le traité de Maastricht

L'Elysée estime que le vote du Congrès a relancé la « dynamique européenne »

La nouvelle loi constitutionnelle, avalisée mardi par le Congrès, a été promulguée, mercredi 24 juin, par le président de la République et devrait être publiée vendredi au Journal Officiel. Le projet de loi tendant à autoriser la ratification du traité de Maastricht doit être présenté au conseil des ministres le mercredi 1^{er} juillet et c'est ce jour-là, selon le porte-parole du gouvernement, M. Martin Malvy, que sera précisée la date du référendum qui donnera aux électeurs la possibilité de se prononcer sur ce texte après les vacances d'été.

Commentant l'approbation de la réforme constitutionnelle par le Congrès, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a déclaré, mercredi 24 juin, au cours des délibérations du conseil des ministres : « C'est une bonne nouvelle qui a relancé comme telle dans toute la Communauté et qui va inspirer nos partenaires en même temps qu'elle ouvre la voie au référendum populaire chez nous. »

Le porte-parole de la présidence de la République, M. Jean Muthé, a souligné, pour sa part, que ce vote, après le « oui » de l'Irlande,

avait relancé « la dynamique européenne dans le bon sens » et que, dans ce contexte, le conseil européen des 26 et 27 juin à Lisbonne devait déboucher sur un « message politique fort : l'Europe continue ». En outre, le Parlement sera réuni en session extraordinaire à partir du 1^{er} juillet afin d'entreprendre ou de poursuivre la discussion de plusieurs projets de loi dont l'examen avait été retardé par les débats sur la construction de l'Union européenne. Députés et sénateurs siégeront en principe jusqu'au 10 juillet.

Préparer le référendum

Suite de la première page

M. Mitterrand aimerait aujourd'hui qu'on retienne surtout qu'il a fait preuve d'abnégation parce que l'avènement de l'Europe de l'an 2000 valait bien quelques sacrifices. C'est ce qu'il répond, en substance, aux objections, pour justifier sa double recule : je n'allais tout de même pas casser l'Union européenne à cause de quelques sénateurs réactionnaires !

Certains des collaborateurs du chef de l'Etat espèrent d'ailleurs, mercredi, que le Conseil constitutionnel mettrait à profit les nouvelles requêtes envoyées par certains des parlementaires du RPR pour faire jurisprudence en interprétant la nouvelle loi constitutionnelle dans un sens conforme au traité de Maastricht et en reprenant, notamment, l'argument de M. Dumas, qui avait tenté d'écarter le coup sur la restriction apportée au droit de vote, en soutenant devant le Sénat que, de toute façon, le « véritable droit » resterait celui inscrit dans les accords de Maastricht.

Ne pas laisser traîner les choses

MM. Pierre Mazeaud, député RPR de Haute-Savoie, et Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, paraissent en effet décidés, jeudi matin, à user de la nouvelle version de l'article 54 de la Constitution pour demander au « sage » du Palais-Royal de vérifier que le traité de Maastricht ne comporte pas de disposition contraire à la nouvelle loi fondamentale. Or, comme M. Mazeaud avait auparavant renoncé à saisir le Conseil constitutionnel sur le texte même de la nouvelle loi constitutionnelle, la publication de celle-ci au Journal officiel, prévue pour jeudi, avait été différée de vingt-quatre heures, pour laisser au député RPR, conformément aux usages, le temps de se décider.

Le président de la République admet également qu'il aurait souhaité, s'il en avait eu le temps, pouvoir consulter les Français avant les vacances afin de parachever le débat national en profitant de la dynamique positive créée par le vote du Congrès. Dès le début de l'année, il avait exprimé le vœu d'en finir, sur ce sujet, avant l'été. Mais les impératifs techniques et les délais juridiques administratifs inhérents à l'organisation de tout référendum lui interdisaient désormais cette possibilité avant le début des congés scolaires.

Il ne s'est pas aventuré à suivre l'avis des quelques membres du gouvernement qui, tel le ministre de l'éducation nationale et de la culture, M. Jack Lang, lui suggéraient de faire le pari d'organiser malgré tout la consultation référendaire avant le 14 juillet, quitte à décréter un jour férié pour appeler les électeurs aux urnes en milieu de semaine. Mais il est d'accord avec eux sur la nécessité de ne pas laisser traîner les choses trop longtemps. Le référendum aura donc lieu vraisemblablement entre la rentrée des classes et la rentrée parlementaire. On devrait être fixé à l'occasion de la prochaine réunion du conseil des ministres.

Le dernier dimanche du mois de septembre étant réservé aux élections sénatoriales, les dates des 13 ou 20 septembre semblent les plus appropriées. Les électeurs auraient à répondre par « oui » ou « non » à une seule question du genre : « Approuvez-vous le projet de loi soumis au peuple français tendant à autoriser le président de la République à ratifier le traité sur l'Union européenne signé à Maastricht le 7 février 1992 ? »

Bien que le risque existe de voir les aléas de la rentrée troubler le contexte du référendum, et bien que ces contraintes de calendrier rendent encore plus aléatoire l'organisation avant la fin de l'année le futur référendum, les élus constitutionnels annoncent qu'il y a plusieurs mois (réduction du mandat présidentiel, équilibre des pouvoirs judiciaires, etc.), M. Mitterrand n'a pas renoncé à la « formidable expérience » qui lui paraît nécessaire, « dans chaque village, chaque commune, chaque quartier, chaque rue », afin de convaincre les Français du bien-fondé du traité de Maastricht. Le Parti socialiste y contribuera à l'occasion de son congrès des 10, 11 et 12 juillet à Bordeaux où se déroulera, parallèlement, les autres partis socialistes européens.

Les peurs catégorielles

Les derniers sondages en date montrent que cette campagne ne sera pas superficielle. Le fait que plus d'un tiers des personnes interrogées — selon le résultat de l'enquête de CSA publiée mercredi par la Croix — jugent l'avenir de la nation française menacé par le contenu du traité de Maastricht confirme que l'esprit de consensus du Congrès de Versailles ne souffre pas encore sur le corps électoral. Tous les élus partis du « oui » ne seront pas de trop pour empêcher les porte-parole du « non » de capter les peurs catégorielles nourries, comme c'est le cas chez les agriculteurs, par les imperfections du traité de Rome que le traité de Maastricht est justement censé corriger.

M. Mitterrand, personnellement, n'envisage pas de renoncer à sa part. Il le confirmera sans doute lui-même en s'adressant directement aux

Français, peut-être dès la semaine prochaine. Mais il sait qu'il devra jouer fin pour éviter de donner du grain à moudre à ceux qui l'accusent déjà de vouloir transformer le référendum en plébiscite.

Référence « canaque »

Toute fausse manœuvre peut fournir à l'opposition l'occasion de se ressourcer sur son dos. Certains de ses proches estiment même qu'il serait bien inspiré de ne pas trop se montrer en première ligne parce que cela pourrait donner à ses adversaires prétexte à diversion, au moment où la dégradation des relations entre le RPR et l'UDF atteint un point tel qu'on peut lire, dans la Lettre du Parti républicain, des amabilités anti-chiracques du genre : « Notre époque n'aime ni les excès ni les exilés, et nous n'envisageons pas de nous faire traiter comme quelque Kanak dans la grotte d'Ouvéa » (Lettre du 22 juin).

S'il existe une référence « canaque », à l'Elysée, celle qui prévaut est celle qui revoie à l'organisation de la campagne pour le référendum de novembre 1988 sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Il n'est pas exclu que le gouvernement de M. Pierre Bérégovoy, en tant que tel, mène campagne pour la ratification du traité de Maastricht comme le gouvernement de M. Michel Rocard l'avait fait, à l'époque, pour la « ratification » des accords de Matignon.

Au palais présidentiel, où l'on réfléchit ainsi au moyen de protéger le président de la République contre les coups d'enthousiasme, l'on n'a donc pas jugé des plus opportuns le « conseil » formulé mercredi après-midi par le président recadré de la commission des lois de l'Assemblée nationale. « Si j'étais président de la République », déclarait M. Gérard Courau, le président d'une dissolution de l'Assemblée nationale, « surtout si le référendum obtenait 60 % ou plus de « oui »... »

Ce sont en effet des déclarations de ce style qui avaient définitivement enflé dans les considérations de politique intérieure le référendum de Georges Pompidou sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, en 1972.

ALAIN ROLLAT

Le PS veut combattre l'euroscépticisme des salariés

Le bureau exécutif du PS a commencé à examiner, mercredi 24 juin, les grandes lignes de la « vigoureuse campagne » qu'il entend organiser pour le « oui » au référendum sur le traité de Maastricht, mais chacun des participants à la réunion est convenu que rien de précis ne pouvait être décidé avant que la date de la consultation n'ait été fixée. Les principaux thèmes que le PS mettra en avant seront « la paix, l'emploi et le rôle de la France dans le monde », indique le bureau exécutif dans un communiqué publié après sa réunion.

An cours de la discussion, trois « axes » principaux ont été définies pour la future campagne : les jeunes, présumés partisans du « oui », mais qu'il s'agira de convaincre d'aller voter ; les personnes âgées, sensibles au thème de la paix ; le monde salarial et ouvrier, surtout, qui apparaît comme le plus sceptique. Le congrès extraordinaire du PS, qui se réunira à Bordeaux du 10 au 12 juillet pour adopter son projet de contrat de législature, sera aussi l'occasion d'une manifestation européenne. En effet, l'Union des partis socialistes de la Communauté n'ayant pu désigner son nouveau président, la semaine dernière, à Lisbonne — le candidat pressenti, M. Neil Kinnock (Grande-Bretagne), avait indiqué qu'il ne savait pas quelle position il adopterait aux Communes lors du vote sur le traité de Maastricht, — cette élection a été convoquée à une nouvelle réunion, prévue à Bordeaux à l'occasion du congrès des socialistes français. Plusieurs dirigeants européens prendront la parole, en outre, au congrès lui-même.

P. J.

Les socialistes s'interrogent sur l'utilité d'un parti transnational

Faut-il créer un parti socialiste européen ? Dans la série de ses « Mardis du programme » destinés à préparer le congrès extraordinaire de Bordeaux le mois prochain, le Parti socialiste posait cette question lors d'un débat organisé le 23 juin à Paris. Due à l'initiative de M. Michel Charzat, membre du secrétariat national, chargé du programme, la discussion réunissait quelques intellectuels et des membres des PS européens.

M. Maurice Duverger, constitutionnaliste et député européen sous la bannière du PDS (ex-PC) italien, a relevé des différences entre le Labour britannique, qui « prône l'appropriation collective des moyens de production », et le PS français, « favorable à l'économie de marché ». M. Pierre Rosanvallon, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, et M^{me} Colette Ysmal, directrice de recherche à la Fondation des sciences politiques, ont contesté l'utilité de créer un parti socialiste à l'échelon européen. Ce parti, ont-ils observé, s'il voyait le jour, recopierait à plus grande échelle les défauts des partis : le déficit de représentation, car certaines catégories sociales ne sont pas du tout représentées ; le déficit de délibération, car les décisions politiques sont davantage du domaine du gouvernement ; enfin, le déficit de sélection des dirigeants politiques.

Les socialistes comptent, néanmoins, ouvrir au lancement de « campagnes sociales européennes », car, selon M. Gérard Fuchs, chargé des relations internationales au secrétariat national du PS, « même si l'écart entre la droite et la gauche est désormais minime, le marché ne peut pas faire le bonheur des gens à lui tout seul ».

Une lettre de M. Chirac

Nous avons reçu de M. Jacques Chirac la lettre suivante :

« Dans un article du Monde du 23 juin, M. Daniel Carton indique que j'aurais menacé M. Charles Millon « de le renvoyer sur sa route jusqu'à la fin de ses jours ». Dans ma conversation avec M. Millon, je n'ai jamais tenu de tels propos. Je souhaite que vos lecteurs en soient clairement informés, regretant qu'une vérification préalable n'ait pas été faite avant qu'ils soient imprimés. »

[Nous remercions le délégué de M. Chirac mais nous estimons que ce n'est pas à la légèreté que nous avons rapporté comme nous l'avons fait une partie des propos échangés, le 18 juin, dans les couloirs du Palais Bourbon, entre le président de l'EPR et le président du groupe UDF à l'Assemblée nationale.]

ISTH INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET TECHNIQUES HUMAINES

EXAMENS D'UNIVERSITÉ

• DROIT • SCIENCES ÉCO.

1^{re}, 2^e et 3^e années

TOUTES ÉPREUVES SUCÈS CONFIRMÉS

Enseignement annuel et stages intensifs d'été

Centre Italie 45 85 59 35

Centre Auteuil 45 27 10 15

PLUS QU'UN INSTITUT UNE INSTITUTION

Le LIVRE de POCHE

La Bibliothèque idéale

PD JAMES	Les Enquêtes d'Adam Dalglish
XXX	La Bibliothèque idéale
Littérature générale	
GABRIEL GARCIA MARQUEZ	L'Amour aux temps du choléra
ROBERT MERLE	Fortune de France : La Voie des vertugadins
MADELEINE CHAPSA	Le Retour du bonheur
MICHELLE CLEMENT-MAINARD	L'Empreinte des sabots
VALÉRY GISCARD D'ESTAING	Le Pouvoir et la Vie II : L'Affrontement
MORRIS WEST	Lazare
ERWAN BERGOT	Sud Loirain I : Le Courrier de Saigon Sud Loirain II : La Rivière des Parfums
JACQUES LANZMANN	Hôtel Sahara
PATRICK BESSON	La Paresseuse
EMICA JONG	Nana Blues
PATRICK LE ROUX	Thouan Lamazou : "Demain, je serai tous morts"
MIREILLE NÈGRE	Une vie entre ciel et terre
SUZANNE PROU	Méchamment les oiseaux
Contes	
CHARLES BAUDELAIRE	Écrits sur l'art
Littérature jeunesse	
GUILAUME DE LORRIS JEAN DE MEUN	Le Roman de la Rose
Bibliothèque romans	
LAO SHE	Un fils tombé du ciel
LEONARDO SCIASCIA	Petites Chroniques
Bibliothèque essais	
MARC FUMAROLI	L'État culturel
Thrillers	
DAVID MORRELL	La Cinquième Profession
HOWARD FAST	La Confession de Joe Cullen
Sciences-fictions	
GÉRARD KLEIN	La Loi du Talion
Langues modernes	
ALBERTO MORAVIA	Rimbaque Racconti romani Nouvelles romaines
ERWAN CAPOTE	Une en... Handcuffed Coffins

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

La crise de la FEN

Le Syndicat des enseignants remplace le SNI

Réunis en congrès extraordinaire, mercredi 24 juin à Orléans, les cinq cents délégués du SNI-PEGC ont approuvé, par 56,7 % des voix, la création du Syndicat des enseignants, qui s'ouvrira dès la rentrée aux instituteurs et aux professeurs des collèges, des lycées et de l'enseignement technique. Cette décision constitue l'étape la plus importante du processus de reconstitution entamé depuis plusieurs mois par la Fédération de l'éducation nationale.

ORLÉANS

de notre envoyée spéciale

Le SNI ne sera plus le SNI. En approuvant, mercredi 24 juin à Orléans, la création d'un Syndicat des enseignants qui entend regrouper les enseignants des écoles, des collèges et des lycées, les instituteurs ont définitivement tourné la page. Créé il y a trois quarts de siècle, le 17 septembre 1920, le syndicat des « maîtres noirs », gardien de « la laïque », et pilier, depuis 1948, de la Fédération de l'éducation nationale, disparaît. Presque en catimini.

Morne congrès pour une date historique. A Orléans, le 24 juin, l'heure d'était pas au bilan ni à la nostalgie. Après trois mois de crise ouverte à la FEN, ce congrès de rupture donnait davantage l'impression de fermer le livre que d'ouvrir un nouveau chapitre au syndicat.

hisme enseignant. C'est l'outil rêvé sur les statuts du syndicat et en posant leurs mots que les responsables de la majorité du SNI-PEGC ont fait adopter leur projet. A peine a-t-il été question, dans les trente-sept interventions qui ont ponctué la journée, de l'avenir de la FEN et de l'exclusion, le 6 mai dernier, des deux syndicats minoritaires, le SNES (second degré) et le SNEP (éducation physique). Et le jugement sur le fond du projet intenté par les minoritaires contre cette exclusion, qui se tenait pourtant le même jour à Paris (voir ci-dessous), n'a pas été évoqué. Ni à la tribune ni dans les couloirs.

Pris du tiers du discours introduit très court du secrétaire général du SNI, M. Jean-Claude Barbraud, a été consacré à « l'acceptable accord » qui vient d'être conclu entre l'État et l'enseignement catholique. Une distributive virtuelle et un appel à la « réconciliation » contre la « progression du clivage », longuement applaudie, y compris dans les rangs des trente-trois sections départementales qui composent la minorité du SNI.

Sur le reste, c'est-à-dire sur l'avenir du syndicat, les adhérents avaient « franché » et les jeux étaient faits. Le congrès, en effet, avait été précédé d'une consultation à bulletin secret des adhérents qui s'était tenue du 4 au 18 juin. Et ces derniers, par 55,6 % des suffrages, avaient répondu « oui » à la question suivante : « Êtes-vous favorable à l'émergence, dans la FEN, d'un syndicat des enseignants au sein duquel les enseignants des

écoles, des collèges, des lycées, du technique et de l'éducation physique seraient regroupés dans quatre sections professionnelles spécifiques, largement autonomes ? »

Dès lors, il ne restait plus à la majorité du SNI qu'à proposer un nouveau nom – le Syndicat des enseignants FEN – et des réformes statutaires permettant d'élargir son champ de syndicalisation aux enseignants des lycées. Ainsi le bureau national du nouveau syndicat comprendra désormais cinquante-quatre membres (dont trente resteront issus du SNI-PEGC et vingt-quatre parviendront des lycées, du technique et de l'éducation physique).

Contrôler

le jeu des tendances

En outre, sont créées des sections académiques, qui existent déjà au SNI. Ce sera sans doute une façon de mieux calquer l'organisation du syndicat sur les niveaux clés de décision, mais surtout un moyen efficace de contrôler le jeu des tendances au sein du nouveau syndicat. Car si les minoritaires du SNI « tiennent » trente-trois départements (trente et un pour la tendance Unité et Action et deux pour Ecole émancipée), ils ne seront majoritaires dans aucune des vingt-huit académies.

Ces diverses dispositions sont arrêtées pour une période transitoire, couvrant l'année scolaire 1992-1993, mais la campagne d'adhésion au Syndicat des enseignants commencera dès la rentrée de septembre. Un calendrier qui laisse bien peu de temps aux minoritaires du SNI pour s'organiser. Battus au référendum organisé auprès des adhérents et battus au congrès, ils s'en contentent pas moins la « légitimité » d'une opération qu'ils qualifient de « coup de force ». Et ils ont annoncé à Orléans qu'ils ne se rendraient pas à l'assemblée constitutive du nouveau syndicat, le 25 juin à Paris.

« Nous continuerons le SNI-PEGC dans nos trente-trois sections », ont-ils martelé tout au long du congrès, fustigeant une opération de « dissolution » masquée, « non conforme aux statuts ». Mais, en jouant sur maintes subtilités sémantiques, en évoquant une simple « évolution » du syndicat, et en dépeignant « adaptation » aux transformations de la profession enseignante, le camp majoritaire leur a comploté l'herbe sous le pied. La situation des minoritaires du SNI est donc très confortable. La stratégie du bunker dans trente-trois sections isolées paraît aléatoire à long terme. Et ils écartent apparemment l'éventualité de faire jouer une stricte solidarité de tendance en s'alliant avec le SNES, où ils seraient rapidement noyés.

Le camp majoritaire du SNI, qui a pratiquement pas de point d'appui dans le second degré, peut-il, de son côté, prendre le risque de se priver d'un tiers de ses sections locales alors qu'il souhaite, justement, s'élargir et gagner de nouveaux adhérents ? Une fois passé le choc du congrès, bien des accords pourraient se négocier.

CHRISTINE GARIN

Les minoritaires au tribunal

Mercredi 24 juin, la crise de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) ne se jouait pas seulement au congrès d'Orléans, mais aussi devant le tribunal de grande instance de Paris. La question posée à la première chambre était simple : la décision du 6 mai 1992 du conseil fédéral national de la FEN décidant l'exclusion du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES) et du Syndicat national de l'éducation physique (SNEP) est-elle conforme aux statuts de la Fédération ? Ces syndicats minoritaires avaient été déboutés, en référé, le 14 mai dernier. La première chambre, présidée par M. Jacqueline Cochard, devait donc examiner l'affaire au fond.

Pour les minoritaires, la décision du 6 mai est illégale car aucune instance de la FEN n'est compétente pour prononcer l'exclusion de membres de la Fédération. La majorité de la FEN aurait ainsi voulu laisser le champ libre au Syndicat national des instituteurs (SNI). Second point attaqué par les minoritaires : la possibilité désormais offerte aux enseignants de s'affilier directement à la Fédération, sans passer par un syndicat,

serait, elle aussi, illégale. Pour la direction de la FEN, il s'agit d'abord de tirer les conséquences des manquements graves du SNES et du SNEP aux statuts et règlements intérieurs de la FEN.

En refusant de communiquer la liste de leurs adhérents, comme le réclame l'article 48 des statuts, les minoritaires se seraient placés en dehors de la Fédération.

Au terme d'une audience de plus de quatre heures, le substitut, M. Jean-Claude Lautru, a indiqué que les statuts et les règlements intérieurs étaient effectivement muets sur la procédure d'exclusion. En attendant, le jugement, qui doit être rendu le 22 juillet, il a cependant esquissé une interprétation. A ses yeux, les minoritaires ont failli aux règles de fonctionnement définies par l'article 48 des statuts. Et, si le conseil fédéral national est compétent pour se prononcer sur l'affiliation de nouveaux syndicates, ne peut-on considérer qu'il n'a les mêmes pouvoirs en cas d'exclusion ? Mais, a-t-il précisé, cette modification doit alors être ratifiée par un congrès.

M. A.

SPORTS

TENNIS : les championnats de Wimbledon

Julie Halard sort Arantxa Sanchez

Julie Halard, 23^e joueuse mondiale, a causé mercredi 24 juin la plus grande surprise du deuxième tour des championnats de tennis de Wimbledon. En 1^{re} heure et 55 minutes, la Française, outre-impensable par le fait de jouer sur le central *bis* du All England Club, a éliminé en trois manches (6-3, 2-6, 6-3) l'Espagnole Arantxa Sanchez, tête de série numéro 5 et vainqueur de Roland-Garros en 1989.

Finaliste, il y a cinq ans, de l'épreuve juniors de Wimbledon, Julie Halard, âgée de vingt et un ans, a pleinement confirmé que son jeu vif et agressif était parfaitement adapté aux surfaces rapides en général et au gazon en particulier. Elle s'est qualifiée pour le troisième tour, où elle affrontera la Tchèque Helena Sukova, 18^e joueuse mondiale, qui a triomphé en deux sets (7-5, 6-2) d'une autre Française, Alicia Duchêne.

Nathalie Tauziat, tête de série n° 14, a éprouvé de réelles difficultés pour éliminer l'Ukrainienne Natalia Medvedeva, 33^e mondiale, (7-5, 2-6, 6-3). Son prochain match, en seizièmes de finale, l'opposera à Nicole Pietrangeli, 42^e joueuse mondiale. En simple messieurs,

Arnaud Boetsch, 43^e au classement de l'ATP, a facilement éliminé en trois manches (6-4, 6-2, 6-2) l'Espagnol Francisco Roig, 64^e joueur mondial. En seizièmes de finale, la

tâche de Boetsch sera beaucoup plus difficile face au grand espoir néerlandais Richard Krajicek, tête de série n° 11. — (AP.)

■ AUTOMOBILISME : les organisateurs des Vingt-Quatre Heures du Mans rompent avec la Fédération internationale du sport automobile (FISA) pour non-respect du contrat passé en septembre 1990 avec cette dernière. Les dirigeants mancaux affirment avoir rempli toutes les clauses de l'accord qui permettait en Mans de compter parmi les épreuves du championnat du monde après deux ans d'exclusion (réaménagement du circuit). En revanche, ils estiment que la FISA, qui devait assurer no plateau d'au moins cinquante voitures, n'a pas tenu ses engagements.

■ FOOTBALL : le FC Nantes restera en première division. — La commission d'appel de la Direction nationale du contrôle de gestion (DNCG) du football français a décidé, mercredi 24 juin, de lever la mesure de rétrogradation en deuxième division du Football Club de Nantes. Cette décision avait été prise le 9 juin, en raison du déficit de 61,5 millions de francs enregistré par le club à la fin de la dernière saison (le Monde du 11 juin). Ce relèvement est toutefois lié à certaines conditions, notamment la confirmation par la mairie de Nantes, avant le 29 juin, d'un concours financier à hauteur de 11 millions de francs.

DÉFENSE

Le plan spatial militaire à long terme

La France, l'Italie et l'Espagne envisagent de placer deux satellites d'observation Helios en orbite

La France, l'Italie et l'Espagne discutent de la possibilité de mettre en orbite deux satellites d'observation militaire de la catégorie Helios-1, au lieu d'un seul selon le plan initial. Ainsi, la surveillance – au moyen de ce type de satellites que les trois pays convoient en coopération – sera à la fois plus constante et plus répétitive. Un premier modèle sera en orbite en 1994. Le second devrait l'être en 1998.

Sous la responsabilité d'« architecte » industriel, la division « espace-défense » du groupe Aérospatiale, le satellite Helios, qui pèse 2,4 tonnes en orbite polaire, a été conçu pour les besoins militaires – à la différence du satellite existant SPOT, – et il embarque un système optique qui permet des reconnaissances par temps clair. La durée de vie d'un tel satellite est de quatre à cinq ans. Un second satellite Helios est prévu, mais il devait, à l'origine, rester en réserve et, donc, ne pas être lancé, sauf en cas de défaillance du premier.

A ce programme contribuent l'Italie (à raison de 14 %) et l'Espagne (pour 7 %). La part française, dans ces conditions, est de 6,5 milliards de francs pour le projet ainsi défini. Depuis la guerre du Golfe, où il est apparu que la coali-

tion anti-irakienne était dépendante à l'excès des moyens américains de renseignement, et compte tenu de la nécessité pour l'Europe de disposer en propre, dans l'espace, d'un outil de contrôle des accords de désarmement, la France est parvenue à la conclusion qu'il était sans doute préférable d'avoir en orbite deux satellites Helios. Dans cette hypothèse, il conviendrait de lancer en 1996, au lieu de le garder en réserve, le deuxième modèle qui est similaire au premier, ce qui rendrait plus permanente la détection depuis l'espace.

C'est cette éventualité qui est l'objet des discussions actuelles avec l'Italie et l'Espagne, puisque – si elle était retenue – elle exigerait de nouveaux engagements tripartites. Dans le plan spatial militaire français, dont les axes devraient apparaître dans la prochaine loi de programmation, il est aussi question de disposer, vers l'an 2002, de deux satellites d'observation Helios-2, dits valorisés, dans la mesure où, à la reconnaissance optique, leur sera ajoutée la détection infra-rouge pour la nuit et par temps couvert. Une troisième génération Helios, baptisée Songe, a d'ores et déjà été imaginée pour 2008-2010. Cet Helios-3 serait capable de manœuvrer dans l'espace, à l'instar des satellites espions américains Keyhole utilisés durant la guerre du Golfe. Associé à Alcatel-Espace et à Thomson, le

groupe Aérospatiale a, d'autre part, proposé au gouvernement, pour l'an 2002, de construire une nouvelle classe de satellite qui fera appel à l'observation-radar et qui pent dès lors fonctionner dans toutes les conditions atmosphériques.

Donné Osiris, ce projet est évalué à quelque 10 milliards de francs et il requiert à coup sûr des contributions italiennes et espagnoles. L'Allemagne a été invitée à y participer également. Avec les mêmes associés que pour Osiris, Aérospatiale a lancé – dans le cadre du plan spatial militaire français – l'avant-projet d'un satellite d'écoute électronique, baptisé Zénon. Ce programme d'une valeur de 3 milliards de francs est national, pour des raisons stratégiques. Les satellites d'écoute électronique ont, en effet, pour rôle de mesurer et d'intercepter les émissions radio qui reflètent la préparation d'une agression éventuelle, et ils sont en mesure de localiser un radar adverse pour le neutraliser ou la brouiller en vue de faciliter sa destruction dans l'espace.

Le groupe Aérospatiale a mis, enfin, à l'étude un programme de satellite géostationnaire d'alerte avancée, utilisant l'infra-rouge, pour détecter et identifier avec un délai suffisant le départ intempestif de tout missile assaillant. A ce jour, un tel projet n'est pas dans le plan spatial militaire.

JACQUES ISNARD

MÉDECINE

L'affaire Korff

Un produit « antiride » miracle en correctionnelle

La 15^e chambre du tribunal correctionnel de Nanterre sera saisie, le 30 juin, sur plainte de la direction générale de la consommation, de l'affaire Korff, du nom des produits « antirides ». Vendus en pharmacie, ces produits sont commercialisés par la société anonyme Campagne pour les pharmacies en France. Selon les experts commis dans cette affaire, ces produits n'ont pas les effets miraculeux qu'annonce le fabricant au travers d'une intense campagne publicitaire.

Baptisés « Anti-âge retard » ou « Anti-âge super », commercialisés en pharmacie à des prix très élevés (jusqu'à 2 500 F le tube), les produits « antirides » Korff émanent depuis plusieurs mois une polémique dans les milieux de la cosmétologie (« le Monde Sciences-Médecine » du 25 septembre 1991). Ces produits se présentent comme un cocktail de formulation quelque peu fantaisiste constitué pour l'essentiel de vitamine A (réthol). L'ambiguïté des messages publicitaires tient à la confusion entretenue avec une autre substance, la vitamine A acide (trétinoïne), qui ne peut être obtenue que sur ordonnance et dont certains effets laissent penser qu'elle pourrait prévenir certains phénomènes du vieillissement cutané.

Après le Conseil national de l'ordre des pharmaciens et les laboratoires Pierre Fabre, la direction générale de la consommation, de la concurrence et de la répression des fraudes avait engagé une action pour « publicité trompeuse »

contre le fabricant des produits Korff, filiale de la firme suisse Cosmophar Ltd (le Monde du 3 octobre 1991).

Au terme de leur rapport, les deux experts nationaux, les professeurs A. Rougère et F. Cottanet (1), critiquent très sévèrement la méthodologie des travaux expérimentaux menés par le fabricant : « Les produits Korff n'ont aucune aptitude à effacer les rides. Tout au plus, peuvent-ils diminuer la profondeur des ridules normales ou subnormales par un mécanisme tout à fait banal de la vitamine A, c'est-à-dire l'augmentation de l'épaisseur de l'épiderme et la tendance à la réhydratation d'un épiderme déshydraté. »

Relevant d'autre part dans les nombreuses publicités « l'utilisation d'un vocabulaire qui se veut scientifique », ils concluent : « Les effets éventuels des produits Korff proposés aux consommateurs par l'intermédiaire de leur publicité doivent être démontrés par une expérimentation valable et non critiquable. En outre, il faut que la société fasse la preuve que la vitamine A (réthol) agit sur le peau et le derme. Enfin, il faut que la publicité montre bien que ces effets sont passagers et transitoires pour ne pas tromper les consommateurs. Toute publicité sur la base des données fournies aux experts doit être interdite. »

J.-Y. N.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 25 juin 1992 :

DES ARRÊTÉS

— Du 9 juin 1992 modifiant et complétant l'arrêté du 22 avril 1980 modifié fixant la liste des substances dont l'usage est prohibé dans les produits cosmétiques et les produits d'hygiène corporelle ;

— Du 9 juin 1992 modifiant l'arrêté du 6 novembre 1986 modifié fixant la liste des colorants qui peuvent contenir les produits cos-

métiques et les produits d'hygiène corporelle destinés à entrer en contact avec les muqueuses ;

— Du 9 juin 1992 modifiant l'arrêté du 16 août 1985 modifié fixant la liste des substances vénéreuses pouvant entrer dans la composition des produits cosmétiques et des produits d'hygiène corporelle et les avertissements devant figurer sur leurs récipients, emballages ou notices.

A Aérospatiale

Trois projets nucléaires annulés en un an

Depuis le 11 juillet 1991, la division « espace-défense » du groupe Aérospatiale, qui occupe aujourd'hui 5 400 personnes sans compter 700 salariés en sous-traitance, a enregistré trois annulations de programmes nucléaires, qui risquent de l'obliger à supprimer des emplois – on parle de 1 200 postes – dans les mois à venir.

Le 11 juillet 1991, le gouvernement a renoncé au projet S.45 d'un missile cosé remplacer les ogives stratégiques du plateau d'Albion, ou Proveoce, au début du siècle prochain. Le 4 juin dernier, il n'a été mis fin au programme Hades d'un missile destiné à succéder au Pluton préstratégique. Entre-temps est intervenue une initiative moins connue que les deux précédentes : le gouvernement a abandonné la construction d'un nouveau lot de seize missiles M.4 prévu pour équiper les sous-marins stratégiques. Cela représente une économie qui est estimée à environ 2 milliards de francs.

A ce jour, à défaut de connaître les programmes nucléaires et spatiaux qui seront retenus par le ministère de la défense, il a été mis à l'étude un plan de départs volontaires à la retraite et des actions pour encourager la mobilité des personnels vers d'autres secteurs du groupe, comme les avions Airbus ou ATR, où une activité plus soutenue est assurée.

En 1980, la charge de travail dans la division « espace-défense » était à 80 % oculaire et 20 % spatiale. En 1991, elle a été de 45 % et de 55 % respectivement. Selon les prévisions avancées par Aérospatiale, elle devrait passer à 30 % et 70 % après 1994.

■ Un nouveau blindé en coopération pour l'Europe. — Le groupe français GIAT-Industries s'est allié, mardi 23 juin, à la société britannique Guest Keen and Nettlefolds (GKN) et à l'Allemand Krauss Maffei pour produire un véhicule blindé dit modulaire (VBM), destiné à équiper notamment l'Eurocorps au début du siècle prochain. A cet accord pourrait se joindre Renault-Véhicules industriels (RVI). Le ministre français de la Défense, M. Pierre Joxe, s'est félicité de la décision de GIAT-Industries d'organiser cette coopération européenne. De son côté, la société Panhard, filiale de PSA, qui a déjà signé un accord de coopération avec Rheinmetall pour développer un blindé plus léger, s'est associée avec Mercedes pour, le cas échéant, participer à la compétition sur le programme VBM.

CULTURE

CINÉMA

Mon film, mon enfant

Luc Besson raconte sa première bataille. Une aventure qui date de neuf ans.
Une histoire fantastique.

LE DERNIER COMBAT
de Luc Besson

Un soldat perdu, casqué, bardé d'accessoires archaïques, assis, les pieds sur un bureau où trône un téléphone silencieux. Il tient un bâton de ski prolongé d'un poignard : c'est l'affiche du Dernier combat, le premier film de Luc Besson, en scope et Dolby, en noir et blanc, avec Pierre Jolivet (égale-ment coscénariste et coproducteur). Une histoire de fin du monde. Les survivants sont très peu nombreux, croient ne plus avoir pour compagnons que des poupées gonflables, et se battent sauvagement... C'est un film simple et sophistiqué, un film d'amour amer, de poésie noire, qui date de 1983, a obtenu toutes sortes de prix, notamment à Avoriaz. En dépit de la musique d'Eric Serra, toujours des acteurs Jean Bouise et Jean Reno que l'on retrouve dans le Grand Bleu, et des poissons qui ici tombent en pluie, cette première œuvre ne ressemble pas aux suivantes. Elle est dépeignée parce qu'attachée. Luc Besson raconte :

« Plus le temps passe, plus s'estompent les souvenirs de galère. Quand je reviens le Dernier Combat, certaines naïvetés me font sourire, le côté sombre m'étonne. J'avais du noir dans la tête à ce moment-là. Vraiment, ce film, Pierre Jolivet et moi, nous l'avons fait à l'arraché. Nous avons décidé qu'il existerait envers et contre tous. Nous aurions adoré qu'un producteur s'occupe de nous, d'autant que nous n'arrivions pas, comme ça, de nulle part. Pierre avait écrit des scénarios, moi j'avais été assistant. Nous avions d'abord proposé le scénario de Subway, le projet était sur le point d'aboutir, et puis un producteur nous a lâchés. Nous n'y arrivions tellement pas que nous avons abandonné Subway et résolu de nous débrouiller par nous-mêmes. Nous avons tourné un court-métrage de dix minutes sur le thème du Dernier combat, en scope, pour prouver que nous savions le faire, et trouvé de l'argent pour le long.

« Voler des spectateurs à la télévision »

« Dans les années 80, un grand nombre de cinéastes ont été obligés d'en passer par là. Les règles avaient changé dans la période faste 60/70. Les multinationales, la télévision avaient poussé à la production de films, symphonies mais déjà prémachés pour les chaînes. Les cinéastes trouvaient leur nourriture puisque les grands continuaient leur travail, mais le public normal s'écartait des salles, et le système fonctionnant en circuit fermé, chacun devait se prendre en charge, surtout parmi les nouveaux venus. Il y a eu explosion d'indépendants. La production est finalement moins compliquée qu'on ne le croit : il suffit



Pierre Jolivet et Fritz Wepper

de s'organiser, de trouver deux ou trois personnes pour négocier avec les distributeurs. Nos relations avec eux aussi ont changé : nous ne les considérons plus seulement comme des commerçants, et ils peuvent s'intéresser aux labours.

« Je n'ai rien contre les télévisions, je souhaite qu'elles vivent bien et nous aussi, chacun de son côté. C'est ce qui s'est passé aux États-Unis, les chaînes utilisent énormément le cinéma, et l'aident mal, dans la mesure où elles aident ce qui les intéresse pour le dimanche 20 h 30. À l'exception de Canal Plus, le dialogue est impossible. D'ailleurs, je ne dialogue pas, je n'ai tout simplement pas le choix. Quand Gaumont décide de ne produire, de me permettre de faire un film, je ne peux pas interdire les recettes télé et vidéo. C'est la réalité économique. Je ne connais pas de solution. Je regrette que les trois ou quatre grands films français de l'année soient sous le coup d'une

diffusion dans les deux ans à la télévision. Il faudrait attendre qu'une nouvelle génération arrive, en ait entendu parler, puisse revoir le film en salle. Si Orange mécanique était passé quatre fois sur les chaînes, personne ne l'aurait ressenti. Quand Canal Plus a programmé le Grand Bleu, avec un score énorme d'ailleurs, j'ai demandé à Gaumont une copie neuve et une salle. Trois ou quatre mille spectateurs sont quand même venus, qui se seraient peut-être contents du petit écran.

« Mon rêve est que l'image vidéo soit la plus déformée possible, avec au moins vingt coupures publicitaires. Mais rêverait de valoir des spectateurs à la télévision. Je travaille pour le cinéma. Les difficultés ne sont plus les mêmes que quand nous nous battions avec Pierre Jolivet. Le temps gagné sur le montage financier, la préparation. Tout est long dans ce métier. J'ai écrit le Grand Bleu à seize ans, j'en avais vingt-sept

quand je l'ai réalisé. À l'exception de la dernière image, ça n'a plus aucun rapport, et pourtant c'est le même film. Ce que vous gardez en vous pendant des années tient en trois lignes, c'est un concept. Des tas de chemins y mènent, qui changent, surtout les derniers temps. C'est comme si vous rêviez d'une croisière impossible, et un jour l'océan se présente...

« Une fois en tournage, il y a les bonnes et les mauvaises heures, tout dépend de votre faculté de réaction. Le plaisir est votre pire ennemi. C'est déjà un tel résultat de s'asseoir aux rudes, de voir de grands acteurs dire un texte dans un mouvement de caméra et de belles lumières qu'on a envie d'être content, alors qu'il s'agit du minimum sans lequel le film n'existe pas. Le problème est de savoir si la scène entre dans l'ensemble, si elle arrive au bon moment. C'est dur mais c'est bon. Je pense aux navigateurs sur leurs trimarans hypersophistiqués, quand il n'y a pas de vent... Je suppose que la tempête leur rend la course pénible, mais au moins ils agissent et avancent.

« Quand je tourne, je suis surexcité tous les jours. À aucun moment je ne me dis « quelle horreur ». On trouve ça chez les acteurs. Moi, dans les jours de détresse, je peux me cacher, laisser des petits plans, laisser la comédie pour demain. En fait, on leur dit « c'est maintenant », et ils doivent être prêts. Je n'ai jamais levé les yeux au ciel parce qu'un acteur hésite devant l'obstacle. Mais dès que s'annonce un conflit de pouvoir, alors carrément je truche. En cas de panique, je dédramatise : je ne salue la vie de personne, je ne suis pas en train d'inventer un médicament contre le cancer et le sida. Je fais un film.

« Le pire moment, pour moi, arrive quand j'ai remis la copie standard. On ne ressent plus le poids, tout est fait, rien ne reste, on a expulsé le film, comme pour un accouchement, il n'est plus là. Les producteurs, les distributeurs, tous ces gens qui il y a six mois trouvaient votre projet merveilleux, après trois mois, ont fait preuve de méfiance, et juste avant la présentation, ils ont les nerfs à cran, ça n'aide pas. Certains cinéastes estiment n'avoir plus à intervenir à ce moment-là. Moi, mes films, je les suis, je les accompagne, je surveille au maximum les conditions d'exploitation, je discute avec les projectionnistes... Pourquoi seraient-ils moins bien traités que les techniciens de plateau ? C'est d'eux que dépend la réception de votre travail. Moi, mes films, je les considère comme mes enfants, je les aime.

Propos recueillis par
COLETTE GODARD

Jours heureux

MY GIRL
de Howard Zief

Anna Chlumsky est une ravissante fillette aux allures décidées, avec d'immenses yeux bleus, nûris de longs cils noirs, et une de ces bouches pulpeuses tellement à la mode, mais l'histoire se passe en 1972. Anna Chlumsky, ou plutôt son personnage, a onze ans. Un personnage intéressant de gamine défilée, par certains côtés très mûre, par d'autres franchement surnaturelle. 1972, ce n'est quand même pas le Moyen Âge, écrivé par son père, éboueur. Sa mère est morte deux jours après sa naissance. D'un son rapport tendu avec la mort, la maladie, le corps. Elle est ravagée par la culpabilité, s'attribue toutes les maladies dont on peut souffrir dans son entourage.

En fait, elle demeure une enfant joueuse, une vraie enfant, amoureuse de son prof, fêlée avec son copain allergique - Macaulay Culkin, le jeune homme de Maman, j'ai raté l'avion, à qui, ici, elle vole la vedette - dévorée d'une jalousie, forcément mor-

bide, pour la femme - Jamie Lee Curtis - que son père - Dan Ackroyd - va épouser.

Un couple désassorti. Or se demande ce que Jamie Lee Curtis vient faire dans ce film - probablement ce que l'on appelle un « ménage ». On se demande aussi pourquoi l'histoire se passe en 1972. Probablement pour des raisons autobiographiques, qui appartiennent au personnage d'Anna Chlumsky une authenticité troublante, une vraie tendresse. Qui permettent également de saupoudrer la comédie mélodramatique d'une amertume émouvante. À la fin, la fille, débarrassée de sa culpabilité, voit l'avenir en rose : la guerre est finie, et Nixon réélu...

En dépit de ce personnage attachant, joué par une enfant comédienne exaspérante juste ce qu'il faut pour le rôle, on s'ennuie, tant le réalisateur, Howard Zief, filme plate-ment, tant la musique surpasse dégoûtine et souligne les côtés les plus maïs de l'histoire.

C. G.

Vie de chien

BEETHOVEN
de Brian Levant

Calamité des concepts et providence des réalisateurs, étonnant, bavard, vrombe, intraitable, le saint bernard, 85 kg de muscles, de poils et de tendresse, était encore inédit dans la longue lignée des héros canins au cœur fidèle et au QI de prix Nobel. Rintintin, Benji et autre Lassie.

Comment le dénommé Beethoven sauvera une de ses petites maîtresses de la noyade et son patron, pourtant rétif à son encombrante affection, d'un mauvais pas professionnel ; comment, mieux encore, il parviendra à rendre à une famille moyenne américaine son unité, minée par une déprimante routine, comment il réussira à se tirer lui-même des pattes d'un méchant vétérinaire trafiquant d'ani-

maux de laboratoire, vous le saurez en allant voir Beethoven, le film.

Produit par Ivan Reitman, metteur en scène de SOS Fantômes et d'Un fil à la maternelle, et par conséquent incontestable spécialiste du « ciné chien », très soigné dans sa réalisation et adroitement rythmé, joud par une petite troupe sympathique (Charles Grodin, Ronnie Hinn, les enfants, et Dean Jones, ex-pensionnaire de chez Disney) résignée de bon cœur à laisser la vedette au gros toutou, Beethoven n'abole pas plus haut que son but, qui est de plaire aux petits sans exaspérer les grands.

A noter que le dialogue se réduit à quinze phrases. N'est-ce pas juste dans bien des foyers ? On a filmé de pure fiction, de pure distraction, rejoint parfois la réalité du plus grand non-

D. H.

Le rock du coq

ROCK-O-RICO
de Don Bluth

Notre fibre nationale sera titillée puisque le matériau de base de ce dessin animé on ne peut plus américain est le Chanteur d'Edmond Rostand. D'autant que, au début du film, une fermière en fait la lecture à son petit garçon, présumé Edmond, découvert médusé sur les habituels collages des fermiers de Montana. Heureusement, les acteurs - catastrophiques - lissent vite la place aux personnages animés et on retrouve avec un certain plaisir les précipités de mythos avec de vrais morceaux d'œuvres originales qui font le charme des long-métrages minis américains depuis Blanche-Neige.

Chanteur est donc exilé en ville par le bass-cœur. Il y devient l'équivalent galianot d'Elvis Presley, jusqu'à ce que ses amis l'appellent au secours afin qu'il les débarrasse du Grand-Duc qui

prétend faire régner une nuit éternelle sur la campagne. Les séquences dans le repaire des hiboux vivent en fantasme, montrant un monde où la Tchernobyl et figure en réminiscence de symbole du mal, opposé au rock'n'roll de Chanteur. Plus tard, on verse dans la comédie musicale, puis la satire gaillarde.

Le film est par moments assez joli à regarder, mais sans retrouver la grâce de Brisby, le premier long-métrage de Don Bluth. Et pour une fois les parents pourront se tirer du dilemme de la v. o. appliquée aux films pour enfants qui ne fissent pas assez vite les sous-titres. Rock-O-Rico a été adapté par Boris Bergman (parolier, entre autres, d'Alain Bashung) et doublé par une poignée de vedettes (Boris Bergman, Eddy Mitchell, Tom Novembre, Lio...), qui semblent tous s'être bien amusés pendant la ré-act.

T. S.

Changement de jour et de siècle

A l'occasion de la Fête du cinéma, M. Jack Lang annonce plusieurs initiatives.
Le jour de réduction passe du lundi au mercredi

La Fête du cinéma, qui en est à sa huitième édition, dure désormais plus d'une semaine, du 20 au 30 juin, à travers quelque trois cents manifestations organisées dans toute la France. La Fête tente même de s'exporter, à l'instar de la fête de la musique, par le biais des ambassades et des Alliances françaises. Mais le jeudi 25 demeure le Jour J.

Nouvelle casquette double (éducation nationale et culture) du ministre oblige, les liens avec l'école sont particulièrement mis en valeur cette année, avec entre autres la visite d'une trentaine de cinéastes dans des collèges. M. Jack Lang lui-même, flanqué de Gérard Depardieu et du président de la fédération des exploitants, M. Jean Labbé, devait se rendre jeudi matin au collège Yvonne-Lé-Tac (Paris 18) pour y annoncer la modification du jour de réduction des tarifs de cinéma. À partir du 1^{er} septembre, ce ne sera plus le lundi, mais le mercredi.

Ce changement, décidé en accord avec les exploitants, entraîne la baisse d'impact de la réduction en début de semaine. Il parle sur les capacités d'entraînement du public scolaire, qui fournit déjà les gros troupes de la plupart des

succès. Mais il risque d'accroître la distorsion entre les films « pour ados » et les autres, et aussi le déséquilibre entre les jours de la semaine.

Autre volet de la défense des salles, le déblocage de 20 millions de francs pour faciliter leur équipement en systèmes sonores performants, avec un joli coup de pouce au procédé numérique français LC Concept, qui cherche à s'imposer sur le marché et a pris quelque avance sur le système concurrent Dolby.

1995 :
le centenaire

Dans un tout autre domaine, le ministre devait également annoncer la mise en place du comité d'organisation du centenaire du cinéma (dont la date officielle est le 28 décembre 1995), sous la forme d'une association présidée par M. Alain Crombecque, qui quitte cette année la direction du Festival d'Avignon pour celle du Festival d'Automne, et M. Serge Toubiana, directeur des Cahiers du cinéma. Prenant la suite de la mission d'étude animée par Michel Piccoli, ce comité « aura la charge des innombrables manifestations qui se dérouleront dans la France

entière, dont un certain nombre d'initiatives de grande ampleur. » Mais, souligne M. Lang, il devra également mettre en place des actions de longue durée, concernant la recherche et l'édition dans le domaine du cinéma.

Enfin, plus de dix ans après avoir confié à M. Jean-Denis Breuille une mission d'étude de l'ensemble de l'industrie cinématographique, M. Jack Lang demande aujourd'hui un travail comparable à l'inspecteur des finances Jean-Paul Cluzel « pour dresser une radiographie de l'ensemble du secteur, examiner le fonctionnement des mécanismes économiques et faire des propositions sur d'éventuelles interventions. »

Envisageant tous les aspects (production, distribution, exploitation, relations avec le reste de l'audiovisuel, réglementation...), cette étude, qui selon le ministre, doit échapper aux groupes de pression habituels, et dont il attend les résultats « avant l'hiver », est susceptible d'entraîner la mise en œuvre de nouvelles réformes, qui pourraient constituer la touche finale de « l'empreinte Lang » sur le cinéma.

JEAN-MICHEL FRODON

ARCHITECTURE

La Bibliothèque de France sous surveillance

Un conseil d'experts adresse une mise en garde au chef de l'Etat

Le Conseil supérieur des bibliothèques (CSB) vient d'adresser une lettre au président de la République pour attirer son attention sur certains aspects de la Bibliothèque de France. Cette lettre fait suite au rapport, dit rapport Jolis, commandé par le chef de l'Etat à une commission d'experts choisis par le CSB. Le groupe de travail avait pour mission de sonder la cohérence du projet après les attaques dont il avait été l'objet à l'automne 1991. Fin janvier, le rapport était rendu public (Le Monde du 26 janvier). Début février, Jack Lang et Emile Biasini faisaient savoir l'usage qu'ils comptaient en faire (Le Monde du 13 février). Les seules propositions retenues avaient été la réduction de la hauteur des tours, de 86 à 78 mètres, et l'augmentation du stockage des livres dans le socle de la bibliothèque.

Les membres du CSB, émis par leur président, le professeur Pierre Jolis, reviennent à la charge. Ils se sont réunis le 15 juin et, à l'unanimité, ont décidé de rédiger cette lettre. Pour eux, la Bibliothèque de France ne doit pas se résumer à son profil, bon ou mauvais. Sa structure doit permettre, en revanche, une meilleure gestion des collections, une meilleure utilisation, et sa réalisation doit s'accom-

pagner d'une modernisation complète du réseau des grandes bibliothèques, universitaires et municipales.

Selon les auteurs de la lettre, la sécurité des ouvrages sera insuffisante. Ils ne précisent pas si le stockage dans les tours est la cause de cette insécurité relative, mais on peut le déduire, puisque c'est le mode de circulation des ouvrages, jugé trop complexe, qui est incriminé. Le bâtiment doit être plus flexible, extensible. Le vide central, qui doit être dévolu à un jardin, est éliminé. Cet espace vert peut être planté, à la rigueur, de pelouses et de buis. Il faut éviter d'implanter là « un morceau de forêt de Fontainebleau », comme le propose l'architecte. L'articulation entre le site de Tolbiac et la rue de Richelieu (où sera installée la future Bibliothèque des arts, à côté des collections de la Bibliothèque nationale qui ne seront pas démantelées - les estampes, par exemple) demande une réflexion qui n'est toujours pas menée.

Le problème le plus grave est celui de l'information. « À l'heure d'un mois de l'ouverture de la Bibliothèque de France », insiste Pierre Jolis, cette information n'est pas mal faite, elle n'est pas faite. Or ce travail, long et com-

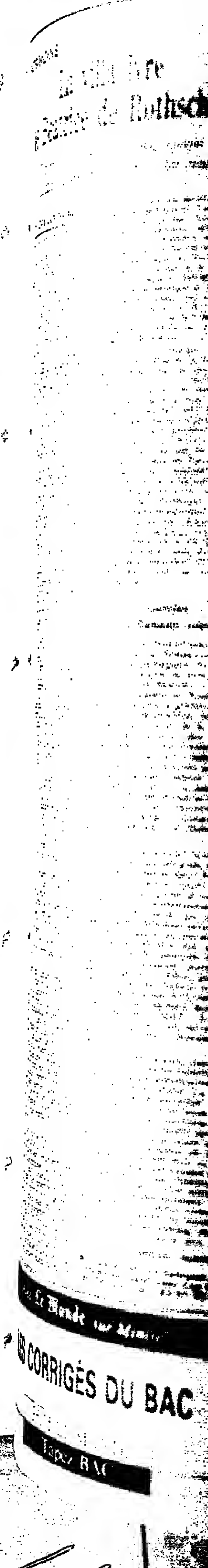
plexe, est indispensable pour que fonctionne le réseau de bibliothèques dont la TCB a l'ambition d'être la tête. « Sans l'installation de ce maillage et la modernisation des bibliothèques universitaires, les sommes investies pour la Bibliothèque de France sont disproportionnées et la nouvelle institution sera rapidement engorgée par les étudiants venus des facultés voisines. Tolbiac, Justieu ou la Sorbonne », affirme Pierre Jolis.

Michel Melot, membre du CSB, a, de son côté, entrepris un audit sur l'information. Son rapport sera remis en septembre.

E. de R.

VENTES

Un manuscrit de Schubert vendu près de 3 millions de francs chez Christie's. - Le manuscrit original du Quatuor à cordes n° 8 de Franz Schubert a été vendu 297 000 livres (près de 3 millions de francs) au cours d'enchères qui ont eu lieu, à Londres, le mercredi 23 juin. Un manuscrit de Beethoven, l'Ouverture Die Weihe des Hauses, op. 124, a atteint 33 000 livres, prix situé juste en-dessous de l'estimation. - (AFP)



هذه امان لامل

CULTURE

PATRIMOINE

La villa ivre de Béatrice de Rothschild

Témoignage des fastes de la Belle Epoque le palazzino Ile-de-France vient d'être rénové

SAINT-JEAN-CAP-FERRAT de notre envoyé spécial

Depuis l'été 1980, la villa Ile-de-France, le visiteur se découvre pas seulement un jardin à la française, mais le pont avant d'un paquebot qui pousse le plus beau site de la Côte d'Azur. A gauche, la baie de Beaulieu, la pointe de Saint-Hospice, les jardins privés de la villa Florentina, les murs ocre de la résidence de Raymond Bana et la mer à l'horizon. A droite, la rade de Villefranche-sur-Mer, la plage de Passable, l'ancienne villa du roi Léopold II de Belgique, avec son parc botanique et toujours la mer à l'horizon. Au milieu donc, un intermédiaire bâti-jardin, dont les palmiers viennent écouler la rectitude et dont le temple d'amour surélevé tient parfaitement son rôle de proue, dominant les deux baies.

Il ne manque que le roulis, affirme James de Lestang, le très « british » directeur des lieux. Et encore, lorsque les vents sont favorables, on entend le bruit de la Méditerranée... Séduite par le site paradisiaque, Béatrice Ephrussi (née baronne de Rothschild, fille du régent de la Banque de France et femme d'un riche banquier) avait décidé, en 1905, de faire construire une villa et des jardins sur les sept hectares les plus étroits de la presqu'île de Saint-Jean-Cap-Ferrat. Le jardin devait lui rappeler une certaine mémoire sur le paquebot Ile-de-France, d'où son nom. Trente-cinq jardiniers, habillés en matelot avec béret, pompon rouge, et dirigés au sifflet, ont construit et entretenu ce jardin. Un éperon rocheux à été dynamité, la ruelle domestiquée, l'eau apportée. Sept jardins à thème « ouverts sur la mer », ont été dessinés (espagnol, florentin, japonais, provençal, exotique, japonais, à la française, plus une roseraie) suivant des maquettes gigantesques. Et pour mieux rendre l'aspect d'un paquebot, le plateau a été incurvé.

Folle que voilà ! Légende à l'Académie des beaux-arts de l'Institut en 1933, ce palazzino italien est digne des extravagances de la Belle Epoque qui ont fait la légende de la Riviera, de Cannes à Monaco. Une rénovation récente, diserte 3 millions de francs venant de mécènes privés et du conseil général, - et des conditions de visite plus souples devraient donner un nouveau souffle à cette demeure qui s'est transformée, au fil des ans, en poussiéreuse Musée des arts décoratifs et qui se reposait un peu trop sur son site incomparable. « Nous avons accueilli 54 000 visiteurs en 1991. Notre objectif est de 100 000 visiteurs », explique James de Lestang.

Le charme était dénoté, mais le visiteur avait parfois la fâcheuse impression de déranger. D'où la rénovation entreprise par Culture Espaces, concessionnaire des lieux depuis le 1^{er} janvier : nouvel accueil, système de sécurité vidéo, ouverture d'un salon de thé, jardins mieux tenus, inventaire informatisé et microfilmé, conservation des réserves, restauration de plusieurs tableaux impressionnistes (Monet, Sisley, Renoir), tapisseries d'Aubusson et mobilier (table de wibist appartenant à Marie-Antoinette et sublime secrétaire XVIII^e de Saulnier).

« Je désire que le musée garde l'aspect actuel d'un salon », écrivait la baronne dans son testament. La nouvelle muséographie va dans ce sens : plusieurs centaines des 4 973 œuvres d'art répertoriées ont été mises en réserve pour ne présenter au public que les pièces essentielles et donner l'aspect caphornum. « On finit par ne plus rien voir, des gravures à cinquante-cinq francs coûtaient des Boucher », explique James de Lestang. Si le premier étage rassemble

les collections, les salons du rez-de-chaussée présentent l'atmosphère de la Belle Epoque : boiserie, salle de bains, chambres, salles à manger. La scénographie est de bon goût et le salon de thé une réussite avec ses élégantes baies vitrées ouvrant sur la mer et le jardin. On respire juste le plaisir d'un peu d'effort pour contempler le lit de l'ancienne maîtresse des lieux. Seul « effet secondaire » de la rénovation, le Monet de la villa, *Giverny à l'aurore* (1897), va rejoindre le Musée Marmottan.

La villa témoigne toujours autant des folies de la baronne de Rothschild, qui lui ont coûté la bagatelle de 3 millions de francs-or. « Je ne vous demande pas si ce serait bien, je vous dis ce que je veux », répétait cette maîtresse-femme aux quinze architectes qui se sont succédé pendant sept ans (1905-1912) au chevet de cette villa qui rappelle tant les palais de Florence, Venise ou Ravenna. Des caprices ? Deux maquettes grandeur nature de la façade sud ont été érigées pour « voir ce que ça donne ». Dans l'imposant palais italien-bispano-mauresque qui servait d'espace de réception, un intermédiaire plafoff, coquille en pilare suspendue, a été ajouté au dernier moment pour éviter une trop grande luminosité. Une tour a même été rasée en cours de construction.

Gazelles et flamants roses

Cette villa Ile-de-France est à l'image de sa fondatrice, plus excentrique qu'élegante. Plus décor de théâtre bourré de trompe-l'œil que demeure feutrée. Un peu comme le manoir de Wadeston, qui appartenait à la génération précédente des Rothschild, fantasme de tous les châteaux de la Loire. La baronne donnait des soirées « déguisées » en Marie-Antoinette, recevait les fournisseurs habillés de rose (sa couleur préférée que l'on retrouve partout), depuis « l'ampoule de soie jusqu'à la pointe des bottines » et transformait sa maison en zoo exotique, s'entourant de perruches, singes, mangoustes, gazelles, antilopes et flamants... roses.

Mais elle accumulait aussi des trésors en suivant ses goûts éclectiques. La fantaisie-patio Renaissance, les salons Louis XV, Louis XVI, les salons orientaux et fraignard, les appartements rassemblent des pièces qui proviennent de ses résidences parisiennes et monégasques et qu'elle achetait lors de ses périples aux quatre coins du monde : peintures médiévales et Renaissance, portes du palais impérial de Pékin, plafond de Giambattista Tiepolo installé dans le salon Louis XVI, tableaux et gravures de Fragonard, Boucher, sculptures de Clodion... Et une importante collection de porcelaines de Sèvres, Vincennes et Saxe.

Beaucoup reste à faire, comme la restauration d'œuvres importantes et une meilleure présentation des collections de porcelaine. Un nouveau parking est en projet pour éviter les cailloux du week-end. Les jardins en entrebâillent de découvrir « la planète en un seul jardin », manquant de soins (trois jardiniers seulement à lieu des neuf nécessaires). Comme pour tout son patrimoine, l'Institut de France ne peut vendre quelques objets pour mieux entretenir l'ensemble. « Nous sommes riches en trésors, mais pauvres en moyens », rappelle James de Lestang, maître d'un site qui n'a pas de prix.

MICHEL GUERRIN

► Villa et jardins Ephrussi de Rothschild, Saint-Jean-Cap-Ferrat (06230). Tél. : 93-01-33-09.

MUSIQUES

L'Opéra de Nice victime de sa vétusté

La nomination d'un nouveau directeur général coïncide avec la fermeture provisoire de l'établissement pour des raisons de sécurité

NICE

de notre correspondant régional

Le 4 juin dernier, la municipalité a décidé de fermer provisoirement l'Opéra de Nice pour des raisons de sécurité. Au même moment, le directeur général de l'établissement, M. Alain Quillon, a été brusquement remplacé par M. Marc Ugo, jusqu'ici directeur général des services généraux de la mairie.

« L'Opéra continue, avec le même personnel, le même public, dans d'autres lieux... ». Après l'annonce, brusquée, de la fermeture de l'Opéra et du changement de son directeur, les responsables de l'action culturelle de la ville de Nice viennent de lancer un message rassurant aux mélomanes. Grâce à un remarquable effort des techniciens de l'Opéra, fin de la saison lyrique 1991-1992 a été sauvée. Le dernier spectacle à l'affiche était une reprise de *Don Carlo*, de Verdi : en quarante-huit heures, les décors ont été transférés à Acropolis.

L'Opéra de Nice est victime de son état de vétusté. Reconstruit en 1885 après un dramatique incendie qui avait fait soixante-trois morts, quatre ans plus tôt, il connaît le même sort que ceux de Lyon, Bordeaux et Toulouse, qui furent momentanément fermés pour les mêmes

raisons. « Pas un élu, après le drame de Furiani, explique M^{me} Yvette Hancy, conseiller municipal délégué à la musique et à la danse, n'aurait pris la responsabilité de continuer à exploiter contre l'avis défavorable de la commission de sécurité ».

Après le chirement de sa façade, officiellement intervenu le 1^{er} juin, l'Opéra devait faire l'objet, cette année, d'un programme de rénovation extérieure de 20 millions de francs - les échafaudages sont déjà en place. Sa mise en conformité avec les normes techniques actuelles exige une restauration complète de ses installations. Cette opération doit cependant être menée à un moment où la municipalité est contrainte à une rigoureuse politique budgétaire imposée afin de corriger les excès de la gestion de l'ancien maire (CNI), Jacques Médecin.

La fermeture temporaire de l'Opéra de Nice (il devrait rouvrir dans deux ou trois ans) coïncide donc avec le limogement du directeur général de l'établissement, M. Alain Quillon, quarante-neuf ans, par ailleurs secrétaire général adjoint de la mairie. M. Quillon avait été nommé par le maire actuel (RPR), M. Honoré Ballet, en mars 1991. Sa mission était de transformer en régie communale l'association para-municipale Nice-Opéra qui gère l'insti-

tution depuis 1985 et dont le directeur, M. Lucien Salles, avait placé en détention, puis condamné, en juin 1991, pour un abus de biens sociaux commis en tant que gérant d'Europ Show, une entreprise de spectacles.

A cette époque, Nice-Opéra accusait un déficit cumulé d'exploitation de 20 millions de francs pour un budget annuel de l'ordre de 120 millions. « J'avais été nommé pour servir les bouillons, explique M. Quillon. J'ai rempli ma tâche. Je n'ai pas d'autres commentaires à faire. » Que s'est-il passé ? M. Quillon n'aurait pas eu la manière. On lui reproche son « obsession du budget » et la direction, « à coups de notes de service », d'une maison de quatre cents personnes travaillant dans la passion. Il s'est surtout heurté à la forte personnalité de M. Pierre Médecin, directeur artistique de l'Opéra et de l'Orchestre philharmonique depuis 1983, qui n'a pas supporté que l'on écorne ses prérogatives. Ce dernier, dont M^{me} Yvette Hancy, en mai 1991, réclamait la tête, n'aura sans doute plus, comme jadis, la bride sur le cou.

Un audit commandé par M. Quillon a montré que la programmation de l'Opéra de Nice, au cours des dernières années, a été « toujours plus lourde » que celle d'Opéras de

villes comparables alors que le nombre des abonnements a diminué (1 421 en 1991-1992 contre 1 782 en 1987-1988), que la multiplication des concerts donnés deux fois a fait baisser le taux d'occupation des salles (moins 30 %, en moyenne, en 1991-1992). Il est donc probable qu'à l'avenir le nombre des ouvrages lyriques soit revu à la baisse (six à huit, soit, environ, deux de moins par saison) comme celui des concerts. Il est probable également que l'on accorde une place plus grande à la musique française. Cette politique malheureuse n'a pas, toutefois, l'aval de M. Médecin. Lequel, statuant en main, crie au « procès d'intention idiot. Compte tenu de l'importance des frais fixes, proteste-t-il, l'intérêt de jouer moins est, économiement, nul ». Il admet, pourtant, qu'il faudra monter des ouvrages « plus légers », voire en donner quelques-uns en version de concert. Tous ne pourront être donnés au palais Acropolis, qui a son propre planning de manifestations et dont la location coûte très cher (80 000 francs par jour d'utilisation). On utilisera donc, en partie, les installations du Théâtre de Nice et celles du Théâtre de verdure pour le ballet.

GUY PORTE

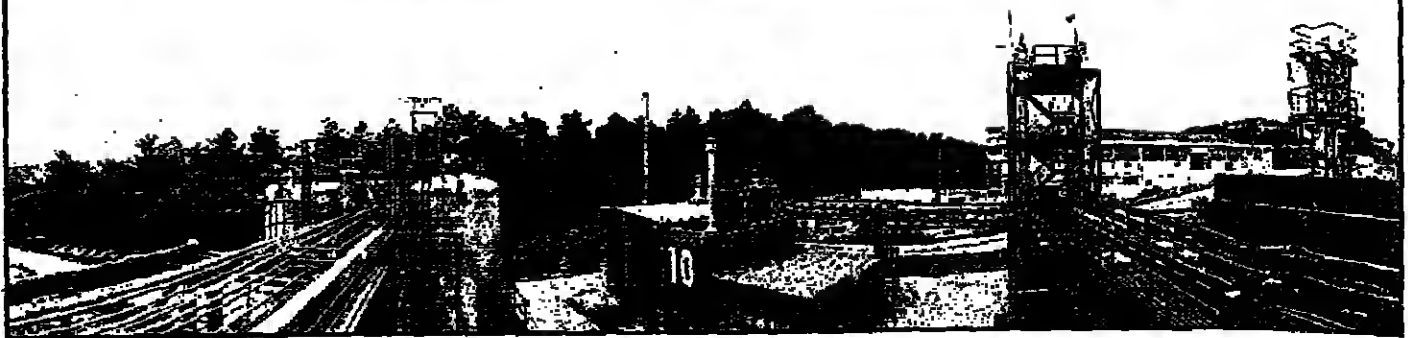


La volonté d'agir

Eliminer la pollution: technologies difficiles et chères, mais non impossibles. Chez Hovione, un projet pionnier de réduction des déchets et de recyclage intégral des matières premières vient d'être distingué par la Commission des Communautés Européennes avec un Prix Européen pour l'Industrie vers un meilleur Environnement. La Banque Espírito Santo nous a apporté son soutien financier dans ce projet. Quand la technologie s'allie aux moyens financiers, protéger l'Environnement n'est plus qu'une question de volonté.

H HOVIONE Sociedade Quimica, S.A. Portugal

BANCO ESPRITO SANTO E COMERCIAL DE LISBOA



Avec Le Monde sur Minitel

LES CORRIGÉS DU BAC

36.15 LE MONDE

Tapez BAC

EXPOSITIONS

Nous publions le **lundi** (daté vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté lundi).

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-76-12-33). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et fêtes de 10 h à 22 h.

LA CAMPAGNE DE JEAN-LUD TRASSARD. Galerie de la Bpi. Jusqu'au 26 septembre.

LA DATON PIERRE MATISSE. Salle d'art graphique Mnam. Jusqu'au 13 septembre.

ICARE ET COMPAGNIE. UN PREMIER REGARD SUR LA PHOTOGRAPHIE. Cabinet d'art graphique, 4e étage. Jusqu'au 28 septembre.

MANIFESTE. 30 ans de création en perspective 1860-1980. Jusqu'au 28 septembre.

Musée d'Orsay

1, rue de la Harpe (40-46-46-14). Mer., ven., sam., mar. de 8 h à 18 h, dim. de 8 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

AUGUSTE LÉPINE ET LE RENDU-VEAU DU DÉS GRAVE. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 13 septembre.

CHRONIQUES ITALIENNES, DES-CHRONIQUES D'ERBERT. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 13 septembre.

GUMMARD. Entrée : 32 F (billet jumelé musée-exposition : 45 F). Jusqu'au 28 juillet.

MASSNET, AFFICHES D'OPÉRA. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 13 septembre.

PHOTOGRAPHIE. ACQUISITIONS RÉCENTES (1990-1992). Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 13 septembre.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-51-51). T.J. et mar. de 10 h à 22 h.

ACQUISITIONS DU DÉPARTEMENT DES SCULPTURES (1988-1991). Hall Napoléon. Entrée : 35 F (compréhension l'accès à l'exposition Clodion). Jusqu'au 29 juin.

CLODION, SCULPTEUR (1738-1814). Hall Napoléon. Entrée : 35 F. Jusqu'au 29 juin.

HOMMAGE À CHARLES STERLING (1901-1991). Des primitifs à Matisse. Pavillon de Flore. Entrée : 31 F (ticket d'entrée au musée). Jusqu'au 13 juillet.

L'ŒIL DU CONNAISSEUR. HOMMAGE À PHILIP POUNCEY. Pavillon de Flore. Entrée : 31 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 7 septembre.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. A L'ÉCOLE DU JEU, 1902-1913. Rivegauche. (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 14 septembre.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Galerie des Colonnes (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 40 F. Jusqu'au 12 juillet.

Galerie nationale du Jeu de Paume

Place de la Concorde (42-60-89-68). T.J. et mar. de 12 h à 19 h, sam., dim. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Visites-conf. ju. à 12 h, sam. à 16 h, dim. à 11 h.

HELIO OTTICIA (1937-1980). Rétrospective. Galerie nationale du Jeu de Paume. Entrée : 30 F. Jusqu'au 23 août.

MUSÉES

ALECHINSKY. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 13 septembre.

LES ANNÉES 70. UN GROUPE D'ARTISTES À PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 30 F. Jusqu'au 29 juin.

ARRÊT-RETOUR SUR IMAGES. LES CINÉMAS DE PICASSO. Musée Picasso, hôtel Sully, 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 15, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 26 F. Jusqu'au 14 septembre.

POL BURY. Images pour la théorie de la démarche d'Honoré de Balzac. Musée d'Orsay. Entrée : 30 F. Jusqu'au 12 juillet.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 26 JUIN

« Nouveauté : exposition Guimard au Musée d'Orsay. Un très grand architecte 1900 », 10 h 30, 1, rue de la Harpe, sous le verrière (M. Hager).

« L'édifice de la Trinité », 12 h 45, accueil de l'église, place d'Estienne-d'Orville (Paris 6e de la Trinité).

« Le rempart de Philippe Auguste, rive droite », 14 h 30, cour Carrée du Louvre (Sauvegarde du Paris historique).

« Du passage du Grand-Corail restauré au passage Brady à restaurer », 14 h 30, 3, rue de Palestro (Paris 9e).

« Paris 1830 », 14 h 30, sortie métro Jamin (Cavalier bleu).

« Les passages souterrains du Sentier », 14 h 30, métro Sentier (Approche de l'art).

« De l'ancien « boulevard du crime » au faubourg Saint-Martin », 14 h 30, métro Filles-du-Calvaire (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels du Marais spécialement ouverts aujourd'hui. Passages, ruelles insolites, intérieurs d'exception », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (J. Houlier).

« Sur le tracé de la Bèvre, de la Seine-Blanche au Jardin royal », 14 h 30, 3, rue des Gobiers (Paris capitale historique).

« L'édifice Guimard à Arcueil. Une grande balade de charme », 15 heures, 2, rue Franklin (M. Hager).

« Saint-Joseph des Carmes », 15 heures, 70, rue de Valenciennes (Paris et son histoire).

« Les Vikings », 16 h 30, Grand Palais, entrée Clemenceau (Approche de l'art).

« Les salons littéraires du Marais », 17 heures, métro Saint-Paul-Le Marais (Lecteur visiteur).

CONFÉRENCES

Grande salle, Centre Georges-Pompidou, 18 h 30 : « L'Art conceptuel », par Ghislain Mollet-Vivieille (Manifeste).

11 bis, rue Keppler, 20 h 15 : « Mort et renaissance italienne ». Entrée libre (Loge unie des théosophes).

ANTOINETTE-IGNACE MELLING. ARTISTE VOYAGIER À CONSTANTINOPLE. En France et dans les pays du Nord. Musée Carnavalet, 2e étage, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 19 juillet.

LA MÉNAGERIE DU PALAIS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 13 octobre.

MODE ET LIBERTÉ. Musée des Arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, nocturne le mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 30 F. Du 26 juin au 25 octobre.

GUSTAV ADOLF MOSSA. L'œuvre synthétique 1903-1918. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, nocturne le mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 30 F. Du 26 juin au 25 octobre.

LE PASSÉ RECOMPOSÉ. PHOTOGRAPHIES RESTAURÉES DE LA COLLECTION. De la Bibliothèque des arts décoratifs 1880-1900. Musée des arts décoratifs, Palais de la Louvre, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, nocturne le mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 juin.

PIER LUGI PIZZ. Bibliothèque de l'Opéra (42-47-07-02). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 18 octobre.

PLISSON. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 septembre.

LE PONT TRANSBORDEUR ET LA VISION MODERNISTE. Galerie nationale d'histoire naturelle, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (44-61-20-00). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 28 juin.

STORY BOARD. 90 ans de dessins pour le cinéma. Palais de Tokyo (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 28 juin.

TINGATINGA. Peintures de Tazewell. Musée national des Arts asiatiques, 133, rue de la Harpe (45-53-31-70). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 28 juin.

OSWALDO GUYASAMIN. Musée du Luxembourg, 15, rue de Valenciennes (42-34-25-21). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 16 juillet.

LES HERBES DE LA SAINT-JEAN. Gravures de Charlotte Noyelle. Musée national d'histoire naturelle, galerie de botanique, Jardin des Plantes, rue Buffon (40-79-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES HERBES DE LA SAINT-JEAN, GRAVURES DE CHARLOTTE NOYELLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-79-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 27 septembre.

IMAGES D'AMÉRIQUE 1880-1980. Les magazines à l'affiche. Les aventures publicitaires d'un dromadaire. Musée de la Publicité, rue de Valenciennes (42-34-25-21). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 12 juillet.

ORANGIE. Musée du Luxembourg, 15, rue de Valenciennes (42-34-25-21). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 16 juillet.

ANNIE LEBOVITZ. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 27 juillet.

SHERRIE LEVINE. Fondation nationale des arts, Hôtel des Arts, 11, rue Berryer (42-56-71-71). T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 10 août.

MARY ELLEN MARK. 25 ANS DE PHOTOGRAPHIE. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 13 octobre.

CENTRES CULTURELS

A LA RECHERCHE DE SAMARCANDE. Friedrich Sarra, Ali Samad, photographes. Institut du monde arabe, 12, rue de la Harpe (45-53-31-70). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 13 septembre.

FERNANDO AMERSONO. Paris Art Center, 38, rue Fagundes (42-22-39-47). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 juillet.

PIERRE ANTONIUCI. Carré des Arts, parc Roca de Paris, esplanade du Château (43-65-73-82). T.J. et mar. de 10 h à 18 h et de 14 h à 17 h. Jusqu'au 13 septembre.

AZULEJOS. MURS DE RÊVE. Fondation Calceste Gulbenkian, centre culturel portugais, 51, avenue d'Iéna (47-20-86-84). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 4 juillet.

BELLEVEILLE. BELLEVEILLE. Maison de la Ville, 30, rue de Valenciennes (42-40-27-28). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 octobre.

SOLESAS SIEGAS (1877-1964). Sculpteur et peintre, Tronçon de Bagatelle, bois de Boulogne, route de Strens à Neuzy (45-01-20-10). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Prix d'entrée du parc : 5 F. Jusqu'au 30 août.

BLANCH DE RÊVE. RÊVE DE BLOUX. Centre Walther-Bruxelles à Paris, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-18). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 octobre.

FREDÉRIC BLET. PETER BRIGGS. WANG KEPING. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, rue Lobau, porche cité Seine. T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 juillet.

HUMBERTO CASTRO. MOISÉS FINALE. MANUEL MENDIVE. Trois artistes cubains. Le Monde de l'art, 19, rue de Paradis (42-46-43-44). T.J. et mar. de 13 h à 19 h 30, lun. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 1er août.

LA CÉRÉMONIE JAPONAISE. UN ART MAJEUR. 58 créateurs contemporains européens. Galerie Anna-Maria Galland, 50, rue de l'Hôtel-de-Ville (42-77-83-44). Jusqu'au 11 juillet.

MAURICE DENIS. Galerie Huguetta Barbe, 25, quai Voltaire (42-61-27-91). Jusqu'au 13 juillet.

ERIK DIETMAN. Galerie Barbier-Belz, 7 et 8, rue Pacquoy (40-27-84-14). Jusqu'au 30 juin / Galerie Claudine Papiot, 59, rue de Turin (40-23-98-90). Jusqu'au 11 juillet.

HERVÉ DI ROSA. Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple (42-76-11-71). Jusqu'au 31 juillet.

ADRIAN DOURA. Galerie Catherine Fleischer, 118, rue Vieille-du-Temple (40-29-01-12). Jusqu'au 10 juillet.

ARTUR DUCLOS. Galerie Jean-Marc Patras, 9, rue Sainte-Anestasse (42-72-22-04). Jusqu'au 11 juillet.

DURFEN HAINB, ROTELLA, VILLEGLE. Œuvres de 1960 à 1990. Galerie Michel Vidal, 58, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-42-22-71). Jusqu'au 5 juillet.

ÉROTQUES. A. S. Galeries. 24, rue Keller (48-09-90-90). Jusqu'au 25 juillet.

ESPAGNE. 23 ARTISTES POUR L'AN 2000. Galerie Artcurial, 9, rue Mademoiselle (42-99-18-18). Jusqu'au 25 juillet.

ET L'EUROPE CREA HOLLYWOOD. Espace Kronenbourg avenue, 30, avenue George-V (44-31-18-00). Jusqu'au 31 juillet.

CHIARA FORINI. Galerie d'art internationale, 12, rue Jean-Ferrandi (45-49-84-28). Jusqu'au 25 juillet.

JADARNA FLATAU. Galerie l'Est-de-bœuf, 17, rue Quincampoix (42-78-36-68). Jusqu'au 11 juillet.

BERNARD FINE. Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (42-77-39-87). Jusqu'au 18 juillet.

JEAN-CLAUDE GAGNIEUX. Galerie Pradaval, 10, rue Saint-Sabin (43-39-52-80). Jusqu'au 11 juillet.

ELIZABETH GARDUETTE, MATTIA BONETTI. Galerie Nottu, 25, rue du Renard (42-78-96-97). Jusqu'au 18 juillet.

PATRICE GIRARD, KEITH LONG, NASSER SOULI. Galerie Lolie Moroch, 17, rue des Grands-Augustins (46-33-29-30). Jusqu'au 11 juillet.

GUYOMARD ET SES AMIS. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-au-Lord (42-77-37-92). Jusqu'au 11 juillet.

NICKEL HAAS. Galerie Di Moe, 5, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 11 juillet.

HÉLION. Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger (42-96-37-98). Jusqu'au 17 juillet.

JOHN HILLIARD. Galerie Durand-Dassart, 28, rue de Lappe (48-06-82-23). Du 27 juin au 25 juillet.

REBECCA HORN, JEAN-PIERRE BERTRAND. Galerie de France, 62, rue de la Verrière (42-74-36-00). Jusqu'au 31 juillet.

LOUIS JAMMES. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-08-33). Jusqu'au 30 juillet.

ILYA KARAKOV. Galerie Dani Vlamy, 36, rue Jacob (42-60-23-18). Jusqu'au 18 juillet.

KARSKAYA, PAGAVA, SIMA, SZENES. Galerie Philip, 14, rue Sainte-Anestasse (48-04-58-22). Jusqu'au 10 juillet.

PIERRE KLOSSOWSKI. Galerie Beau-bouff, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 31 juillet.

STANISLAV KOLIBAL. Galerie Jacqueline Moussillon, 110-123, rue Vieille-du-Temple (48-87-75-91). Jusqu'au 31 juillet.

EDWARD KRAVINSKI. Galerie J. et J. Dongry, 57, rue de la Roquette (47-00-10-84). Jusqu'au 11 juillet.

MATEJ KREN. Galerie Lara Vincy, 47, rue de Seine (43-26-72-51). Jusqu'au 31 juillet.

MARIE-JO LA FONTAINE. Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'au 16 juillet.

PATRICK LAMNEAU. Galerie Mostini Seville, 22, rue de la Harpe (44-93-83-84). Jusqu'au 30 juillet. / Galerie Area, 10, rue de Picardie (42-72-68-66). Jusqu'au 11 juillet.

JONATHAN LASKER, RDNA PONDICK. Galerie Thédex, 7, rue Debollayme (42-72-99-00). Jusqu'au 14 juillet.

JEAN-MARC LEFEBVRE. Galerie Peinture Indépendante, 25, rue de Bourgogne (45-61-00-51). Jusqu'au 11 juillet.

MICHAEL LEBOVITZ. Galerie Anna Roben, 18, rue Charlot (48-87-22-85). Jusqu'au 7 juillet.

WOLFGANG LUY. Galerie Gilles-Peyrou, 18, rue Keller (48-07-04-41). Jusqu'au 11 juillet.

DAVID MACH. Galerie Niké Diana Marquardt, 6, place des Vosges (42-78-21-00). Jusqu'au 28 août.

DAVID MAES. Galerie Michèle Brouta, 21, rue des Berges (46-77-93-78). Du 25 juin au 25 juillet.

MATTHIEU FRANÇAIS DES XIX-ET XX- SIÈCLES. Galerie Schmitt, 386, rue Saint-Honoré (42-60-36-38). Jusqu'au 16 juillet.

MANIFESTE DE L'EXCOORDISME OU DU TESTYNIÈRE PLASTIQUE. Galerie de la rue du Port-de-Lodi (43-26-42-63). Jusqu'au 7 juillet.

LA MÉMOIRE DES BRUMES. Espace Kronenbourg avenue, 30, avenue George-V (44-31-18-00). Jusqu'au 31 juillet.

MRO. Galerie Maeght, Hôtel Le Rebours, 12, rue Saint-Merr (42-76-43-44). Jusqu'au 20 août.

MOORE INTIME. Galerie Didier Imbert Fine Arts, 18, av. Mergnon (45-62-10-40). Jusqu'au 24 juillet.

OMBRÈS & LUMIÈRES. Galerie de l'Écluse, 22, rue Dumont-d'Urville (40-87-72-68). Jusqu'au 11 juillet.

CHANA ORLOFF. 1888-1968. MANE-KATZ, 1894-1962. Galerie Zita Granoff, 13, quai Conti (43-54-41-82). Jusqu'au 11 juillet.

LUC PIERRE. Galerie Saint-Charles de Rosa, 15, rue Keller (42-00-11-54). Jusqu'au 30 juin. / Galerie Art mouvement, 34, rue Keller (48-29-64-19). Jusqu'au 30 juin.

PASCAL-HENRI POIROT. Galerie Caroline Corra, 14, rue Guénégaud (43-54-57-87). Jusqu'au 18 juillet.

MARKUS RAETZ. Galerie Faridoh-Carot, 77, rue de l'Archives (42-78-08-38). Jusqu'au 15 juillet.

MAN RAY. Galerie Couvret-Das-vignes, 15, rue des Beaux-Arts (43-26-28-08). Jusqu'au 15 juillet.

RÉTROSPECTIVE DES EXPOSITIONS A LA GALERIE ZABRISKIE DE PARIS ET DE NEW-YORK. Galerie Zabriskie, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 31 juillet.

RONTROUS ET CERCLES. Jean-Marie Andrieu, Franck Lablès, Sigurd Sigurdsson, Galerie Aline Vidal, 70, rue Bonaparte (43-26-08-88). Jusqu'au 11 juillet.

SRIGITTE SIMON. Galerie Jacob, 28, rue Jacob (45-33-90-68). Jusqu'au 11 juillet.

SIMPLY RED. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 6, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 25 juillet.

KAYOKO TADA. Galerie Christine Marquet de Vessolot, 18, rue Charlot (42-76-00-31). Jusqu'au 10 juillet.

TCHINE-YU-YOUNG. Galerie Philippe Bouteiller, 20, rue Bonaparte (43-26-28-08). Jusqu'au 5 juillet.

RICHARD TISSERAND. Galerie Pierre Lescot, 153, rue Saint-Martin (48-87-81-71). Jusqu'au 25 juillet.

CY TWOMBLY. Galerie Karsten Grève, 5, rue Debollayme (42-77-19-37). Jusqu'au 31 août.

UBAC. DESSINS À L'ENCRE DE CHINE. ARDONS TAILLES. Galerie Lambert, Rouland, 7, rue Saint-Sabin (40-21-87-84). Jusqu'au 18 juillet.

KEIJI UEMATSU. Galerie Bautain Labon, 38, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (42-72-09-10). Jusqu'au 10 juillet.

DAVID WEBSTER. Galerie Montany, 31, rue Mazurine (43-54-85-30). Jusqu'au 4 juillet.

PÉRIPHÉRIE

CHAMPIGNY-SUR-MARNE. André Fougereon. Musée de la Résistance nationale, 65, av. Max-Dormoy (48-81-00-80). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30, sam., dim. et fêtes de 14 h à 18 h. Jusqu'au 15 septembre.

COULOMMIERS. Plantes et jardins au Moyen Âge. Commandement des Centuries (64-66-06-11). T.J. et mar. de 14 h à 18 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 juillet.

LA OEFENSE. Arrêt sur viaduc. Espace Art Défense - Art 4, 15, place de la Défense (89-00-15-98). Du 25 juin au 7 septembre.

ECOUEN. Autour des Fructes Belli. Une tapisserie de Bruxelles du XVIe siècle. Musée national de la Renaissance, château d'Ecrouen (39-80-04-04). T.J. et mar. de 8 h à 18 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 17 F (compréhension l'accès au château). Jusqu'au 21 septembre.

FOUNTAINBLEAU. Le Temps des jardins. Musée national du château de Fontainebleau (84-22-27-40). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 23 F (prix d'entrée du musée). Dim. 12 F. Jusqu'au 13 septembre. Un aménagement à la mode en 1802. Le mobilier du général Moreau. Musée national du château de Fontainebleau (84-22-27-40). T.J. et mar. de 8 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h. Entrée : 26 F. Jusqu'au 14 septembre.

IVRY-SUR-SEINE. Silvia Blocher, Jürgen Pass, Claire-Jeanne Jezequel, Philippe Lepout, Et Frédéric Lucien. Centre d'art contemporain, 63, rue Georges-Cocote (48-06-25-84). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 16 h, mer. de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h. Entrée : 50 F. Jusqu'au 9 juillet.

MEAUX. Dominique Gessier. Musée Gessier, palais épiscopal (48-06-25-84). T.J. et mar. de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Jusqu'au 15 septembre.

NEUILLY-SUR-MARNE. André Robillard, Jean Smolovski. Art et bricolage. L'Arche - musée d'art brut, château Gelin, 39, av. du Général-de-Gaulle (43-09-62-73). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

PONTOISE. Rose Fejtó. Musée Tavet-Delacour, 4, rue Lemerrier (30-38-02-40). T.J. et mar. de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

RUEIL-MALMAISON. Livres précieux du musée de Malmaison. Musée national des châteaux de Malmaison et de Bois-Préau, 1, avenue de l'Impératrice-Joséphine (47-49-20-07). T.J. et mar. de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-CLOUD. Les Frères Lumière et les débuts de la photographie en couleurs. Musée municipal, Jardin des Avelines, 60, rue Goudard et 30 ter, boulevard de la République (46-02-67-18). T.J. et mar. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 5 juillet.

VERSAILLES. Les Jardins de Versailles et de Trianon. O'André Le Nôtre à Richard Mique. Musée national des châteaux de Versailles (30-84-74-00). T.J. et mar. de 8 h à 18 h 30. Entrée : 31 F (donnant l'accès au château). Jusqu'au 27 septembre. Versailles vu par les peintres de Diderot à Lévy-Dhurmer. Musée national des châteaux de la Roche (39-50-30-32). T.J. et mar. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 12 juillet.

55:1 من لاصح

ÉCONOMIE

• Le Monde • Vendredi 26 juin 1992 15

La santé des entreprises et le redressement du commerce extérieur

Succès tricolore

Le rétablissement spectaculaire du commerce extérieur de la France est une surprise. Depuis le début de l'année, la balance commerciale est équilibrée, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps. Il y a juste dix ans, on n'en souvenait, c'est la dérapage des comptes extérieurs du pays qui avait forcé la gauche à totalement changer de politique économique.

Sur les cinq premiers mois de 1992, le commerce extérieur de la France est excédentaire de 18 milliards de francs. Fort de ces bons résultats, le ministre de l'économie et des finances a opportunément publié un document démontrant que le redressement du commerce extérieur de la France ne devait rien au hasard, mais tout à la sagesse de la politique économique conduite depuis des années par de valeureux timoniers. On n'en serait douter. La thèse du ministère de l'économie et des finances est que la France, au terme de dix années d'efforts, a acquis une réelle compétitivité sur les marchés étrangers : modération dans la progression des coûts salariaux, rééquilibrage du partage de la valeur ajoutée en faveur des entreprises, réduction de la pression fiscale, aide à la recherche-développement... On en passe. Tout cela aurait permis aux entreprises de se renforcer et d'investir massivement.

L'opposition et d'une certaine façon, la CNPF ne sont pas aussi optimistes, s'inquiétant notamment du retard pris par la France sur l'Allemagne en matière d'investissements. Nos succès actuels seraient dus pour l'essentiel à la stagnation ou au fort ralentissement des importations... pour cause de stagnation économique - en même temps que la forte demande née de la réunification allemande. Nos achats à l'étranger seraient donc anormalement modérés, alors que nos exportations seraient exceptionnellement dopées. La vérité doit se situer entre les deux thèses en présence, mais probablement plus près de celle du gouvernement. Il est vrai que, depuis la fin de 1990, l'économie française n'a augmenté plus ses investissements productifs et les diminue même, alors que notre voisin d'outre-Rhin fait dans ce domaine des efforts considérables. Cela est inquiétant. Mais nos gains de compétitivité sont incontestables depuis dix ans, traduisant les sacrifices consentis par les salariés sur leur pouvoir d'achat et leurs emplois pour renforcer le tissu industriel.

Bon en, mal en, sur une longue période - depuis 1970 comme depuis 1980 - l'investissement productif en France est aussi important qu'en Allemagne. La meilleure preuve en est que la richesse nationale a autant progressé en France qu'en Allemagne. Probablement même un peu plus.

ALAIN VERNHOLES

Le ministère des finances constate que la France est plus compétitive

« L'année 1991 avait marqué une étape importante dans le redressement des comptes extérieurs de la France; les premiers mois de 1992 ont confirmé leur spectaculaire rétablissement », note le ministère de l'économie et des finances en préface d'un dossier d'information rendu public lundi 22 juin sur le thème « Une France plus compétitive ».

Le commerce extérieur de la France est de nouveau en équilibre grâce à un dynamisme des exportations, explique le document du ministère de l'économie et des finances. Les résultats enregistrés « devraient consolider la place de la France comme second exportateur mondial de services, quatrième exportateur mondial de biens et services et troisième exportateur par habitant au sein du G7 (1), derrière l'Allemagne et le Canada ».

Depuis le milieu de 1988, la France gagne des parts de marché sur ses concurrents européens, ce qui signifie que ses exportations augmentent plus vite que les leurs. Ce mouvement semble s'être accéléré à la fin de 1991. Autre élément favorable souligné par le document du ministère : la réduction du déficit industriel (cinq excédents ont même été enregistrés entre octobre 1991 et avril 1992), si elle est due en partie au boom des importations allemandes entrainées par la réunification, s'explique aussi par des causes plus structurelles : à l'exception des biens de consommation courante, c'est l'ensemble du commerce industriel courant qui s'améliore.

Ce rétablissement s'opère alors même que les exportations de matériel militaire se réduisent.

De même, « la position de la France en termes de balance des transactions devrait se trouver confortée. Au sein du G7, la France ne devrait être devancée en 1992 que par le Japon pour le solde des transactions courantes exprimé en pourcentage du PIB » (2). Les résultats de la balance des paiements courants, qui enregistrent des flux financiers, sont plus significatifs que ceux de la balance commerciale : c'est ainsi que les livraisons d'Airbus - qui ont augmenté de 17 milliards de francs en 1991 - n'ont laissé à la France que le tiers de ce montant en raison des importations de pièces et des facturations de services. L'amélioration des paiements courants de la France confirme donc le rétablissement des comptes extérieurs.

Un rythme de croissance supérieur à la moyenne

Ces résultats, souligne le document, « témoignent surtout de l'amélioration de la compétitivité de l'économie française (...). La politique de diminution des charges des entreprises conduite avec constance par l'Etat a largement contribué à cette amélioration ». En dix ans, le taux des prélèvements obligatoires d'Etat a été réduit de deux points, atteignant 15,9 % en 1991, ces baisses ayant pris la forme notamment d'une réduction de l'impôt sur les sociétés et de la taxe professionnelle. Enfin le taux de cotisation moyen aux régimes sociaux supporté par les employeurs a été ramené depuis 1988 de 42,6 % à 42,1 %.

Cette action a permis d'améliorer la situation financière des entreprises et a rendu possible « un important effort d'investissement ». Celui-ci, note le document, a progressé de presque 80 % entre 1984 et 1990 pour les entreprises industrielles et de 44 % pour l'ensemble des sociétés. Les dépenses de recherche-développement, qui représentaient 2 % du PIB en 1981, atteignent l'an dernier 2,4 %. « Les hausses records de la deuxième moitié des années 80 ont ainsi porté l'investissement des entreprises à un niveau historique ».

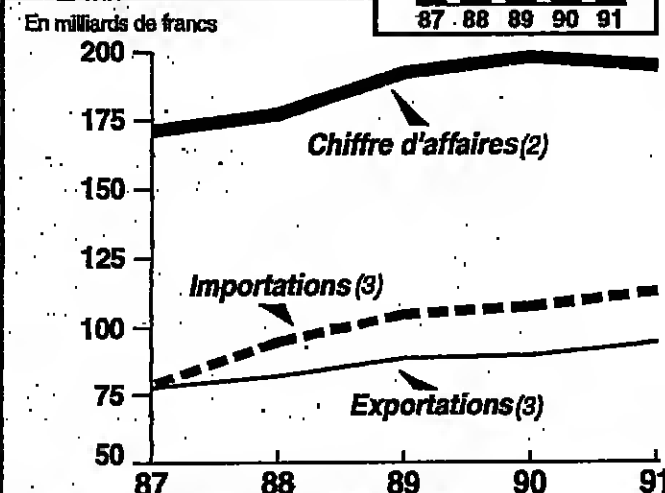
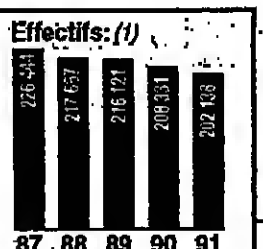
Plus solides financièrement, mieux équipées et bénéficiant d'un personnel mieux formé, les entreprises ont gagné des parts de marché, en valeur comme en volume. Depuis le milieu des années 80, la part de la France dans les exportations industrielles de l'OCDE a enregistré un gain supérieur à 2 %. Alors que la contribution des échanges extérieurs à la croissance était encore négative, il y a quelques années, elle est peu à peu devenue positive, et ce sont les échanges extérieurs qui permettent aujourd'hui à la France de connaître la croissance la plus forte des pays industrialisés. La France conservera, cette année et en 1993, un rythme de croissance supérieur à la moyenne de la Communauté européenne ».

AL. V.

(1) Groupe des sept pays les plus industrialisés (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon).
(2) Produit intérieur brut.

Les déboires de l'électronique

Résultats d'ensemble de l'industrie électronique française



(1) Source: FIEE et syndicats du GIEL-Hors Semi-conducteurs
(2) en valeurs hors taxes. Source: FIEE et syndicats du GIEL.
(3) Source: Douanes

Pour la première fois depuis 1980, l'industrie française de l'électronique a vu ses ventes baisser en 1991, tant en francs courants (-1,7 %) qu'en francs constants (-5 %). L'an dernier, les ventes du secteur, selon le Groupement des industries électroniques (GIEL), ont fléchi à 194,7 milliards de francs contre 198 milliards en

1990. La balance commerciale, qui s'était effondrée en 1988 (chutant, en un an, de 98 % à 86 %), s'est tout juste stabilisée l'an dernier, avec 94,7 milliards de francs d'exportations, 112,6 milliards d'importations et un taux de couverture de 84 %. En baisse régulière depuis plusieurs années, les effectifs employés ont encore diminué en 1991, les gains de productivité se combinant avec le recul de l'activité. Au total, la branche employait 202 000 personnes en 1991, contre 208 000 en 1990 et 226 000 il y a cinq ans.

Des principaux secteurs, c'est l'industrie des composants électroniques qui a été la plus touchée, avec un chiffre d'affaires en recul de 10,2 % (21,9 milliards de francs), la branche des semi-conducteurs s'effondrant littéralement (-17,6 %). L'électronique grand public (télévision, magnétoscope, audio) a aussi souffert, les 6 % de croissance du chiffre d'affaires (15,8 milliards de francs) correspondant en réalité à une hausse des stocks des fabricants et des revendeurs. Les ventes ont, en réalité, baissé en valeur (-4 %) en francs courants, la plus mauvaise performance depuis 1983), comme en nombre d'unités : -4 % pour les téléviseurs et -5 % pour les magnétoscopes.

Ph. L.

La Commission européenne s'apprête à avaliser l'aide de l'Etat à Bull

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Après une enquête approfondie, la Commission européenne s'apprête à avaliser la double dotation en capital (2 milliards de francs en 1991 et 2 milliards en 1992) ainsi que les crédits pour la recherche (2,68 milliards de francs) accordés par son actionnaire, le gouvernement français, à la compagnie des machines Bull. C'est ce que lui recommande Sir Leon Brittan, son vice-président chargé de la politique de concurrence. Sa décision devrait être formellement prise lors de sa réunion du 1^{er} juillet.

Les services de Sir Brittan estiment que la dotation en capital doit bien être considérée comme une aide

d'Etat, car, font-ils valoir, au moment où elle a été notifiée à Bruxelles, la situation financière de Bull était telle (les pertes de 1990 avaient atteint 6,7 milliards de francs) qu'il est difficile d'admettre l'idée qu'un investisseur privé, s'il avait été à la place de l'Etat français, aurait injecté autant d'argent dans l'entreprise.

Mais, ajoutent-ils, compte tenu de ce qui s'est passé ensuite, cette aide doit être considérée comme compatible avec le Marché commun. Les experts bruxellois constatent que le groupe a appliqué avec succès un plan de restructuration rigoureux et estiment qu'à terme sa viabilité paraît assurée. Les services de Sir Brittan constatent d'autre part que l'aide à la recherche consentie par les pouvoirs publics finance un projet réellement innovant.

Après l'échec du « blocus » de Paris

De nombreuses manifestations d'agriculteurs ont eu lieu en province

Au lendemain de l'échec du « blocus » de Paris par la Coordination rurale, de multiples manifestations d'agriculteurs en colère contre la réforme de la politique agricole commune (PAC) ont émaillé la journée de mercredi 24 juin, se poursuivant parfois dans la nuit de mercredi à jeudi. Elles se déroulaient à l'appel des fédérations départementales des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) et des CDJA (centres départementaux des jeunes agriculteurs). A Paris, une bonne centaine de paysans se sont rassemblés près de l'Assemblée nationale où se déroulait un débat sur la PAC.

Judi 25 juin, vers 2 heures, les CRS ont chargé et fait usage de grenades lacrymogènes pour dissoudre un barrage à La Souterraine (Creuse) sur la RN 20, mis en place vingt-quatre heures plus tôt, bloquant un millier de poids lourds. Trois cents sont encore retenus par un deuxième barrage sur la RN 145, un troisième étant maintenu à Lépaud (Creuse).

A Nancy, de légers affrontements ont opposé mercredi en fin de journée les forces de l'ordre aux paysans qui bloquaient la place Stanislas et la préfecture depuis l'aube. La FDSEA et le CDJA avaient aussi appelé en ordre dispersé à des manifestations en Moselle.

En Haute-Marne, la préfecture de Chaumont a été bloquée toute la journée. Dans le Doubs, un barrage filtrant était installé sur l'autoroute A-36 à hauteur du pont de Baumeles-Dames vers 22 heures. Notre correspondant à Melun nous signalait de nouvelles manifestations mercredi matin, qui se sont achevées sans incident dans l'après-midi.

A Paimpol (Côtes-d'Armor), des producteurs de légumes qui s'étaient repliés devant l'hôtel de ville après avoir participé toute la journée à diverses actions, ont violemment manifesté. A Morlaix (Finistère), le commissariat et l'hôtel des impôts ont été endommagés lors d'incidents qui ont fait plusieurs blessés légers.

Lors d'une rencontre à Luxembourg

Accord incomplet entre les Douze sur la durée hebdomadaire du travail

Les ministres des affaires sociales des Etats membres de la CEE, réunis le mercredi 24 juin à Luxembourg pour adopter une directive sur la durée hebdomadaire du travail, se sont quittés au milieu de la nuit sur un accord mi-chèvre mi-chou. Le principe d'une limitation à quarante-huit heures par semaine, heures supplémentaires comprises, a certes été arrêté mais n'a pas donné lieu à un

vote formel. Et la suite du dossier a été confiée à des experts pour une nouvelle discussion avant la fin de l'année.

La Grande-Bretagne, dont la législation ne prévoit aucune durée maximale du temps de travail, était la plus opposée au projet. A la suite d'un compromis proposé par la présidence portugaise, elle a obtenu pour elle seule en fait que, au délai habituel de trois ans, l'accord pour appliquer une directive, s'ajoutent sept années supplémentaires au terme desquelles la situation sera examinée par le Conseil. Une seconde divergence est apparue entre l'Allemagne, d'une part, et plusieurs pays dont la France, d'autre part. Alors que la période de référence choisie pour calculer la durée maximale moyenne a été fixée à quatre mois par la directive, la discussion portait sur les périodes possibles de dérogation.

Tandis que l'Allemagne et les Pays-Bas souhaitent douze mois, y compris par accord d'entreprise, la France, la Belgique, l'Espagne et le Luxembourg préféraient six mois dans le cas d'accord de branche, et il ne fut pas possible de trancher en raison de l'opposition de M^{me} Martine Aubry, ministre français du travail.

Toutefois, les autres points sont acquis pour tous les Etats : un repos hebdomadaire le dimanche, un repos journalier de onze heures au minimum et le travail de nuit limité à huit heures.

L'action du gouvernement en faveur du cadre de vie

Cinquante-cinq millions de francs pour l'entretien des HLM

En ces temps de restrictions, il n'est pas inutile de mettre l'accent sur le qualitatif. Le logement n'échappe pas à la règle. M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, ministre déléguée chargée du dossier, a présenté mercredi 24 juin en conseil des ministres une communication sur le thème « Habitat et cadre de vie ».

Un des axes de sa réflexion concerne la réhabilitation des logements, en particulier celle des HLM. Le ministre souhaite que les locataires concernés donnent leur accord et lancent des programmes afin que leurs besoins soient mieux pris

en compte. Afin d'améliorer la convivialité, le ministre souhaite une « vraie réflexion » des urbanistes sur l'espace public dans les villes, que l'on veuille mieux à leur entretien : les HLM seront incitées à adopter des plans pluriannuels d'entretien de leur parc, l'objectif étant d'en atteindre deux cents. Pour cela, l'Etat est prêt à débiter 55 millions de francs en 1992.

En outre, deux mille contrats emploi-solidarité du plus seront affectés à l'accueil et à l'entretien dans les cités HLM, ce qui les portera à cinq mille.

Pour savoir comment profiter de l'été, Tours vous livre quelques clés.



Le chorégraphe du 25 juin au 9 juillet 1992.

Renseignements au (16) 47 37 42 43

ETE MUSICAL TOURS
A Tours la matière grise prend des couleurs.

ÉCONOMIE

ETRANGER

Le rapport annuel de la CISL

Deux cents syndicalistes ont été assassinés dans le monde en 1991

Le rapport annuel de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), publié mardi 23 juin, fait état, pour 1991, de « deux cents assassinats, deux mille emprisonnements et cinquante mille licenciements de travailleurs ayant participé à des actions considérées comme légitimes par les conventions internationales ».

D'année en année, le tableau de la répression antisyndicale dressé par la CISL ne varie guère. L'Afrique du Sud, la Colombie, le Guatemala, la Chine, l'Iran, les Philippines, le Salvador et le Soudan constituent toujours « les pays les plus dangereux pour l'exercice d'une activité syndicale libre ». L'Amérique centrale demeure une zone à hauts risques pour les syndicalistes. L'an passé, plus de cinquante d'entre eux ont péri en Colombie et quatorze ont été tués au Pérou. Au Brésil, mille sept cent quatre-vingt-sept travailleurs ruraux ont perdu la vie « mais dix-huit seulement de ces assassinats ont été jugés devant les tribunaux », alors que les atteintes à la constitution de syndicats se multiplient à Cuba et en République dominicaine.

Sur le continent africain, la situation générale ne s'améliore guère, malgré des progrès au Mali et au Zimbabwe (en Afrique du Sud, quarante-sept syndicalistes ont été tués), l'Asie et le Pacifique

restent des terres où le syndicalisme a bien du mal, selon le rapport, à avoir droit de cité. Dans les pays du Golfe, il est généralement interdit et, en Chine, les animateurs de syndicats libres sont pourchassés. Quant aux nouvelles démocraties d'Europe centrale, elles rencontrent des difficultés. « L'absence d'organisations patronales rend les négociations difficiles, voire impossibles », souligne la CISL qui constate également que « la redistribution du patrimoine des anciens syndicats officiels reste la principale pierre d'achoppement entre les syndicats et les gouvernements mais aussi entre les syndicats eux-mêmes ».

Dans ce rapport, M. Enzo Friso, secrétaire général de la CISL, dénonce « la dictature du marché » et le « coup d'Etat idéologique qui vise à persuader le monde que les événements survenus au cours de ces dernières années représentent une victoire pour le capitalisme du marché plutôt que pour la démocratie ». « Les syndicats, souligne-t-il, sont les premières victimes de ce credo ». Au total, la confédération (qui regroupe cent cinquante-quatre centrales de cent neuf pays représentant cent huit millions de salariés) a recensé trente-huit pays ayant fait l'objet l'an passé de plaintes auprès du Bureau international du travail.

J.-M. N.

Alors que le nombre des adhérents s'effondre

M. Bieber est réélu à la présidence du syndicat américain de l'automobile

Réuni à San-Diego (Californie), le United Auto Workers (UAW) a réélu récemment à sa présidence pour un quatrième et dernier mandat M. Owen Bieber, avec près de 95 % des voix, le reste allant à son rival, M. Jerry Tucker. Ce dernier a prêté en vain pour une nouvelle direction à la tête de cette centrale qui a été pendant plus de quarante ans l'un des syndicats les plus puissants aux Etats-Unis.

NEW-YORK

de notre correspondant

Étroitement mêlé à la vie politique, l'UAW pâtit aujourd'hui d'une désaffection grandissante parmi les salariés. Avec 862 000 syndiqués « en carte » à la fin de l'année dernière, contre 1,5 million environ en 1979, il a vu fondre ses effectifs de près de 50 % en l'espace de dix ans. Ce syndicat ne se trouve plus qu'à la cinquième place, en nombre d'adhérents, derrière les camionneurs (qui à l'occasion du renouvellement de leur direction, en décembre 1991, ont décidé de rompre officiellement avec la

Mafia...), lesquels comptent encore 1,37 million d'adhérents, le syndicat des fonctionnaires étatiques et municipaux (1,15 million), les travailleurs de l'alimentation et du commerce (997 000) et le syndicat des employés du secteur des services (881 000).

A la différence des grandes masses du passé, au cours desquelles les leaders de l'UAW se livraient à des prêches contre le patronat et en faveur de la justice sociale, cette confédération de San-Diego a été plutôt tarne, redoublant la morosité qui prévaut chez les adhérents d'un syndicat à base essentiellement ouvrière, confronté à la fois à la transformation croissante de l'économie américaine vers une activité de services et à une récession dont les effets continuent à se faire sentir dans les ateliers.

Nouvelle hémorragie financière

L'annonce en décembre 1991 par General Motors de la suppression prochaine de 74 000 emplois et la fermeture de vingt et une usines a porté un rude coup au syndicat, dont les finances vont souffrir après cette nouvelle hémorragie. De plus,

l'échec de la grève chez Caterpillar en avril, après cinq mois d'affrontements avec la direction, a fortement affecté la crédibilité de l'actuelle direction.

Cette dernière a pourtant été réélue, y compris son président qui, à soixante-deux ans, se voit confier un quatrième et dernier mandat de trois ans. Un vote acquis au nom du réalisme et d'une certaine lassitude face à un environnement économique et social qui a bien changé. Dans son discours d'ouverture, M. Owen Bieber s'est pourtant voulu très combatif, menaçant de « déclarer la guerre » aux trois grands de l'automobile (General Motors, Ford et Chrysler) au cas où ils s'aventureraient à vouloir briser le syndicat à l'occasion de la prochaine renégociation des conventions collectives, une pro-

céduce qui, pendant plusieurs mois dans le meilleur des cas, mettra durement aux prises salariés et directeurs.

Mais l'UAW ne peut occulter le fait qu'il ne représente plus que 68 % des ouvriers de l'industrie automobile contre 86 % il y a quinze ans et que de plus en plus d'entreprises de son secteur, notamment les « transplantés » japonais, ne fonctionnent qu'avec du personnel non syndiqué. Le phénomène n'est pas spécifique à cette industrie. Le taux de syndicalisation aux Etats-Unis ne représentait plus que 15 % environ des salariés en 1991 alors qu'il était encore à 20 % en 1983. Un effritement constant qui s'est accentué ces derniers mois.

SERGE MARTI

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h-23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

Le Monde
L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

2^e arrdt

METRO BOURSE
BEAU 2 P. Cuis., wc, bain.
Géol. Digne, 459 000 F
CREDIT 43-70-04-84

3^e arrdt

METRO BOURSE, Église
Notre-Dame-de-la-Vierge
BEAU STUDIO 1/2 P. Poutres,
Châssis, ent., t. et
500 000 F. 45-04-84-48

11^e arrdt

MARAS/RAUBUTEAU
PNEU CENTRE POMPIDOU
IMM. CLASSE 2 P. 48 m²
SOLÉIL, T. C. P.
840 000 F. 45-04-84-48

12^e arrdt

DALMEZINE, PNEU néo
BEAU 2 P. CUIS.,
Cuisine, tout confort
1^{er} étage situ 850 000 F
CREDIT 43-70-04-84

14^e arrdt

ALÉSIA
STUDIO PARAIT ÉTAT
S. de brs. DANS BON IMM.
ANCIEN A SASSER
338 000 F. 43-35-62-82

94
Val-de-Marne

NOGENT-S/MARNE
VUE EXCEPTIONNELLE

Province

A 10 km de CANNES
2 P. CUIS. 30 m². Terr. 33 m²
VUE MER ET COLLINES
Parking, Cave, Piscine
Prix : 1 360 000 F
Frais de notaire réduits
Appel gratuit 05-30-33-03
Ouvert 7 j sur 7

Boulogne

Proche Golf Mandelieu
Appartement villa sur la mer
Vue mer, panorama. Au
calme. Terrain, Piscine, Terrasse
réduits. 51 188 m². Terr.
160 m²
Garage, Cave, P. 3 338 000 F
Appel gratuit 05-30-33-03
Ouvert 7 j sur 7

Boulogne

Proche Golf Mandelieu
Appartement villa sur la mer
Vue mer, panorama. Au
calme. Terrain, Piscine, Terrasse
réduits. 51 188 m². Terr.
160 m²
Garage, Cave, P. 3 338 000 F
Appel gratuit 05-30-33-03
Ouvert 7 j sur 7

Boulogne

Proche Golf Mandelieu
Appartement villa sur la mer
Vue mer, panorama. Au
calme. Terrain, Piscine, Terrasse
réduits. 51 188 m². Terr.
160 m²
Garage, Cave, P. 3 338 000 F
Appel gratuit 05-30-33-03
Ouvert 7 j sur 7

Boulogne

Proche Golf Mandelieu
Appartement villa sur la mer
Vue mer, panorama. Au
calme. Terrain, Piscine, Terrasse
réduits. 51 188 m². Terr.
160 m²
Garage, Cave, P. 3 338 000 F
Appel gratuit 05-30-33-03
Ouvert 7 j sur 7

Boulogne

Proche Golf Mandelieu
Appartement villa sur la mer
Vue mer, panorama. Au
calme. Terrain, Piscine, Terrasse
réduits. 51 188 m². Terr.
160 m²
Garage, Cave, P. 3 338 000 F
Appel gratuit 05-30-33-03
Ouvert 7 j sur 7

Boulogne

Proche Golf Mandelieu
Appartement villa sur la mer
Vue mer, panorama. Au
calme. Terrain, Piscine, Terrasse
réduits. 51 188 m². Terr.
160 m²
Garage, Cave, P. 3 338 000 F
Appel gratuit 05-30-33-03
Ouvert 7 j sur 7

Boulogne

Proche Golf Mandelieu
Appartement villa sur la mer
Vue mer, panorama. Au
calme. Terrain, Piscine, Terrasse
réduits. 51 188 m². Terr.
160 m²
Garage, Cave, P. 3 338 000 F
Appel gratuit 05-30-33-03
Ouvert 7 j sur 7

Boulogne

Proche Golf Mandelieu
Appartement villa sur la mer
Vue mer, panorama. Au
calme. Terrain, Piscine, Terrasse
réduits. 51 188 m². Terr.
160 m²
Garage, Cave, P. 3 338 000 F
Appel gratuit 05-30-33-03
Ouvert 7 j sur 7

Boulogne

Proche Golf Mandelieu
Appartement villa sur la mer
Vue mer, panorama. Au
calme. Terrain, Piscine, Terrasse
réduits. 51 188 m². Terr.
160 m²
Garage, Cave, P. 3 338 000 F
Appel gratuit 05-30-33-03
Ouvert 7 j sur 7

Boulogne

Proche Golf Mandelieu
Appartement villa sur la mer
Vue mer, panorama. Au
calme. Terrain, Piscine, Terrasse
réduits. 51 188 m². Terr.
160 m²
Garage, Cave, P. 3 338 000 F
Appel gratuit 05-30-33-03
Ouvert 7 j sur 7

Boulogne

Proche Golf Mandelieu
Appartement villa sur la mer
Vue mer, panorama. Au
calme. Terrain, Piscine, Terrasse
réduits. 51 188 m². Terr.
160 m²
Garage, Cave, P. 3 338 000 F
Appel gratuit 05-30-33-03
Ouvert 7 j sur 7

Boulogne

Proche Golf Mandelieu
Appartement villa sur la mer
Vue mer, panorama. Au
calme. Terrain, Piscine, Terrasse
réduits. 51 188 m². Terr.
160 m²
Garage, Cave, P. 3 338 000 F
Appel gratuit 05-30-33-03
Ouvert 7 j sur 7

Boulogne

Proche Golf Mandelieu
Appartement villa sur la mer
Vue mer, panorama. Au
calme. Terrain, Piscine, Terrasse
réduits. 51 188 m². Terr.
160 m²
Garage, Cave, P. 3 338 000 F
Appel gratuit 05-30-33-03
Ouvert 7 j sur 7

Boulogne

Proche Golf Mandelieu
Appartement villa sur la mer
Vue mer, panorama. Au
calme. Terrain, Piscine, Terrasse
réduits. 51 188 m². Terr.
160 m²
Garage, Cave, P. 3 338 000 F
Appel gratuit 05-30-33-03
Ouvert 7 j sur 7

Boulogne

Proche Golf Mandelieu
Appartement villa sur la mer
Vue mer, panorama. Au
calme. Terrain, Piscine, Terrasse
réduits. 51 188 m². Terr.
160 m²
Garage, Cave, P. 3 338 000 F
Appel gratuit 05-30-33-03
Ouvert 7 j sur 7

Boulogne

Proche Golf Mandelieu
Appartement villa sur la mer
Vue mer, panorama. Au
calme. Terrain, Piscine, Terrasse
réduits. 51 188 m². Terr.
160 m²
Garage, Cave, P. 3 338 000 F
Appel gratuit 05-30-33-03
Ouvert 7 j sur 7

Boulogne

Proche Golf Mandelieu
Appartement villa sur la mer
Vue mer, panorama. Au
calme. Terrain, Piscine, Terrasse
réduits. 51 188 m². Terr.
160 m²
Garage, Cave, P. 3 338 000 F
Appel gratuit 05-30-33-03
Ouvert 7 j sur 7

Boulogne

Proche Golf Mandelieu
Appartement villa sur la mer
Vue mer, panorama. Au
calme. Terrain, Piscine, Terrasse
réduits. 51 188 m². Terr.
160 m²
Garage, Cave, P. 3 338 000 F
Appel gratuit 05-30-33-03
Ouvert 7 j sur 7

Boulogne

Proche Golf Mandelieu
Appartement villa sur la mer
Vue mer, panorama. Au
calme. Terrain, Piscine, Terrasse
réduits. 51 188 m². Terr.
160 m²
Garage, Cave, P. 3 338 000 F
Appel gratuit 05-30-33-03
Ouvert 7 j sur 7

appartements achats

Recherche 2 à 4 p. PARIS, pré-
fère 5^e, 6^e, 7^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e,
18^e, 19^e, 20^e, 21^e, 22^e, 23^e, 24^e, 25^e,
26^e, 27^e, 28^e, 29^e, 30^e, 31^e, 32^e, 33^e,
34^e, 35^e, 36^e, 37^e, 38^e, 39^e, 40^e, 41^e,
42^e, 43^e, 44^e, 45^e, 46^e, 47^e, 48^e, 49^e,
50^e, 51^e, 52^e, 53^e, 54^e, 55^e, 56^e, 57^e,
58^e, 59^e, 60^e, 61^e, 62^e, 63^e, 64^e, 65^e,
66^e, 67^e, 68^e, 69^e, 70^e, 71^e, 72^e, 73^e,
74^e, 75^e, 76^e, 77^e, 78^e, 79^e, 80^e, 81^e,
82^e, 83^e, 84^e, 85^e, 86^e, 87^e, 88^e, 89^e,
90^e, 91^e, 92^e, 93^e, 94^e, 95^e, 96^e, 97^e,
98^e, 99^e, 100^e, 101^e, 102^e, 103^e, 104^e,
105^e, 106^e, 107^e, 108^e, 109^e, 110^e, 111^e,
112^e, 113^e, 114^e, 115^e, 116^e, 117^e, 118^e,
119^e, 120^e, 121^e, 122^e, 123^e, 124^e, 125^e,
126^e, 127^e, 128^e, 129^e, 130^e, 131^e, 132^e,
133^e, 134^e, 135^e, 136^e, 137^e, 138^e, 139^e,
140^e, 141^e, 142^e, 143^e, 144^e, 145^e, 146^e,
147^e, 148^e, 149^e, 150^e, 151^e, 152^e, 153^e,
154^e, 155^e, 156^e, 157^e, 158^e, 159^e, 160^e,
161^e, 162^e, 163^e, 164^e, 165^e, 166^e, 167^e,
168^e, 169^e, 170^e, 171^e, 172^e, 173^e, 174^e,
175^e, 176^e, 177^e, 178^e, 179^e, 180^e, 181^e,
182^e, 183^e, 184^e, 185^e, 186^e, 187^e, 188^e,
189^e, 190^e, 191^e, 192^e, 193^e, 194^e, 195^e,
196^e, 197^e, 198^e, 199^e, 200^e, 201^e, 202^e,
203^e, 204^e, 205^e, 206^e, 207^e, 208^e, 209^e,
210^e, 211^e, 212^e, 213^e, 214^e, 215^e, 216^e,
217^e, 218^e, 219^e, 220^e, 221^e, 222^e, 223^e,
224^e, 225^e, 226^e, 227^e, 228^e, 229^e, 230^e,
231^e, 232^e, 233^e, 234^e, 235^e, 236^e, 237^e,
238^e, 239^e, 240^e, 241^e, 242^e, 243^e, 244^e,
245^e, 246^e, 247^e, 248^e, 249^e, 250^e, 251^e,
252^e, 253^e, 254^e, 255^e, 256^e, 257^e, 258^e,
259^e, 260^e, 261^e, 262^e, 263^e, 264^e, 265^e,
266^e, 267^e, 268^e, 269^e, 270^e, 271^e, 272^e,
273^e, 274^e, 275^e, 276^e, 277^e, 278^e, 279^e,
280^e, 281^e, 282^e, 283^e, 284^e, 285^e, 286^e,
287^e, 288^e, 289^e, 290^e, 291^e, 292^e, 293^e,
294^e, 295^e, 296^e, 297^e, 298^e, 299^e, 300^e,
301^e, 302^e, 303^e, 304^e, 305^e, 306^e, 307^e,
308^e, 309^e, 310^e, 311^e, 312^e, 313^e, 314^e,
315^e, 316^e, 317^e, 318^e, 319^e, 320^e, 321^e,
322^e, 323^e, 324^e, 325^e, 326^e, 327^e, 328^e,
329^e, 330^e, 331^e, 332^e, 333^e, 334^e, 335^e,
336^e, 337^e, 338^e, 339^e, 340^e, 341^e, 342^e,
343^e, 344^e, 345^e, 346^e, 347^e, 348^e, 349^e,
350^e, 351^e, 352^e, 353^e, 354^e, 355^e, 356^e,
357^e, 358^e, 359^e, 360^e, 361^e, 362^e, 363^e,
364^e, 365^e, 366^e, 367^e, 368^e, 369^e, 370^e,
371^e, 372^e, 373^e, 374^e, 375^e, 376^e, 377^e,
378^e, 379^e, 380^e, 381^e, 382^e, 383^e, 384^e,
385^e, 386^e, 387^e, 388^e, 389^e, 390^e, 391^e,
392^e, 393^e, 394^e, 395^e, 396^e, 397^e, 398^e,
399^e, 400^e, 401^e, 402^e, 403^e, 404^e, 405^e,
406^e, 407^e, 408^e, 409^e, 410^e, 411^e, 412^e,
413^e, 414^e, 415^e, 416^e, 417^e, 418^e, 419^e,
420^e, 421^e, 422^e, 423^e, 424^e, 425^e, 426^e,
427^e, 428^e, 429^e, 430^e, 431^e, 432^e, 433^e,
434^e, 435^e, 436^e, 437^e, 438^e, 439^e, 440^e,
441^e, 442^e, 443^e, 444^e, 445^e, 446^e, 447^e,
448^e, 449^e, 450^e, 451^e, 452^e, 453^e, 454^e,
455^e, 456^e, 457^e, 458^e, 459^e, 460^e, 461^e,
462^e, 463^e, 464^e, 465^e, 466^e, 467^e, 468^e,
469^e, 470^e, 471^e, 472^e, 473^e, 474^e, 475^e,
476^e, 477^e, 478^e, 479^e, 480^e, 481^e, 482^e,
483^e, 484^e, 485^e, 486^e, 487^e, 488^e, 489^e,
490^e, 491^e, 492^e, 493^e, 494^e, 495^e, 496^e,
497^e, 498^e, 499^e, 500^e, 501^e, 502^e, 503^e,
504^e, 505^e, 506^e, 507^e

552 من الامم

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Alors que le président Bush demande au Congrès d'intervenir dans le conflit

La grève des cheminots paralyse largement les transports ferroviaires aux États-Unis

La grève déclenchée, mercredi 24 juin, par des cheminots américains contre la société Conrail, l'un des plus grands transporteurs de marchandises, s'est rapidement étendue au trafic de passagers dans l'ensemble du pays, et les transports ferroviaires demeurent largement paralysés.

NEW-YORK

de notre correspondant

Faute d'avoir pu négocier un accord séparé avec les directions d'Amtrak (un réseau transportant 65 000 passagers par jour), de la société Conrail (l'un des plus gros transporteurs de marchandises du pays) et d'une quarantaine d'autres compagnies de chemins de fer locales, environ 20 000 cheminots américains ont lancé un mouvement de grève à partir du 24 juin à zéro heure à l'appui de revendications salariales mais aussi de négociations portant sur les effectifs et sur la répartition des équipes.

Ces grévistes ne représentent qu'un peu moins de 10 % de l'ensemble des cheminots américains, mais la tradition de solidarité — très forte dans cette profession —

95 % des salariés sont syndiqués — veut que les autres personnels des chemins de fer se joignent rapidement aux débrayages décidés par leurs collègues. Cette grève pourrait avoir de graves conséquences sur l'activité économique du pays, en pleine saison touristique, au moment où les États-Unis sortent difficilement de la récession. Certaines estimations font état d'un coût possible de 30 milliards de dollars.

Procédure d'urgence

Sentant le danger, M. George Bush a appelé le 25 juin le Congrès à « protéger les Américains » et à intervenir dans le conflit, comme le Railway Labor Act de 1926 l'y autorise, en votant une mesure de « procédure d'urgence » que comme président il signerait aussitôt, ce qui obligerait les cheminots à reprendre le travail. Cette disposition, qui peut être prise en quelques heures, avait déjà été utilisée en avril 1991, et les 235 000 cheminots concernés à l'époque avaient été contraints de démanteler les piquets de grève mis en place dix-huit heures plus tôt, mettant un terme à la première grève nationale des chemins de fer depuis 1982. Selon les déclarations de M. Andrew Card, secrétaire aux

transports, appuyées par les chiffres de l'Association américaine des usagers des transports, si le conflit devait durer plus d'une semaine, 200 000 cheminots et 570 000 autres salariés travaillant dans le secteur industriel devraient être mis à pied tandis que plus de 600 000 voyageurs seraient privés de transport, essentiellement sur l'axe Boston-New York-Washington. Une perspective que l'un des principaux syndicats ayant appelé à la grève, le Brotherhood of Maintenance of Way Employees, refusait d'envisager en faisant valoir, par exemple, l'importance du stock de pièces détachées que les firmes automobiles ont déjà accumulées pour être expédiées par camion.

General Motors a pourtant affirmé que 40 % de son activité serait affectée par le mouvement au-delà de vingt-quatre heures et d'autres entreprises automobiles mais aussi des secteurs de la sidérurgie, de la chimie, de la pâte à papier, du verre et des charbonnages ont déjà manifesté leurs craintes. De son côté, la National Grain and Feed Association, qui regroupe les producteurs de céréales, a appelé l'attention du Congrès sur le fait que la moitié de ses expéditions est actuellement assurée par rail.

S. M.

Moscou va pouvoir tirer 1 milliard de dollars sur le FMI

Le Fonds monétaire international (FMI) va autoriser la Russie à utiliser une première tranche de crédits de 1 milliard de dollars — soit le quart de la quote-part russe au FMI — dès la conclusion d'un accord de principe sur la mise en œuvre d'un programme de réforme économique, a indiqué mercredi 24 juin un responsable du Fonds. Des négociateurs du FMI devaient poursuivre, jeudi 25 juin à Moscou, les discussions avec le gouvernement russe.

Celui-ci s'était plaint à plusieurs reprises des demandes excessives du FMI et de l'incapacité de l'orga-

nisme international à tenir compte de la situation particulière du pays, qui s'efforce d'établir un régime démocratique et un système d'économie de marché. Lors de la rencontre entre les présidents Bush et Eltsine à Washington la semaine dernière, des hauts responsables de l'administration américaine avaient aussi fait monter la pression sur le FMI pour qu'il se montre moins intransigeant avec la Russie. De l'accord avec le FMI dépend le déblocage de l'aide occidentale de 24 milliards de dollars, dont 6 milliards destinés à un fonds de stabilisation du rouble. — (AFP)

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

• Commandes de biens durables : - 2,4 % en mai. — Les commandes de biens durables ont baissé de 2,4 % en mai par rapport à avril après avoir augmenté de 1,9 % en avril par rapport à mars et de 2,1 % en mars par rapport à février. Le recul de mai s'explique par une chute des commandes militaires et de matériels de transports.

GRANDE-BRETAGNE

• Produit intérieur brut : - 0,5 % au premier trimestre. — Le PIB (produit intérieur brut) de la Grande-Bretagne a baissé de 0,5 % au premier trimestre 1992 par rapport au quatrième trimestre 1991, l'indice s'inscrivant à 112,6 contre 113,1 fin 1991 sur la base 100 en 1985. Sur un an (premier trimestre 1992 comparé au premier trimestre 1991), le recul du PIB est de 1,5 %. En 1991, le produit national brut a reculé de 2,4 %, ce qui est le plus long et le plus dur recul enregistré en Grande-Bretagne depuis la seconde guerre mondiale. En 1990, le PIB n'avait augmenté que de 0,9 %.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

230 F.

jusqu'au 25 juin 1992 inclus.

Vous accorderez nettement plus d'intérêt à ce chiffre lorsque vous découvrirez qu'il s'agit du prix d'une action TOTAL.

Ce chiffre, c'est le prix de vente de l'action TOTAL dans le cadre de l'offre publique de vente des actions détenues par l'État.

Choisir de devenir actionnaire de TOTAL, c'est participer au développement d'une compagnie née il y a près de 70 ans, riche d'expérience mais aussi d'un potentiel toujours renouvelé.

Choisir TOTAL, c'est s'associer à la réussite d'un grand groupe industriel de classe mondiale.

Choisir TOTAL, c'est préférer une valeur pétrolière qui s'est donnée la performance comme objectif permanent.

Le prix de vente est net de tous frais pour les acquéreurs. Le document de référence enregistré auprès de la COB et le communiqué sont disponibles sur simple demande au N° Vert 06 05 05 82.

Pour acheter vos actions adressez-vous à votre banque, votre société de bourse, à la Poste, aux Caisses d'Épargne ou au Trésor Public.

Vous ne viendrez plus chez vous par hasard.



EN BREF

□ M. Bush souhaite une nouvelle baisse des taux d'intérêt à court terme. — « Je peux comprendre les gens qui s'inquiètent de l'inflation », mais ce n'est pas le problème numéro un », a déclaré M. George Bush dans une interview au New York Times du mercredi 24 juin. Le président américain souhaite une nouvelle baisse des taux d'intérêt, jugeant qu'il y a « une marge de manœuvre pour la faire ». Devant une association de journalistes, le secrétaire au commerce, M^{me} Barbara Franklin, a déclaré que la masse monétaire ne progressait pas assez vite par rapport aux normes fédérales de l'année fédérale. Les taux d'intérêt à court terme sont actuellement très bas aux États-Unis (3,75 % pour les fonds fédéraux), la dernière baisse remontant au 9 avril.

□ Accord sur la dette argentine. — Le ministre argentin de l'économie, M. Domingo Cavallo, et le représentant du comité des banques créancières de l'Argentine, M. William Rothen, se sont mis d'accord, mardi 23 juin à New-York, sur le texte définitif de « restructuration » de la dette extérieure argentine dans le cadre du « plan Brady ». Les banques disposent désormais de six semaines pour étudier les diverses propositions présentées par le gouvernement argentin pour renégocier la dette privée (environ 32 milliards de dollars sur un total de 61 milliards) avant de signer un accord avec l'État argentin. — (AFP)

□ Nouveau rebondissement à la fédération CGT des impôts. — Le dirigeant du syndicat national CGT des impôts (SNADGI-CGT), M. Jean-Louis Clouse, a finalement été réélu, mardi 23 juin, secrétaire général de la fédération CGT des impôts. Mis en minorité la semaine dernière après avoir tenté d'obtenir le départ de quatre responsables communistes, M. Clouse avait démissionné. Le bureau syndical avait alors désigné M^{me} Martine Wittevert comme secrétaire générale de la fédération (le Monde du 24 juin). La commission exécutive nationale (CEN) du SNADGI-CGT, réunie le 23 juin, a donc choisi le camp des « modernistes » en réélisant M. Clouse et en procédant à l'élection d'un nouveau bureau syndical. « La mise en œuvre des nouvelles orientations, déclare le SNADGI-CGT dans un communiqué, suppose le rejet de toute démarche d'exclusion, de procès en suspicion, de cliquage et d'étiage de quelque nature que ce soit. »

□ Départ de la majorité de la rédaction de « l'Ardennais » après l'arrivée du groupe Hersant. — Dix-huit des vingt-neuf journalistes du quotidien départemental l'Ardennais (Charleville-Mézières), dont le groupe Hersant a pris le contrôle (le Monde du 11 mars), ont décidé de quitter le journal. Ils bénéficient de la « clause de cession », ouverte jusqu'au 15 juin, qui permet à des journalistes de quitter un titre avec indemnités à l'occasion d'un changement majoritaire ou sein du capital. Un transfert de l'imprimerie de l'Ardennais à Reims et une fusion de certaines pages avec l'édition locale du quotidien régional concurrent, l'Union de Reims, dirigé depuis 1986 par M. Philippe Hersant, le fils de M. Robert Hersant, seraient à l'étude.

présidence l'automobile

LE RAPPORT ANNUEL DE LA COUR DES COMPTES

Les errements de l'administration et des entreprises publiques

Le rapport public 1992 de la Cour des comptes a été remis, mercredi 24 juin, au président de la République par M. Pierre Arpaillange, premier président de cette institution depuis octobre 1990 avant d'être présenté au Parlement le 25 juin (le Monde du 25 juin). Divisé classiquement en quatre rubriques (Etat et établissements publics, entreprises publiques, protection sociale, collectivités locales), cet ouvrage présente, en préambule, un bilan de l'activité de la juridiction.

« En 1991, celle-ci a rendu 387 arrêts dont 32 sur appel de jugements des chambres régionales. En matière de protection sociale, elle a examiné

les rapports des comités départementaux d'examen (CODEC) compétents à l'égard de quelque 1 100 organismes de sécurité sociale ». La Cour recense également le nombre de rapports qui lui ont été présentés (643), le nombre de référés adressés au ministre à la suite de ses contrôles (126) et les notes transmises au parquet (275). Le rapport présente ensuite dans le détail vingt-huit dossiers.

Si le cru 1991 relevait l'importance croissante des chambres régionales des comptes, la cuvée 1992, Europe oblige, intègre la dimension communautaire avec une enquête sur « les offices agricoles et l'application de la politique agricole commune ».

Au chapitre des entreprises publiques, la Cour s'est penchée sur le groupe informatique Bull, les satellites de télévision directe TDF1 et TDF2 ou encore la société Securipost.

En matière sociale, des enquêtes portant sur le régime de la sécurité sociale dans les mines ou encore l'abaissement de l'âge de la retraite et les conséquences pour l'Etat et l'assurance chômage. A la rubrique « collectivités territoriales » sont présentés des sujets aussi divers que la stationnement payant en Ile-de-France et les interventions de la ville de Brest dans le domaine de l'informatique.

Enfin, ce rapport n'est plus la seule occasion pour la Cour des comptes de faire parler d'elle dans l'année. Depuis janvier 1991, elle est autorisée à publier des conclusions sur des sujets engageant lourdement les finances publiques. En novembre, elle a diffusé une enquête sur « la gestion de la trésorerie et la dette des collectivités territoriales », puis en mai une étude sur « l'évaluation de la gestion du réseau routier national ». Ce rythme de perution, un à l'automne, l'autre au printemps, devrait être poursuivi.

D. G.

Financement de l'abaissement de l'âge de la retraite : un dispositif complexe et coûteux

Mise en place en 1983 pour financer le maintien en garantie de ressources entre 60 et 65 ans et la prise en charge des cotisations de retraite complémentaire suite à la diminution de l'âge de la retraite, l'Association pour la gestion de la structure financière (ASF) « s'est avérée » être un système « complexe » et « coûteux dans ses modalités de gestion », selon la Cour des comptes. De provision à l'origine, la situation risque d'être pérennisée, le dispositif ayant été prolongé jusqu'en 31 décembre 1993 par un accord de 1990 qui prévoit la possibilité de poursuivre au-delà.

Alimentée par une cotisation de 2 % de la masse salariale, à parité entre les employeurs et les salariés, ainsi que par une contribution annuelle de l'Etat, revalorisée, fixée à 10 milliards de francs en 1983, l'ASF a reçu, pendant les sept premières années, 254,8 milliards de francs, dont 81,7 milliards du budget national. Elle a financé 241,2 milliards de prestations, soit 161,5 milliards pour les garanties de ressources, aujourd'hui pratiquement disparues, et 79,7 milliards de retraites complémentaires.

Absence de contrôle

Pour fonctionner, l'ASF a signé des conventions avec l'UNEDIC le régime d'assurance-chômage, chargée en outre de la collecte des fonds comme de leur gestion, et avec les deux institutions de retraite complémentaire, l'AGIRC (cadres), et l'ARRCO (ensemble des salariés). Mais la Cour des comptes conteste les solutions retenues à l'époque. Fût-ce que de procéder une fois pour toutes à des rachats de cotisations, la charge en a été différée pour « prendre en compte les montants de pension correspondant aux points fictivement attribués pendant la durée de versement de la garantie ». Dès lors, « le système est appelé à durer jusqu'à la date du dernier titulaire de pension, soit aux environs de 2040 selon l'AGIRC ».

Il s'ensuit que, déjà compliquée, la technique occasionne un surcoût et rend difficile les contrôles. L'ARRCO a proposé des régularisations pour trop-perçu de 155 millions en 1990, puis de 198 millions en 1991. « Il est regrettable », ajoute la Cour, que l'UNEDIC se soit déchargée de la qualité des services rendus par les régimes de retraite complémentaires. La gestion elle-même n'est pas exempte

de reproches et « les partenaires sociaux se sont, à l'occasion, écartés des principes posés dans la convention qu'ils ont signée avec l'Etat ». A une comptabilité analytique, ils ont préféré une déduction forfaitaire attribuée à l'UNEDIC, en fonction de ses interventions. « Ce mode de calcul conduit à rémunérer un service chaque année de moins en moins rendu », observe le rapport, qui note que, en sept ans, l'ASF a ainsi versé 5,33 milliards de francs à l'UNEDIC. Faute de fonds de roulement, elle a dû souscrire des emprunts dont la charge nette s'est élevée à 4,88 milliards de francs en 1990.

En raison de transferts financiers entre les divers organismes partenaires, ce sont, au total, 5,75 milliards de francs de frais qui ont été supportés par l'ASF. La Cour en conclut que, pour toute cette période, cela a entraîné « un surcoût de 11 milliards de francs dont l'Etat a fait les frais », du fait de « la complexité inutile des mécanismes », des modalités de règlement des prestations, des différences de conventions avec ce qui avait été prévu, « de l'absence de tout contrôle » par l'Etat « et de tout plan de trésorerie ».

Dans leur réponse, les ministres du budget et du travail rappellent que l'insuffisance du contrôle « doit être replacée dans le contexte » des négociations avec les partenaires sociaux ayant abouti à la création de l'ASF. Ils notent que la participation financière de l'Etat « a été établie sur des bases forfaitaires », pour faciliter un accord paritaire, et qu'en tout état de cause le montant des frais ne représente que 3,3 % par rapport aux prestations versées. Sur l'éventuelle prolongation

de l'ASF, ils soulignent que l'organisme « constitue une structure technique et transitoire », un bilan de son fonctionnement devant être établi en 1993. Le ministre des affaires sociales objecte que « le pouvoir d'opposition » des ministères est « exercé dans des termes très stricts », s'agissant d'un dispositif conçu par les partenaires sociaux. Il fait remarquer que la méthode des calculs forfaitaires a été introduite « pour tenir compte des différences existant entre les multiples régimes de retraite dépendant de l'ARRCO et de l'AGIRC ».

De son côté, l'UNEDIC affirme que les frais de gestion ont progressivement diminué, au rythme des prestations versées et du nombre des bénéficiaires. Les sommes prélevées correspondent à une « dette communautaire », et le régime a payé 0,53 milliard de francs d'agios à l'ASF. Le président de l'ASF souligne que les conventions « n'ont jamais soulevé de remarques » des ministères concernés. Non seulement les procédures adoptées s'inscrivent dans la suite logique de celles existant précédemment entre l'UNEDIC et les régimes de retraite complémentaires, mais toute solution « aurait permis à l'ASF de fonctionner dès le jour même de sa création ». Dans ce contexte de l'abaissement de l'âge de la retraite, il prétend que « l'ASF a été gérée avec le maximum de sobriété et d'économie », assurant qu'une comptabilité analytique aurait abouti à une augmentation des coûts de fonctionnement.

A. L.

Bull : un plan de mutation dont la réussite reste à confirmer

Dixième constructeur informatique mondial, le groupe Bull, dont l'Etat détient actuellement 75,8 % du capital, a connu une très grave dégradation de ses résultats en 1989 et 1990. Lourdement déficitaire, le fabricant d'ordinateurs s'est engagé dans un ambitieux « plan de mutation » dont la réussite reste incertaine, estime la Cour des comptes, compte tenu de l'Etat du marché mondial. Pour les magistrats, le groupe français doit une part importante de ses difficultés actuelles à « de graves insuffisances dans la gestion de certaines activités en France », ainsi qu'à « une croissance externe aux Etats-Unis mal maîtrisée », faiblesses constatées dans le passé. La crise du marché informatique, qui s'est manifestée à la fin des années 80 par un ralentissement brutal et un bouleversement radical de la demande, a frappé un groupe Bull fragilisé.

Décision à contretemps

Les sages de la Cour des comptes soulignent l'importance des frais de distribution et d'administration du groupe Bull à cette époque (33,2 % du chiffre d'affaires en 1990), relevant à leurs yeux un sérieux handicap de compétitivité. Par ailleurs, le constructeur français, engagé dans une course à la taille critique, a procédé à deux acquisitions d'ampleur : la reprise des activités informatiques d'Honeywell en 1987, regroupées au sein de la filiale américaine Bull HN, et le rachat de la micro-informatique de Zenth Data Systems en 1989. Les magistrats de la Cour ne contestent pas le bien-fondé de la première acquisition. « Honeywell était un partenaire technologique et commercial ancien du constructeur français ». Tout en reconnaissant l'intérêt stratégique de l'opération Zenth Data Systems, la Cour des comptes souligne que ce rachat n'a pas permis au groupe d'atteindre la taille critique escomptée, intervenant, estiment-ils, à contretemps et

alors que l'acquisition d'Honeywell n'était pas vraiment alignée. Par manque de fonds propres, souligne le rapport, le groupe n'a pu réaliser ces opérations dans des conditions financières optimales. Enfin l'intégration de ces deux sociétés s'est révélée longue et délicate. Dans le cas de Bull HN, elle n'a pu être réalisée que fort récemment à la suite de longues négociations avec NEC (le japonais détenait, jusqu'à l'été 1991, 15 % du capital de la filiale américaine).

La Cour des comptes épingle le fonctionnement de la direction générale France du groupe en 1989 et 1990, coupable à ses yeux de « graves insuffisances ». Elle s'interroge sur l'échec de la diversification de Bull dans les cartes à puce. Le groupe français a dû céder le contrôle majoritaire de ses filiales spécialisées et s'appuyer sur des partenaires extérieurs. « Comme il avait été bien vu par le groupe Bull à l'origine, les produits sont bons, le savoir-faire est acquis et les marchés sont vastes », note-t-elle, « mais l'aptitude à bien gérer une activité industrielle », notent les auditeurs.

Dans sa réponse aux observations de la Cour des comptes, le président de Bull, M. Francis Lorentz, exprime plusieurs regrets. D'abord que la Cour n'ait pas davantage comparé la situation de Bull avec celle de ses concurrents, également frappés par la crise de l'informatique mondiale et qui, pour la plupart d'entre eux, affichent des pertes. Ensuite qu'elle ait réduit le plan de mutation à une simple action de restructuration industrielle. Ce plan, explique-t-il, vise d'abord à mener une action prioritaire sur l'offre qui, seule, permettra à terme la compétitivité de l'entreprise. Il prend acte des reproches adressés sur la gestion commerciale, en voie de réorganisation, et sur la diversification dans les cartes à mémoire.

C. M.

Offices agricoles : des outils utiles

La Cour des comptes s'est livrée entre 1988 et 1991 à une longue enquête sur les mécanismes de mise en œuvre en France de la politique agricole commune (PAC). Elle étudie le rôle des offices agricoles, créés pour la plupart en 1983, qui sont les outils d'application des décisions communautaires et les relais financiers par lesquels transitent les subventions européennes. Il existe plusieurs offices pour le blé, la viande, le lait, le vin ou les plantes aromatiques.

De 1981 à 1989, les dépenses communautaires de soutien à l'agriculture et à l'élevage ont été multipliées par 1,8. Sur 38,6 milliards de francs versés en 1989 aux offices, 12,3 ont bénéficié au secteur des céréales. Mais, si l'on rapporte les aides à la valeur de la production livrée, ce sont les oléagineux qui sont le plus aidés (à 48 %), alors que les fruits et les fleurs ne le sont qu'à 2,5 %.

Les offices ont aussi une fonction de police du système pouvant retirer l'agrément à des « groupements professionnels de paysans qui n'apportent pas la rigueur suffisante aux contrôles », qui leur sont confiés », comme, par exemple, pour l'huile d'olive.

La Cour estime que les offices constituent « un utile relais public entre les groupements professionnels et les pouvoirs publics. Ils ont, de façon générale, pu jouer un rôle efficace dans la mise en place, l'exécution et l'adaptation des politiques communautaires, se plaçant ainsi de bons instruments ». Toutefois, l'extrême complexité de la réglementation européenne, les lourdeurs bureaucratiques, la multiplication des formulaires détaillés à remplir et les divergences d'interprétation des procédures ont en découlant rendent de plus en plus difficiles, voire inopérants, les contrôles des opérations financières.

Défense : irrégularités au service d'information du ministère

Traitant de l'activité du service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA) au sein du ministère de la défense, la Cour des comptes dénonce « le non-respect des procédures légales » par un organisme qui est « placé dans une situation délicate », qui est « trop fréquemment sollicité » et ne sait pas « s'opposer aux ordres irréguliers » qu'il reçoit. Du reste, certains faits du passé, fustigés dans le rapport, ont été démentis à la Cour de discipline budgétaire et financière.

C'est le cas de l'organisation – sur la demande d'un membre du cabinet du ministre de la défense, lors de la célébration en septembre 1989 de l'anniversaire de la bataille de Valmy – d'une consultation fictive en vue de la passation d'un marché. D'une manière générale, cette commémoration, qui a coûté 12,4 millions de francs, a entraîné de nombreuses irrégularités.

C'est aussi le cas de la tentative avortée, en 1988-1989, de battre le record du monde de hauteur de saut en parachute, avec un cascadeur qui avait été reconnu médicalement inapte. « Cette affaire », observe la Cour, « a été conduite en violation des règles les plus élémentaires de la comptabilité publique ». Le coût total de l'opération est de 17,4 millions de francs.

Dans son rapport, la Cour condamne la tendance du SIRPA à ne pas respecter les règles de la dépense publique, comme « le dépassement du plafond autorisé pour les achats sur factures, l'absence de protocoles d'appel d'offres ou les recours abusifs aux marchés négociés ». Le ministère de la défense se contente de répondre que « la communication est un domaine dans lequel il est difficile de prévoir l'impact des opérations réalisées et d'en garantir le succès ». Il assure la Cour que « les faiblesses » qu'elle relève « ont été, depuis, corrigées ».

par les offices. « Dans le secteur laitier, par exemple, le règlementation européenne des conditions d'octroi de certaines aides relatives à la caséine et au beurre pâssier devient de plus en plus complexe, dans la mesure où elle impose le suivi de la matière subventionnée jusqu'au produit élaboré par l'utilisateur final », relève la Cour des comptes.

En conclusion, les magistrats évoquent l'accord des Douze du 21 mai sur la politique agricole commune (PAC), qui prévoit des aides directes aux exploitants pour

compenser les baisses de prix, et écrivent : « Les rôles respectifs des offices et des services extérieurs du ministère de l'agriculture se trouveront, sans doute, modifiés. Les modes de contrôle devront aussi évoluer, si ce n'est le centre des opérations elles-mêmes plus que sur le marché : déclarations annuelles d'assolement, fichier par exploitation, voire observation par satellite seront peut-être les outils de demain ».

F. G.

Satellites de télévision : les pannes de la décision publique

« Douze ans après son engagement, le projet TDF 1-TDF 2 n'a atteint ses objectifs dans aucun domaine essentiel » : la Cour qualifie « d'échec collectif » les 3,3 milliards de francs de fonds publics consacrés à ces satellites de télévision directe. Elle détaille l'échec technique – trois canaux sécurisés sur cinq prévus fonctionnent – à cause des pannes successives de tobes à onde progressive ; l'échec commercial – 35 000 foyers équipés en réception directe contre 5 millions prévus ; l'échec financier, qui ne laisse espérer aucun retour sur investissement, avec un déficit d'exploitation qui continue de peser sur les comptes de Télédiffusion de France à raison de 350 à 530 millions de francs en 1991.

Les causes ? La Cour note d'abord les incohérences de la politique audiovisuelle (trois nouvelles chaînes hertziennes, un plan câble ambitieux, des satellites). Elle incrimine les retards successifs, les « interventions extérieures » qui les ont aggravés, tels la non-parution des décrets d'application de la loi de 1986 ou l'obligation de passer par l'autorité de régulation pour constituer un « bouquet » de programmes. Enfin, la Cour reproche les responsabilités qu'elle estime « partagées ».

C'est bien le processus de décision publique qui est en cause : le choix des satellites lourds a été maintenu en 1984 « malgré les mises en garde des experts ». Ni les risques financiers croissants, ni les deux alternances de 1986 et 1988 n'ont empêché les décisions succes-

sives de continuation, et par exemple, le lancement de TDF 2. La Cour en conclut que les « déficiences » ne se réduisent pas aux « critiques des technologies de l'espace et aux contraintes d'un programme conçu en coopération internationale ».

« Les entités publiques mises en cause ne contestent ni les faits constatés par la Cour. Le ministre des PTT évoque « l'environnement du projet » considérablement modifié et, tout comme le président de France Télécom, invoque les « conditions de réalisation » de TDF. Ce dernier dégage longuement sa responsabilité en notant que la gestion du programme est « restée strictement conforme aux orientations gouvernementales » malgré les « aléas de construction et de lancement », les « bouleversements législatifs » puis « les pannes ». Il indique que la réception – et les paiements associés – de TDF 2 ont été suspendus car « TDF, comme la Cour, considère que l'industrie a une part de responsabilité dans les défaillances ». Le secrétaire d'Etat à la communication, pour sa part, dément que la filière TDF 1-TDF 2 soit abandonnée, comme le considère la Cour. Il met en avant l'importance de ces satellites pour l'introduction du nouveau format d'image 16/9 et de la norme D2 MAC. Une norme dont « la promotion est aujourd'hui la justification essentielle du maintien en service des satellites après les échecs enregistrés », note la Cour en conclusion de son réquisitoire.

M. C. L.

Collectivités territoriales : des régions insuffisamment planificatrices

Les chambres régionales des comptes avaient, l'an dernier, manifesté leur mécontentement en se livrant à une critique du contrôle budgétaire, pièce maîtresse de la décentralisation. Ces juridictions financières ont alimenté, ensuite, deux rapports particuliers, sur la gestion de la trésorerie et de la dette, et sur la politique communautaire. Après ces substantielles contributions, leur participation au rapport annuel 1992 paraît plus modeste.

Son originalité réside dans l'évaluation qui est faite des programmes intégrés méditerranéens (PIM). La Cour des comptes se garde bien de critiquer l'exécution de ces programmes communautaires, lancés en 1986 à destination des régions méditerranéennes. Et pour cause : il s'agit, en France, d'une réussite, avec 97 % de projets menés à bien, selon la Cour des comptes européenne.

Les magistrats de la Cour des comptes mesurent seulement la capacité des régions à participer à la gestion de ces programmes. Ces collectivités territoriales n'auraient pas été à la hauteur de leur mission planificatrice. Faute d'avoir désigné un responsable unique, les conseils régionaux ont eu, selon eux, une vision éparpillée des projets. Les élus ont succombé parfois à la tentation politique du saupoudrage, ou rendu des propositions irréalisables. La Cour

déplore aussi une insuffisante coordination entre les administrations régionales et les services de l'Etat, jugés trop nombreux et trop éloignés. Dans la réponse qu'il lui a adressée, le secrétaire d'Etat chargé de l'aménagement du territoire rappelle pourtant le rôle essentiel de la DATAR et l'existence d'une « mission PIM ». Il conteste l'accusation d'incohérence portée contre l'articulation de ces programmes et des contrats de plan. Du côté de la CEE, les magistrats soulignent la lourdeur des procédures d'attribution de crédits ainsi que la contradiction apparente entre les PIM et certaines politiques communautaires.

Les juridictions financières examinent par ailleurs la promotion touristique, la gestion du stationnement payant, ou l'intervention économique de certaines collectivités locales. Elles mettent en évidence le manque de contrôle des assemblées délibérantes sur les dépenses diverses (sociétés d'économie mixte ou syndicats intercommunaux). En matière de tourisme, elles constatent qu'une insuffisante répartition des compétences a engendré un foisonnement d'initiatives mal coordonnées.

R. B.

Nous poursuivons dans nos prochaines éditions la publication des extraits du rapport de la Cour des comptes.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Leveau, président directeur de la publication Bruno Frappat

Secrétaire de la rédaction : Jacques Guis, directeur de la rédaction

Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani, Robert Solé, Jacques Guis, directeur de la rédaction

Yves Roper, Jacques Arnault, Thomas Perreault, Philippe Hermand, Jacques-François Simon

Daniel Vermet, directeur adjoint de la rédaction

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1960), Jacques Faure (1960-1962), André Laurens (1962-1965), André Fontaine (1965-1991)

RÉDACTION ET SÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUËRE, 75001 PARIS CEDEX 15

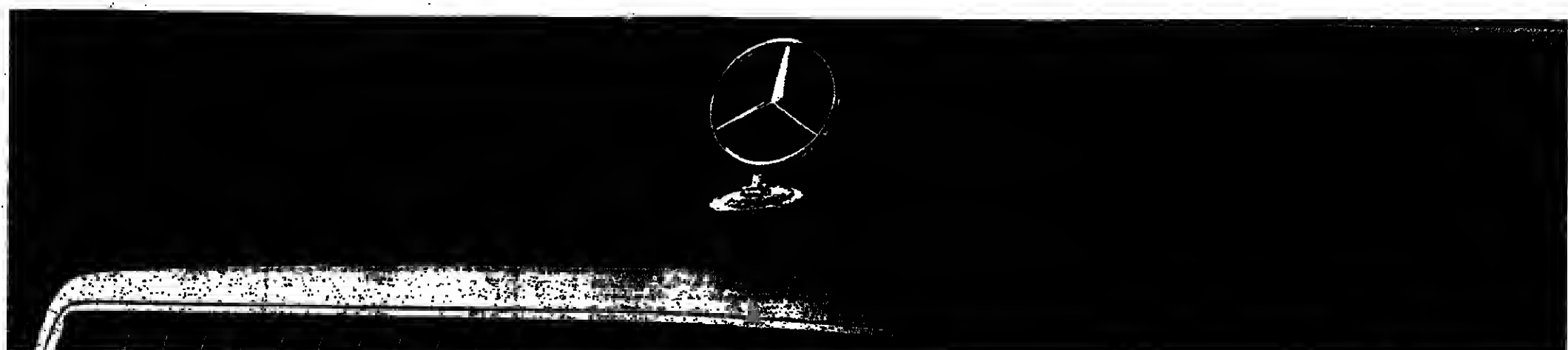
Tél. (1) 40-65-25-26, 40-65-25-27, 40-65-25-28, 40-65-25-29

ADMINISTRATIF : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. (1) 40-65-25-26, 40-65-25-27, 40-65-25-28, 40-65-25-29

Télécopieur : 49-60-30-10

هكذا من الإصل



Mercedes-Benz: Voitures Particulières, Véhicules Industriels



AEG: Automatisation, Equipements et Composants Electrotechniques, Systèmes Ferroviaires, Electroménager, Microélectronique



Deutsche Aerospace: Aéronautique, Aérospatiale, Systèmes de Défense et Applications Civiles, Systèmes de Propulsion



Daimler-Benz InterServices (debis): Systemhaus (Informatique et Systèmes), Prestations Financières, Assurances, Affaires Commerciales, Services Marketing, debitel

Des synergies intelligentes.

Lorsque nous avons engagé, il y a quelques années, la restructuration de Daimler-Benz, l'opinion publique manifestait un certain scepticisme. Le succès paraissait incertain en regard des perspectives qui s'offraient à nous et des diverses possibilités de structurer ce groupe.

Aujourd'hui, nous pouvons affirmer que la décision de créer un groupe de technologie intégré fut la bonne. Pris isolément, résultats et évolutions de chaque division ne permettent de comprendre qu'imparfaitement l'importance du sentiment d'appartenance à une même organisation unie. Une nouvelle dimension

de la fusion s'instaure désormais au sein de Daimler-Benz. De plus en plus de projets élaborés entre plusieurs filiales, divisions ou secteurs voient maintenant le jour. C'est la «synergie».

Exemple: MB CharterWay, société de location de véhicules industriels mise en place par Mercedes-Benz et debis. Autre exemple: Intertraffic, société de projets pour l'amélioration globale de la circulation utilisant le savoir-faire de chacune des quatre filiales du groupe et destinée à trouver de nouvelles voies pour répondre aux problèmes croissants d'encombrement des routes. Ainsi le plan de circulation

multi-transports élaboré par Daimler-Benz pour la ville de Berlin.

En d'autres termes notre groupe profite de plus en plus de ces relations intelligentes. Nous sommes conscients que notre compétitivité dépend de notre professionnalisme, de notre efficacité et de l'enthousiasme de nos collaboratrices et collaborateurs. Aussi sommes-nous particulièrement fiers de ce bilan. Et nous voulons, pour cela, les remercier tous très vivement. De même, nous souhaitons remercier nos actionnaires et nos clients pour la confiance, qu'ils nous témoignent. En 1991, le Groupe Daimler-Benz a beaucoup

progressé. Mais nous savons aussi, qu'il reste encore un long chemin – prometteur – à parcourir.

Groupe Daimler-Benz (Valeurs en millions de DM)	1991	1990
Chiffre d'affaires	95 010	85 500
Marché de la CEE	63 350	55 550
(dont Allemagne)	(44 443)	36 074
Autres Marchés	31 660	29 950
Bénéfice de l'exercice	1 942	1 795
Cash-flow	7 790	6 711
Investissements	9 535	6 857
Dépenses de recherche et développement	8 401	8 193
Effectifs (en fin d'année)	379 252	376 785
Allemagne	365 295	363 404
Etranger	73 957	73 381

Daimler-Benz AG, B.P.N. 80 0230, D-7000 Stuttgart 80, République Fédérale d'Allemagne

Les entreprises du Groupe Daimler-Benz: Mercedes-Benz, AEG, Deutsche Aerospace, Daimler-Benz InterServices (debis)

DAIMLERBENZ

VIE DES ENTREPRISES

Après un an d'agitation

Confirmation d'un consensus entre les actionnaires de la CSEE

L'assemblée générale de la CSEE (Compagnie des signaux et d'équipements électroniques) réunit mardi 23 juin, a confirmé le consensus des actionnaires apparus il y a un mois et demi, après un an d'agitation. Comme lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue en mai, autorisant de futures augmentations de capital, toutes les résolutions ont été adoptées dans le calme et à l'unanimité. Finies les rencontres orageuses, les trois actionnaires importants de la CSEE - la société d'investissement Quadral (36,4 %), l'italien Finmeccanica (26,8 %) et le groupement privé de gestion (GPG) (30,5 %) - sont d'accord sur le plan industriel.

Tout a commencé en mai 1991 lorsque Quadral, firme alors inconnue, dirigée par M. Yazid Sabeg, est devenue le premier actionnaire de la CSEE après avoir acquis 23 % de son capital en Bourse. Un mois plus tard, M. Sabeg prenait la présidence de cette société dirigée

jusqu'alors par M. Jean-Claude Pélioso et contestait les comptes de l'exercice. Après avoir procédé à une augmentation de capital durant l'été et porté sa participation à près de 30 %, il lançait à l'automne une offre publique d'achat (OPA) pour prendre le contrôle de l'entreprise. Mais l'italien Finmeccanica, associé à certaines activités de la CSEE, ainsi que le GPG bloquaient cette tentative. L'OPA échouait. En décembre, l'opposition de ces deux actionnaires empêchant M. Sabeg d'obtenir les autorisations nécessaires pour procéder à de nouvelles augmentations de capital (le Monde daté 5 décembre 1991).

Depuis le printemps, les relations se sont détendues, comme le prouvent les deux assemblées consécutives de mai et juin. Evoquant l'année en cours, M. Sabeg a rappelé qu'il envisageait un retour à l'équilibre après des pertes de 45 millions de francs en 1991 et de

166 millions en 1990 (le Monde du 28 avril). Une solution devrait être trouvée pour la filiale américaine Tecom, principale source de déficit du groupe. D'ores et déjà, sa taille a été réduite, et d'ici la fin de l'année elle sera cédée ou fermée.

Le carnet de commandes du groupe à fin mai est estimé à 1,76 milliard de francs et représente un an et demi de chiffre d'affaires. Des quatre branches d'activités - transport, péage, défense, communication-informatique, - la première est la plus importante, représentant 33 % du chiffre d'affaires global et bientôt 30 % grâce aux équipements de signalisation haute vitesse du TGV et du tunnel sous la Manche. Dans ce secteur, le groupe attend l'issue de deux négociations sur les trains à grande vitesse en Italie et en Corée.

DOMINIQUE GALLOIS

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CONFLITS

■ Allianz renforce son contrôle sur Rhin et Moselle. - Le conflit qui oppose Allianz au groupe français Navigation mixte tourne à l'avantage de l'assureur allemand. Allianz a pris mercredi 24 juin, le contrôle de fait des sociétés d'assurance (Rhin et Moselle Vie et Rhin et Moselle IARD) détenues par sa filiale Allianz Via Bolding France. Le président d'Allianz, Vito, a annoncé que le contrôle à 65 % par Allianz et 35 % par la Mixte, M. Emmanuel Gautier, proche de la Mixte, a démissionné et a été remplacé par M. Roland Jolivet, proche de Allianz. La Mixte reproche à Allianz d'avoir dénoncé le contrat de réassurance qui le liait à sa filiale française et d'être ainsi responsable des lourdes pertes (539 millions de francs) de l'exercice 1991.

PARTICIPATIONS

■ La CPR rachète la Banque CGM à Indosuez. - La Compagnie parisienne de réassurance (CPR) va racheter la participation de 87 % que possède le groupe Indosuez dans la Banque CGM. Le nouveau groupe CPR-CGM disposera d'environ 2,5 milliards de francs propres et de 100 millions de francs de total de bilan, ainsi que d'un réseau international étendu aux États-Unis, à la Grande-Bretagne, l'Italie, la Belgique, l'Espagne, les Pays-Bas et le Luxembourg. La Banque Indosuez, avec 18,65 % du capital et 24,60 % des droits de vote, est l'actionnaire de référence de la CPR.

■ IBM va prendre 5,8 % du capital de Bull. - Le Journal officiel a publié, jeudi 25 juin, un décret du ministère de l'économie et des finances autorisant le groupe informatique américain IBM à prendre une participation dans la société des machines Bull, société-mère de la

société informatique publique française IBM est autorisée à souscrire à une augmentation de capital réservée de 11 250 000 actions de la Compagnie des machines Bull au prix de 48 francs par action, prévoyant un montant de 540 millions de francs. IBM va donc prendre, comme prévu, 5,8 % du capital de Bull. Cette prise de participation est le pendant financier des accords technologiques, portant notamment sur l'utilisation par Bull de la technologie RISC (à jeu d'instructions réduit) développée par IBM, qui avaient été annoncés au début de l'année.

BOURSE

■ Globex, le marché mondial de contrats à terme et d'options, a démarré officiellement. - Globex, ce projet ambitieux de marché mondial de contrats à terme et d'options, en gestation depuis octobre 1987, a démarré officiellement jeudi 25 juin. Son lancement a été sans cesse retardé. Globex permet la cotation électronique, 24 heures sur 24, de contrats à terme et d'options simultanément à Chicago, New-York, Londres et Paris. Elaboré en commun par les deux plus importants marchés à terme du monde, le Chicago Mercantile Exchange et le Chicago Board of Trade, Globex intégrera au début de 1993 des produits du MATIF français, le correspondant pour l'Europe de ce réseau mondial. D'autres marchés à terme, notamment Sydney et quatre bourses de matières premières de New-York devraient se joindre à Globex.

■ L'offre publique d'échange sur les certificats pétroliers Total se déroute du 26 juin au 27 juillet. - L'offre publique d'échange (OPE) de trois actions pour quatre certificats pétroliers Total proposée par l'État aura lieu du 26 juin au 27 juillet. L'opéra-

tion vise 16 205 402 certificats pétroliers Total, soit 6,7 % du capital environ. L'État s'est engagé à échanger la totalité des certificats pétroliers Total non détenus par lui à raison de 3 actions pour 4 certificats. La cotation des certificats reprendra le 26 juin et le résultat de l'OPE fera l'objet d'un avis le 11 août.

JUSTICE

■ Maxwell : le groupe MGN pourrait porter plainte contre Goldman Sachs. - Sir Robert Clark, nouveau président depuis le 17 juin du Mirror Group Newspapers (MGN), qui publie notamment le Daily Mirror et le Daily Record et qui est détenteur à 51 % par la famille de Robert Maxwell, a convoqué une assemblée générale des actionnaires le 16 juillet. Il a indiqué que MGN pourrait agir en justice contre l'un d'entre eux, la banque américaine Goldman Sachs International Ltd - qui détient 9,9 % du capital du groupe - s'il s'avérait que celle-ci était consciente de l'irrégularité des paiements faits en son faveur par le patron de presse, décédé en mer le 5 novembre 1991. Ces versements sont de 40 millions de livres (environ 380 millions de francs).

COOPÉRATION

■ Renault et Volvo créent deux groupements d'intérêt économique (GIE) dans le domaine des achats et de la qualité. - Renault et Volvo vont constituer deux GIE dans les domaines des achats et de la qualité. Le GIE Achats devrait permettre de réaliser 30 % du chiffre d'affaires des deux constructeurs automobiles en commun, contre 15 % aujourd'hui. Les deux GIE seront localisés à Paris.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild
Banque

L'Assemblée Générale des actionnaires de la Sicav SAINT-HONORÉ BIO-ALIMENTAIRE, qui s'est tenue le 22 juin 1992, a décidé de modifier la dénomination de la Sicav qui devient :

SAINT-HONORÉ VIE ET SANTÉ

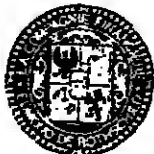
Cette décision a été motivée par le souci de mieux refléter la variété des secteurs de la Sicav qui comprend l'alimentation, la santé et les services associés à ces secteurs, notamment la distribution alimentaire et pharmaceutique.

CONTINUITÉ DANS LA PERFORMANCE
Classement* sur 1 an à fin mai 1992

NOUVELLE EUROPE 3^e sur 31 - Sicav Europe
SAINT-HONORÉ VIE ET SANTÉ 19^e sur 93 - Sicav diversifiée
SAINT-HONORÉ INVESTISSEMENTS 28^e sur 93 - Sicav diversifiée
SAINT-HONORÉ PACIFIQUE 5^e sur 21 - Sicav Pacifique
SAINT-HONORÉ CAPITAL 76^e sur 156 - Sicav obligations

*Source Bloomberg

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque (Corbeille d'Or « Mieux Vivre » en 1987 et Corbeille de Bronze en 1990) propose à une large clientèle de personnes privées et d'institutionnels français et étrangers une gamme complète de Fonds Communs de Placement et de Sicav offrant un choix de profils de risques et de performances.



Gestio institutionnelle

Gestio privée

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque
47, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS

François des Robert

Humbert Gervais de Labarre

Tél. : 40-17-25-25

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 24 juin ↑

Sans conviction

La Bourse de Paris a confirmé sans conviction mercredi 24 juin, premier jour du mois boursier de juillet, le regain amorcé la veille dans un marché très calme. En hausse de 0,41 %, l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en début d'après-midi un gain de 0,81 % avant de céder l'essentiel du terrain gagné pour terminer en clôture sur une petite progression de 0,20 %, à 1 899,84 points.

Cette séance n'a pas permis au CAC 40 de dépasser au-dessus de la barre des 1 900 points et de se libérer de l'impact des pertes de 8 % subies en juin. Le volume des affaires est resté faible, les investisseurs, qui ont timidement salué l'annonce d'un excédent commercial en France de 4,6 milliards de francs en mai après les 7 milliards de mai précédent. Cette bonne nouvelle doit néanmoins être tempérée par l'annonce mardi d'une progression de 9 % de la masse monétaire allemande en mai. L'espoir d'une détente prochaine des tensions d'intérêt s'est envolé. Enfin, la nouvelle baisse de la Bourse de Tokyo mercredi (-1,5 %) continuait à peser sur les opérations, qui se demandent jusqu'où peut descendre le marché japonais.

Poussé par 1,3 % pendant que se tenait mercredi matin l'assemblée générale des actionnaires, Total était en hausse de 0,3 % à 232 francs alors que les investisseurs pouvaient s'attendre à une hausse de 0,5 % après l'OPE sur 12,4 % du capital de la compagnie pétrolière. A l'étranger, cette opération a rencontré un très vif succès. En France, la demande est nettement moins forte car, soulignant les gestionnaires, de nombreux épargnants ont préféré, plutôt que de se lancer dans l'achat d'actions Total, à noter les hausses de 9,3 % de la SCOA et de 3 % de la SCA.

NEW-YORK, 24 juin ↑

Timide

Wall Street a progressé timidement mercredi 24 juin, encouragée par la baisse des taux d'intérêt à long terme américains après l'annonce d'une chute des commandes de biens durables en mai aux États-Unis. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé à 3 280,70, en hausse de 5,08 points (+0,15 %). Le volume des échanges a été de 1,1 milliard d'actions, le nombre des titres en hausse a légèrement dépassé celui des valeurs en baisse : 868 contre 818 ; 570 actions sont demeurées inchangées.

Le recul des commandes de biens durables annoncé par le département du commerce a été de 2,4 % en mai après une progression de 1,9 % en avril. Il s'agit de la baisse la plus forte depuis décembre 1990. Cette dernière statistique a égayé les données des investisseurs sur la solidité de la reprise économique américaine.

VALEURS	Cours de 23 juin	Cours de 24 juin
Alcatel	73 1/4	73 1/4
Alstom	42 3/8	41 3/4
ATP	12 1/2	12 1/2
Chem. de France	28 1/2	28 1/2
De Post de France	50 1/4	50 1/4
Elf	28 1/4	28 1/4
Gen. Fin.	81 1/4	81 1/4
Grand Paris	48 1/4	48 1/4
Indosuez	75 1/4	75 1/4
Lyonnaise	43 1/2	43 1/2
Matras	87 1/2	87 1/2
MTT	63 1/2	63 1/2
Renault	17 1/2	17 1/2
Schneider	72 1/4	72 1/4
Schweitzer	62 1/4	62 1/4
Suez	82 1/2	82 1/2
UAF	114 1/4	114 1/4
Union Carbide	28 1/4	28 1/2
Unicredit	50 1/4	50 1/4
Wendel	17 1/4	17 1/4
Zuccato	68 1/4	68 1/4

LONDRES, 24 juin ↓

Nette recrudescence

Les valeurs ont pris de la fermeté des marchés étrangers et des prises de bénéfices mercredi 24 juin au Stock Exchange de Londres après une séance de la veille, l'indice FTSE 100 des valeurs de la bourse a gagné 2,522,6 points. Les échanges ont porté sur 548,2 millions d'actions contre 368,7 millions mardi. Les fonds d'État ont une nouvelle fois hésité après une adjudication record de 2,75 milliards de livres. La tendance a été influencée par la confirmation de la poursuite de la récession britannique au premier trimestre, malgré une légère amélioration du PIB produit intérieur brut par rapport aux prévisions. Ce dernier a diminué de 0,5 % au 50 des 0,6 % initialement annoncés.

TOKYO, 25 juin ↑

Rebond

La Bourse de Tokyo a, après avoir touché mercredi son niveau le plus bas depuis près de six ans, s'est redressée jeudi 25 juin. En clôture, l'indice Nikkei s'est envolé à la hausse de 1,8 % (290,05 points) à 16 143,72 points et repasse à nouveau au-dessus de la barre des 16 000 points.

Ce sont des rumeurs de détente des tensions d'intérêt, liées au prochain sommet du G7 en juillet qui ont contribué à ranimer le Kabuto-cho, et y a eu aussi quelques achats importants de valeurs étrangères, mais une bonne partie des gains est la conséquence de rachats de positions à découvert», explique un opérateur.

VALEURS	Cours de 24 juin	Cours de 25 juin
Ajuntada	1 110	1 120
Alcatel	1 250	1 260
Alstom	1 250	1 260
ATP	1 250	1 260
Chem. de France	1 250	1 260
De Post de France	1 250	1 260
Elf	1 250	1 260
Gen. Fin.	1 250	1 260
Grand Paris	1 250	1 260
Indosuez	1 250	1 260
Lyonnaise	1 250	1 260
Matras	1 250	1 260
MTT	1 250	1 260
Renault	1 250	1 260
Schneider	1 250	1 260
Schweitzer	1 250	1 260
Suez	1 250	1 260
UAF	1 250	1 260
Union Carbide	1 250	1 260
Unicredit	1 250	1 260
Wendel	1 250	1 260
Zuccato	1 250	1 260

PARIS :

Second marché (référé)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	4470	4480	Imtech Houten	1020	1040
Alstom	240	240	Imtech Compagnie	150	150
B.A.C.	38	38	Imtech Compagnie	61 80	61 80
Banque Paribas	755	755	Imtech Compagnie	219 80	219 80
Banque Paribas	467	470	Imtech Compagnie	174	174
Banque Paribas	234	234	Imtech Compagnie	480	480
C.A.I. de F. (C.C.I.)	750	750	Imtech Compagnie	334	334
Calsonic	387	384	Imtech Compagnie	98	98
Cardif	163 80	163 80	Imtech Compagnie	280	280
C.E.S.E.P.	257	257	Imtech Compagnie	308	308
C.F.P.I.	1195	1195	Imtech Compagnie	484	482
Codis	280	280	Imtech Compagnie	355	355
Comptex	1218	1218	Imtech Compagnie	238	238
Crédit	165	165	Imtech Compagnie	96	96
Dapla	305	305	Imtech Compagnie	840	840
Datam	1900	1900			
Datam	500	500			
Datam	1235	1235			
Datam	175	175			
Datam	165	165			
Datam	145	145			
Datam	180 80	180 80			
Datam	120	120			
Datam	70	69			
Datam	384	384			
Datam	162	162			
Datam	159	159			
Datam	80	80			

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

National 10 % - Cotation en pourcentage du 24 juin 1992
Nombre de contrats estimés : 153 925

COURS	Échéances
Dernier	106,99
Précédent	106,76

Options sur national

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
108	0,13	0,25
	0,63	1,35

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	juin	juillet	août
Dernier	1 891	1 890	1 922
Précédent	1 900	1 898	1 914

CHANGES

Dollar : 5,22 F ↓

Le dollar poursuit son repli à 5,2210 francs, jeudi 25 juin au cours des premiers échanges entre banques à Paris contre 5,2255 francs à la clôture des échanges interbancaires de mercredi et à 5,2375 francs en fin de journée. Le billet vert est à ses plus bas niveaux face aux monnaies européennes depuis janvier et continue à baisser. Il souffre des inquiétudes sur la reprise économique américaine.

FRANCFORT	24 juin	25 juin
Dollar (en DM)	1,5829	1,5819
TOKYO	24 juin	25 juin
Dollar (en yen)	127,83	126,82

MARCHE MONÉTAIRE (effets privés)	
Paris (25 juin)	9 576 - 18 %
New-York (25 juin)	3 34 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

Valeurs françaises : 100,90 116,40
Valeurs étrangères : 99,90 99,90
(SIFP, base 100 : 31-12-91)
Indice global CAC : 517,25 518,60
(SIFP, base 1000 : 31-12-91)
Indice CAC 40 : 1 895,80 1 899,84

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industriel : 3 285,65
Londres (indice Financial Times) : 2 522,65
100 valeurs : 2 598,60 2 532,60
30 valeurs : 1 996,70 1 975,50
Bourse d'Etat : 86,25 86,53

FRANCFORT	24 juin	25 juin
Dollar	1 771,14	1 768,49
TOKYO	24 juin	25 juin
Nikkei Dow Jones	15 853,67	16 143,72
Indice global	1 233,37	1 248,50

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demande	Offert	Demande	Offert
\$ E-U	5.2190	5.2210	5.2995	5.3045
Yen (100)	4.1230	4.1250	4.1802	4.1867
£	6.5984	6.5938	6.5903	6.5908
Deutschmark	5.3676	5.3681	5.3691	5.3722
Franc suisse	3.7259	3.7267	3.7219	3.7296
Lire italienne (100)	4.4428	4.4455	4.4431	4.4487
Livre sterling	1.2174	1.2174	1.2174	1.2251
Forint (100)	5.3487	5.3455	5.3530	5.3535

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demande	Offert	Demande	Offert	Demande	Offert
\$ E.U.	3 3/4	3 7/8	3 13/16	3 15/16	3 15/16	4 1/16
Yen (100)	4 7/16	4 11/16	4 3/8	4 1/2	4 1/2	4 7/16
£	10 7/16	10 9/16	10 7/16	10 9/16	10 7/16	10 9/16
Deutschmark	9 5/8	9 3/4	9 5/8	9 3/4	9 5/8	9 3/4
Franc suisse	9 1/4	9 3/8	9 1/4	9 3/8	9 1/4	9 3/8
Lire italienne (1000)	14 1/2	14 3/4	13 5/8	13 7/8	13 1/2	13 5/8
Livre sterling	12 1/16	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8
Forint (100)	12 3/16	12 1/2	12 3/8	12 5/8	12 3/8	12 5/8
FRANC FRANÇAIS	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde-RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Jeudi 25 juin :
Jean François
PDG de Forme X L

Vendredi 26 juin :
Auguste Morel,
directeur général de Crédit
agricole d'Alsace-et-Ville.

CARNET DU Monde

Mort de Georgie Viennet

Une artiste contre la peine capitale

Georgie Viennet, fondatrice et présidente de l'Association française contre la peine de mort, est décédée le 18 juin à Paris, victime d'une crise cardiaque. Elle a été inhumée le 23 juin dans l'intimité.

De Georgie Viennet, on pourrait tracer trois images, trois biographies presque distinctes si elles n'étaient liées par cette personnalité commune faite de passion et de courage. La première fut celle d'une chanteuse, dans les années 50, interprète de textes de Ferré, Carco ou Prévert, héroïne belle et romantique qui fut un jour victime d'un grave accident de voiture. La dernière image aura été celle d'une attachée de presse qui déployait une énergie formidable, à défendre la cause de ses clients : galeries d'art, expositions, antiquaires de haut vol, salons ou bien-

Quel savoir, dans cet univers doré, ce qu'avait été le combat de Georgie Viennet contre la peine de mort depuis les années 60 ? La postérité oublie volontiers les chanteuses d'un temps, elle se désintéresse ordinairement de la cohorte des intermédiaires de la communication. Fatalement, cette troisième activité, ce troisième « métier » de l'ancienne chanteuse, passe aussi dans l'oubli au prétexte que cette cause qu'elle défendait n'avait plus lieu d'être depuis 1981 ? Elle ne le pensait pas et n'avait jamais désarmé son association, craignant qu'un jour ou l'autre la guillotine, la « veuve », ne reprenne du service en France, à l'instar de ce qu'elle voyait, avec une constante indignation, dans d'autres pays comme les Etats-Unis.

Elle était donc prête à repartir en campagne comme elle avait autrefois su rassembler tous ceux, inconnus ou illustres, qui partageaient son horreur de la peine de mort, du cardinal Marty au grand rabbin Kaplan, de Jacques Monod à Jacques Chirac ou François Mitterrand, toutes personnalités qui furent amenées à soutenir son combat. Elle fut sans doute la seule à pouvoir coordonner des actions, souvent perdues mais symboliques, comme celles qu'elle entreprit pour Buffet et Bonfems, en 1972, pour Bruno T., en 1976, ou même au-delà pour des condamnés dans des pays étrangers.

Ceux qui l'entouraient ou travaillaient avec elle nous ont assuré vouloir poursuivre son œuvre (1).

FREDERIC EDELMANN

(1) Ch. Méliat, 26 rue de la République, 13008 Paris.

LOTTO 1992

10 11 14 20 31 41

20 35

2 11 12 17 26 41

REDACTION ET SECRETAIRE: 15, RUE FAUGÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15

ADMINISTRATION: 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin, 75002 PARIS CEDEX 15

Tél.: (1) 46-62-72-72

Tél.: 46-62-72-11 - Société éditrice de la SARL Le Monde et de la SARL Le Monde Presse

Capital social: 620 000 F

Principaux associés de la société: Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry

Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lescaur, gérant.

Reproduction interdite de tout article sans accord avec l'administration

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél.: (1) 40-65-29-33

TARIF FRANCE

3 mois 460 F

6 mois 890 F

1 an 1 620 F

SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS

3 mois 572 F

6 mois 1 123 F

1 an 2 086 F

AUTRES PAYS

3 mois 798 F

6 mois 1 590 F

1 an 2 960 F

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires: nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP

Durée choisie: 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom: Prénom:

Adresse: Code postal:

Localité: Pays:

Veuillez avoir l'obligation d'envoyer tous les numéros propres en capital à l'imprimerie.

Mariages

Cheikh et M^{me} Khalil EL KHOURY, M. et M^{me} Fawad KAMEL.

sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants

Karim et Corinne,

célébré le 20 juin 1992, en l'église Notre-Dame du Liban, à Paris.

M. Leonhardt, président, Les membres du bureau, Les membres du conseil de l'UIMM, ont la tristesse de faire part du décès, le 21 juin 1992, dans sa quatre-vingtième année, de

M. Emile BOURSIER, commandeur de la Légion d'honneur, ancien vice-président du CNPF, président d'honneur de l'AGIRC.

Il occupait des fonctions d'administrateur et de président de sociétés des groupes Chauvin-Arnoux et Claret.

Les obsèques auront lieu le vendredi 26 juin, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, à Neuilly-sur-Seine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

UIMM, 56, avenue de Wagram, 75017 Paris.

Le président, Et le vice-président, Les membres du bureau, Les membres du conseil d'administration, Les directeurs des institutions de retraite de cadres, Le directeur général et le personnel de l'Association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC), ont la tristesse de faire part du décès, le 21 juin 1992, dans sa quatre-vingtième année, de

M. Emile BOURSIER, commandeur de la Légion d'honneur, président d'honneur de l'UIMM, ancien vice-président du CNPF, président d'honneur de l'AGIRC.

Il occupait des fonctions d'administrateur et de président de sociétés des groupes Chauvin-Arnoux et Claret.

Les obsèques auront lieu le vendredi 26 juin, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, à Neuilly-sur-Seine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

AGIRC, 4, rue Lavoisier, 75116 Paris.

Le président du conseil d'administration, Le directeur général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, ont le regret de faire part du décès, survenu le 21 juin 1992, de

M. Emile BOURSIER, commandeur de la Légion d'honneur, membre du conseil d'administration de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris.

(Le Monde du 23 juin.)

Anniversaires

L'Association des volontaires technoslovaques en France 1914-1918 et 1939-1945, L'Amitié franco-tchécoslovaque, Le Sokol de Paris,

viennent d'éprouver une très grande perte en la personne de

M. Louis MANICEK, croix de guerre 1939-1945, médaille du combattant, volontaire de la Résistance, président d'honneur de l'Association des volontaires tchécoslovaques en France, membre du comité directeur de l'Amitié franco-tchécoslovaque,

décédé le 21 mai 1992, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Une cérémonie à sa mémoire a eu lieu le 23 juin, au cimetière militaire tchécoslovaque de la Targuette, près d'Arras, en présence d'une délégation d'anciens combattants venus de Tchécoslovaquie, et de hautes autorités civiles et militaires françaises.

Une plaque a été apposée au mur du mémorial pour rappeler la très grande part prise par le défunt au regroupement des séquestrés et à l'érection de cette nécropole.

9, rue Mathurin-Régnier, 75015 Paris.

M^{me} veuve Maurice Brinet, M. et M^{me} Henri Brunet, et leurs enfants, M. et M^{me} Jean Brunet, et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri PRADERE, président de chambre honoraire à la cour d'appel de Paris, officier de la Légion d'honneur, grand officier de l'Ordre national du Mérite,

survenu le 23 juin 1992, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 26 juin, à 10 heures, en l'église de Sceaux (Seine-et-Oise), dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le président, Et les membres du conseil d'administration de la mutuelle du ministère de la Justice, ont le regret de faire part du décès de leur président d'honneur,

M. Henri PRADERE, vice-président honoraire de la Fédération nationale des régions parisiennes, vice-président honoraire de la Fédération nationale des mutuelles de la fonction publique, administrateur honoraire de la Fédération nationale de la mutualité française.

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris en la mémoire de notre cher disparu.

Les familles Robert et Goupy, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marie-Louise ROBERT, née Veuve,

survenue le 23 juin 1992.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 27 juin, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-du-Rosaire, à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne).

7, avenue de Luttre-de-Tassigny, 94100 Saint-Maur.

Jacques Vial, Et sa famille, Alain Lamassoure, député des Pyrénées-Atlantiques, Et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Elyse VIAL.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 27 juin 1992, à 9 heures, en l'église du Cœur-Immaculé, 23, rue de Verdun, à Suresnes (Hauts-de-Seine). L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse vers 11 heures.

5, rue de la Convention, 75015 Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 26 juin, à 15 h 45, en l'église Notre-Dame de Bellevue (Mondou-Bellevue).

228, rue de la Convention, 75015 Paris.

Marie-Odile Melis, née Geoffroy, Cinthia et Romane Melis, Eliane et Raymond Melis, Françoise Melis, Et toute sa famille, ont la tristesse de faire part du décès accidentel de

Jean-Claude MELIS, architecte DPLG,

survenu sur le circuit de Rouen-Les Essarts, le 22 juin 1992, à l'âge de quarante-six ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 26 juin, à 15 h 45, en l'église Notre-Dame de Bellevue (Mondou-Bellevue).

228, rue de la Convention, 75015 Paris.

Le président du conseil d'administration, Le directeur général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, ont le regret de faire part du décès, survenu le 21 juin 1992, de

M. Emile BOURSIER, commandeur de la Légion d'honneur, membre du conseil d'administration de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris.

(Le Monde du 23 juin.)

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

REDACTION ET SECRETAIRE: 15, RUE FAUGÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15

ADMINISTRATION: 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin, 75002 PARIS CEDEX 15

Tél.: (1) 40-65-25-25

Tél.: 40-65-25-99

Tél.: 206-8068F

Reproduction interdite de tout article sans accord avec l'administration

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél.: (1) 40-65-29-33

TARIF FRANCE

3 mois 460 F

6 mois 890 F

1 an 1 620 F

SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS

3 mois 572 F

6 mois 1 123 F

1 an 2 086 F

AUTRES PAYS

3 mois 798 F

6 mois 1 590 F

1 an 2 960 F

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires: nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP

Durée choisie: 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom: Prénom:

Adresse: Code postal:

Localité: Pays:

Veuillez avoir l'obligation d'envoyer tous les numéros propres en capital à l'imprimerie.

Anniversaires

L'Association des volontaires technoslovaques en France 1914-1918 et 1939-1945, L'Amitié franco-tchécoslovaque, Le Sokol de Paris,

viennent d'éprouver une très grande perte en la personne de

M. Louis MANICEK, croix de guerre 1939-1945, médaille du combattant, volontaire de la Résistance, président d'honneur de l'Association des volontaires tchécoslovaques en France, membre du comité directeur de l'Amitié franco-tchécoslovaque,

décédé le 21 mai 1992, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Une cérémonie à sa mémoire a eu lieu le 23 juin, au cimetière militaire tchécoslovaque de la Targuette, près d'Arras, en présence d'une délégation d'anciens combattants venus de Tchécoslovaquie, et de hautes autorités civiles et militaires françaises.

Une plaque a été apposée au mur du mémorial pour rappeler la très grande part prise par le défunt au regroupement des séquestrés et à l'érection de cette nécropole.

9, rue Mathurin-Régnier, 75015 Paris.

M^{me} veuve Maurice Brinet, M. et M^{me} Henri Brunet, et leurs enfants, M. et M^{me} Jean Brunet, et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri PRADERE, président de chambre honoraire à la cour d'appel de Paris, officier de la Légion d'honneur, grand officier de l'Ordre national du Mérite,

survenu le 23 juin 1992, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 26 juin, à 10 heures, en l'église de Sceaux (Seine-et-Oise), dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le président, Et les membres du conseil d'administration de la mutuelle du ministère de la Justice, ont le regret de faire part du décès de leur président d'honneur,

M. Henri PRADERE, vice-président honoraire de la Fédération nationale des régions parisiennes, vice-président honoraire de la Fédération nationale des mutuelles de la fonction publique, administrateur honoraire de la Fédération nationale de la mutualité française.

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris en la mémoire de notre cher disparu.

Les familles Robert et Goupy, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marie-Louise ROBERT, née Veuve,

survenue le 23 juin 1992.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 27 juin, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-du-Rosaire, à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne).

7, avenue de Luttre-de-Tassigny, 94100 Saint-Maur.

Jacques Vial, Et sa famille, Alain Lamassoure, député des Pyrénées-Atlantiques, Et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Elyse VIAL.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 27 juin 1992, à 9 heures, en l'église du Cœur-Immaculé, 23, rue de Verdun, à Suresnes (Hauts-de-Seine). L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse vers 11 heures.

5, rue de la Convention, 75015 Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 26 juin, à 15 h 45, en l'église Notre-Dame de Bellevue (Mondou-Bellevue).

228, rue de la Convention, 75015 Paris.

Marie-Odile Melis, née Geoffroy, Cinthia et Romane Melis, Eliane et Raymond Melis, Françoise Melis, Et toute sa famille, ont la tristesse de faire part du décès accidentel de

Jean-Claude MELIS, architecte DPLG,

survenu sur le circuit de Rouen-Les Essarts, le 22 juin 1992, à l'âge de quarante-six ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 26 juin, à 15 h 45, en l'église Notre-Dame de Bellevue (Mondou-Bellevue).

228, rue de la Convention, 75015 Paris.

Le président du conseil d'administration, Le directeur général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, ont le regret de faire part du décès, survenu le 21 juin 1992, de

M. Emile BOURSIER, commandeur de la Légion d'honneur, membre du conseil d'administration de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris.

(Le Monde du 23 juin.)

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

REDACTION ET SECRETAIRE: 15, RUE FAUGÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15

ADMINISTRATION: 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin, 75002 PARIS CEDEX 15

Tél.: (1) 40-65-25-25

Tél.: 40-65-25-99

Tél.: 206-8068F

Reproduction interdite de tout article sans accord avec l'administration

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél.: (1) 40-65-29-33

TARIF FRANCE

3 mois 460 F

6 mois 890 F

1 an 1 620 F

SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS

3 mois 572 F

6 mois 1 123 F

1 an 2 086 F

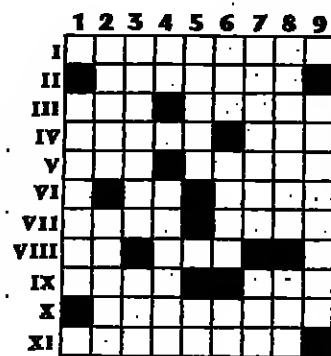
AUTRES PAYS

3 mois 798 F

هكذا من لاصح

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5810



HORIZONTALEMENT

I. Des morceaux que l'on n'a pas besoin d'achever quand ils sont excellents. - II. Son âme est toujours un secret. - III. Très original. Obligation. - IV. En Suisse, d'un verbe qui n'engendre pas la mélanco-
lie. - V. Quartier de Croix. Fournit pour cigarettes. - VI. Cuvette. Certains y fut dans ses maux. - VII. Simples. Sa splendeur est fugitive. - VIII. Symbole. S'applique à l'endroit. - IX. Terre étrangère. Fit disparaître. - X. Avoient le peu rêche. - XI. Opérations de nettoyage.

VERTICALEMENT

1. Cesse d'être modeste quand elle devient conversationnelle. - 2. Une bonne fréquentation. Peu gâtée par la nature. - 3. Qui en sort peut se faire remarquer. Pour César, c'était quelque chose. - 4. Abréviation. Sont souples et légers. - 5. A un caractère pointu. Lettres de crédit. - 6. A l'étranger. Ne coule donc plus. Après un certain Philippe. - 7. Timbre de valeur. Exigeait une construction impeccable. - 8. On ne moissonne pas dans leur champ. Possessif. - 9. Feras preuve de prévoyance.

Solution du problème n° 5809

Horizontalement

I. Pervenues. - II. Rudes. Tu. - III. Obi. Unt. - IV. Danseuses. - V. Idéal. Ans. - VI. Gésier. N.E. - VII. Neige. - VIII. Eme. Mese. - IX. Séisme. - X. M. Unid. - XI. Serpentes.

Verticalement

1. Prodiges. - 2. Aubade. Réna. - 3. Reines. Nier. - 4. V61. Saines. - 5. Es. Elés. Mus. - 6. Riment. - 7. U.S.A. G8. IT. - 8. Etrennes. T6. - 9. Suisse. Sées. - 10. GUY BROUTY

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Sur un scoop de TF 1

TF 1 offrait un scoop. Quand PPDA annonce un scoop, quand s'incruste en haut à gauche de l'écran la mention « exclusif », on se cale dans son canapé, on frémit d'aise. On ne fut pas déçu. On fut introduit chez un producteur d'hermine de la plaine de la Bekaa, au Liban. On le vit à l'œuvre, par terre, en son coquet intérieur, maniant des ustensiles de cuisine, transvasant devant la caméra, comme de la pâte à crêpe, une mixture qu'on voulait bien croire être de l'hermine, puisqu'on nous l'affirmait.

Quoique son visage fût dévoré par une barbe farouche, l'homme tenait un discours d'honnête arti-

san. « Si on m'empêche de faire ce travail, dis-je, je deviendrai un brigand. » Il ne lui manquait que les cartouchères, et de crier : « Allah akbar » ou, pourquoi pas, « Vive Zapata ».

Passés les ricanements, on s'interrogeait. Pourquoi est-on si sceptique face aux scoops de TF 1 ? Ses journalistes ne sont sûrement ni moins entreprenants ni moins honnêtes que ceux des autres chaînes, ou de la presse écrite. Peut-être, comme disait l'autre, parce que le message, c'est la modeste TF 1 nous a trop montré de femmes à barbe, de terroristes en contre-champ et de patates géantes, trop produit d'exclusivités

florant le gros négocia, elle a trop saupoudré de paillettes sur l'information : elle est aujourd'hui inextinguiblement ressentie comme une machine à fabriquer des images, et non à les voler.

Il est fragile, le lien qui unit le téléspectateur à une chaîne. Complexe et fragile. Que nous soyons une fois grugés, et il est brisé. Même si on continue à regarder, on est comme vacciné à vie contre l'illusion nécessaire, qui ne peut naître que d'une confiance d'enfant. Un téléspectateur trompé, c'est un enfant qui a entravé le marionnettiste. Désormais sourd à tous les boniments, il cherche, malgré lui, les ficelles.

C'est parfois injuste. TF 1, la semaine dernière, consacrait de très beaux sujets à la Somalie, en proie à la sécheresse et à la guerre. La caméra se promenait dans les camps de réfugiés, entre les états vides des marchés, pénétrait dans le palais à l'abandon d'un despote enfui, fouillait dans les archives éventrées de la dictature pour y retrouver des sacs de courrier d'Amnesty, une carte de vœux d'Elizabeth II. Ces images-là étaient bien extorquées au malheur et à la sauvagerie, arrachées à la griffe toujours menaçante de l'oubli. C'était - comment ne pas en revenir à Albert Londres ? - une plume portée dans la plaie.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : P, signalé dans « le Monde radio-télévision » ; F, film à éviter ; M, on peut voir ; N, ne pas manquer ; C, chef-d'œuvre ou classique.

Jedi 25 juin

TF 1

20.50 Série : La Triplé gagnant. La Mort du petit chat, de Boremy Touloung.
22.25 Série : Mike Hammer.

A 2

20.50 Magazine : Envoyé spécial. Enquête sur la sexualité des Français. L'Algérie tunisie ; Western Avenue, Los Angeles.
22.10 Cinéma : L'Ami américain. Film américain de Wim Wenders (1977).
0.15 Magazine : Merci et encore Bravo. Invité : Madilda May.

FR 3

20.45 Cinéma : La Horde sauvage. Film américain de Sam Peckinpah (1969).
23.10 Journal et Météo.
23.30 Cinéma : Une partie de campagne. Film français de Jean Renoir (1938).
0.10 Musique : Méditerranée. Invité : Yann Queffelec.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Jacquot de Nantes. Film français d'Agnès Varda (1990).
22.25 Flash d'informations.
22.35 Cinéma : Allô maman, ici bébé. Film américain d'Amy Heckerling (1989) (v.o.).
0.05 Cinéma : Cheb. Film franco-algérien de Rachid Bouchareb (1990).
M 6

20.40 Cinéma : Nashville Lady. Film américain de Michael Apted (1980).
23.00 Téléfilm : Trafics à Miami. De Nick Barwood.

ARTE

20.30 Soirée thématique. Que font Pina Bausch et ses danseurs à Wuppertal ?
20.35 Reportage sur le travail de Pina Bausch. De Kay Kirchmann.
21.35 Danse : Wabze. Chorégraphie de Pina Bausch.

Vendredi 26 juin

TF 1

15.30 Série : Hawaii, police d'Etat.
16.20 Club Dorothée.
17.35 Série : Loin de ce monde.
18.05 Série : Hélène et les garçons.
18.35 Jeu : Une famille en or.
19.00 Feuilletton : Santa Barbara.
19.30 Journal, Météo et Tapis vert.
20.00 Sport : Football Euro 92 (finale) : Danemark-Allemagne, en direct de Göteborg.
21.00 16-temps et Météo.
22.20 Magazine : 52 sur la Une.
23.20 Divertissement : Arthur, émission impossible.

A 2

15.15 Variétés : La Chance aux chansons.
16.00 Jeu : Des chiffres et des lettres.
16.25 Magazine : Défendez-vous.
16.35 Magazine : Gigo.
18.30 Série : Magnum.
19.20 Divertissement : Caméras indiscrètes.
19.59 Journal, Météo des courses et Météo.
20.50 Jeu : La Piste de Xapetan.
22.10 Divertissement : Rire A 2.
23.05 Magazine : Lumière.
23.30 Cinéma : Chambre avec vue. Film américain de James Ivory (1985) (v.o.).

FR 3

15.25 Sport : Golf. Open de France, en direct de Saint-Quentin-en-Yvelines.
16.25 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
18.00 Magazine : Une pêche d'entier.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
20.00 Un livre, un jour. Vire avec une étoile de Jin Wei ; Les Chemins d'If, d'Al Saad ; Embuscade à Palestro, de Maurice Pons ; Journal, 1901-1948, de Jacques Copeau.

Co que dit l'autre, de Jean Gruault.
20.10 Divertissement : La Classe.
20.45 Magazine : Thalassa.
21.40 Magazine : Caractères. Monstres sacrés. Invités : Orianne Fallaci (Inchallah) ; Doris Lessing (l'habitude d'aimer) ; François Ségan (l'habitudes).
22.45 Journal et Météo.
23.05 Magazine : Musicales. Spécial Festivals : pour vos vacances, l'Autriche ou l'Espagne ?

CANAL PLUS

15.10 Magazine : 24 heures.
16.15 Cinéma : Gross Anatomy. Film américain de Thom Eberhardt (1990).
18.00 Canaille peluche.
En clair jusqu'à 20.30
18.30 Le Top.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Téléfilm : Qui a peur du grand méchant loup ? Violences sexuelles sur des enfants.
22.00 Documentaire : Le Mémoire des brumes.
22.55 Flash d'informations.
23.00 Le Journal du cinéma.
Cinéma : Misery. Film américain de Rob Reiner (1990).

M 6

14.40 Série : Destination danger.
16.45 Jeu : Zygomus.
17.15 Magazine : Zygomachine.
17.35 Série : Brigade de nuit.
18.30 Série : L'Étalon noir.
19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
19.54 Six minutes d'informations, Météo, M 6 Finances.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Capital.
20.38 Météo des plages.
20.40 Téléfilm : Le Crime oublié.

Bausch. Avec la troupe du Tanztheater de Wuppertal.
22.30 Danse : Café Müller. Chorégraphie de Pina Bausch. Avec la troupe du Tanztheater de Wuppertal.
23.20 Documentaire : Un sacré danseur. D'Anne Linsel.

FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatique. Tasmanie habituelle, d'Huguette Champroux.
21.30 Profils perdus. Jean Grenier, philosophe.
22.40 Les Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Opéra (donné le 6 août 1991 lors du Festival de La Roque-d'Andéron) : Mazurkas, de Chopin, par Jean-Marc Luisada, piano.
23.10 Ainsi la nuit... Sérénade pour treize instruments à vent en si bémol majeur K 361, de Mozart ; Six Intermezzi op. 4, de Schubert ; Ganymède, An Sylvia, de Schubert.
0.30 Dépêche-notes.

ARTE

19.00 Documentaire : Palettes. D'Alain Jaubert. Un tableau en procès.
19.30 Documentaire : Monsieur Poladian en habits de ville. De Jean-Noël Crastani.
19.45 Documentaire : Paysages européens. De Christian Grandenath.
20.30 Spécial info. Le peuple sans patrie. Les Romani en Allemagne.
21.00 Téléfilm : Cherche appartement en habits de ville. De Rolf Silber.
22.30 Magazine : Mégamix. De Martin Meissonnier. Avec Sney, Planet Core Production, Kaziah Jones, Marinho, Ramones, Energy Orchard, Beje funk, Screaming Target.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Jean Genet.
21.30 Musique : Black and Blue.
22.40 Les Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... Jacques Meunier.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 22 mars à la Salle des congrès de Sarrebruck) : Ouverture de Sérénade, de Rossini ; Concerto pour piano et orchestre n° 5 en sol majeur op. 55, de Prokofiev ; Symphonie n° 2 en mi mineur op. 27, de Rachmaninov, par l'Orchestre symphonique de la radio de Sarrebruck, dir. : Junichi Hirokami.
23.10 Jazz club. Par Claude Carrère et Jean Delmas. En direct de la Villa à Paris : la chanteuse Vanessa Rubin, avec Georges Arvanitas, piano, Wayne Dockery, contrebasse, George Brown, batterie.

Avec Le Monde sur Minitel

Admissibilité :
MINES-PONTS-TELECOM
POLYTECHNIQUE
36.15 LE MONDE
Tapez RES

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SANS VISA

UN VRAI
JOURNAL
DE
PROGRAMMES

Le Monde
RADIO
TELEVISION

Chaque samedi
numéro daté de dimanche-lundi

LA FINALE DE L'EURO 92
en 16/9 Haute Définition
sur ANTENNE 2 Satellite

Ce soir, Antenne 2 diffuse en direct la FINALE en 16/9 Haute Définition.
Ce programme diffuse par satellite TDF2 est aussi accessible par câble. Renseignez-vous
ANTENNE 2 vous propose d'autres rendez-vous 16/9 : Films, Sports, Spectacles
Consultez le minitel 3615 pour connaître TVHD ou le télécab A2.



La Télévision en 16/9 :
A2, une LANCZOR d'Avance

Alors que la décision du gouvernement se fait attendre

Le PS refuse le redémarrage de Superphénix

Alors que le gouvernement hésite encore sur la conduite à tenir à propos du redémarrage de Superphénix, le Parti socialiste s'est déclaré, mercredi 24 juin, hostile à cette opération. Dans un communiqué du bureau exécutif, le PS fait savoir que les éléments de sécurité ne sont pas réunis pour cette remise en service du surgénérateur de Creys-Malville et insiste pour qu'il soit procédé à de nouvelles investigations ainsi qu'à une information publique contradictoire.

Pour donner corps à sa position, le PS s'est appuyé sur deux petites parades électorales dans le rapport confidentiel que le patron de la direction de la sûreté des installations nucléaires, M. Michel Lavie, a transmis le 16 juin au gouvernement. « Le redémarrage de Creys-Malville pourrait, du point de vue de la sûreté, être envisagé », y est-il écrit, « moyennant un ensemble de limitations et de précautions ». En particulier, le fonctionnement de l'installation à 30 % de ses capacités pendant une période probatoire de quelques mois seulement.

La position du conseil régional de Rhône-Alpes

« Cependant, ajoutait le rapport, ce réacteur présente, toujours du point de vue de la sûreté, certaines faiblesses ou incertitudes qui ne permettent pas de vous proposer sans réserves son redémarrage. » Reste qu'en prenant nettement position contre Superphénix, le PS espère aussi préserver les délicates négociations qu'il mène actuellement avec les écologistes. Des écologistes qui disent clairement non au surgénérateur, des membres de Génération écologie de M. Brice Lalonde aux Verts de M. Antoine Waechter qui manifestent mercredi devant l'hôtel Maitland pour interdire la remise en service d'une « machine en état de coma dépressif ».

Difficile donc pour le premier ministre de prendre une position dans un tel contexte. Alors qu'il diffère une fois de plus la décision de vingt-quatre heures en essayant de concilier l'inconciliable. L'avis des élus, ceux des partis politiques et ceux, parfois opposés, de certains membres du gouvernement. Si le ministre de l'environnement, M. Sébastien Royal, fait toujours de la résistance et répète que « la sûreté ne se négocie pas » et que « ni notre santé ni notre survie ne dépendent du redémarrage de ce surgénérateur », ses collègues de l'industrie et du commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn, et de la recherche, M. Hubert Curien, sont favorables au redémarrage.

Le premier penche plutôt pour un fonctionnement de l'installation en incinérateur de déchets. Quant au second, consulté mercredi matin sur le sujet par le président de la République, soucieux du devenir d'un tel investissement, un redémarrage à

puissance réduite de cet « outil d'étude essentiel » aurait sa préférence.

M. Pierre Bérégovoy va-t-il retarder encore sa décision et attendre, pour se prononcer, que soit connue la position du conseil régional de Rhône-Alpes qui doit se réunir vendredi 26 juin à Chambéry, près de Lyon (le Monde du 25 juin) ? Le gouvernement ne peut durablement différer cette décision, aussi délicate soit-elle en raison de ses implications politiques et économiques (1), dans la mesure où, si le réacteur de Creys-Malville n'a pas redémarré avant le 3 juillet prochain, toutes les procédures d'autorisation de fonctionnement devront être relancées.

(1) L'arrêt définitif de l'installation pourrait coûter quelque dix à quinze milliards de francs de remboursements des investissements consentis par les particuliers de la France dans le programme Superphénix.

En lançant trois programmes de recherche

Le Commissariat à l'énergie atomique souhaite faire valoir son expérience en matière d'environnement

Le lancement de trois programmes de recherche en matière d'environnement a été annoncé, mercredi 24 juin, par le Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Portant sur le climat, les écosystèmes végétaux, les déchets et effluents, ils seront menés en coopération avec d'autres organismes de recherche et des industriels.

Est-ce une manière astucieuse de profiter de la poussée « verte » pour redorer une image un peu ternie ? M. Alain Chedin, responsable

de la « mission environnement » au sein du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), s'en défend : « Nous voulons absolument éviter le piège qui serait de considérer l'environnement comme une mode ». L'annonce de nouvelles initiatives du CEA dans ce domaine, au lendemain du Sommet de la Terre de Rio, en pleine polémique autour d'un redémarrage éventuel du surgénérateur Superphénix, ne lève pas le soupçon. Surmont quand elle s'accompagne de la publication d'un « livre bleu », soulignant les compétences des chercheurs de l'établissement en matière d'étude et de protection de l'environnement.

Acquis au fil des ans, ces compétences font du CEA, en matière d'énergie atomique, il est vrai, l'un des organismes de recherche les mieux armés pour se lancer dans ce secteur. La conception et la mise en place des programmes nucléaires militaires et civil ont en effet conduit les chercheurs du CEA, depuis longtemps, à se préoccuper de leur impact sur l'environnement.

Aujourd'hui, les outils et les méthodes développés, par exemple pour suivre et prévoir la migration des effluents liquides dans le sol ou la dérive des « panaches » radioactifs dans l'atmosphère, peuvent être transposés à d'autres polluants industriels. Il en est de même des connaissances théoriques acquises pour l'étude de l'assimilation des radionucléides par les végétaux ou les êtres vivants. Les robots mis au point pour l'entretien des centrales nucléaires seraient aussi utiles dans tout autre milieu agressif. Enfin, de manière plus indirecte, les « modèles informatiques » et les gros ordinateurs destinés à l'étude neutronique du cœur des réacteurs nucléaires se révèlent des instruments précieux en climatologie.

Sous l'égide de la CEA, des équipes de différents services, sans budget spécifique, les activités consacrées à l'environnement représentent au CEA l'équivalent de deux cent cinquante personnes à temps plein et un poids financier de 100 millions à 150 millions de francs. Sous l'impulsion de M. Robert Dautray, directeur scientifique du CEA, elles sont désormais coordonnées au sein de la « mission environnement » créée en novembre dernier. La première tâche qui lui est confiée est un inventaire qui a permis déjà d'identifier onze thèmes de recherche fondamentale ou appliquée, exposés dans le « livre bleu ». Il s'agit d'une tâche, à partir de laquelle « le CEA compte s'exprimer au travers d'actions fortes, dans des domaines où sa compétence est reconnue, où la demande est importante, mais où le savoir constant de ne pas déroger les actions des autres organismes de recherche », affirme M. Alain Chedin.

Dans un premier temps, trois programmes de recherche sont lancés. Ils portent sur la « modélisation » du climat, sur les écosystèmes végétaux en milieu contrôlé, et sur l'état des déchets et effluents autres que nucléaires. Le CEA mène ces travaux en coopération avec le CNRS et d'autres organismes de recherche, des universités et des partenaires industriels.

J.-P. D.

Après une série d'alertes cardiaques aux Etats-Unis

Un laboratoire suisse lance une étude sur les timbres « antitabac »

La multinationale pharmaceutique suisse Ciba-Geigy a annoncé, mercredi 24 juin à Bâle, qu'elle « étudie actuellement » la série de sept cas d'alerte cardiaque recensés ces derniers semaines aux Etats-Unis sur des porteurs de timbres « antitabac ».

Victimes d'alerte cardiaque, ces personnes avaient continué à consommer du tabac tout en portant un timbre adhésif contenant de la nicotine et destiné à faciliter les cures de désintoxication chez les fumeurs qui souhaitent arrêter de fumer. L'agence de la firme pharmaceutique suisse cherche à établir s'il existe une corrélation entre ces phénomènes pathologiques observés outre-Atlantique et le surdosage sanguin en nicotine induit par le fait de fumer tout en portant sur la peau un tel timbre.

Au siège de la filiale française de Ciba-Geigy, on affirme ne pas connaître dans le détail les données étiologiques des observations américaines. On souligne toutefois qu'une telle étude sera beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît au premier abord, compte tenu du risque statistique élevé, pour un fumeur, de souffrir d'une pathologie cardio-vasculaire.

Les timbres « antitabac » à la nicotine sont contre-indiqués en cas de troubles cardiaques graves (infarctus du myocarde en phase aiguë, angine de poitrine instable, arythmie sévère, etc.) et peu conseillés en cas d'hypertension artérielle, d'insuffisance cardiaque et de maladies artérielles.

Quelles que soient les conclusions de son étude, Ciba-Geigy a admis à Bâle que l'information contenue dans les notices qui accompagnent ce médicament pouvait paraître incomplète. Elle ne mentionne pas expressément que l'utilisation d'un timbre doit, pendant toute la période de la cure de sevrage, s'accompagner impérativement de l'arrêt de la consommation de tabac. Cette même indication figure dans la présentation du produit identique (Nicopatch) commercialisé avec Ciba-Geigy par les laboratoires Pierre Fabre.

Ces deux produits, non remboursés par la Sécurité sociale, disponibles uniquement sur prescription médicale, ont été mis sur le marché français en avril dernier. Depuis cette date et selon les fabricants, ils auraient déjà été utilisés par plusieurs dizaines de milliers de personnes.

JEAN-YVES NAU

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Amour, toujours

VOUS savez de quoi ils parlent, les ados ? Ah ! parce qu'ils parlent ? Entre eux, oui. Et même ils se comprennent. Normal, ils émettent les mêmes sons. Eh bien, les garçons parlent des filles. Et les filles, des garçons. Pas possible ! Si, si, je vous jure. On s'en serait pas douté, et pourtant ça ressort d'un sondage auprès des treize-dix-huit ans, une véritable bombe lâchée par l'« Evénement du Jeudi » et Science et Vie junior.

Pour eux, être amoureux ça signifie aimer quelqu'un, figurez-vous ! Et si on sort avec, c'est plutôt pour les câlins que pour les galipettes. Ah ! parce que je ne vous ai pas dit : les filles se méfient des garçons qui draguent et les garçons se gaussent des filles qui couchent. Les copines aussi : C'est des salopes, ces allumeuses ! Alors, elle le font quand pour la première fois ? Après dix-huit ans, à 83 %. Et eux ? Ben, ils attendent presque aussi longtemps, bien obligés !

Autre révélation sensationnelle : eux craquent pour un joli visage et un corps bien roulé. Elles pour tout plein de gentillesse

et de drôlerie. Pas toi maman ? Abacumant, chérie. Seul que maman en pinça pour Pivot alors que la gamine rêve de... Non, pas de Patrick Bruel, quelle idée ! De Tom Cruise. D'ailleurs, elle n'arrête pas de tomber amoureux, de prendre vapeur, comme dirait Agrippine, la désopilante héroïne de Claire Bretécher. Et elle le lui montre, le bécasse, elle tourne autour, elle lui glisse des petits mots doux planqués dans le cahier de textes. Pas lui, lui, il le fait monter, la vapeur, en restant à la place.

En fait, ils réglissent exactement comme leurs aînés, nos enfants. L'homosexualité, ça te tente ? Non, à près de 90 %. Et se caresser tout seul, ça te dit ? Non, mais cette question ! Allez vous faire... voir. Ils n'ont pas de leçons à recevoir des parents. Ils leur en donneraient plutôt. Est-ce que tu utilises un préservatif à chaque fois ? Oui, à plus de 80 %. Sauf qu'elles n'en ont pratiquement jamais acheté et qu'ils sont à peine plus de la moitié à s'être riqué dans une pharmacie. A croire que leur trousser premier secours, ils se le refilent !

En Grande-Bretagne

Salman Rushdie fait une apparition publique annoncée à l'avance

L'écrivain britannique Salman Rushdie a donné, pour la première fois depuis quarante mois, mercredi 24 juin à la chambre des Communes, une conférence de presse annoncée publiquement à l'avance. M. Rushdie a relancé la campagne internationale pour obtenir la levée de la « fatwa » (condamnation à mort) lancée contre lui par l'ayatollah Khomeini après la publication de son ouvrage *Les Versets sataniques* en février 1989.

M. Rushdie, qui venait de rencontrer à Westminster des parlementaires de tous les partis britanniques, a estimé que, plus la campagne serait internationale, « plus les trinités se sentiraient obligées de négocier ». Il a indiqué que plusieurs gouvernements étudiaient la possibilité de saisir le Cour international de justice de La Haye. A propos de sa vie de reculé, il a affirmé : « Plus le temps passe, plus c'est difficile. » (AFP)

Au ministère de la culture

M. Alain Van der Maelère directeur du théâtre

Le conseil des ministres du 24 juin a approuvé la nomination de M. Alain Van der Maelère comme directeur du théâtre et des spectacles au ministère de l'éducation nationale et de la culture. Il succède à Bernard Faivre d'Arctier, qui remplace Alain Crombeque à la direction du festival d'Avignon.

D'autre part, Edouard de la Motte, directeur technique pour le théâtre et le spectacle, a remplacé d'Odile Quiriot.

[Alain Van der Maelère est né le 3 décembre 1940. Professeur de lettres et dramaturge, il a été successivement conseiller, directeur adjoint et directeur de la maison de la culture du Havre entre 1987 et 1989. Puis, jusqu'en 1989, il a été chargé de mission au ministère de la culture en Picardie et à Paris. Depuis 1989, il était directeur régional des affaires culturelles de Nord-Pas-de-Calais.]

[Edouard de la Motte est né le 12 avril 1953. Il est titulaire d'une licence de professeur de lettres et de journaliste « aux Nouvelles littéraires », à la *Crona*, à l'*Épaveur du Nord*, à l'*Europe*, à l'*Europe*, depuis 1979. Elle a été membre de trois commissions : aide aux compagnies, au projet, à la création.]

L'enquête du juge Van Ruymbeke sur le financement des partis

La détention de M. Michel Rey est prolongée de quatre mois

RENNES

de notre correspondant

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes a signé, jeudi 25 juin, à M. Michel Rey, une prolongation de sa détention provisoire d'une durée de quatre mois.

Inculpé dans un premier temps de trafic d'influence, puis, le 12 juin de trafic d'influence aggravée, par le juge Renaud Van Ruymbeke, le PDG de la SAGES, cette chambre de collation de fonds proche du PS, en a décidé la prolongation à la maison d'arrêt, de

(Publié)

10 FRANCS LE MÈTRE

10 F le m² pour un revêtement de mur ultra pratique et économique : le lisse toile de verre dissimule les fissures, peut se repeindre, classé feu M1, existe en plusieurs designs. Il est chez Artrec au prix imbattable de 10 F le m² en 1 m de large. Artrec, depuis 40 ans le spécialiste en revêtements sols et murs, propose des produits innovants : tapis d'ameublement, moquettes, plastiques, parquets, canapés...

Artrec, 5 dépôts en région parisienne, Paris-11, 8, imp. Saint-Sébastien. Tél. : 43-55-45-50.

CHRISTIAN TUAL

phoenix S.O.S.

Quand une voix peut sauver une vie.

Depuis 13 ans, nous accueillons ceux qui pensent au suicide et nous leur répondons au téléphone 24 h/24. Téléphonons-nous au 16 (1) 40 44 46 45 et venez nous voir dans nos centres d'accueil.

S.O.S. Suicide Prévention : Paris - Lyon - Bordeaux - Clermont-Ferrand - La Havre - St-Brieuc.

SOMMAIRE

DÉBATS

Famine : un entretien avec M. David Bryer, « Tragédies, médiatisation et politiques », par Sylvie Brunel. Revues par Frédéric Gausson : Le passé recomposé... 2

ÉTRANGER

Les réactions après la victoire des travaillistes aux élections législatives en Israël... 3
Afrique du Sud : l'ANC rejette l'offre du président De Klerk concernant de nouveaux pourparlers... 4
Les présidents Eltsine et Chevardnadze ont annoncé un accord sur l'Ossétie... 4
Afghanistan : relève incertaine à Kaboul... 5
Le conseil européen de Lisbonne 6
La ratification du traité de Maastricht d'un pays à l'autre : Allemagne, Danemark... 7

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale, M. Mermaz annonce une réforme du fonds des salaires agricoles... 8
La préparation du référendum sur la ratification du traité de Maastricht... 9

SOCIÉTÉ

Le procès des responsables de la transfusion sanguine... 10
Le rapport de la Commission nationale de l'information et des libertés... 10
La crise de la FEN : le Syndicat des enseignants remplace le SNI... 11
Le plan spatial militaire à long terme... 11

CULTURE

Le Dernier Combat : Luc Besson raconte l'histoire de son premier film... 12
A l'occasion de la Fête du cinéma, M. Jack Lang lance plusieurs initiatives... 12

Bibliothèque de France : le Conseil supérieur des bibliothèques adresse une mise en garde au chef de l'Etat... 12
Patrimoine : la ville livre de Béatrice de Rothschild... 13
L'Opéra de Nice victime de sa vétusté... 13

ÉCONOMIE

Le ministère des finances : la France est plus compétitive... 15
La grève des cheminots paralyse largement les transports ferroviaires aux Etats-Unis... 17
Vie des entreprises... 20

LE MONDE DES LIVRES

Hemingway et ses masques... 6
Ferrari, penseur inclassable... 6
Le feuilleton de Michel Brudeau : Les anges de Marguerite... 6
Histoires littéraires, par François Burt : Vive le méprisage... 6
Lisez aussi les livres de vos enfants : D. H. Lawrence en mouvement... 6
Lectures en vacances : l'été en poche... 25 à 32

Services

Abonnements... 22
Annonces classées... 18
Carnet... 22
Expositions... 14
Loto... 22
Marchés financiers... 20 et 21
Mots croisés... 23
Radio-télévision... 23
La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde des livres » folioté 25 à 32.
Le numéro du « Monde » daté 25 juin 1992 a été tiré à 480 593 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

Jacques Delors, l'europhéon

A la veille de l'ouverture du sommet de Lisbonne, le portrait de l'homme qui règne sans partage sur l'agenda des eurocrates de Bruxelles : Jacques Delors, dans ses œuvres européennes.

« Le Monde sans visa » : Capri, éloge du vertige

Capri, une île trompeuse et dangereuse. Non seulement les escarpements que l'on y côtoie à chaque pas sont comme un appel du vide, mais l'ambiance qui se dégage de l'endroit peut facilement vous tourmenter l'esprit et les sens. A lire également, « La Brésil, d'Olanda à São-Paulo » : carnet de voyage dans un pays qui continue à intriguer sans toujours lui donner de réponses.

هكذا من لا يصلح

Le Monde

Le Monde • Vendredi 26 juin 1992 25

DES LIVRES

Hemingway et ses masques

Les entretiens d'un écrivain qui fut un maître dans l'art de se protéger

DÉFENSE DU TITRE

(Conversations with Ernest Hemingway).
Entretiens avec Ernest Hemingway,
réunis et présentés par Matthew J. Bruccoli,
traduits de l'anglais (États-Unis)
par Iawa Tate, Belfond, 270 p., 140 F.

La seule chose dont un véritable écrivain puisse être à peu près sûr, au cours de son existence, c'est que tout le monde essaiera plus ou moins de l'empêcher d'écrire. Famille, école, armée, argent, magma politique, amis, ennemis, proches ou moins proches, critiques, pressions du marché, sous-Hollywood généralisé, bref, pas de place, on très peu, pour cet acte, le plus solitaire de tous : se mettre, avec des mots, à la mesure de la vérité qu'on ressent. Le premier travail d'un écrivain consiste donc à se protéger. Les cas diffèrent, les techniques aussi. Cela peut aller de la maladie à la perversion, en passant par le double jeu, l'identité d'emprunt, les virages inopinés, la retraite mutique, l'abjection revendiquée, l'alcool, la drogue ou la frivolité simulée.

Hemingway, de ce point de vue, aura été un maître. Sa science de la protection rapprochée et de la désinformation de l'adversaire (l'adversaire étant l'incessant bavardage social) aura été un cirque de tous les instants. Quand le système n'a plus fonctionné : une balle dans la tête. De toute façon, un seul credo : « Tout passe et tout passe, les nations, les individus qui les composent, autant en emporte le vent... Il ne reste que la beauté, transmise par les artistes » (les Vertes Collines d'Afrique).

Hemingway utilise d'emblée les grands moyens de l'extraversion supposée. Il est tout de suite debout. Soldat ou reporter dans des guerres (la première mondiale, l'Espagne, la deuxième mondiale) ; sur des rings de boxe ; dans des arènes de corridas ; en train de chasser le lion ou l'éléphant en Afrique ; sur différents bateaux, occupé à pêcher l'espadon dans le Gulf Stream ; dans les bars, enfin, d'où le mythe de Floridita de La Havane, battant des records de descente accélérée et impassible de cocktails. De temps en temps, en plus, il change de femmes, fait des enfants et mérite même le surnom impossible de « Papa ».

Comment imaginer qu'il lui reste du temps ou de l'énergie pour écrire ? Mais c'est justement ce qu'il faut démontrer. Les nouvelles s'accumulent, les romans paraissent et ont un retentissement immense, en qualité (invention de la littérature américaine, influence mondiale sur le récit) comme en quantité (best-sellers et déclenchement de toute une légende cinématographique). Par rapport à l'image dix-neuviémiste de l'écrivain inspiré ou confiné dans une petite loge vouée aux professeurs de l'avenir, l'irruption de Hemingway, au présent, fait figure d'énorme blasphème (ou le lui reproche encore).

Mais il y a plus : la nouvelle substance des relations humaines est désormais, il est un des premiers à le comprendre en profondeur, la communication ressermée et simplifiée des journaux. Clarté, concision, précision, utilisables, d'ailleurs, pour la vérité comme pour le mensonge ; obsession du classement fixe. C'est sur ce terrain que Hemingway se bat d'abord.



Hemingway photographié par Capa :
« Écrire de son mieux, c'est se condamner à la solitude. »

Qu'est-ce qu'une littérature qui, sans cesse d'être un art subtil et délicat, serait aussi forte que le journalisme universel ? Au fur et à mesure que les années passent, le conflit entre Hemingway et la presse (qu'il provoque en effet sur son terrain) ne fera qu'augmenter, d'où l'intérêt de suivre ses attitudes successives.

Sa position est schizophrénique. D'un côté : moi ? mais je suis un corps solide et blessé sans cesse en mouvement, avions et fusils, Europe, Chine ou Amérique. De l'autre : moi ? mais je ne suis qu'un écrivain au travail (pénible) dès le lever du soleil, et seulement un écrivain. De quoi affoler, donc, les stéréotypes religieux (la fonction sacerdotale et désincarnée de l'artiste ascétique) mais aussi le nouvel ordre

publicitaire (le sport, la richesse, l'exploit). C'est l'un ou l'autre, écoutez : pas les deux à la fois ! Hemingway est d'abord ce jeune Américain de Chicago qui a reçu deux cent vingt-sept éclats d'obus sur le front italien en 1917.

Premier soupçon : o'a-t-il pas vécu, là, un traumatisme sexuel (l'impuissance), traité dans *Le soleil se lève aussi* ? Son exhibitionnisme viril ultérieur n'est-il pas la compensation d'une blessure cachée ? Ce macho, ce gros port à carabines et cannes à pêche, n'est-il pas un infirme ou un retouleur déguisé ? « On a tout dit à mon sujet, tout inventé, aucun délire ne m'a été épargné. Si, un seul : pour l'instant, j'ai échappé au délire d'homosexualité... Ça viendra, et, ce jour-là, je n'aurai plus qu'à

tirer l'échelle. » L'affaire de la gîte donnée à Max Eastman, à New-York, dans les bureaux de Scribner's a fait beaucoup de bruit. Eastman avait écrit, dans le *New York Times*, en 1937 : « Cessez de vous réfugier derrière la toison artificielle qui orne votre poitrine, Ernest. Vous êtes démasqué depuis longtemps. » Cette question physique de Hemingway va devenir une vraie scie de l'information. Comment est-il vu ? Il est « puissant, une carrure de demi de mûle », c'est aussi un « tribun élégant, cheveux noirs et moustache altière », mais, en même temps, il est « timide, gauche, doux ». En réalité, le plus gênant est qu'en pleine montée du fascisme européen il énerve l'Amérique endormie (elle mettra longtemps à se réveiller) par ses déclarations de guerre : « Le sort de la démocratie se joue en Espagne » (*Los Angeles Times*, 12 juillet 1937).

Peu d'écrivains, n'est-ce pas, ont été aussi nets et définitifs que lui au Congrès des écrivains américains de l'époque : « Le fascisme est une imposture fabriquée à grand renfort de mensonges colportés par des brutes. Un écrivain soucieux de vérité ne peut ni vivre ni travailler sous un tel régime. » Admirable Hemingway ! Relisons-le donc aujourd'hui (en plein massacre toléré de Sarajevo, par exemple), puisqu'il semble que nous patapons toujours dans la question de savoir si, oui ou non, le fascisme était, en ce temps-là, clairement visible (et quant à son alter ego stalinien de la même époque, relisons Orwell, et tant d'autres). Pour qui sonnait le glas ? Pour tout le monde, comme claque actuellement, pour tout le monde, la condamnation à mort de Rushdie.

Pourtant, c'est le même homme qui, revenant du front militaire, trouve, le moyen de dire : « Pour l'endurance, le courage, le romancier est comparable à un coureur de fond, avec cette différence que l'effort doit se prolonger pendant deux ans. » On bien : « Personne ne comprend qu'un écrivain doit s'astreindre à une discipline. » Ne nous dites pas, quand même, que l'on peut à la fois agir et écrire une œuvre d'art, on, plutôt, ce nous dites pas que l'art est un acte aussi important qu'une bataille, et pas une réverie sans conséquences. Ici, petit commentaire amusant d'un journaliste, en 1941 : « La posture donnera peut-être tort à Hemingway mais, à ses yeux, William Faulkner domine de très loin ses contemporains. » Le jugement littéraire de Hemingway ? Évidemment très sûr. En 1946 : « Le recueil de nouvelles de Sartre, le Mur, est éblouissant. »

Au moment où presque personne ne voulait agir, Hemingway agit. Puis le décor change. Il faudrait maintenant (après la catastrophe) s'engager, militer, délivrer des messages, construire l'univers meilleur de l'humanité, penser à bien penser. Or c'est le moment où Hemingway, au contraire (toujours à contre-courant), insiste exclusivement sur la littérature.

Philippe Sollers
Lire la suite page 30

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Les anges de Marguerite

On connaissait Yann Andréa, compagnon de Marguerite Duras et auteur de *M. D.* Il est désormais le personnage de son nouveau livre : Yann Andréa Steiner. Ce n'est plus du roman, ni de l'autobiographie, c'est l'écriture d'un écrivain très médiatique dans sa solitude qui a des fulgurances limpides, des trouvailles de fausse simplicité précieuses, une manière imprévisible de nous toucher au cœur.

Page 26

JEUNESSE

Lisez aussi les livres de vos enfants...

Des albums, des livres animés, des journaux, des comptines, des atlas. Des chats, des rois, des dinosaures... pour les enfants et leurs parents.

Page 27

SOCIÉTÉS

par Georges Balandier

Ailleurs, loin de la modernité

Deux histoires d'anthropologues, deux engagements au plus loin de la modernité. Kenneth Good chez les Indiens Yanomami du Venezuela, Nigel Barley chez les Dawayo du Cameroun. Deux expériences transformatrices qui donnent naissance à deux livres d'une incontestable qualité littéraire.

Page 29

LECTURES

EN VACANCES

L'été en poche

Après les cent livres pour l'été proposés dans « Le Monde des livres » du 19 juin, voici une nouvelle sélection de cinquante titres en format de poche.

Page 32

Ferrari, penseur inclassable

Redécouverte d'un auteur singulier qu'admiraient
Baudelaire, Proudhon, Renan

HISTOIRE DE LA RAISON D'ÉTAT
de Joseph Ferrari,
préface de Robert Bonnard.
Ed. Kimé, 428 p., 200 F.

Y A-T-IL DES TOURNANTS HISTORIQUES MONDIAUX ?
La Chine, l'Europe et l'Europe
de Robert Bonnard,
suivi de La Chine et l'Europe
(Extraits)
de Joseph Ferrari.
Ed. Kimé, 338 p., 170 F.

Ses contemporains l'estimaient. En 1843, Edgar Quinet prend sa défense dans *la Revue des deux Mondes*. Baudelaire, vingt ans plus tard, parle à son propos d'« o » subtil et savant

auteur » dont il fait « pour [sa] part un cas tout particulier ». Proudhon lui écrit que son *Histoire de la raison d'État* « donne à l'esprit une puissante secousse ». Et Renan avoue : « Ferrari m'a fasciné. » Depuis, Joseph Ferrari semblait tombé aux oubliettes. Son destin posthume allait-il être celui de ces auteurs assoupis dans les pous-sières d'archives dont il dit que « le nom sera prononcé une fois par siècle à l'occasion des grands inventaires de bibliothèques » ?

Eh bien non ! En France comme en Italie, quelques-uns se souviennent de lui, ces dix dernières années, et rééditent certains de ses livres. Mais

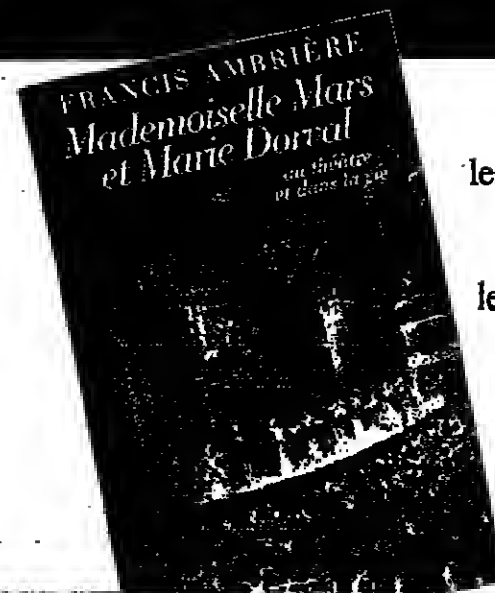
dans un curieux désordre, sous des angles qui ne s'accordent pas et en omettant jusqu'à présent l'essentiel. En 1983, Stéphane Douailler et Patrice Vermeren donnaient une remarquable édition de son pamphlet de 1849, *les Philosophes salariés* (1).

Première silhouette de Joseph Ferrari : victime de l'institution universitaire, émigré frondeur, adversaire de l'enseignement conservateur et de la philosophie officielle.

Roger-Pol Droit
Lire la suite page 29

(1) Payot, coll. « Critique de la politique ».

FRANCIS AMBRIÈRE



Les vies des deux actrices les plus importantes et les plus célèbres de cette époque... Francis Ambrière sonde les cœurs, les reins, les esprits et les archives, avec une maîtrise et une finesse absolues.

Alain Bosquet / Le Figaro littéraire

Editions du Seuil

LE MONDE DES LIVRES

YANN ANDRÉA STEINER
de Marguerite Duras. POL, 137 p., 79 F.

ELLA a tout de même un culot énorme, notre Marguerite nationale, celle que le monde nous envie, un toupet qui se situe très haut sur l'échelle de Toupet. Elle n'hésite pas à se lancer avec entrain dans un nouvel opuscle sur ses amours, l'amour, pas beaucoup plus gros qu'un petit livre, dont on se dit qu'il ne pourra pas tout tenir de cet amour-là, et à le quitter à mi-parcours pour un autre, un récit d'amour chagrin. Il faut de l'audace et une certaine indifférence à ce que le lecteur espère, et aussi une maîtrise totale de son style. Marguerite Duras a tout cela. A revendre.

Comme toujours, elle s'inspire d'événements autobiographiques authentiques, auxquels elle accorde parfois un léger halo romanesque dont il est difficile de mesurer le plus ou moins grand degré de réalité, ce qui n'est pas vraiment gênant. Ainsi en va-t-il de la plupart de ses personnages qui ont des sources identifiables et des noms qui leur appartiennent moins à eux qu'à elle, Anna Marie Stretter, Hélène Lagonelle, Aurélie Steiner. On connaît Yann Andréa, auteur d'un ouvrage consacré à la romancière, intitulé *M. D.*, aux Editions de Minuit, at compagnon de celle-ci. On ignore s'il porte vraiment le nom de Steiner ou si c'est une manière de le canoniser, de lui donner une particule dans l'ordre de la noblesse durassienne, de lui permettre d'accéder au paradis où vivent éternellement les anges de Marguerite. Ce Yann Andréa existe, il nous a même écrit pour nous plaindre de n'avoir rien compris aux deux derniers ouvrages de Duras, *La Pluie d'été* et *L'Amant de la Chine du Nord*, ce qui est probablement la vérité. Mais Steiner, ça, on ne peut rien vous en dire de plus.

Elle s'adresse donc à lui : « Avant tout, au départ de l'histoire ici racontée, il y avait eu la projection de *India Song* dans un cinéma d'art et d'essai de cette grande ville où vous vivez. » Yann était dans le public, il a participé au débat après le film et ils sont allés avec les autres dans un bar où elle a bu deux whiskies. Elle ne sait plus qu'elle avait bu deux whiskies, c'est Yann qui le lui a dit. Bien après. Elle avait parlé de sa voiture, une R16. Il lui a demandé à quelle vitesse elle roulait la nuit. « J'ai dit 140. Comme tout le monde avec une R16. Que c'était magnifique. »

Puis il lui a écrit des lettres auxquelles elle ne répondait pas d'abord mais qu'elle gardait. Puis il a cessé d'écrire et elle lui a écrit une longue lettre qu'elle n'est pas sûre d'avoir envoyée. Ou elle parlait de sa solitude en des termes justes et déchirants. « Je buvais encore, oui, l'hiver, le soir. Depuis des années j'avais dit à mes amis de ne plus venir en week-end, je vivais seule dans cette maison de Neauphle où on pouvait vivre à dix personnes. Seule dans quatorze pièces. On prend l'habitude de la résonance. Voilà. »

Et elle s'est retrouvée près de Trouville, à la résidence des Roches noires, dans une autre solitude, plus heureuse, celle qui s'accorde avec la vraie liberté, quand Yann lui a annoncé son arrivée. « C'était l'été 80. L'été du vent et de la pluie. L'été de Gdansk. Celui de l'enfant qui pleurait. Celui de cette jeune

LE FEUILLETON
de Michel Braudeau



Yann Andréa et Marguerite Duras

Les anges de Marguerite

monitrice. Celui de notre histoire. Celui de l'histoire ici racontée, celle du premier été 1980, l'histoire entre le très jeune Yann Andréa Steiner et cette femme qui faisait des livres et qui, elle, était vieille et seule comme lui dans cet été grand à lui seul comme une Europe. Elle a vu débarquer aux Roches noires une sorte de Breton maigre, très élégant.

TRES vite, ils sont d'accord sur beaucoup de choses. A commencer par leur hostilité commune à Roland Barthes. Pour elle, Barthes c'est le faux de l'écrit, c'est de cette fausseté qu'il est mort (pourquoi donc ce coup de pied de l'âne posthume ?). Parce que Barthes lui avait conseillé un jour de revenir au style de ses premiers romans, *Un barrage contre le Pacifique*,

Le Marin de Gibraltar ? C'est pourtant ce qu'elle a fait avec *L'Amant*... Et elle comprend aussi que Yann est venu poussé par une urgence unique : la connaître avant de se tuer. Elle lui donne quand même à manger et il dévore toute la crème de marrons et toute la crème fraîche, sans même s'en apercevoir. Plus tard, ils font l'amour. « Après, vous m'avez dit que j'avais un corps incroyablement jeune. J'ai hésité à publier cette phrase. Mais je n'en ai pas eu la force. J'écris aussi des choses que je ne comprends pas. Je les laisse dans mes livres et je les relis et alors elles prennent un sens. »

Ils parlent aussi de Théodora Kats, personnage évoqué à la fin d'*Outside*, que Duras n'a jamais pu emmener au bout d'un livre, ce dont elle s'explique ici. Cette Théodora, peut-être aperçue à la fin de la guerre dans un Hôtel de la Vallée, en Suisse, où jouaient dans une joie démente des enfants sortis des camps. On sent, comme dans *Outside* du reste, que Duras n'est pas prête à passer l'éponge sur les crimes nazis, ni ceux des nazis français ni ceux des allemands. Et la pluie qui tombe en cet été 80, le souvenir des enfants qui jouaient, la font s'attacher aux autres enfants sur la plage devant les Roches noires. Des enfants « désargentés », en colo de vacances. Et plus particulièrement un petit garçon de six ans, aux yeux gris, qu'elle appelle David, et dont la jeune monitrice de dix-huit ans est folle amoureuse. Un enfant tectonique. « Beaucoup il se tait, cet enfant-là, des heures, il se tait. »

Il regarde des cerfs-volants, elle pense à ceux de la Chine du Nord. Il y a des mouettes qui font des virées inexplicables, des mouettes cinglées. On entend la *Norma* et *Capri*, c'est fini. Par moments, Yann s'ennuie (« Vous serez abandonnée par tous, parce que vous êtes folle, intenable à vivre. Une comrade... »), mais ça ne le perturbe pas (« Moi, votre douceur, elle me ramène à la mort que vous devez rêver de me donner sans le savoir du tout »), ce n'est pas grave, elle est attendrie par leur couple, le genre de personnes qu'ils sont : « Des gens de gauche, voyez, ils sont comme ça, ils ne savent plus vivre, Cannes ça les dégoûte et aussi les grands hôtels marocains. Le cinéma et le théâtre tout pareil. » A partir de là, il faut l'avouer, on perd un peu de vue Yann et Marguerite et on glisse vers l'enfant aux yeux gris et sa monitrice, vers l'histoire qu'elle raconte aux enfants, celle d'un grand requin, *Ratékatoum*.

ON ne reprendra pas un débat un peu dépassé sur les métamorphoses et mésaventures du genre romanesque sous la plume de Marguerite Duras, de crainte d'être voué aux gémonies tout comme le cher Barthes. Ce n'est plus du roman, ni de l'autobiographie, c'est de l'écriture portée, proférée par un personnage très médiatique dans sa solitude, qui a de belles fulgurances limpides, poétiques, un sens du paradoxe provocant, des trouvailles de fausse simplicité précieuse fort agréables, une manière imprévisible de nous toucher au cœur au détour d'une phrase, un art de la pointe non mouchetée.

Une magicienne pythonisse qui se prend parfois les pieds dans son tapis volant (« Elle lui a dit aussi qu'elle savait qu'il ne pouvait pas encore comprendre ça qu'elle lui disait mais qu'elle ne le savait pas au point de se taire. L'enfant écoutait tout. Tout l'écoulait, cet enfant », oui, sans blague, page 122, nous pas tout n'avons compris, c'est sûr). Mais qui au moins essaie de s'envoler et nous emmène avec elle, parfois.

ELOGE DE LA FRANCE
IMMOBILE

de Frédéric Ferney.
François Bourin, 210 p., 99 F.

C'EST quoi, la France ? Comment répondre à cette question posée par les ethnologues des lointaines galaxies ? Les jeunes filles de 1992, que l'on croise rue de Sèvres ou dans le département de la Haute-Vienne, arborent un sourire énigmatique. Certaines haussent les épaules, car elles se comportent ainsi devant les évidences. « Si je suis française ? Bien sûr... », disait Erik Satie. Pourquoi voulez-vous qu'un homme de mon âge ne soit pas français ? Pour étouffer le genre littéraire des illuminations ou des révélations, que Descartes avait inauguré dans son poêle, Michel, le visionnaire, écrivait de son côté : « Une grande lumière se fit, et j'aperçus la France. [...] Le premier, je la vis comme une âme et une personne. » Quant à Jean Giraudoux, il termina *Siegfried et le Limousin* par cette évocation : « Tous étaient maintenant éveillés en France. La soleil rayonnait sur le pays à idées claires. »

Frédéric Ferney est un jeune homme intrépide. Négligeant de se pencher sur ses états d'âme, comme le font les jeunes gens des fins de siècle (au risque d'attraper des lumbagos), il a commencé par dépeindre des « caractères » dans un livre intitulé *La Comédie littéraire* (1). Choisir de débiter avec La Bruyère plutôt qu'avec les spécialistes du « moi » : l'ambition n'était pas mince... Et voici que Ferney publie des réflexions sur la France. Rien de moins. « La France appartenait encore à la famille, mais on n'en parlait plus qu'à voix basse », disait naguère Roger Nimier. Ferney déteste sans doute les demi-silences qui s'éternisent. Il a eu raison de s'attaquer au sujet, car il le traite avec des façons de mousquetaire. Il y met du brio, de l'irres-

pect, de l'intelligence et, naturellement, de l'audace.

Il s'interroge d'abord sur la « sérieux » de son entreprise. Est-il raisonnable de vouloir saisir une chose qui « se rêve » davantage qu'elle ne « s'observe » ? Et qui « se laisse deviner », mais « ne se démontre pas » ? La France ne serait-elle qu'une chimère, affirmant et rappelant son existence lorsqu'elle dispute (par exemple) des matchs contre l'Angleterre, à Waterloo ou à Wembley ?

POUR se rafraîchir l'esprit, il faut relire la géographie maison, le vieux Paul Vidal de La Blache, lequel naquit à Pénas, dans l'Hérault, en 1845, et mourut à Tamaris, dans le Var, en 1918. Ce grand connaisseur de la France profonde écrivait : « La France oppose aux diversités qui l'assiègent et la pénètrent sa force d'assimilation. Elle transforme ce qu'elle reçoit. Les contrastes s'y atténuent : les invasions s'y éteignent. » L'auteur du présent essai n'en finit pas lui-même de décliner ses origines : « Né à Paris, d'origine lyonnaise, juive, espagnole et algérienne, montbéliardaise, bretonne et, encore au-delà, italo-savoyarde et rouergate (...), je me sens français à part entière. » Alors, vive le métissage ! Et tant pis pour les sombres crépuscules et les tristes malins (je veux dire les opportunistes ou les démagogues) du racisme.

Charles Maurras prétendait que les immigrés ne pouvaient ressentir et comprendre ce que

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Vive le métissage !



suggère le vers de Racine : « Dans l'Orient désert, quel devient mon ennui. » Mais, loin de favoriser la France, comme le dit Ferney, cette exclusion de « l'étranger » la rétrécit et « l'abaisse au rang d'une contrée ». Maurras fait « comme si la tragédie était une cérémonie secrète avec moustaches, bérets et croix de feu. » Le mérite de Racine, ancien petit provincial de La Ferté-Milon, c'est — au contraire — d'avoir pris les traits de l'universel.

Vive le métissage, car le métier de la France, c'est de

« donner autant que de recevoir » et de si bien absorber la diversité qu'elle en tire des « modèles pour tous ». Sans doute cette mystérieuse alchimie est-elle l'œuvre du hasard, mais « le hasard nous rassemble », comme l'écrivait Georges Bermanos. Ferney appelle « ironie du sort » le complot des circonstances. Il veut désigner ainsi la discrétion, la lenteur et la patience du temps, lesquelles s'opposent à la fureur et au cabotage de l'histoire.

A cause de la variété de leurs origines, les Français sont « le

peuple le plus divisé de la terre ». Certes, ils célèbrent volontiers « leur unité », mais celle-ci se nourrit, précisément, de « la connivence » qui se devine sous leurs différends. Leur plaisir, c'est de « contester ». Et leur ordinaire, c'est « le scepticisme ». Ferney, qui affectionne les formules, écrit que « nous faisons carrière dans le dialogue, dans le duel et dans le doute ». « L'humour nationale » est voltairienne. A l'heure du dîner, le sport favori des habitants de Châlons-sur-Marne, d'Angoulême ou de Levallois-Perret, c'est toujours de contester ou de dénigrer les moindres certitudes. Elle Faure relevait déjà ce trait de caractère. Mais il nous dit que « la peur d'être dupe des autres et des sentiments qu'il n'éprouve pas rend le Français dupe de lui-même et des sentiments qu'il éprouve ». Qu'en pensez-vous ?

DANS nos « querelles » et nos « zizanies » — mot inadapté, si l'on en croit Ferney, — nous aimons les dichotomies et nous opposons le Nord au Sud, la Gironde à la Montagne, le Rouge au Noir. Il y a les partisans de Corneille, de Voltaire, d'Anquetil et ceux de Racine, de Rousseau, de Poulidor. Et nous continuons de parler sur l'issue de la partie. Mais, qu'il s'agisse de nos disputes familiales ou de nos matchs contre les autres nations, nous avons « un faible » pour les éternels seconds, les perdants magnifiques : Vergétorix, les cathares, nos

équipes de football. « Ils racontent leurs défaites comme si c'étaient des victoires », disait Machiavel.

Si nous trouvons tant de charme à nos revers ou à nos défaillances, c'est que les triomphes nous semblent suspects. Ils alimentent notre incurable scepticisme. Toutes les victoires finissent par être « volées », comme l'écrit Ferney. Tandis que les défaites... Et puis, si la France est d'abord « une idée », elle ne saurait s'accomplir (ni se compromettre) dans le réel, fût-il favorable. Pour « saisir l'identité » de cette nation, il faut s'abstraire de la contingence et « employer le vocabulaire de l'universel ».

Mais pourquoi décréter la France « immobile » ? Parce que, répond Ferney, les familles de Limoges, de Charleville-Mézières ou de la porte des Lias occupent leur dimanche à « rejouer » les anciens drames, que ce soit d'affaire Dreyfus, la bataille d'Hernani ou le procès du roi. La langue française recèle de « très vieux souvenirs ». Il suffit de parler pour les ramener. Et nous adorons cela. « Nous subissons le poids d'une société dont le grand affaire aura été le commerce des idées et des sentiments. » Que l'on soit passé du salon au bistrot ne change rien. La Française continue de parler pour le plaisir. Raisonneur (merci Descartes !), mais soucieux de la forme davantage que du fond, il renie le reste pour un « bon mot ». Il aime sa langue, même s'il la maltraite. Et il « descend dans la rue si l'on menaçait d'abolir l'accent circonflexe ».

Dans ce livre « très enlevé », comme on dit, Ferney nous offre mille aperçus, mais ne s'arrête sur aucun d'eux. Il va vite et (naturellement) il adopte une allure « très française ». Il confirme que le « rapt » est l'un de nos meilleurs genres littéraires.

(1) Grasset, 1987.

552 من الامم

LE MONDE DES LIVRES
JEUNESSE

Lisez aussi les livres de vos enfants...

Des albums

● Des chats par millions, de Wanda Gág. Adapté par Bruno de La Salle. Circonflexe, 40 p., 62 F.
Un très très vieux homme et une très très vieille femme souffrent de solitude. «Nous nous contenterions d'un chat», dit la femme. Mais comment choisir parmi les milliers, les millions, les trillions de chats que rencontre le vieux homme dans les collines? ... En noir et blanc, une histoire qui se lit comme une comptine. Publié pour la première fois en 1928, *Millions of cats* est encore aujourd'hui un des grands classiques de l'édition pour enfants aux Etats-Unis. (A partir de 4 ans.)

● Le Canard fermier, de Martin Waddell. Ill. Helen Oxenbury. Editions Ouest-France, 40 p., 99 F.
Le pauvre canard doit tout faire dans la ferme sous les ordres d'un gros fermier exigeant, paresseux et répugnant : s'occuper des animaux, rentrer le foin, tenir la maison, porter le petit déjeuner au lit... Les amis du canard décident de chasser le tyran. Une vraie révolution que cette prise de pouvoir par les animaux racontée par les remarquables aquarelles sur papier couleur crème d'Helen Oxenbury. Ce livre a tout pour devenir un classique. (A partir de 4 ans.)

● Le Loup à 1.000 francs, de Paul Thibis et Agnès Couderc. Messidor-La Farandole, 20 p., 62 F.
Un loup très riche s'ennuyait. Dans le grand magasin de la ville, il devenait «loup en peluche avec hurllement automatique», puis se fait traîner comme un chat par une vieille dame archi-myope. Surtout, il ne fait pas peur au petit Grégoire, qui devient son secrétaire. (A partir de 5 ans.)

● Monsieur Pize, de Marie-Noëlle Grange. Ill. Isabelle Bordat. Syros Alternatives, 28 p., 65 F.
Monsieur Pize a un curieux tropisme : il penche à gauche. Sa tête penche à gauche, ses dents s'alignent à gauche, ses jambes ne sont pas droites. Les grands docteurs n'y pourront rien. Que croyez-vous que trouva Monsieur Pize pour se mettre droit? Une tour, bien sûr. A Pise. Des illustrations peintes avec beaucoup de force et d'esprit pour cette bizarre anomalie. Des grosses lettres pour les lecteurs débutants. (A partir de 5 ans.)

● Le Roi gourmand, de Linda Capek. Epigones, coll. «Bohem Press», 32 p., 74 F.
Au pays du Roi gourmand, les gens vivent misérablement, car le roi veut tout posséder : les vêtements les plus chers, importés de pays lointains, des traîneaux en or, les meilleurs musiciens. Surtout, il a la passion de la nourriture. Lorsqu'il a goûté tous les plats, il va jeter en prison ses 364 cuisiniers. Reste un marmiteux... De belles illustrations médiévales pour un conte plus politique que gastronomique. Très réussi. (A partir de 5 ans.)

● L'Extraordinaire Histoire de la maison. Du feu de bois au feu à micro-ondes, d'Isabelle de Frommont. Ill. Jean-Louis Besson. Bayard Editions, 48 p., 69 F.
Réalisé en collaboration avec l'équipe d'Astrapi, une histoire en dessins pleins d'humour, des manières de vivre, depuis l'homme de Cro-Magnon jusqu'à nos jours. Une maison imaginaire se trans-



«Le Roi gourmand», de Linda Capek.

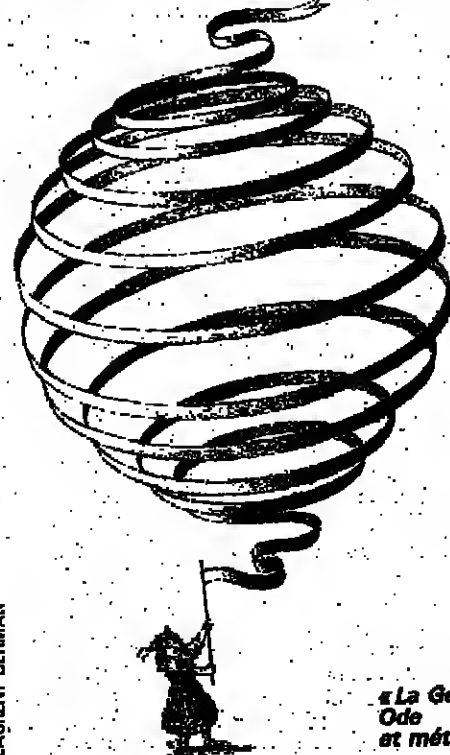
formé avec les meubles, les objets de la vie courante, les inventions qui ont modifié notre vie depuis 20.000 ans : comment on se brossait les dents à Rome, l'apparition de la fourchette à deux dents, la chasse d'eau au Second Empire et la télé en noir et blanc à partir de 1950. (A partir de 7 ans.)

● L'Étrange Crisière du «Pépérouque», de Paul Cox. Mango, 32 p., 89 F.
Un collier de perles a disparu à bord du paquebot *Pépérouque*, qui fait une croisière vers les îles des Tropiques. Heureusement, Archiboum, le célèbre détective est là. Dessiné et écrit en caractères manuscrits, un bel album dont le graphisme et l'écriture rappellent immanquablement le style Babar. (A partir de 7 ans.)

La nature et la science

● Construis ta station météo, de Janet Kelly. Mango, coll. «Nature mode d'emploi», 48 p., 49 F.

La météorologie n'est pas, on s'en rend compte chaque jour, une science exacte. Des connaissances pratiques sur le soleil et la température, les vents, les nuages, la pluie et la neige. Comment calculer la vitesse du vent, mesurer la pression atmosphérique, lire une carte météo, purifier l'eau, etc. Ce petit livre, sérieux, sans prétention, permet de mieux comprendre l'importance de l'environnement, met l'expérimentation sur le temps et le climat à la portée des jeunes lecteurs. Dans la même collection : *Construis ta réserve naturelle*.



«La Géode. Ode et méthode».

Construis ta station d'astronomie. (A partir de 8 ans.)

● Jordi et la rayon perdu, d'Azouz Bagag. Ill. Allan Drummond. La Joie de lire, coll. «Energie», 32 p., 68 F.

Un petit garçon reçoit dans sa chambre la visite d'un jeune rayon de soleil qui ne sait comment traverser la barrière des nuages, de tous ces cumulo-nimbus qui font barrage pour retrouver les siens. Comment le conserver jaune et chaud? Va-t-il mourir avant la prochaine éclaircie? Une leçon sur l'écosystème et l'énergie, dans une collection sur l'environnement, racontée comme un roman, bien écrite par l'auteur du *Gène de Chabab*. (A partir de 8 ans.)

● SOS Terre. Le guide des copalans de l'environnement, de Sally Zalewski et François Mouton. Ill. Philippe Munch. Milan, 224 p., 148 F.

Un guide pratique, qui fait le point sur la situation actuelle de l'environnement et sur les méfaits de notre surconsommation : milieux naturels, espèces menacées, lutte contre la pollution. Les jeunes lecteurs trouveront dans cet album didactique et simple les attitudes qu'il est important d'adopter pour une meilleure protection de la nature. (A partir de 10 ans.)

● La Géode. Ode et méthode, de Danièle Levy. Ill. Laurent Berman. Syros Alternatives, 68 p., 140 F.

«La sphère, c'est le volume du rêve, le volume parfait...» La Géode de La Villette, œuvre d'un ingénieur-poète, sa «peau miroir» qui capte le ciel et la lumière, et les mystères du cinéma sphérique, expliqués clairement, à partir d'informations très techniques, dans un langage poétique et avec de superbes dessins en noir et blanc qui conviennent à cet objet magique. Un bel album, savant sans en avoir l'air, accessible à tous les curieux. A tous les rêveurs d'espaces. (A partir de 12 ans.)

Pas besoin de savoir lire

● Escargot, où es-tu? et Une chaussette sachant se cacher, de Tomi Ungerer. Circonflexe, coll. «Aux couleurs du monde», 32 p., 59 F.

Des escargots, comme des chaussettes, on en trouve partout, à chaque page. Il suffit de les trouver... Ungerer s'est amusé à créer des formes inattendues qui permettent au lecteur, même s'il ne sait pas encore lire, de faire la chasse à l'escargot... et à la chaussette. (A partir de 4 ans.)

● Jeux de mains, de Mario Mariotti. Circonflexe, coll. «Aux couleurs du monde», 32 p., 65 F.

Un drôle de reportage photo plein d'imaginaire recréant les disciplines des Jeux olympiques :

athlétisme, gymnastique, natation, escrime, etc., avec... des doigts peints. Des mains qui vous donnent des idées et des images. (A partir de 5 ans.)

● Le Roman de Renart : Chantecor, Renart ou le poète, Isengrim, Thibet, Brum, Rosset, adaptation de Michel Hindenoch. Vif Argent. La cassette, 65 F.; le coffret cassette, 92 F.; livre seul, 35 F.

Six titres d'après le *Roman de Renart* adaptés par un conteur qui s'accompagne d'instruments de musique anciens pour faire revivre Renart le goupil et ses aventures. Pour le baladeur, la voiture ou pour s'endormir. (A partir de 7 ans.)

L'Europe, l'Europe!

● Comptines françaises et anglaises, Comptines françaises et allemandes, Ed. Didier, coll. «Les petits cousins», 32 p., 68 F. (Le coffret : livre + cassette + guide, 149 F.)

Chacun dans sa langue, les petits Français, les petits Allemands, les petits Anglais, les petits Espagnols chantent des comptines qui, finalement, ont un air de famille. Une nouvelle collection joyeuse et efficace, illustrée, qui propose aux tout-petits de réciter et de chanter dans la langue des voisins. Les partitions et les traductions sont à la fin du livre, qui peut compléter une cassette de 55 minutes et un guide pédagogique pour les parents et les enseignants. (A partir de 3 ans.)

● Petit atlas de l'Europe et de la CEE, de Patrick Mérianne. Editions Ouest-France, 48 p., 45 F.

Précis, pratique, un petit atlas illustré de cartes très lisibles, indiquant les frontières des nouveaux pays de l'Europe : Biélorussie, Arménie, Azerbaïdjan, Croatie, Ukraine, etc., ainsi que des tableaux sur l'histoire, des statistiques, des drapeaux. Mais, bien qu'il ait été actualisé en avril, l'atlas ne peut naturellement pas suivre au jour le jour la désintégration de l'ancienne «Europe de l'Est». Néanmoins, fort utile.

La presse

● Les Clés de l'actualité. Un hebdomadaire d'information pour les 14-18 ans, créé depuis trois mois, afin de comprendre l'actualité. Dans chaque numéro, un dossier (les séjours linguistiques, la justice, la photo, Maastricht, Israël et la Palestine, etc.), des informations politiques, culturelles, technologiques. Vivant, clair, un vrai journal (au format du *Monde*), vraiment, qui devrait sensibiliser ceux qui ne lisent pas encore de quotidien à l'actualité sous toutes ses formes. (Milan Presse. Paraît le jeudi. 8 F. le numéro, 355 F. par an.)

● Zarbo, numéro spécial de Mikado. Milan Presse, 35 F.

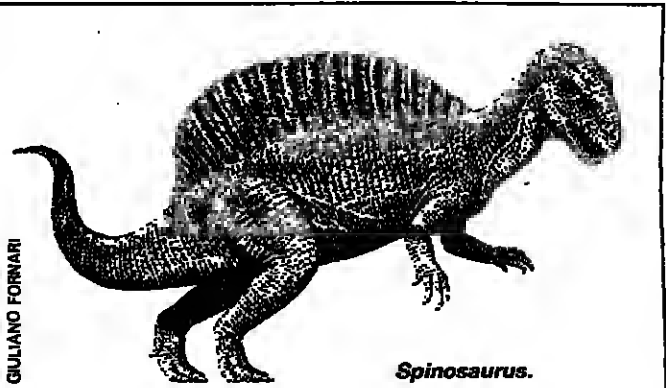
Une initiation à l'art, un premier regard sur l'art, sur les «beaux-arts», dans ce *Zarbo* sur papier glacé et en quadrichromie qui vise à faire voir aussi bien Piero della Francesca que Buren. Destiné à des enfants du primaire (à partir de 9 ans), ce numéro, réalisé avec la collaboration du ministère de l'éducation nationale et de la culture, inaugure une série de quatre *Zarbo*.

● Je bouquine n° 100. Bayard Presse, 41 F. dans les kiosques, 451 F. par an.

Le magazine littéraire des 10-15 ans fête sa centième livraison avec un dossier sur «Victor Hugo et les *Travailleurs de la mer*», l'histoire de Zingaro et un roman inédit de Daniel Pennac en cinq chapitres, *L'idée du siècle*, où l'on retrouve Kamo, qui va quitter bientôt la classe de CM2 et son instit bien-aimé.

«Un écrivain aujourd'hui, qui est-ce?». Un sondage réalisé par *Je bouquine* auprès des lycéens de 6^e et de 5^e donne des réponses étranges : un écrivain est de sexe masculin pour 73 %; il est âgé de 40 ans ou plus (60 %); écrire est pour lui une passion (83 %); il vit dans le bouquin (88 %); il est intelligent (84 %). Seulement 35 % des sondés voudraient lui ressembler un jour...

Nicole Zand



Spinosaurus.

Dinosaures pour tous

Est-ce parce que personne n'en a jamais vu depuis la préhistoire, soit depuis plus de soixante-dix millions d'années, que ces grosses et grandes bêtes excitent l'intérêt des petits et des grands, des savants et des poètes, des amateurs de contes et des paléontologues...?

Toujours est-il que, parmi les parutions récentes, il y a des dinosaures pour tous les goûts et tous les âges : les transparences des petits albums «Mes premières découvertes» chez Gallimard, avec le puzzle des os du squelette d'un diplodocus de 27 mètres (de trois à six ans); la magnifique (et terrifiante) «pop-up» avec le bébé dinosaure qui brise la coquille, l'apparition du grand Albertosaurus ou du Styrosaurus, qui vous saute littéralement au visage (à partir de six ans); Nicolas, qui s'endort avec son livre favori - celui des dinosaures! - et qui remonte la temps confortablement installé sur la dos de son copain vieux de cent quarante millions d'années, l'Apatosaure, dans des dessins de réva. (à partir de six ans). Ou encore des ouvrages plus scientifiques remarquablement illustrés, tel l'*Atlas jeunesse* (à partir de douze ans) ou le *Grand Encyclopédie*, la plus exhaustive (à partir de quinze ans et au-delà).

► Le Dinosaur, illustré par James Prunier et Henri Geleron. Gallimard, coll. «Mes premières découvertes», 36 p., 56 F.

► Les Bébé dinosaures. Un livra animé de la National Geographic Society. Traduit de l'anglais par Jean-Christophe Balue, illustrations d'Ely Kish, Albin Michal, 140 F.

► Un dinosaure de réva, de Dennis Nolan. Duculot, 40 p., 86 F.

► Atlas jeunesse des dinosaures. Illustrations Giuliano Fornari. Seuil, 64 p., 135 F.

► La Grande Encyclopédie des dinosaures, de David Norman. Illustrations de John Sibbick. Gallimard, 208 p., 220 F.

1492 vu par les Arabes

La découverte des nouveaux mondes vue par les Arabes dans une série de tableaux au relief très suggestifs qui replacent les hommes de la Méditerranée dans la bulle universelle des Découvertes : la porte de Grenade le 2 janvier 1492, la puissance de Venise, les explorateurs portugais, les voyages de Christophe Colomb et le partage du Nouveau Monde en 1494 entre le Portugal et l'Espagne, la Meghreb au centre des cultures. La Méditerranée devenue une proie disputée et la puissance des Turcs qui font d'Istanbul, après le sac de Rome, la capitale intellectuelle du monde musulman.

Une vision du monde qui redonne aux événements, aux grands navigateurs arabes, aux évents leur importance, dans ce très beau livre remarquablement illustré - et animé - ou texte succinct mais plein de renseignements. (A partir de dix ans.)

► 1492 en Méditerranée, de Mounira Chapoutot-Remadi. Illustrations Isabelle Courmont. Hatier-Aif, Les Editions de la Méditerranée. Livre animé, 20 p., 98 F.



Françoise de Maulde

Le séjour à Hollywood

nouvelles

«Françoise de Maulde, c'est, dans la simplicité, le plaisir de lire à l'essai par»

Josyane Savigneau / Le Monde

nrj

GALLIMARD

AU FIL DES LECTURES

par Catherine Vincent

Evolution : deux siècles de théorie

Lorsque Darwin, en 1859, publia l'Origine des espèces, il se doutait bien que ses thèses sur l'évolution rencontreraient quelques oppositions violentes. Mais il n'avait sans doute pas prévu que les polémiques se prolongeraient un siècle après sa mort, tant sur son apport aux sciences de la nature que sur le statut épistémologique de son œuvre. De même ne pouvait-il savoir que ses premières cartes de notes (1836-1839), un ouvrage inachevé (1868-1869) et nombre de ses manuscrits resteraient inédits jusqu'à ces vingt dernières années.

Replacés dans le cadre du christianisme victorien et commentés par Daniel Bequaumont, ces textes jettent aujourd'hui une lumière nouvelle sur le cheminement, étonnant et souvent contradictoire, du fondateur de la théorie de la sélection naturelle. Jean Gayon, quant à lui, s'est attaché à l'après-Darwin. Des thèses biométriques de Galton (1822-1911) et Pearson (1857-1936) à celles des biostatisticiens Hugué de Vries (1848-1935) et Wilhelm Johannsen (1857-1927), il rappelle comment le darwinisme, placé sous les torches caducées de l'hérédité mendélienne, était donné pour mort au début de ce siècle. Avant de renaitre, réhabilité par la génétique des populations, puis par la biologie moléculaire, sous la forme d'une « synthèse moderne » qui perdure aujourd'hui.

Pour tout savoir sur la genèse de l'Origine des espèces, pour comprendre la longue crise théorique qui s'en est suivie, les étapes décisives de sa résolution et les traits dominants du darwinisme contemporain, ces deux ouvrages sont essentiels. Rédigés dans un esprit très universitaire, par des spécialistes de l'histoire des sciences, ils s'adressent à un public déjà averti des subtilités de la biologie évolutionniste et désireux d'approfondir ses connaissances sur les tenants philosophiques, politiques et sociaux de cette théorie majeure.

► Darwin, darwinisme, évolutionnisme, de Daniel Bequaumont, Ed. Kimé, 350 p., 200 F.

► Darwin et l'après-Darwin, de Jean Gayon, Ed. Kimé, 480 p., 250 F.

Histoires de chiffres

Incompréhensibles, les mathématiques ? Pour Michael Guillen, qui les enseigne à l'université américaine Harvard, rien n'est ou contrairement plus surprenant que « cette épouvante pathologique, cette inébranlable humilité » suscitées par les chiffres et les symboles. Persuadé que celui à qui manque cette dimension cachée de la pensée est aujourd'hui réduit au rôle de « simple spectateur du monde », il retrace, sans le recours à une seule équation, les grandes étapes de l'histoire des mathématiques.

De la logique d'Aristote au théorème de Gödel, de l'invention du zéro à celle des fractales, de la géométrie d'Euclide à celle de Riemann, de la continuité des nombres rationnels aux théories des jeux, des probabilités ou des catastrophes, les mathématiques, sous sa plume, se laissent peu à peu apprivoiser. Prodigeuse aventure humaine plutôt que citadelle imprenable, œuvre d'artistes de l'imagination plutôt que de savants érudits, elle démontre l'homme au combat que livrent les mathématiciens modernes pour progresser, encore et toujours, au-delà de l'infini.

► Des ponts vers l'infini, de Michael Guillen, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Gilles Minot, Albin Michel, 250 p., 120 F.

La paix des singes

« Je n'aurais pas ce livre si je ne croyais pas que l'étude du comportement animal jette une lumière sur les racines de nos propres sociétés », prévient d'emblée Frans de Waal. Diplômé de l'université d'Utrecht, c'est avec les chimpanzés du zoo d'Arnhem que ce primatologue hollandais a commencé d'observer ce qui devait devenir son principal objet de recherche : les gestes et les conventions de réconciliation qui, au-delà de l'agression chimère à Konrad Lorenz, assurent chez les primates la cohésion sociale, la paix et le pardon.

Baiser, épouillage, sexualité : anecdotes et photographies à l'appui, cet ethnologue confirme ce que les relations sociales se construisent et se renforcent, chez les primates comme dans les familles humaines, grâce à l'oscillation permanente entre deux pôles, confrontation et réconciliation. Un récit étonnant et convaincant et parfaitement accessible, selon lequel, pour les humains aussi, faire la paix serait aussi naturel que faire la guerre...

► De la réconciliation chez les primates, de Frans de Waal, traduit de l'anglais par Marianne Robert, Flammarion, 380 p., 145 F.

Profession astronome

Qui sont les astrophysiciens ? Pourquoi ont-ils choisi cette discipline, comment s'y sont-ils formés, quel est leur travail quotidien ? Sur la trame de cette profession-passion, deux chercheurs de réputation internationale se racontent. Jean-Claude Pecker le fait avec une sincérité et une fraîcheur que l'on n'attendait guère d'un professeur du Collège de France. Héroïque ascension du pic du Midi (1951), éclipse de Soleil à Khartoum (25 février 1952), congrès d'astronomie à Pékin (1987), voyage (imaginaire) à Keplerville (2013) : une belle vie de chercheur, qui permet au passage de réviser quelques notions d'astronomie.

Trinh Xuan Thuan, professeur à l'université de Virginie (Charlottesville) et astrophysicien, a été remarqué par la Médaille d'Or (1989), nous livre une réflexion plus philosophique, à la croisée du savoir scientifique et de la croyance bouddhiste. Né à Hanoi en 1948, étudiant du Caltech et de Princeton (deux des plus prestigieuses universités américaines), ce poète du cosmos évoque l'univers, les origines de l'homme et les joies de la recherche comme d'autres inventent avec talent un conte pour enfants.

► Le promeneur du ciel, de Jean-Claude Pecker, Stock/Laurence Pernoud, 310 p., 120 F.

► Trinh Xuan Thuan, un astrophysicien, entretien avec Jacques Vauclair, Fayard, 142 p., 90 F.

Le meilleur des mondes

Filets au garçons à la demande, cartes d'identité génétique, mythes et réalités de l'hérédité impliquée dans le comportement, l'intelligence ou les maladies mentales : ce n'est certes pas la première fois qu'un ouvrage grand public aborde les aspects éthiques et sociaux de la génétique moderne appliquée à l'espèce humaine. Plus rare en revanche, et sans doute révélateur des interrogations des chercheurs eux-mêmes, cette approche constitue le cœur de la Loterie de la vie. Le jeune biologiste Philippe Frossard fait ici œuvre utile, en brossant un rigoureux portrait de la génétique moderne, de sa puissance et de ses limites.

Avec Retour à l'eugénisme, Troy Duster va plus loin encore. Directeur de l'Institut des changements sociaux à l'université de Californie de Berkeley, c'est en sociologue qu'il aborde le projet « Génome humain », ce gigantesque programme de recherche international qui prévoit de décrypter l'intégralité de notre patrimoine héréditaire. Rappelant le « halo de légimité » qu'avait donné la génétique aux stéréotypes racistes et réactionnaires du début de notre siècle, il soutient que seules « les préoccupations sociales d'une époque », au-delà des indiscutables vertus thérapeutiques de certains dépistages génétiques, expliquent la légimité aujourd'hui accordée au contrôle par l'hérédité de l'espèce humaine. Un tableau grave et inquiétant de ce qu'il pourrait advenir de notre monde si nous abandonnons, par paresse ou par incoscience, la biologie moléculaire aux seules mains des « experts ».

► La Loterie de la vie, de Philippe Frossard, Dunod, 300 p., 125 F.

► Retour à l'eugénisme, de Troy Duster, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Colette Estin, Kimé, 306 p., 140 F.

Les ordinateurs de la pensée

L'objectif des sciences cognitives : comprendre la nature du cerveau humain

LES SCIENCES COGNITIVES

Une introduction

de Georges Vignaux.

La Découverte, 360 p., 169 F.

L'ŒIL QUI PENSE

de Roger Shepard.

Traduit de l'anglais (Etats-Unis)

par Jacqueline Henry.

Seuil, 234 p., 125 F.

LA MACHINE UNIVERSE

de Pierre Lévy.

Points/Seuil, n° S 79,

240 p., 40 F.

L'ESPRIT, L'ORDINATEUR ET

LES LOIS DE LA PHYSIQUE

de Roger Penrose.

Traduit de l'anglais

par F. Balibar

et C. Engel-Tiercelin.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

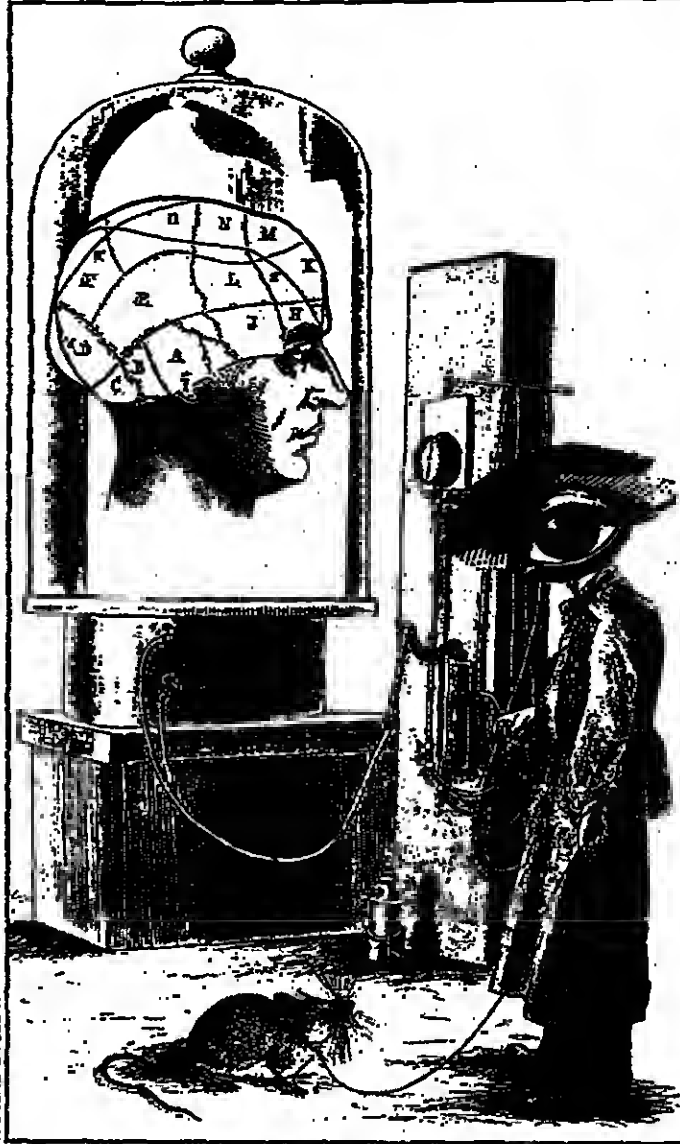
Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.

Interéditions, 330 p., 275 F.



Ce qu'il y a de formidable avec les sciences cognitives, c'est que tous les chercheurs peuvent en faire. Ou du moins en parler. Tous, en effet, se sont interrogés sur le fonctionnement du cerveau, tous se sont plus ou moins inquiétés du pouvoir de son ersatz technologique qu'est l'ordinateur. Mais chacun, spécialiste d'une science « exacte » ou « humaine », aborde le royaume de la pensée de sa propre colline. En témoignent les multiples ouvrages récemment parus sur ce thème, dans la diversité, en une époque où les livraisons scientifiques se font souvent redondantes, ne constituant pas le moindre intérêt.

Un avertissement, pour commencer : aussi rompu soit-il aux exigences de l'entendement scientifique, la tâche sera ardue à celui qui désire s'initier aux arcanes de ce nouveau continent intellectuel. L'auteur des *Sciences cognitives*, une introduction, directeur de recherches au CNRS, le souligne d'ailleurs dès les premières pages : « Les études cognitives nous mettent en présence d'une « révolution » au sens copernicien dans les formulations de nos savoirs et de nos méthodes, dont il est aujourd'hui difficile de prévoir toutes les conséquences ».

De cette aventure en pleine maturation, née du prodigieux essor des neurosciences et de l'intelligence artificielle, Georges Vignaux dresse patiemment la genèse et les finalités. En une démarche délibérément pédagogique, il retrace une à une les étapes conceptuelles et méthodologiques qui ont permis, en moins d'un demi-siècle, l'émergence de cet objectif ambitieux entre tous : comprendre la nature du cerveau humain, de cet esprit doué de perception, de coordination motrice, de raisonnement et surtout de langage. Neurophysiologie, informatique, philosophie, psychologie ou linguistique, toutes les disciplines y sont désormais ancrées. « Nécessairement interdisciplinaires », les sciences cognitives s'attachent ainsi à formuler des concepts nouveaux, parcours obligé vers une future « science de la cognition ».

Cette approche de la pensée, qui revient – entre autres – à considérer « nos capacités perceptives et adaptatives comme des « systèmes » chargés de filtrer et d'organiser les messages reçus de l'environnement », en quoi consiste-t-elle ? Psychologue cognitiviste à la prestigieuse université californienne Stanford, Roger Shepard nous en donne une version plus personnelle en restant sur son propre terrain de recherche et de création, la perception visuelle. Illusions d'optique, paradoxes des jeux d'ombre et de lumière, ambiguïté des perspectives : il s'agit bien ici de l'œil qui pense, ou plutôt du cerveau qui le gère, devenu capable, au fil de millions d'années d'évolution, de nous fournir une représentation interne du monde tridimensionnel.

« Le mécanisme de traitement de l'information de notre cerveau ne nous dévoile ses opérations de construction, par bribes, que lorsqu'il est confronté à des figures qui s'écartent volontairement des modèles réguliers les plus fréquents dans le monde de nos ancêtres », affirme Roger Shepard. Pour nous en convaincre, cet éminent savant, qui avoue « une véritable délectation pour toutes sortes de forces, de trucs et d'illusions visuelles », a rassemblé dans ce livre une partie de ses œuvres personnelles. Dessins truqués à dessein, souvent inspirés de Magritte et d'Escher, qui poussent jusqu'à l'art l'expérimentation de l'anomalie visuelle, ces planches, accompagnées d'un bref commentaire scientifique, résument mieux que tous les discours les mille et une manières de tromper notre système visuel.

« Technologie de l'intelligence » Par sa démarche même, Roger Shepard introduit un bémol à la thèse de la *Machine univers* (initialement publiée à La Découverte en 1987), selon laquelle les sciences de la cognition « ne conçoivent plus le monde, l'apprentissage ni la perception que schématisés par des algorithmes ». En creusant la toute-puissance du traitement de l'information, « en passe de devenir le modèle dominant pour penser les processus physiques et biologiques », Pierre

Qu'un grand mathématicien, anglais de surcroît, se penche à son tour sur l'*Homo informaticus*, et l'on change d'univers. Roger Penrose, il est vrai, a l'habitude de transgresser les interdits. Coléurait avec le cosmologiste Stephen Hawking du prestigieux prix Wolf en 1988, il avait imaginé dans les années 1970, « par jeu », de paver intégralement un plan avec des pentagones. Dix ans plus tard, lorsque l'existence réelle de ces « quasi-cristaux » fut admise par l'ensemble de la communauté scientifique, leur découverte était déjà passée à autre chose. Avec l'*Esprit*, l'ordinateur et les lois de la physique, il nous livre aujourd'hui l'une des plus étonnantes réflexions sur ce que les mathématiques et la physique peuvent apprendre du fonctionnement de l'esprit.

Que veut dire penser, avoir des sentiments ? Les esprits ont-ils une existence réelle ? Si oui, dans quelle mesure dépendent-ils des structures physiques auxquelles ils sont associés ? L'esprit est-il soumis aux lois de la nature ? Et d'ailleurs, que sont au juste les lois de la nature ? « Notre compréhension du monde physique comporte encore une vaste zone d'ignorance qui se situe précisément au niveau qui pourrait bien être celui où opèrent la pensée et la conscience humaine », estime Penrose. Avant de nous entraîner, en guise d'explication, aux confins de l'univers et de la logique.

De Newton à Einstein, des trous noirs au Big Bang, de la machine de Turing au théorème de Gödel, Penrose refait le monde. A grandes enjambées scientifiques, il parcourt les lois de la physique, réexamine la philosophie platonicienne à la lumière des dernières découvertes neurologiques, et affirme que l'intelligence artificielle, quoi qu'en pense ses partisans les plus irréductibles, ne peut espérer rivaliser avec l'esprit humain. Un long et fascinant voyage initiatique dont on revient, en effet, miné d'une léthargie : un livre comme celui-ci, aucun ordinateur ne l'écrit jamais.

Ca. V.

À lire également : Introduction aux sciences cognitives, sous la direction de Daniel Andler, « Folio », 520 p. Pour la plupart inédites en français, ces lectures ont été présentées en juin 1987 au Centre culturel international de Cerisy-la-Salle, lors d'un colloque intitulé « Approches de la cognition ». Chaque chapitre porte sur l'un des principaux objets étudiés par les sciences cognitives.

Signatures aussi, dans la collection « Points Seuil », trois inédits : *Initiation à la philosophie des sciences*, de Bruno Latour, n° S 74, 238 p. ; *Des technologies pour demain (biotechnologies, fusion nucléaire, laser, microprocesseurs)*, sous la direction de Gérard Jorland, n° S 77, 268 p. ; *Chaos et déterminisme*, sous la direction de A. Dahan Dalnoff, n° S 80, 416 p.

Un constructivisme radical

Goodman place sur le même plan analyse scientifique et création artistique

MANIÈRES DE FAIRE DES MONDES

(Ways of Worldmaking)

de Nelson Goodman.

Traduit de l'anglais (Etats-Unis)

par Marie-Dominique Popelard.

Ed. Jacqueline Chambon,

200 p., 120 F.

Ed. Jacqueline Chambon,

200 p., 120 F.

Ed. Jacqueline Chambon,

200 p., 120 F.

Ed. Jacqueline Chambon,

200 p., 120 F.

Ed. Jacqueline Chambon,

200 p., 120 F.

Ed. Jacqueline Chambon,

200 p., 120 F.

Ed. Jacqueline Chambon,

200 p., 120 F.

Ed. Jacqueline Chambon,

200 p., 120 F.

Ed. Jacqueline Chambon,

200 p., 120 F.

Ed. Jacqueline Chambon,

200 p., 120 F.

Ed. Jacqueline Chambon,

200 p., 120 F.

Ed. Jacqueline Chambon,

200 p., 120 F.

Ed. Jacqueline Chambon,

200 p., 120 F.

Ed. Jacqueline Chambon,

200 p., 120 F.

Ed. Jacqueline Chambon,

200 p., 120 F.

Ed. Jacqueline Chambon,

200 p., 120 F.

que de rendre compte des apparences de la façon la plus satisfaisante possible. *Manières de faire des mondes* nous fait pénétrer plus avant dans ce triple projet, mais nous révèle également que celui-ci doit plus qu'on ne le croyait à la philosophie continentale, entre autres à Kant et Cassirer.

Le premier chapitre de ce livre reprend d'ailleurs le texte d'une conférence donnée à Hambourg pour le centième anniversaire de la naissance d'Ernst Cassirer. Dans tous ses ouvrages, ce dernier a souligné le pouvoir créateur de l'esprit humain, insistant particulièrement sur la place tenue par les symboles dans la construction des œuvres d'art, des mythes et des idéologies – à l'exemple de Kant qui, lui, avait mis en valeur le rôle joué dans la perception par les concepts et les formes a priori de la sensibilité.

Tout en inscrivant à son tour sa propre démarche dans le sillage de ces deux précurseurs, Goodman va plus loin qu'eux. D'une part, il abandonne l'idée de chose en soi et celle de vérité ultime ; de l'autre, il place résolument sur le même plan analyse scientifique et création artistique. Pour lui,

toutes deux ne sont que des formes analogues d'une même activité constructive de l'esprit, qui ne fait jamais, finalement, que s'explorer lui-même.

Goodman pourtant n'aboutit pas au solipsisme. Il se borne à enregistrer, d'un air sceptique, que la pensée ne rencontrera jamais le réel puisqu'il n'est d'autre réalité pensable que celle-là même qu'on fabrique en pensant. S'attachant en revanche à composer entre elles les différentes constructions dont notre esprit est capable, les différentes versions qu'il donne du monde, Goodman cherche des critères permettant de distinguer entre ce qu'il appelle les « versions authentiques » et les « contrefaçons ».

Nourrie de discussions logiques souvent ardues, cette partie de son livre est à la fois la plus austère et la plus neuve. Elle constitue en tout cas un excellent échantillon de ce qu'on pourrait appeler le style « goodmanien » en philosophie. Un style reconnaissable entre mille et qui n'a guère, il faut bien le dire, d'équivalent chez nous.

Christian Delacampagne

LE MONDE DES LIVRES

SOCIÉTÉS

par Georges Balandier

Ailleurs, loin de la modernité



inlassablement un milieu hostile livré aux excès de la nature, ils combattent avec leurs armes contre la rareté et les maux qu'ils assument aux assauts de la sorcellerie. Ils apprennent à domestiquer leurs peurs, à lutter contre la famine toujours menaçante, à apaiser leur désir et leur colère — sans oublier la part du jeu, de l'ironie, de la dérision et des joutes verbales.

Ils travaillent avec le symbolisme et le rituel autant qu'avec l'outil. La fertilité et la fécondité sont leurs constantes préoccupations, ils y répondent en alliant les cycles du mal, de la sexualité et de la maternité. Il y a une sorte de conception vitaliste du monde, vécue dans le dénuement et la chaleur des cérémonies, dans une familiarité de la mort et des morts.

NIGEL BARLEY, en véritable écrivain, fait de son récit une sorte de roman de l'apprentissage culturel. Il ne cache rien des pièges où se prend son «innocence», des mystifications et de la malice avec laquelle les Dayao traitent leurs croyances et leurs pratiques. Avec Kenneth Good l'auteur prend une autre tournure, bien que les commémorations soient les mêmes et l'épreuve encore plus dure. Les Yanomami des confins vénézuéliens, semi-nomades sou-

anthropologues qui nous entraînent à leur suite, jusqu'aux confins de l'Amazonie vénézuélienne dans un cas, jusqu'aux massifs montagneux du nord du Cameroun dans l'autre. Le premier, Kenneth Good, s'établit chez les Yanomami — Indiens de mauvaise renommée, qualifiés de «gens féroces» — le second, Nigel Barley, réside parmi les Dayao — rudes cultivateurs dispersés dans un univers de chaos rochers, réputés «sauvages et rétifs».

Deux engagements comparables, au plus loia de la modernité, sous la pression d'un milieu académique qui entraîne l'anthropologue américain dans une polémique relative aux causes de la violence yanomami, qui pense l'africaniste anglais, fort sceptique, à effectuer la «corvée de terrain» en dépit de son goût de l'abstraction et de la spéculation théorique. Deux entreprises conduites malgré les dédaignes bureaucratiques, les risques et les malades, les incompréhensions et les découragements, qui allient l'aventure personnelle, la passion et l'amitié à la pratique scientifique. Mais l'immersion dans la vie du peuple étudié l'emporte sur le strict respect des règles de la discipline. C'est une expérience transformatrice; les deux textes en témoignent et en tirent leur incontestable qualité littéraire.

NIGEL BARLEY est le plus rétif, longtemps à distance des villages Dayao qui l'ont accueilli — et de lui-même. Il s'estime vu comme un «imbécille sans malice», maladroite jusqu'à l'obscurité dans son apprentissage du langage, tout juste bon à «apporter quelques

avantages» et du prestige; il reste sur ses gardes afin de ne pas céder à la bigoterie de l'anthropologue qui fait croyance de ce qu'on lui dit. Il se sait observateur observé, avec curiosité, ironie, et calcul. Il lui faut attendre une année avant d'être vraiment accepté, s'ajuster aux rythmes de ses hôtes, accéder à la parole qui est l'essence de toute chose, entrer dans les rapports d'échange et de convivialité qu'entretenaient la conversation, le tabac et la bière. En bénéficiant des confidences que libèrent les amitiés.

Alors, les faits finissent, et l'anthropologue n'est plus «l'homme qui gobe tout, et n'importe quoi». Les Dayao deviennent autres, dépouillés de cette nullité sauvage que leur attribuent les bureaucrates locaux. Ils humanisent

dre de la distance en perdant l'obsession d'effectuer à tout prix une recherche très spécialisée — une étude écologique, savoir attendre en s'immergeant progressivement.

Deux ans pour faire partie de la communauté en acceptant que «les motifs de ses actes n'intéressent pas» ses hôtes, pour «passer à l'état d'élément permanent» et être impliqué «dans la vie sociale et émotionnelle du groupe». Kenneth Good ne vit plus alors séparé, mais à l'intérieur de l'unique grande maison qui forme le village, sous le regard des autres; il participe aux nombreuses et pénibles expéditions, aux fêtes et aux cérémonies; il se rend utile, par ses cadeaux d'outillage et ses remèdes. Il renonce à ses critères de jugement moral, face aux mensonges, aux démonstrations agressives, aux assauts de jeunes confins qui «veulent du sexe» et violent. Il découvre, au-delà de la rudesse, un genre de vie «fait aussi de camaraderie, de compassion» et «d'harmonie communautaire».

Il est finalement conquis, adopté, engagé jusqu'au point de ne plus pouvoir se déprendre. Par l'effet des amitiés, et surtout d'un amour qui a lentement poussé. Une femme — «au summum de sa beauté» — lui est accordée selon la coutume. Il finit par l'épouser conformément à la loi américaine, après bien des péripéties; deux enfants, «les premiers yanomami», naissent de cette union. Le livre de Kenneth Good est bien davantage qu'une description du monde yanomami, il est le récit d'une passion qui brise tous les obstacles et ouvre les chemins de la connaissance de l'autre. L'Amazonie devient pour lui le pays des «moments les plus heureux».

Ces deux histoires d'anthropologues finissent sur le mode paradoxal. Le plus réticent, qui avoue sa «joie hystérique à quitter le pays des Dayao», retrouve sa modernité avec gêne et traces et rêve de retour. Le plus engagé revient à la vie américaine, à la société de l'«organisation», en étranger. Mais c'est Yarrow le vrai paradoxe: dans sa résidence du New-Jersey, très vite, rien ne la déconcerte, et ses deux enfants grandissent, nourris de télévision. Deux histoires de vérité où la science ne bâtit pas les oubliettes où est enfermée l'autobiographie.

• Signaler également: après le livre autobiographique de Jan Vans, avec préface de Jacques Derrida, *Tiguanas, sur la route avec les Rom Larran*, Phébus, 273 p., 124 F., son récent ouvrage consacré à la résistance tswana, *Le Crâne des chévaliers. La guerre secrète des Tiguanas*, Phébus, 251 p., 128 F.

Le mal et l'Occident

Evelyn Pewzner veut rendre compte de la faillite de la psychiatrie: un plaidoyer qui bouleverse les idées reçues mais laisse perplexe

L'HOMME COUPABLE
d'Evelyn Pewzner.
Préface de
Georges Lanteri-Laura
Ed. Privat, 281 p., 160 F.

Kafka disait de la psychanalyse — dont il se tenait, selon ses propres termes, «aussi éloigné que possible» — qu'elle était moins une théorie générale du psychisme qu'un «chapitre de l'histoire juive écrite pour la génération actuelle, en quelque sorte le dernier en date des commentaires du Talmud». Cette citation figure dans l'excellent essai d'Evelyn Pewzner, *L'Homme coupable*, qui porte pour sous-titre la *Folie et la faute en Occident*. L'auteur, professeur de psychopathologie à l'université de Picardie, ne se propose pas moins, dans ce premier livre, que de rendre compte de la faillite de la psychiatrie et de révéler la valeur du modèle prétendant universel de la psychanalyse.

Ce que nous enseignent les anthropologues et les psychiatres travaillant en milieu non occidental, ce sont les variations de fréquence du sentiment de culpabilité

d'une culture à l'autre. «Dans la perspective occidentale», écrit Evelyn Pewzner, «on tend à considérer que le mal est inhérent à l'homme lui-même. Cette notion d'innéité est d'autant plus frappante qu'elle est absente dans des contextes culturels différents, où l'origine du mal est toujours située à l'extérieur du sujet, par exemple chez un persan, qui ne peut localiser le nommer». Bref, le trouble mental dépend de mythes et de religions: l'univers moribond de la faute ne peut être dissocié de la culpabilité, culpabilité ont pas oedipienne, comme le soutiennent les psychanalystes, mais ontologique et enracinée dans une théologie du péché.

Proche
de Ricoeur

La valeur de la pensée freudienne réside donc moins dans ses prétentions scientifiques que dans sa filiation naturelle avec toute une tradition (Schopenhauer, Kierkegaard, Nietzsche) qui s'évacue pas le problème du sens comme le fera la psychiatrie à prétention scientifique, et qui situe le péché au cœur du problème du mal. La psychanalyse, d'une certaine manière, peut être considérée comme la version laïcisée de la tradition judéo-chrétienne dont elle prétendait s'émanciper. Kafka encore, à propos des docteurs de l'âme: «Leurs paties de derrière collaient au judaïsme du père et leurs paties de devant ne trouvaient pas de nouveau terrain. Le désespoir qui s'ensuivit fut leur inspiration».

Ce que rejette Evelyn Pewzner, c'est la thèse de l'universalité de la nature humaine telle qu'elle s'exprime, par exemple, chez Geza Roheim («L'inconscient est le même pour toutes les cultures») ou chez Georges Devereux: tous deux interprètent, en effet, les symptômes et les conduites à partir du postulat central des invariants de la personne humaine; et ils plaident la problématique oedipienne, tenue bien sûr pour universelle, au centre de cette perspective en uni-

fiant, en gommant par là même les différences culturelles.

C'est pourquoi, insiste Evelyn Pewzner, il est nécessaire, contre le dogmatisme des forces de l'Un, de faire appel au fonds mythico-symbolique d'une tradition donnée: «Le thème du péché et celui de la culpabilité sont au centre de la réflexion sur le problème du mal en Occident».

Proche philosophiquement de Paul Ricoeur, d'Yvon Brès (qui a souvent répété que la psychanalyse manie la culpabilité oedipienne d'une manière analogue à celle dont la religion judéo-chrétienne manie le péché), Evelyn Pewzner l'est également, sur le plan anthropologique, de l'école culturaliste américaine (Solomon, Fromm, Horvay, Mead et Gardiner) qui accorde une grande importance aux facteurs sociaux et culturels dans le développement de la personnalité et qui insiste sur les corrélations existant entre un type de culture et un type de personnalité.

Si la naissance, la sexualité, la maladie et la mort suscitent des réactions et des émotions qui n'ont rien d'univoque d'un univers culturel à l'autre, on voit difficilement comment on pourrait tenter de comprendre et d'interpréter le trouble mental sans essayer d'élucider le mode de relation qui unit l'homme au sacré dans cet «univers de sens» qui le précède et le transcende.

Ce plaidoyer pour une approche nouvelle et interdisciplinaire de l'univers moribond de la faute, pour reprendre le titre d'un ouvrage du docteur Hénard qui connaît son heure de gloire, bouleverse pas mal d'idées reçues dans le domaine de la psychopathologie, mais laisse quand même perplexe: la dimension religieuse y occupe une place si importante qu'on en vient à redouter qu'au réductionnisme psychanalytique, fondé malgré tout sur la raison, ne se substitue une vision quasi mystique de la détresse existentielle.

Roland Jaccard

Ferrari, penseur inclassable

Suite de la page 25

Résumé des faits: un jeune philosophe italien s'installe en 1838 à Paris où il pense être plus libre que nulle part ailleurs. Il n'a que vingt-sept ans, mais a déjà édité Vico en Italie, se fait remarquer par ses articles dans la *Revue des Deux Mondes* et soutient deux thèses en Sorbonne. Il obtient une suppléance à la faculté de Strasbourg. Scandale: pour avoir affirmé que «la Réforme avait émané de quarante millions d'âmes», et avoir trop insisté sur le communisme de Platon, Joseph Ferrari est attaqué par tout ce que l'Alsace compte de catholiques, et l'université de hiennepensants. Son cours est suspendu. Il est nommé au lycée de Bourges. Le recteur écrit alors au ministre: «Les familles s'effient de voir un cours aussi important que celui de philosophie confié à un fonctionnaire que l'opinion accuse de propager des doctrines dangereuses».

Révoqué en 1848 à l'agrégation de faculté pour cause de non-conformisme, Joseph Ferrari publie l'année suivante les *Philosophes salariés*, superbe pamphlet contre Victor Cousin et son hégémonie sur la philosophie du temps, où il dénonce la collusion de l'enseignement officiel et de l'ordre religieux établi. Son déhuit donne le ton: «Les philosophes n'arrivent à la gloire qu'à la condition de l'impérialisme».

Voilà donc un oom attaché à une affaire exemplaire où sont visibles toutes les tensions entre l'enseignement d'Etat et la libre critique des philosophes. Joseph Ferrari o'es-t-il que cela? Pas du tout, dit-on de l'autre côté des Alpes. Giuseppe Ferrari est un de nos hommes politiques les plus originaux.

Deuxième profil: député au Parlement italien à partir de 1860, il combat le centralisme de Cavour au nom d'un fédéralisme inspiré de Proudhon. Il fut membre du conseil supérieur de l'instruction publique et, à sa mort, en 1876, venait d'être nommé sénateur. Les Italiens rééditent ses écrits politiques (2), sa correspondance avec Proudhon, ses discours à l'As-

semblée. Ils organisent des colloques sur son rôle dans l'histoire du nouvel Etat italien (3).

Entre Joseph, qui passa quelque vingt ans en France (de 1838 à 1859) à jouer les empêcheurs d'enfermer en rond, et Giuseppe, dont les discours sèment en Italie, de 1860 à 1876, une joyeuse pagaille politique, le raccord est malaisé. Trop italien en France, trop français en Italie, Ferrari ne fut jamais perçu que partiellement. Pis: il manquait le plus important, c'est-à-dire son œuvre, et la possibilité de saisir ce qu'a d'original son apport à la pensée contemporaine. Ses deux ouvrages majeurs écrits et publiés en français (et jamais traduits en italien) viennent d'être réédités, l'un sous sa forme intégrale, *Histoire de la raison d'Etat*, qui date de 1860, l'autre, la *Chine et l'Europe*, qui est de 1867, sous la forme de chapitres choisis précédés d'une longue étude de Robert Bonnaud. Désormais, on peut mesurer quelles furent sa grandeur et ses faiblesses, ses intentions valencieuses et ses conclusions ratées.

Une algèbre implacable
et loufoque

La vraie question posée par Ferrari est celle de l'histoire mondiale et de ses tourments. Il propose de quitter notre vase clos méditerranéen pour considérer sous toutes les latitudes et longitudes les grands courants, les synchronismes, les moyennes planétaires, les virages pris au même moment, tous ces jumelages énigmatiques et déroutants qui violent l'éclat ou s'étiolent, d'un côté à l'autre de la planète, dans des cultures sans relation directe, des phénomènes qui coïncident. Par exemple, est-ce vraiment un hasard si Pythagore, le Bouddha et Lao Tseu sont, à peu de choses près, contemporains?

Peut-on, en affinant des parallèles de ce genre, repérer les «lois générales auxquelles les hommes obéissent à leur insu»? Pourrait-on les exprimer mathématiquement, voire les utiliser pour prévoir les méandres à venir de l'histoire? Si

Ferrari mérite de sortir de l'ombre, c'est avant tout pour ce sens très aigu de la «vue globale» en histoire, pour sa sensibilité à l'instable, son attention aux alternances et aux tensions et ce rêve d'en constituer finalement un savoir scientifique. De Vico à Hegel ou à Marx, d'autres ont fait d'assez semblables songes.

Charles Fourier aussi. Ferrari, par certains traits, lui ressemble: même délire arithmétique, même fascination pour une algèbre implacable et loufoque. Aux vraies questions sur l'histoire mondiale, Joseph-Giuseppe n'apporte que de fausses réponses, sous la forme de cycles fixes et de longueurs égales, périodes de cinq cents ans se subdivisant en cent vingt-cinq, puis en trente ans et demi — la durée d'une génération. Ses derniers ouvrages, *Teoria di periodi politici* (1874) et *Arithmetica nell'istoria*, inachevés, s'enferment dans cette impasse peuplée de chiffres.

Robert Bonnaud, qui a trouvé en Ferrari un ancêtre méconnu pour ses propres recherches (4), ramasse, en conclusion de son essai, la silhouette de ce penseur inclassable: «Ni Italien inconsciente ni véritablement Français, ni universitaire à temps complet ni homme politique à part entière, ni philosophe pur ni historien au sens étroit, ni orientaliste de profession ni occidentaliste de conviction, émigré et migrant, jamais tout à fait chez lui, mélié et bédard partout...» Ferrari vaut le détour.

Roger-Pol Droit

(2) *Scritti politici* di Giuseppe Ferrari, de Silvia Rota Chibaudi, Utet, Turin, 1973.
(3) Les actes d'un colloque international tenu à Lanzo les 5 et 6 octobre 1990 viennent de paraître à Milan: Giuseppe Ferrari et il nuovo stato italiano, sous la direction de Silvia Rota Chibaudi et Roberto Ghiringhelli, Clapinetto, Istituto Editoriale Universitario (via Reza 4, 20135 Milano, 488 p., 80 000 lire).

(4) Voir son *Système de l'histoire*, Fayard (1989).

• On annonce, pour septembre, la parution d'une nouvelle réédition de Ferrari: *Machiavel, juge des révolutions de notre temps*, et autres textes, avec une préface de Stéphane Donathier et Patrick Vermeren, aux éditions de La Différence.

LE PLAISIR D'ECRIRE LE DROIT D'ETRE LU

Si pour vous écrire est une passion, décrivez-nous. Nous éditerons et diffuserons vos ESSAIS, MÉTIERS, RÉCITS, ROMANS, POÈMES en LIBRAIRIES. LANCÉMENT PUSILLICITE par PRESSE, RADIO, TELEVISION. LIBRAIRIES. Envoyez dès maintenant vos manuscrits à:

LA PENSÉE UNIVERSELLE

115 boulevard RICHARD LENOIR
95540 PARIS CEDEX 11
Tél. 01 43 57 74 74

Cheques déstinés par l'art. 49 de la loi de 11.03.57 sur la propriété intellectuelle.

LETTRES ÉTRANGÈRES

Hemingway et ses masques

La plaisanterie de Kierkegaard

IN VINO VERITAS

de Søren Kierkegaard.
Traduit de l'anglais par André
Bachelon et C. Lund.
Climats, 157 p., 60 F.

Cinq compagnons d'orgie se réjouissent, fument le cigare, boivent du vin et, en l'absence de femmes, parlent de l'amour comme d'un spectacle corréatif. L'un d'entre eux se lance dans des considérations sur la femme, il a ce mot destiné à rester dans les annales de la misogynie : « Avec la femme la plaisanterie est entrée dans le monde. » Et d'expliquer aux autres convives que s'ils ne veulent pas souffrir, ils doivent se garder de placer la femme sur un piédestal, de la glorifier jusqu'à une grandeur sur-naturelle ; il est préférable de se répéter qu'être époux c'est quelque chose de force, être séducteur également quelque chose de force... La seule vérité est celle-ci : la femme ne prend de l'importance qu'en devenant destructrice.

Ces propos de banquet, Kierkegaard les fait tenir par ses trois hétéronymes, Johannès, Victor Erneste et Constantin Constantius. In vino veritas fait partie de *Ou bien... ou bien*, éloge du stade esthétique de la vie, éloge de la puissance et de l'instinct.

Kierkegaard écrit ce texte peu après la séparation, déchirante, avec Régine Olsen. Il la croit maudite, il apprend qu'elle va se marier. Il règle ses comptes en racontant l'histoire d'un homme à qui sa fiancée dit, au moment de la rupture : « Je meurs. » Elle ne meurt pas, elle s'enfuit. Il la retrouve au bras d'un autre, Kierkegaard se dit que les femmes ont une étrange manière de mourir : elles se marient...

R. J.

Suite de la page 25

Les mêmes qui étaient indifférents au fascisme (ont maintenant l'apologie du Bien ? Mais le Bien, devenu consensuel et abstrait, est une farma ravalée du Mal. En 1947 : « Pour ceux qui ont du talent, la bombe atomique n'est pas plus menaçante qu'une hémorragie cérébrale ou la stérilité. Qu'ils continuent à faire leur travail sans s'occuper du reste. » Et, en 1954 : « L'Homme avec un H majuscule ne m'évoque rien. »

Mais il n'y a pas que le déluge de la bonne pensée automarique, il y a aussi (envers et endroit) l'expansion de la marchandise. Question : Ne pensez-vous pas que l'argent facile, Hollywood, la radio, les magasins de luxe, peuvent distraire les écrivains de travaux personnels ambitieux ? Réponse : « Les prostituées ont-elles besoin d'encouragements ? » Ou encore : « Le monde, il est vrai, file un mauvais coton, mais son infortune ne date pas d'hier. »

Quand même, Hemingway, vous avez bien quelque chose à déclarer ? Sur la politique ? « A fuir. Quand elle m'a frôlé, j'ai senti le genre de malice que l'on éprouve après avoir bu par mégarde dans le crachoir du voisin. » La poésie ? « Certains écrivains, d'autres tirent des mots. De toute façon, leur moire à tous est Ezra Pound, un misérable, un traître. » Jugez les autres écrivains ? Finalement, non. Tous les écrivains devraient être solidaires : « Je revêts Joyce, un soir... » A force, les choses se gâtent. Au moment de la publication d'*Au-delà du fleuve et sous les orbes*, Hemingway est éreinté par la critique et *Times* parle de la « follesse évidente du livre » (qui est pourtant son chef-d'œuvre). L'Amérique est choquée qu'il mette en question des

généralistes de 1944 en leur reprochant d'avoir commandé une « boucherie » ; que le narrateur se promène dans Venise avec une jeune aristocrate italienne ; que le titre du livre, enfin, soit on ne peut plus « sudiste ».

Hemingway n'avait rien arrangé en déclarant : « Mon nouveau roman est formidable. Je l'ai relu deux cent six fois. » Ou encore, plus provocant : « D'une certaine manière, je suis passé par l'arabisme, la géométrie et l'algèbre. J'en suis aujourd'hui au calcul infinitésimal. » Pratiquement tout le monde trouve le livre « vide » et qu'il ne s'y passe rien. Hemingway laisse tomber : « Ce livre est écrit pour ceux qui, connaissant le prix de la vie, fuient la

mort de toutes leurs forces » et aussi « pour les amoureux à qui la révélation du bonheur donne des ailes. » Grand froid. Il faudra le *Viell Homme et le mer* pour forcer l'Académie Nobel, laquelle enregistre, ainsi, le plus bref discours de son histoire, lu par l'ambassadeur des États-Unis. Le thème ? « Écrire de son mieux, c'est se condamner à la solitude. » Ce Hemingway ne fait décidément aucun effort.

Une des rares fois où Hemingway a l'air en confiance à La Havane, c'est avec un professeur, Fraser Drew. Il critique les essais écrits sur lui, l'no psychanalytique, l'eutre hyper-symbole, un autre encore d'un « écrivain raté, doublé d'un agent du FBI tout aussi

roté (1). » Et puis, tout à coup : « J'aime l'idée d'être catholique. » Drew note : « Il me parle avec beaucoup de chaleur du catholicisme, n'oubliant pas d'inclure dans cette célébration son ami prêtre basque, rencontré en Espagne : « Il prie pour moi tous les jours, et moi je prie pour lui. » *Times* venait justement de publier un article pour se maquer de ce « catholicisme » non pratiquant de Hemingway (qui s'était converti en 1927 en épousant sa deuxième femme Pauline Pfeiffer).

Il semble que Drew soit un des rares visiteurs que Hemingway ait insisté pour retenir à dîner. Il lui offre des éditions de ses livres en espagnol, en ita-

lien, en français. Pensait-il alors à cette « movable feast », à cette fête mouvante dont il aura écrit que la capitale était Paris ? Dernier masque ? Peut-être, mais pas le moins étonnant. « Les gens qui ont vraiment le sens de l'honneur, tranche-t-il un autre jour, n'en parlent jamais. » Et, avant d'en finir, une dernière carte postale à un ami : « On s'est quand même payé du bon temps ! » C'est cela : l'honneur, le bon temps, les livres.

Philippe Sollers

(1) Sur l'art subversif de Hemingway, et les déformations cocasses ou métaphysiques auxquelles il donne lieu, voir le texte de Milan Kundera, *À la recherche du présent perdu*, dans la revue *l'Infini*, n° 37 (Gallimard) (Le Monde du 7 février).

Bibliographie

Les ouvrages de Ernest Hemingway (1898-1961). Prix Nobel de littérature 1954, ont tous été publiés aux éditions Gallimard. L'annexe indiquée entre parenthèses est celle de la première édition américaine.

• En poche, dans la collection « Folio » : *La Vieillesse et la mer* (1952), roman traduit par Jean Dutoit (n° 7). *L'Adieu aux armes* (1929), roman traduit par Maurice-Edgar Coindreau (n° 27). *Les Neiges du Kilimandjaro* (1935) ; *Die Indiens* (1933), nouvelles traduites par Maurice Duhameil (n° 151). *Paradis perdu* (1940) ; *La Cinquième Colonne* (1938), nouvelles traduites par Marcel Duhamel et Henri Roblot (n° 175). *Le soleil se lève aussi* (1926), roman traduit par Maurice-Edgar Coindreau (n° 221). *Mort dans l'après-midi* (1932), essai d'un aficionado tra-

duit par René Daumal (n° 251). En avoir ou pas (1938), nouvelles traduites par Marcel Duhamel (n° 268). *Cinquante mille dollars* (Extrait de *Hommes sans femmes*, 1927), nouvelles traduites par Ott de Weymeyer (n° 280). *Les Vertes Collines d'Afrique*, récit vécu (1935) traduit par Janine Oulpech (n° 352). *Pour qui sonne le glas* (1940), roman traduit par Denise Ven Moppes (n° 465). *Paris est une fête* (posthume, 1964), chronique traduite par Marc Saporta (n° 465). *Au-delà du fleuve et sous les orbes* (1950), roman traduit par Paul de Beaumont (n° 589). *Illes à la dérive* (posthume, 1970) traduit par Jean-René Majan (n° 974 et 975). *L'Été dangereux*, chroniques (1980), traduit par Jean-Pierre Carasso (n° 2387).

• Dans la collection « Du monde à l'ami » : En ligne. Choix

d'articles et de dépêches de quarante années, édition de William White et Philip Young, traduit par Jean-René Majan et Georges Magnane (1970). *Les Aventures de Nick Adams*, nouvelles extraites de différents recueils, traduction collective ; présentation de Philip Young (1977). 88 poèmes, édition de Nicholas Georgiannis, traduits par Roger Asselineau (1984). *Lettres choisies*, édition de Carlos Baker, traduit par Michel Arnaud (1986). *Le Jardin d'Eden*, traduit par Maurice Rambaud (1989).

• Hors série : Ernest Hemingway, apprenti reporter. Articles publiés dans le *Kansas City Star*. Édition de Matthew Joseph Bruccoli (1973).

• Les Œuvres romanesques de Hemingway sont également disponibles, en deux volumes établis

par Roger Asselineau, dans la « Bibliothèque de la Pléiade » (n° 189 et 207).

• Sur Hemingway : Jean-Bernard Varan : *Quand le buffle grogne... ou la mort imaginaire d'Ernest Hemingway* (Seuil, 1979). Anthony Burgess : *Ca sacré Hemingway*, traduit de l'anglais par Leo Dill et Georges Belmont (Fayard, 1979). Jeffrey Meyers : *Ernest Hemingway*, traduit de l'anglais par Geneviève Hély-Méne (Gallimard, 1987). *Narborio Fuentes : Ernest Hemingway retrouvé* (album inédit, photographies noir et blanc de Roberto Herrera Sotolongo, Gallimard, 1987). Patar Griffin : *Ernest Hemingway*, traduit de l'anglais par Michel Arnaud (Gallimard, 1989). Kenneth S. Lynn : *Hemingway*, traduit de l'anglais par Marc Amfrville et Anne Wicks Payot, 1990.

ACTUALITÉS

Les collaborateurs du « Monde » ont publié

Fiction

— Gilles Barbedette : *Baltimore* (Gallimard, 294 p., 105 F) et *Une saison en enfance* (Haiter, 100 p., 80 F). (Gilles Barbedette est mort le 20 mars, à l'âge de trente-six ans.)

— Tahar Ben Jelloun : *La Romanité des cendres* (Seuil, 144 p., 75 F) et *L'Ange aveugle* (Seuil, 201 p., 85 F).

— Hector Bianciotti : *Ca que la nuit raconte au jour* (Grasset, 332 p., 115 F).

— François Bott : *le Boulevard des sentiments* (Flammarion, 114 p., 70 F) et *les Mirrors* (Flammarion, 178 p., 100 F). François Bott a également publié avec Dominique-Antoine Grisoni, Roland Jaccard et Yves Simon *De la volupté et du malheur d'aimer*. Le Livre de poche, « Biblia-essais ».

— Michel Braudeau : *le Livre de John* (Seuil, 310 p., 110 F).

— Philippe Dagen : *l'Âge d'or* (Gallimard, 420 p., 155 F).

— Alain Gireaud : *les Tournants de la gloire* (Le Monde éditions, 263 p., 120 F).

— Pierre-Robert Leclercq : *Monsieur Niquile* (Les Belles Lettres, 199 p., 100 F) et *la Larme de Jean-Ra* (éd. Car rien n'a d'importance, 112 p., 68 F).

— Amina Said : *Nul autre lieu*, poèmes (éd. Écrits des Forgas, Québec, 98 p., 75 F).

— Daniel Schneidermann : *la Disparue de la Sistrène* (Fayard, 339 p., 110 F).

— Robert Solé : *le Tarbouche* (Seuil, 413 p., 120 F).

— Philippe Sollers : *Sade contre l'Être suprême* (Quai Voltaire, 54 p., 50 F).

Essais

— Yves Agnès et Michel Durier : *l'Entreprise sous presse*, *Le journal d'entreprise, stratégie et méthodes* (Dunod, 220 p., 228 F).

— Gaëtan Balandier : *la Vie*

quotidienne au royaume de Kongo du XVI^e au XVIII^e siècle (Hachette, 284 p., 118 F).

— Catherine Bédarida : *l'École qui décalca, cinq nouvelles manières d'enseigner* (Seuil, 268 p., 110 F).

— Roger Cans : *Tous verra : la surenchère écolagique* (Calmann-Lévy, 222 p., 110 F).

— René de Ceccatty : *Nuit en pays étranger*, une biographie de l'écrivain Sibilla Alarico (Julliard, 402 p., 140 F).

— Roger Chartier : *l'Ordre des livres, lecteurs, auteurs, bibliothèques en Europe entre XIV^e et XVIII^e siècle* (Alinéa, 120 p., 89 F).

— Roger-Pol Droit (textes réunis et présentés par) : *les Grecs, les Romains et nous*, l'Antiquité est-elle moderne ? (Le Monde éditions, 485 p., 150 F).

— Bernard Feron, Michel Tatu : *Au Kremlin comme si vous y étiez* (Le Monde éditions, 287 p., 120 F).

— André Fontaine : *l'Un eons l'autre* (Feyard, 372 p., 120 F).

— Eric Fattarini : *la Pista blanche, l'Afrique sous l'empire de la drogue* (Balland, 174 p., 85 F) et, avec Erik Orsenna et Christophe Guillemin : *Besoin d'Afrique* (Fayard, 347 p., 110 F).

— Claude Francillon : *Chamonix*, 24. *Grenoble 68*, Albertville 92 : *le Roman des Jeux* (éd. Glénat, 184 p., 98 F).

— Jaan de la Guérivière : *Voyage à l'intérieur de l'Eurocratie* (La Monda éditions, 197 p., 98 F).

— Roland Jaccard, Michel Thévoz : *Manifeste pour une mort douce* (Grasset, 180 p., 68 F).

— Pierre Laplace : *Diderot, une biographie* (Flammarion, 444 p., 145 F).

— Jacques Lesourna et René Lenoir (sous la direction de) : *Où va l'Etat, la souveraineté économic et politique au question*

(Le Monde éditions, 395 p., 140 F).

— Laszlo Liskai : *Carlos à l'abri du rideau de fer* (Seuil, 221 p., 95 F).

— Sarge Marti (dirigé par) : *New-York contre NY* (Autrement, 224 p., 98 F).

— Edouard Masurel : *l'Année 1991 dans le monde, les principaux événements en France et à l'étranger*, préface d'André Fontaine (« Folio Actual », 258 p., 50 F).

— Jean-Michel Normand : *les Mains dans le cambouis, pour réparer le sécu* (Lévi-Deleury, « Coup de gueule », 132 p., 75 F).

— Denis Pessin : *Boulart, Boulart* (éd. Liana Lévi, 144 p., 78 F).

— Piantu : *le Président Hip Hop* (Le Monde éditions, 160 p., 89 F) et *le Dossier se fait la malla* (Le Monde éditions, 166 p., 55 F).

— Edwy Plenel : *Voyage avec Calom* (Le Monde éditions, 260 p., 98 F).

— Pascale Robart-Diard et José Raymond : *Tignes mon village englouti* (Payot, « Récits de vie », 240 p., 125 F).

— Alain Rollat, Edwy Plenel : *la République menacée, dix ans d'effort* (Le Pen (Le Monde éditions, 387 p., 120 F).

— Danielle Rouard : *New-York 1992, l'annuel voyageurs*, (Voyageurs du monde éditeur, 183 p., 80 F).

— Thomas Schreiber : *Hongrie, la transition pacifique* (Le Monde éditions, 151 p., 89 F).

— Pierre Servent : *la Mythe Pétain, Verdun ou les rancœurs de la mémoire* (Payot, 288 p., 120 F).

— Jean-Marc Thélaire : *l'Accusé* (Robert Laffont, 428 p., 135 F).

— Daniel Vernet : *la Renaissance allemande* (Flammarion, 224 p., 98 F).

Guy Debord chez Gallimard

Guy Debord, « écrivain, penseur stratégique et aventurier français né à Paris en 1931 », comme il était défini ici-même (*Le Monde* du 20 octobre 1989), théoricien situationniste, analyste, dès 1967, de la « société du spectacle », va désormais publier aux éditions Gallimard. Qu'un homme tellement en retrait, invisible, n'accordant aucun entretien à la presse, se tenant à distance de tous les compromis et de toutes les institutions, rejoigne Gallimard, « institution » éditoriale par excellence, est certainement une victoire personnelle pour Anroine Gallimard, qui, depuis longtemps, rêvait secrètement de publier un jour Debord.

Tous les textes de Guy Debord — perus aux éditions Gérard Lebovici — vont être repris chez Gallimard, à commencer par *la Société du spectacle* (1) et *Commentaires sur la société du spectacle* (en octobre) ; et c'est évidemment à Gallimard que Debord donnera ses nouveaux travaux. Les livres de Debord seront édités par les soins de Jean-Jacques Pauvert, qui renoue ainsi avec la maison à laquelle il a été lié, adolescent brillant, il y a quelque cinquante ans.

(1) Ce livre a été publié en 1967 aux éditions Buchet-Castel, réédité en 1974 aux éditions Champ libre et une nouvelle fois, en 1987, aux éditions Gérard Lebovici.

PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE
82, rue Bonaparte, PARIS VI^e
Métro : Saint-Sulpice
10 h - 13 h / 14 h - 19 h

HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE - BEAUX ARTS
RÉGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens
Beaux livres

Le catalogue 508 vient de paraître
Envoi sur simple demande

Mort du poète italien Margherita Guidacci

Le poète italien Margherita Guidacci est morte vendredi 19 juin à son domicile romain des suites d'un accident cérébral. Elle était âgée de soixante et onze ans. Née le 25 avril 1921 à Florence, Margherita Guidacci, après une enfance et une adolescence solitaires, s'orienta vers l'étude des littératures anglo-saxonnes, qu'elle enseigna.

Traductrice de Conrad, Hawthorne, Eliot, Newman..., l'œuvre d'Emily Dickinson joua un rôle central dans son propre itinéraire poétique. A l'écart des grands courants de la poésie italienne — elle est néanmoins l'auteur d'une thèse sur Ungaretti — elle poursuivit, depuis 1946, date de parution de son premier livre *Sabbia*

e l'*Angelo* (traduit par Bernard Simenon chez Obsidiane en 1986, en cours de réédition), une œuvre marquée par la quête intérieure et l'approfondissement spirituel.

Le recueil *Neurosculte* (1970) témoigne de son expérience de la maladie et de la douleur. C'est au retour d'un voyage à Paris en 1989 qu'elle subit une première attaque cérébrale. Outre des poèmes publiés en anthologie ou dans des revues, trois recueils ont été traduits par Gérard Pfister (aidé de l'auteur), chez Arfuyen : *le Restable d'Isenheim*, *Neurosculte* et *Sybilles*, parus cette année accompagnés d'un commentaire de Margherita Guidacci sur son poème.

Patrick Kéchichian

Echo d'un éditeur heureux

Il était presque fatal que dans « Echos d'une saison morose » (« le Monde des livres » du 19 juin) on oubliât un éditeur heureux... Ce fut le Pré eux Clercs. Cette maison, qui dirige Jean-Claude Simoen, se dit « fort satisfait » de sa saison avec, notamment : *De l'islam en général et du monde moderne en particulier*, de Jean-Claude Barreau (plus de 70 000 exemplaires) ; *An secours le goli*, de Jean-Pierre Coffe (plus de 140 000) ; *De l'Europe en général et de la*

France en particulier, de Marie-France Geraud et Philippe Séguin, sorti en avril (autour de 40 000) ; *Folies divers et châtements* d'Alphonse Boudard (plus de 20 000) et le roman de Jean-Claude Carrière, *la Controverse de Valladolid* (autour de 20 000).

Par ailleurs les souvenirs de l'égyptologue Christiane Desroches-Noblecourt, *la Grande Nubie* (Stock), n'auraient évidemment pas dû figurer dans la rubrique « littérature française ».

OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez :
LIBRAIRIE (service 18)
LE MONDE DU LIVRE
60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS
75006 PARIS
(1) 43.25.77.04
Code Minitel : 3615 MDL

Anny DUPEYRE

signera son livre

LE VOILE NOIR

paru aux Éditions du SEUIL
le mardi 30 juin 1992
à partir de 19 h 30

à la librairie
l'Arbre à Lettres
14, rue Boulard
75014 PARIS

هكذا من الرجل

• Le Monde • Vendredi 26 juin 1992 31

LE MONDE DES LIVRES LETTRES ÉTRANGÈRES

D. H. Lawrence

Une œuvre inspirée par le principe

D. H. LAWRENCE
de Jeffrey Meyers.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Evelyn Jouve.
La Table ronde, 512 p., 195 F.

On connaît mal D. H. Lawrence, ou que sa pensée soit oubliée, mais en raison des fausses interprétations qu'elle continue de faire naître. Huxley, qui fut lié avec lui dans les années qui précéderont sa mort, le constatait : « La doctrine de Lawrence est constamment invoquée par des gens que Lawrence lui-même aurait violemment désapprouvés, afin d'excuser un comportement qu'il aurait jugé déplorable ou même révoltant. »

« Prophète d'une nouvelle sensibilité », « écrivain du sexe », opère du retour à la vie primitive, les expressions abondent qui simplifient et donc réduisent l'œuvre touffue, complexe, dans la mesure où elle s'est attachée à rendre compte de la vie dans ses contradictions et ses mouvements multiples. Une œuvre inspirée, comme la cosmogonie de Blake, dont Lawrence est souvent proche, par le principe fondamental d'une « dynamique vénéneuse » : dyonisme des contraires qui englobe tout le vivant et s'oppose à la non-vie dont les rouages des machines, dans la civilisation moderne, donnent l'image.

Toute l'œuvre de Lawrence est animée d'une intensité brûlante qui vient de ce qu'elle correspond à une préoccupation centrale, à la

défense d'une vision poétique et religieuse, si on entend ce mot au sens large, de la vie. Mais on s'est arrêté à tel aspect de l'œuvre ou à tel autre, à la volonté de réhabiliter le corps et l'instinct contre l'Angleterre victorienne du début du siècle, ou à la méfiance envers l'intelligence rationnelle, négligeant de considérer que les aspects opposés entraînent en résonance et que Lawrence, qui fut l'ennemi de « l'effroyable impérialisme des abasus », voulait précisément éviter le piège des extrêmes, celui d'une sexualité où l'esprit d'aurait pas de part (« parce qu'elle met en péril la fierté de notre être »), comme celui d'une intellectualisation du sexe, propre à le priver de son mystère, et donc à le réduire.

« La vie n'est supportable que lorsque le corps et l'âme vivent en parfaite harmonie, qu'il existe un équilibre naturel entre les deux, et qu'ils ont l'un pour l'autre un respect réciproque », écrivait-il dans un texte (1) destiné à défendre son dernier livre, *L'Amant de lady Chatterley* (1929). De cet équilibre difficile au culte de la sensation, dont on l'accusa, il y a loin, et certains jugements, tel celui de Malraux, ne résistent pas à une lecture attentive : « Le corps et l'âme s'établissent entre l'être et la sensation : pour ce prédateur du couple, l'autre ne compte guère » (2). Ainsi se trouve rejeté ce qui constituait l'un des thèmes principaux de Lawrence : le rapport conflictuel de l'homme et de la femme.

Ces mêmes simplifications abusives marquent trop souvent la



D. H. Lawrence : « Au fond de chaque être il y a une révolte contre ce qui est fixe. »

partie critique d'un livre par ailleurs passionnant : il est question, dans cette biographie, de « l'animalité inarticulée » de Mellors, le garde-chasse de lady Chatterley (mais peut-être la traduction est-elle aussi fautive), et la relation, si complexe et si belle, de Birkin et Ursula dans *Femmes amoureuses* se trouve ramenée à un succédané

d'expérience homosexuelle : « Birkin utilise la jeune femme comme un substitut sexuel de Crichton et fait avec la femme ce qu'il voudrait faire avec l'homme. » Le jeu des étirances multiples (Lawrence reconstruit lui-même que sa nature sexuelle était double) est réduit à une simple alternative entre des catégories trop étroitement éte-

en mouvement

fondamental d'une dynamique vénéneuse

blies, et la pensée de Lawrence trahie par des platitudes. En revanche, tout ce qui concerne la vie de Lawrence, sa relation avec sa mère, sans laquelle on ne peut comprendre son œuvre, son mariage avec Frieda von Richthofen, « splendide déesse teutonne aux cheveux dorés », qui, pour ce fils de mineur, écrivain inconnu, pauvre et de surcroît sans situation, quitta son mari et ses trois enfants, tout ce qui touche à ses relations, conflictuelles elles aussi, avec ses amis, notamment Katherine Mansfield, John Middleton Murry ou Bertrand Russell qui, pour se venger de lui, l'accusa en termes ignobles d'avoir entiché la philosophie fasciste, tout cela, cette vie mouvementée, est restituée de façon convaincante.

« Dans le doute, bouge »

Lawrence qui avait dit « Dans le doute, bouge », passa sa courte vie à parcourir le monde, chargé seulement de quatre malles. Il frappa tous ceux qui le rencontrèrent par sa « personnalité électrique » et l'ardeur passionnée qu'il mettait à vivre : « Être avec Lawrence était une espèce d'aventure, un voyage de découverte dans un monde neuf et différent. Être avec lui, écrivait Huxley, c'était se trouver transporté jusqu'à l'une des frontières de la conscience humaine... » Il ne voulait ni terre, ni maison, ni fortune, ni même un revenu assuré : « Au fond de chaque être il y a une révolte contre ce qui est fixe, une société fixe, des revenus fixes, des

foyers fixes, et même l'omour fixe » bien que sur ce point sa vie ne se conformât pas avec ses idées.

De revenu fixe il n'eut jamais, puisque son dernier livre ne rapporta que quelques argent qu'après sa mort. Il vécut, souvent dans la gêne, entre l'Italie, Londres qu'il détestait, la Cornouailles où il habita pendant la guerre et le Mexique. En Angleterre il fut constamment persécuté pour ses idées, entre autres son pacifisme, accusé d'espionnage, expulsé de Cornouailles. En 1915, *L'Arc-en-ciel* fut interdit et jusqu'en 1920 aucun éditeur ne voulut de ses livres : il perdit toute possibilité de gagner sa vie ; en 1929, alors qu'il était en train de mourir de tuberculose, ce fut le tour de *L'Amant de lady Chatterley*, dont les exemplaires furent brûlés ; on était ses tableaux, jugés obscènes, de la Warren Gallery. A sa mort, en 1930, on trouva, plus simple, pour neutraliser ses idées, de dire qu'il était fou : « L'œuvre de Lawrence est moins une histoire de censure que de pitié. L'homme était malsain, son cerveau atteint. » (3)

Christine Jordis

- (1) Défense de lady Chatterley.
 - (2) Dans la préface à *L'Amant de lady Chatterley*.
 - (3) Notice nécrologique parue dans le *Daily Telegraph*, du 4 mars 1930.
- * Signalons qu'une importante biographie de Lawrence, en trois volumes, est actuellement en cours de publication en Angleterre. Le premier tome, intitulé « D. H. Lawrence, the early years 1885-1912 », par John Worthen, a paru à la Cambridge Univer-

Les voyages d'Eros

LYRA EROTICA
d'Yves Battistini.
Imprimerie nationale,
320 p., 160 F.

Traducteur et exégète lumineux d'Héraclite, Parménide, Empédocle, Apulée ou Sappho, Yves Battistini est de ces érudits joyeux, passionnés, volontiers inspectuels et fantasques. S'il lui vient le désir de vagabonder parmi les textes de grec ancien, c'est tout naturellement avec une souveraine liberté de choix et une étonnante désinvolture. Seuls importent le plaisir des rencontres, la surprise des jeux d'échos, l'effervescence du gai savoir. Il a l'élégance extrême de donner à son intelligence et à sa sagesse le doux mouvement du caprice.

Avec *Lyra Erotica*, Battistini compose ainsi un périple fabuleux, sans cesse dévié, égaré, livré aux territoires effrayants ou transparents, tendres ou violents, de l'amour et des songes. Voici quinze siècles de variations littéraires autour de cette fascination éternelle, qui se connaît mille vertiges. Voici la jouissance, la jalousie, la haine, les tourments et les ruses, les décalquements et les pudeurs, depuis Agathias de Myrina, un évêque byzantin du sixième siècle, jusqu'à Homère, le poète des poètes. Notez que le chemin se fait ici à rebours, du plus proche au plus lointain, comme pour remonter à la source où naissent et murmurent ensemble la bouche inspirée et le sexe impatient.

Car l'auteur, pour avoir le pied léger, l'esprit vif et l'esprit allégre, n'en poursuit pas moins le projet secret de magnifier la force unique de l'amour, son pouvoir d'éveiller le souffle, le cœur, le sang, la sève et, follement, de fonder les contraires. « Ces pages sont actuelles, souligne-t-il, c'est-à-dire actes de foi, d'engagement de l'être. Tout, dès lors, dans le champ d'une aspiration vers l'unité, apparaît chargé d'un signe identique. Sublime abandon ou renoncement abso, c'est le même vertige, la même plénitude. Transmutation du plaisir. Eros passe infiniment Eros. »

En résonance avec les proses ou les poèmes traduits, des citations d'auteurs anciens ou contemporains s'inscrivent à l'écart, encore le désir se révèle en expansion constante. Là aussi l'helléniste distingué

surprend, convoquant avec la même évidence Maurice Scève, René Char, Erasmus, Villon, de l'Isle-Adam, la *Métaphysique* du strip-tease de Dany Chevalier ou Lulu in Hollywood, de Louise Brooks. Le tout rythmé par des présentations d'une parfaite précision, d'une grande acuité d'évocation, mais qui témoignent d'un goût du coq-à-l'âne et d'un art d'échapper au temps des plus réjouissants. Ainsi, l'hyssop de Rhégium, au chant suave et rude, six siècles avant notre ère. « Quelle musique conviendrait aujourd'hui pour accompagner son poème ? » demande Battistini, avant de répondre promptement : « Il faudrait tenter le jazz, le violon évidemment joué par Michel Warlop ou Dominique Pifarély, l'éblouissant : flammes blanches, hyperaesthésie, eu dispoison de ces strophes ardentes... »

« Amour qui meut le soleil »

Le livre entier est de ce ton lapidaire et libre, le passeur de texte se gardant de trop intervenir, de trop baliser le parcours. Il est en revanche omniprésent là où il se cache : dans le trait net de ses traductions, leur vigueur sans emphase, leur découpe solaire où le lumière est à midi et l'ombre étroite, intense. « Jason/ainsi capotait le regard étincelant de la Vierge. Elle, au fond de sa poitrine, son âme se fondait/brillait dans les feux du désir, comme on voit sa foudre la rosée sur les roses/quand brûlent les rayons de l'aurore. » Apollonios de Rhodes, pourtant accusé par Callimaque d'être inutilement prolixe, avait-il trouvé jusqu'alors un interprète si incisif, si franc, si délicat ? Et Sappho avait-elle jamais connu si belle éblouie ? « Mes yeux sont éblouis : ils poignent le bonheur des dieux/cet homme qui, devant toi/ prend place, tout près de toi écoute, captivé/la douceur de ta voix/ et le désir d'aimer qui passe dans ton rire. »

Fou de poésie, Battistini le traducteur, comme Battistini le lecteur fervent, a bien mérité des poètes. Son voyage sur la terre grecque d'Eros est une errance voluptueuse et tonique, un hymne renaissant pour le désir qui gouverne l'univers et que Dante a définitivement nommé : « Amour qui meut le soleil et les autres étoiles. »

André Velter

Que serait une vie sans histoires ?



folio

Partout, tout le temps.

L'été en

Cinquante livres

LITTÉRATURE FRANÇAISE

Le Livre de Poche : LAUTREMOY : les Chants de Maldoror et autres œuvres. (n° 4496). Le souffle blasphématoire de Lautréamont. Une langue qui oscille entre lyrisme et analyse intellectuelle.

MORGAN SPORTES : Outremer. (n° 7334). Dans l'Algérie en pleine guerre, les pérégrinations d'un petit garçon écrasé par une mère hystérique et despotique.

MAUPASSANT : les Soeurs Rondoli (n° 2636). Quinze nouvelles, aventures d'amour pour la plupart. L'auteur compose un hymne à la gloire de la femme qui détient le pouvoir de posséder le monde.

PAUL MORAND : la Route des Indes. (Bibliothèque, n° 3174). « Il y a autant de routes des Indes que de branches de l'activité humaine (...), la route des érudits (...), celle des chanceliers, celle des littérateurs fous d'exotisme (...), celle des professeurs (...), les routes de la Bible. » Ces récits sont tirés des carnets de notes de celui qui, diplomate et écrivain, fut un « voyageur de vies et de paysages ».

GF Flammarion : MAUPASSANT : Pierre et Jean (n° 627). Quatrième roman de l'auteur, qui tient tout à la fois du roman policier, familial et psychologique.

Presses Pocket : MAURICE GENEVOIX : la Loire, Agnès et les garçons (n° 4055). Le Jardin dans l'île, suivi de Images pour un jardin (n° 3935). Une trame romanesque que l'auteur a voulu « chatoyante et fêlée, assez souple pour n'être qu'un prétexte aux jeux allés de la mémoire, de l'imagination et de la fantaisie ». Une échappée dans le royaume de l'enfance.

MARC CHOLODENKO : les Etats

Stevenson en gothique

Robert-Louis Stevenson fut un auteur si divers, touchant à des genres, des styles, des continents si différents que ses contemporains eux-mêmes, à en croire Jean-Pierre Naugrette, en furent parfois déconcertés. Les deux nouvelles réunies dans ce volume sont une parfaite illustration de cette diversité. Des côtes sauvages de l'Ecosse où la mer assassine en furie joue le rôle du personnage principal, nous sommes transportés au cœur d'une semée d'Espagne où souffle un vent chargé de poussière rouge qui « énerve » littéralement ceux qui y sont exposés.

Ici, le pillier d'épaves et les affres de ses remords ; là, une « résidence » où l'amour devra battre en retraite devant le maléfice et la folie. Avec des points communs, cependant, qui se retrouvent dans la plupart des œuvres de l'auteur de l'île au trésor : une manière de camper un décor – si minutieuse qu'elle seule elle intrigue le lecteur – avant d'y introduire des personnages, un exceptionnel talent pour évoquer l'étrange, une manière enfin de pratiquer le non-dit qui conserve à l'histoire, jusqu'au dernier mot, tout son parfum de mystère.

Il est, certes, un peu tard pour « découvrir » R.-L. Stevenson mais toujours temps de le retrouver, dans cette édition bilingue, pourvue d'un appareil critique important et, malgré quelques approximations, de haute qualité tout en étant accessible aux non-spécialistes.

Alain Jacob

► Deux contes noirs (Two Gothic Tales), de R.-L. Stevenson. Préface, traduction et notes de Jean-Pierre Naugrette. Le Livre de poche (n° 8751), coll. bilingue n° LP 10.

du désert (n° 3930). Un roman où confluent virtuosité de la langue et vivacité du questionnement pour décrire « notre vie, pareille à un désert. Le désert où rien ne change, que l'illusion du changement. » Couronné par le prix Médicis en 1976.

« Les Cahiers Rouges », Grasset.

HENRI CALET : Contre l'oubli (n° 161). L'auteur, romancier et chroniqueur, a rassemblé ici des reportages parus dans Combat et Terre des hommes entre 1944 et 1948. Des peuples qui « risquaient de s'envoler, menacés par le coup de vent » de l'histoire, et qui resuscitaient une époque en demi-teinte.

« Folio », Gallimard :

VOLTAIRE : Candide et autres contes (n° 2358) ; Zadig et autres contes (n° 2347). Une édition complète des romans et des contes, accompagnée d'une postface de Roland Barthes. Voltaire, « ce regard malin et tendre dont le pouvoir de rupture a été de porter simplement la vie au milieu de ces grands masques aveugles qui régnaient la société », fut, écrit Barthes, « le dernier des écrivains heureux ».

« L'Imaginaire », Gallimard :

FRANCIS PONGE : le Savon (n° 279). Le savon, indéfiniment, se raconte, de toutes les façons, sous toutes ses facettes. « Il y a beaucoup à dire à propos du savon », affirme Francis Ponge ; aucune pierre n'est plus modeste, ni, à la fois, plus magnifique... »

« Points Virgule », Seuil :

CLAUDE MENUET (Massin) : une Enfance ordinaire (V112). Les tissus multiples d'une autobiographie, partie joyeuse de hasards. Tendre, frais et factieux.

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

Presses Pocket :

AUGUST STRINDBERG : Mariés (n° 3976). Traduit du suédois par Pierre Morizet et Eva Ahlstedt. Une critique violente où sont tour à tour dénoncés le mariage, le religion, mais aussi l'émancipation de la femme dans des textes volontiers misogynes. Très apprécié en Suède, cet ouvrage est resté peu connu en France.

KENJI NAKAGAMI : la Mer aux arbres morts (n° 3987). Traduit du japonais par Jacques Laloz et Yasuhiro Oura. Cet ouvrage, qui a obtenu un important prix littéraire en 1977, conte l'histoire des retrouvailles d'Akiyuki avec son père méconnu.

Le Livre de Poche, « Bibliothèque » :

LÉO PERUTZ : le Maître du Jugement dernier (n° 3173). Traduit de l'allemand par Jean-Claude Capèle. Dans ces années où Vienne était la capitale de la cocotie, l'auteur a saisi une atmosphère romanesque. Il a mêlé dans cet ouvrage énigmatique, sorcellerie, terreurs religieuses et psychanalyse.

ABÉ KOBÔ : la Forme des sables (n° 3175). Traduit du japonais par Georges Bonneau. La chute d'un homme dans la maladie, histoire d'une déchéance qui ouvre finalement à la véritable humanité. L'écrivain préconise un parcours vertical du temps, renonçant à la poursuite pour l'ascension. Prix du meilleur livre étranger en 1987.

LEONARDO SCIASCIA : Petites chroniques (n° 3179). Traduit de l'italien par Jean-Noël Schifano et Bertrand Visage. Dix tableaux de personnages célèbres, brossés avec humour sur le ton de l'anecdote.

Le Livre de Poche, « Bilingue » :

ELIAS CANETTI : les Voix de Merakech (n° 8754). Traduit de l'allemand par François Pontiver. Au hasard de la ville marocaine, journal de voyage et interrogations sur les mœurs humaines.

« Folio », Gallimard :

ADOLFO BLOY CASARES : Dormir au soleil (n° 2382). Traduit de l'espagnol par Françoise-Marie Rosset. Des péripéties bizarres bouleversent soudain la vie d'un petit horloger de Buenos-Aires. Un univers singulier où le rêve se mêle à la réalité.

« Les Cahiers Rouges », Grasset :

ALVARO MUTIS : La Neige de l'Amiral (n° 159) et Ilona vient



Le vertige de Schnitzler

Sur la civilisation de la Vienne fin de siècle, Stefan Zweig a écrit, passionnément ; Arthur Schnitzler s'est levé dans une ironie dédaigneuse. Comprendre les consciences fut leur passion commune, mais l'un a gardé l'impétuosité que l'autre a perdue. Car les hésitations d'une conscience, chez Zweig, mènent toujours à un chemin, le cœur intermittent est relancé vers un horizon. C'est une mélodie sur deux tons tandis que la note de Schnitzler est solitaire, identique et glaciale.

Arthur Schnitzler trace la marche incertaine de la fatalité. Il écrit, guidé par cette entité abstraite. Et si son univers monochrome fait parfois penser à celui de Kafka, c'est parce que Schnitzler est implacable : il démontre l'inversion des valeurs. L'honneur plus fort que la vie, le hasard plus que le destin ou la volonté. Plus profond que le profond, la légèreté. Une conscience est vibrante et déchirée chez Zweig, une autre est fière et bafouée chez Schnitzler. Ainsi le lieutenant Kasda joue ses « dernières cartes » en échange de son existence, dans un instant de délire ou peut-être simplement d'oubli.

Emmanuelle Delançon : Les Dernières Cartes. (Spiel in Morgen grauen) d'Arthur Schnitzler, traduit de l'allemand par Dominique Audureau. Le Livre de poche, Bibliothèque n° 3050.

(1) Le Lieutenant Gisel. Le Livre de poche, « Bibliothèque » n° 3051.

Le jardin anglais de Naipaul

Un écrivain, à la suite d'une crise bouleversant sa vie professionnelle, se réfugie dans une demeure isolée de la campagne anglaise, non loin de Stonehenge. « Le village était inexistant. Le m'en frottais. (...) Depuis le temps que j'étais en Angleterre, j'avais encore (...) le sentiment d'être sur le territoire de l'autre, un étranger. » Pourtant la terre de l'exil, jour après jour, devient un pays d'adoption ; dans une « école de béni », le narrateur retrouve l'apaisement, un sentiment neuf, inespéré, d'harmonie avec la nature, et comme une seconde vie.

L'Enigme de l'arrivée est le récit, superbe et puissant, d'une hétéroclite : la méditation d'un homme d'âge mûr qui interroge, pour la première fois, la distance le séparant de l'adolescent qu'il fut, fraîchement débarqué de son île tropicale sur le sol d'Angleterre et rêvant naïvement de gloire littéraire ; la méditation d'un homme, issu de la communauté indienne de Trinidad, déraciné, qui parvient à comprendre ceux qui l'entourent ne vivant pas « de l'autre côté », séparés de lui comme le natif l'est de celui qui vient d'accoster au port du pays étranger.

Toute vie, dans le roman de V. S. Naipaul, porte ainsi le secret d'une coupure, d'un déracinement. Tel ce « jardinier essouffé » dont la silhouette se découpe parfois à l'orée d'un champ, ou ce vieil homme, descendant d'une ancienne famille vouée à la tradition, qu'une inexplicable mélancolie, comme une

de soi. Frère de ce lieutenant Gisel (1) qui a failli mourir et vit, comme par hasard, Kasda a failli vivre et meurt pour une absurde, sur un coup de dé. Schnitzler, au bord de l'effroi, est déjà en deuil.

L'inconscient amoureux est tout aussi inévitable. En lui, Zweig a vu l'amour à mort, Schnitzler, le déferlement de la cruauté et du cynisme. Il révèle dans la deuxième nouvelle de ce recueil – Rien qu'un rêve – un paysage onirique où le masque, le secret, le sacrifice font du désir une mise à mort. Le fantasme prend corps, le rêve est déjà trahison, et l'amour pourrait finir en mystification. Le vertige a peut-être fait de Schnitzler un héros de la lucidité, mais, pour cela, il a dû rendre les armes.

► Les Dernières Cartes. (Spiel in Morgen grauen) d'Arthur Schnitzler, traduit de l'allemand par Dominique Audureau. Le Livre de poche, Bibliothèque n° 3050.

(1) Le Lieutenant Gisel. Le Livre de poche, « Bibliothèque » n° 3051.

« mort de l'âme », a returé du monde. La coïncidence de l'homme avec un lieu, une histoire, une langue, n'est jamais donnée d'avance ; et nous avons le droit de choisir nos racines, d'être le pays où nous arrivons. L'énigme de l'arrivée, c'est sans doute l'énigme de la maturité et de l'acceptation de soi, l'énigme, ou le miracle, de chaque vie.

Il y a dans ce livre un art particulièrement sensible et accompli de la description. V. S. Naipaul, en suivant du regard les courbes de la terre, l'ordonnance des arbres le long d'un sentier d'acier, excelle à évoquer le passé d'hommes familiers, autrefois, du même paysage, et étrangement proches. « L'inexplicable petite mère, la hauteur de la pente abrupte, les arbres dispersés : la terre avait ici quelque chose d'étrange, d'énigmatique et même de sacré » : donner un sens aux événements, aux choses, aux actes les plus habituels revient souvent à relayer ce qu'ils impliquent de mystère. Ce livre, qui s'achève sur les accords graves d'une cérémonie funéraire, est, tout autant qu'un roman ou qu'une autobiographie, une célébration.

Dimitris Alexakis : L'Enigme de l'arrivée (The Enigma of Arrival), de V. S. Naipaul, traduit de l'anglais par Suzanne Mayoux « 10/18 », n° 2282 (voir « le Monde des livres » du 24 mai 1991).

poche

pour les vacances

après la pluie (n° 163). Traduit de l'espagnol par Annie Morven. Les deux premiers volumes de la trilogie romanesque intitulée Entreprises et tribulations de Magro et Gavero. Magro, espèce de philosophe de l'aventure, est le symbole d'une quête perpétuellement insoumise, dans un monde fait de hasards et de tentatives vouées à l'échec. La Neige de l'Amiral a obtenu le prix Médicis Étranger en 1989.

« Bibliothèque cosmopolite », Stock :

LUIGI MALERBA : Clopes. Traduit de l'italien par Roger Salomon. Anticonformisme et imagination débridée pour narrer les histoires de Clopes qui « n'est personne et de nulle part ». « Rivières poches ».

HAROLD ACTON : Pivoines et poney. Traduit de l'anglais par Christian Thimomier. A la veille de la seconde guerre mondiale, à Pékin, les derniers feux d'une microsociété cosmopolite. Un roman autobiographique foisonnant, écrit en 1941, ultime confrontation entre l'Occident colonial et la Chine impériale.

« Points », Seuil :

THOMAS HARDY : Ramades désespérées (R 504). Traduit de l'anglais par Robert Davreu. Thomas Hardy avait tout juste trente ans lorsqu'il écrivit ce deuxième roman – en fait le premier publié, en 1871. Un gros roman d'intrigues qui bresse tous les genres.

MICHAËL BOULGAKOV : Morphine (R516). Traduit du russe par Marianne Gourg. Écrit en 1927, ce court texte est l'un des joyaux de Boulgakov. Dans ce récit tendu et angoissant du destin tragique d'un morphomane, on peut aussi déceler les bouleversements psychologiques que la Révolution de 1917 a apportés dans la vie de l'auteur du Maître et Marguerite.

« 10/18 », Christian Bourgois :

SATYAJIT RAY : les Pièces d'or de Jahangir (n° 2267). Traduit du bengali par Michèle Merlier. Il n'y a pas eu avec ses films que Satyajit Ray a su nous faire rêver. La magie est aussi au cœur de ces dix nouvelles du Bengale, moments de vie de héros dépeints, anachroniques dans leur société.

ESSAIS ET DOCUMENTS

Le Livre de Poche, « Bibliothèque

essais » :

EMMANUEL LÉVINAS : la Mort et le Temps (n° 4148). Prétendument dans ce cours une référence constante à l'histoire de la philosophie, en particulier à Hegel et à Heidegger, Lévinas entreprend une réflexion sur « le mort comme temps », qu'il cite sur l'existence d'un « questionner encore ».

« Folio essais », Gallimard :

ANDRÉ BRETON : Point du jour (n° 194). André Breton présente Paul Eluard et parle de Dali, de Poincaré, de la littérature profane... jamais, sans doute, dans le recueil d'études et d'articles écrits entre 1924 et 1933, l'essai n'a été aussi proche si près de la poésie la plus pure.

LUDWIG WITTGENSTEIN : Leçons et conversations (n° 190). Traduit de l'anglais par Jacques Fauve. Un Wittgenstein parfois étrangement proche de Valéry : la ressemblance d'une recherche philosophique avec une recherche esthétique fait en effet l'objet du premier texte de ce recueil. Plus généralement, et particulièrement dans sa Conférence sur l'éthique, le penseur autrichien développe ce que les dernières pages du Tractatus logico-philosophicus n'abordaient qu'au moyen d'aphorismes concis : la corrélation étroite des problèmes de l'esthétique, de l'éthique et de la mystique.

PIERRE CABANNE : le Siècle de Picasso. Vol. 1 : la Renaissance du cubisme (1881-1912), n° 173. Vol. 2 : l'Époque des métamorphoses (1912-1937), n° 174. Vol. 3 : Guernica et la guerre (1937-1956), n° 185. Vol. 4 : la Guerre et la Solitude (1955-1973), n° 186. Nouvelle édition, refondue, complétée et mise à jour, du colossal « classique » paru en 1975.

FRANÇOIS LEVI : le Métier des autres (n° 183). Traduit de l'italien par

Martine Schruoffeneger. « J'ai posé le regard du lettré sur les choses de la technique et sur la littérature calcul du technicien », prévoyait l'auteur de SI c'est un homme. Dans ce recueil d'essais inédits en français, on préférera peut-être le regard du lettré, et la sève de sa curiosité.

CHARLES BAUDELAIRE : Critique d'art suivi de Critique musicale. Édition établie par Claude Pichois. Présentation de Claire Brunet (n° 183). Comptes-rendus de Salons et d'expositions, articles, textes de conférences, cette « somme » démontre combien le regard du critique sur ses contemporains et l'esthétique de son temps ont nourri l'œuvre de poète.

« Tel », Gallimard :

GEORGES MOUNIN : Sept poètes et le langage (n° 200). Valéry, Breton, Eluard, Ponge, Char, Hugo. L'auteur de la Communication poétique entend démontrer, à travers ces essais, qu'« on peut aujourd'hui avancer l'hypothèse forte que la poésie et l'œuvre d'art en général sont un produit largement rationnel de l'esprit humain, mais que ce produit peut être exploré par des méthodes rationnelles ».

MICHEL BUTOR : Essai sur le roman (n° 206). Treize textes (1960-1964) qui sont autant d'interrogations et de réflexions sur la littérature, le roman et la poésie, boudées par les « Réponses à Tel Quel ». « Quels sont vos projets immédiats, lointains ? J'ai du pain sur la planche pour cent ans ».

MICHEL BUTOR : Essai sur les Modernes (n° 207). Textes de critique et d'analyse littéraires extraits des recueils de Répertoire, publiés aux éditions de Minuit en 1960 et 1964. Baudelaire, Dostoevski, Mallarmé et Jules Verne comme précurseurs de la modernité. Raymond, Roussel, Proust, Joyce, Pound et Faulkner comme héritiers du flambeau.

Le Livre de Poche :

I. E. S. EDWARDS : les Pyramides d'Égypte (Bibliothèque, n° 4144). Traduit de l'anglais par Denise Moulinier et Michèle Riley. Édition complétée revue et complétée par l'auteur pour la sortie en langue française. S'appuyant sur de nombreux documents, il propose une explication inédite de l'édification des pyramides.

HENRI PERRUCHOT : la Vie de Toulouse-Lautrec (n° 685). Révisée dans une prose alerte, par l'auteur des biographies de Cézanne et Van Gogh, la destinée de l'homme et de l'artiste qui marque son époque d'un génie scandaleux.

ANTONI GRONOWICZ : Garbo, son histoire (n° 4324). Traduit de l'anglais (États-Unis) par Monique Abelleira, Eric Chédelle et Bernard Ferry. Ouvrage gardé secret depuis quarante ans et écrit par un ami de la star, il contemple le mythe pour s'attacher aux révolutions intimes sur l'enfance autiste, les passions, la quête du bonheur amoureux.

NOËLLE LORIOT : Irène Joliot-Curie (n° 4321). Récit de l'existence multiple d'Irène, fille de Pierre et Marie Curie, qui fut à l'origine de la découverte de la fission, mais aussi première femme ministre, sous le Front populaire, et militante pour les femmes et la paix. Prix des Maisons de la presse, Documents (1991).

« Points-Odile Jacob », Seuil :

JEAN-DIDIER VINCENT : Casanova, le contagion du plaisir (D23). Livré par l'auteur de Biologie des passions, un Casanova, véritable « maître à souffrir » contaminé par le plaisir. Un style précis et un ton léger pour mêler l'amour de la science et celui de la littérature.

« Folio », Gallimard :

DIANE JOHNSON : Dashiell Hammett : une vie (n° 2348). Traduit de l'anglais par François Lasquin. Sam Spide était un escarpé ; Dashiell Hammett, le père de ce héros inoubliable, ne l'était pas moins. Le parcours littéraire romanesque du plus grand des auteurs de « polars noirs », mort en 1961.